

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



SOMMAIRE

Chronique des événements mondiaux..... page 3

Observations complémentaires
sur l'impérialisme sénile
(Réponses à quelques questions)..... page 11
(Par Daniel Gluckstein)

Le "cinquantenaire" qu'ils veulent enterrer :
la vague révolutionnaire de 1943-1945..... page 35
(Par François Forge)

Histoire et documents..... page 63
"Le socialisme en procès". Deuxième partie
(Par James P. Cannon)

Activité de l'Internationale..... page 103
— IV^e Internationale : la vie des sections
— Nouvelles de l'Entente internationale des travailleurs
— Calendrier de l'Entente internationale des travailleurs

Provocations
contre la IV^e Internationale..... page 129
(Par Jean-Marc Schiappa)

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

des événements mondiaux

SOMMAIRE

**Chronique
des événements mondiaux**..... page 3

**Observations complémentaires
sur l'impérialisme sénile
(Réponses à quelques questions)**..... page 11
(Par Daniel Gluckstein)

**Le "cinquantième" qu'ils veulent enterrer :
la vague révolutionnaire de 1943-1945**..... page 35
(Par François Forgeue)

Histoire et documents..... page 63
"Le socialisme en procès". Deuxième partie
(Par James P. Cannon)

Activité de l'Internationale..... page 103
— IV^e Internationale : la vie des sections
— Nouvelles de l'Entente
internationale des travailleurs
— Calendrier de l'Entente
internationale des travailleurs

Provocations contre la IV^e Internationale... page 129
(Par Jean-Marc Schiappa)

(1) voir *La Vérité* n° 16, nouvelle série (n° 616),
mars 1984.

LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Chronique
des événements mondiaux..... page 3

Observations complémentaires
sur l'impérialisme soviétique
(Réponses à quelques questions)..... page 11
(Par Daniel Gluckstein)

Le "cinquantième" ou s'il veut en rester :
la vague révolutionnaire de 1943-1945..... page 35
(Par François Fortuy)

Histoire et documents..... page 63
Le socialisme en procès. Deuxième partie
(Par James P. Cannon)

Activité de l'Internationale..... page 103
— IV^e Internationale : la vie des sections
— Nouvelles de l'Internationale
— Calendrier de l'Internationale
— Internationalisme des travailleurs

Provocations contre la IV^e Internationale..... page 129
(Par Jean-Marc Schepers)

Chronique des événements mondiaux

Le conseil général de la IV^e Internationale — l'organisme élu par la conférence mondiale des sections, qui a proclamé reconstituée la IV^e Internationale — s'est réuni au mois de juin 1994.

Après avoir discuté de la phase actuelle de décomposition de l'impérialisme (1), le conseil général a adopté une résolution qui reprenait les conclusions du rapport sur "l'impérialisme sénile" et avait comme axe le fait que

"la civilisation est menacée par le maintien du système de la propriété privée pourrissant à l'ère de l'impérialisme" et que "par voie de conséquence, la IV^e Internationale et ses sections considèrent que la question de l'attitude à l'égard de la propriété privée des moyens de production constitue la pierre de touche de l'indépendance des groupes, organisations, militants ou tendances qui se dégagent de la phase actuelle de décomposition du mouvement ouvrier mondial.

La ligne de la conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière, par laquelle la IV^e Internationale et ses sections combattent avec les groupes, tendances, organisations et militants indépendants est matérialisée dans l'Entente internationale des travailleurs."

Le bureau de l'Entente internationale des travailleurs s'est réuni les 13 et 14 juin, regroupant des délégués d'Allemagne, de Belgique, d'Algérie, de Grande-Bretagne, de France, d'Espagne, de Hongrie, de Pologne, de Lituanie, d'ex-Yougoslavie, du Danemark, de Suède, du Brésil, du Pérou, des Etats-Unis, de Haïti, d'Inde, du Bangladesh, de Slovaquie, de Suisse, du Sénégal, du Togo et d'Afrique du Sud-Azanie.

La décision centrale de ce bureau — pour la réalisation de laquelle les militants et les sections de la IV^e Internationale, en commun avec l'ensemble des groupes, courants, partis et organisations d'opinions diverses qui composent l'Entente internationale se mobilisent — c'est la tenue en mars 1995 à Copenhague — là même où l'ONU convoque un sommet social avec pour objectif de mettre en œuvre une politique de "clause sociale" et vise à y associer les organisations syndicales — d'une conférence ouvrière internationale indépendante.

Quel est le but de cette conférence ? Aider à l'échelle internationale, comme dans chaque pays, à préserver l'indépendance des organisations ouvrières, aider à réaliser l'unité contre des plans qui, au nom des "nouvelles relations économiques", visent à éradiquer les conquêtes des travailleurs, à détruire leurs droits. Des plans qui correspondent aux nécessités mêmes de la survie du système capitaliste car, comme l'écrit la résolution adoptée par le conseil général de la IV^e Internationale :

"Le seul moyen pour les capitalistes de préserver leurs profits (repose) sur la déréglementation, l'acharnement de tous les gouvernements à détruire les conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe."

C'est cette réalité — combinée avec la résistance des travailleurs et des peuples qui, malgré les obstacles et les difficultés, ne cesse de resurgir face aux conséquences de la décomposition de l'impérialisme — qui constitue la substance

(1) Voir *La Vérité*, n° 10, nouvelle série (n° 616), juin 1994.

même des développements internationaux.

Que l'on considère, par exemple, les propositions de l'Union européenne sur l'Europe des régions, la loi sur l'aménagement du territoire, organisant en France la régionalisation, l'abandon de toute politique de transport dans des régions entières du globe (disparition des chemins de fer dans le nord de l'Argentine par exemple) ou les coupures d'énergie dans d'autres (dans tout le Sud-Est asiatique, des villes entières ne disposent plus d'électricité qu'un jour sur deux, voire sur trois), et l'on constatera que partout le maintien en vie du système de la propriété privée des grands moyens de production a pour conséquence la désindustrialisation, la désertification, le chômage, que l'abaissement du coût du travail conduit à la misère, que la course à la spéculation conduit à la ruine et à l'abandon de régions entières décrétées "non profitables".

A propos du continent africain, des chercheurs américains ont forgé l'expression d'"Afrique utile et d'Afrique inutile" : "l'Afrique utile" se réduit à quelques poches géographiques réservées à l'extraction des minerais et à quelques grandes villes portuaires.

LA PLANÈTE "INUTILE"

Mais l'expression a une valeur universelle : une fraction croissante des richesses produites, des capacités de production, des travailleurs eux-mêmes sont "inutiles" ! Que l'on observe la guerre organisée par les compagnies pétrolières Elf et Shell et l'on constatera que ce processus se retrouve dans d'autres parties du monde. Ainsi en est-il avec la zone pétrolière des îles Spratleys qui sont revendiquées par une demi-douzaine de pays, dont la Chine et le Vietnam.

"Pékin avait attribué une zone se trouvant à 250 kilomètres des côtes vietnamiennes à une compagnie d'exploration américaine, Crestone Oil. Comble de la provocation, la marine chinoise protège les navires de Crestone en cas

de problème avec les Vietnamiens. Ces derniers ont réagi en attribuant la zone limitrophe, dite Dragon bleu, à une seconde compagnie américaine, Mobil." (La Tribune-Desfossés, 14 juin 1994.)

On le sait le pétrole n'avait pas été pour rien dans le déclenchement de la guerre contre l'Irak. Et, lorsque le 18 juillet 1994, le Conseil de sécurité de l'ONU a reconduit une nouvelle fois les sanctions contre ce pays, *Le Monde* commente :

"(...) Mais, si l'on en juge d'après les déclarations d'un haut responsable américain, la crainte d'une nouvelle chute des prix n'est pas étrangère à la position de l'administration américaine. Si l'embargo pétrolier était levé, a dit un responsable à un groupe de journalistes, en l'espace de six mois, la production de l'Irak serait de 1,5 à 2 millions de barils par jour, et en dix-huit mois elle s'élèverait à 3 millions. Cela entraînerait une chute du prix du pétrole à 12 dollars environ."

Alors l'ONU décide : que meurent les enfants irakiens victimes de l'embargo !

Et c'est cette même institution, celle qui est à l'origine de la plupart des conflits qui ensanglantent aujourd'hui la planète, qui serait qualifiée pour définir une "clause sociale". En fait, de même que c'est sous le pavillon de complaisance de l'ONU que l'impérialisme américain entreprend les expéditions militaires qu'il estime nécessaire, c'est aujourd'hui la couverture de l'ONU qu'il s'agit de donner aux mesures conduisant à la destruction massive des emplois, au chômage accru, à la paupérisation de centaines de millions d'êtres humains — et, au nom de la "mission" de l'ONU, obtenir la caution des organisations syndicales.

Sur les objectifs anti-ouvriers, les mesures de régression sociale, il y a accord plein et entier de toutes les bourgeoisies, de tous les gouvernements. Ce qui n'empêche pas que se livre une lutte sans merci pour le contrôle des parts d'un marché mondial qui se rétracte et tend à se disloquer. Comme le dit l'appel à une "conférence ouvrière internationale indépendante", "le processus de mondialisation de l'économie entraîne une guerre

commerciale impitoyable dont les premières victimes sont les peuples et les classes sociales les plus vulnérables”.

“UNE GUERRE IMPITOYABLE”

L'impérialisme le plus puissant, l'impérialisme américain, agit sur tous les terrains pour assurer sa suprématie. Pas un continent où, à n'importe quel prix, il ne vise à élargir et à consolider ses positions. Mais cet enjeu mondial trouve une expression concentrée dans la question des rapports Europe-Etats-Unis posées avec plus d'acuité que jamais.

Il faut d'ailleurs intégrer dans ceux-ci les conséquences de l'effondrement de l'URSS. La collaboration contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne au maintien de l'ordre dans le monde était un facteur essentiel dans la stabilité impérialiste en Europe. La dislocation de la bureaucratie du Kremlin (et, partant, de son appareil international) pose le problème de la discipline en Europe et plus généralement de l'ordre mondial. Principale puissance impérialiste, l'impérialisme américain est amené à affirmer de manière sans cesse croissante sa place dominante.

C'est ce qui avait été exprimé avec arrogance par la formule sur “le nouvel ordre mondial” employée par Bush au début de la guerre contre le peuple irakien. C'est dans tous les domaines que s'affirment les exigences de l'impérialisme américain.

Lorsque le sommet du G 7 s'est réuni à Naples, début juillet, la monnaie américaine s'est dépréciée de 17 % face au yen et de 11 % face à la devise allemande. Que décident les dirigeants des sept pays les plus industrialisés ? Rien. Le sommet du G 7 omet de mentionner le dollar dans la déclaration finale. Bill Clinton a en effet estimé que c'était inopportun.

La chute du dollar a, entre autres conséquences, celle de faire pression sur le Japon, auquel s'oppose l'impérialisme américain depuis plusieurs mois. *La Tribune-Desfossés* du 12 juillet explique :

“Sur le terrain, plusieurs secteurs sont d'ores et déjà étranglés par le récent “endaka” (la hausse du yen). Les géants de la sidérurgie japonaise ont ainsi essuyé les plus lourdes pertes de leur histoire lors du précédent exercice (6 milliards de francs). Incapables de rogner plus sur leurs marges, Nippon Steel, Kawasaki et KKK ne cessent de perdre des marchés extérieurs. Ils tablaient sur un dollar à 105 yens comme seuil de rentabilité. Or le billet vert a atteint 97,55 yens lundi à Tokyo, et les opérateurs envisagent raisonnablement un niveau de 92-95 yens dans les prochaines semaines. L'effet est immédiat : les négociations entre les Japonais et les Chinois se sont rompues pour la première fois depuis vingt ans, il y a quelques jours : les premiers producteurs mondiaux ne pouvaient accéder aux exigences de prix des premiers importateurs mondiaux.”

Ainsi, les exigences de l'impérialisme américain visant à dicter sa loi à l'ensemble des autres puissances capitalistes agissent comme un accélérateur dans la marche à la dislocation du marché mondial.

L'impérialisme américain entend tout régenter — y compris les rapports entre les bourgeoisies européennes. Bill Clinton, le 11 juillet, à Bonn, martèle :

“Le leadership de l'Allemagne est crucial pour parvenir à une Europe plus unie.”

Kohl y répond en réclamant la mise en place d'un “noyau dur” de l'Europe, dont l'Allemagne serait le cœur, noyau dont serait écarté pour cause d'instabilité l'un des pays fondateurs de la CEE : l'Italie. A ce sujet, le grand quotidien madrilène *El Pais*, daté du 6 septembre 1994, écrit :

“L'idée n'est pas nouvelle et vient de réapparaître à Paris et à Bonn, stimulée par les campagnes électorales en cours. Balladur a ressuscité cette question dans le but de se donner un prestige d'homme d'Etat européen dans sa course à la succession de Mitterrand. En Allemagne, le congrès du parti au gouvernement (la CDU) a intégré dans son programme électoral la création de ce “noyau dur” européen. Kohl essaie ainsi de garantir

aux Allemands que les pays avec des économies plus ou moins saines ne pourront pas mettre le mark en danger et, en même temps, laisse entendre aux pays de l'Est qu'ils pourraient entrer dans l'Union européenne à condition qu'ils ne prétendent pas recevoir les mêmes subventions que les partenaires actuels."

C'est reconnaître la faillite de la "grande construction européenne" codifiée par le traité de Maastricht. C'est aussi reconnaître que le continent européen est — et sera — le théâtre d'affrontements inévitables entre les différentes bourgeoisies. Alors que reste-t-il de l'Union européenne ? Rien, si l'on accepte la mystification douceuse d'une harmonieuse coopération entre les Etats ; l'essentiel, si l'on comprend que "l'Union européenne" se fait contre les peuples et les travailleurs d'Europe. Les normes imposées par le traité de Maastricht restent la loi au nom de laquelle, dans chacun des pays d'Europe, on attaque les positions occupées par la classe ouvrière. L'Europe de Delors, c'est bien celle du chômage et de la désindustrialisation. C'est contre elle, lui opposant l'unité des travailleurs et des peuples, qu'à l'appel de l'AET, des travailleurs de toute l'Europe manifesteront le 23 octobre.

UN CARNAGE ÉCONOMIQUE

Des travailleurs de l'Ouest de l'Europe, mais aussi de l'Est, de l'ex-URSS, de Hongrie, de Roumanie, de Pologne où le processus de restauration capitaliste constitue, selon le mot d'un économiste, un véritable "carnage économique".

C'est encore sous l'égide des Etats-Unis que la Russie a participé pour la première fois au sommet du G 7. Ce dernier a tenu à manifester son soutien aux réformes d'Eltsine. Les bureaucrates reconvertis ne ménagent pas leurs déclarations, affirmant leur volonté de franchir "une nouvelle phase de mutation". Mais cela ne suffit pas. Le Premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, annonçait, par exemple, le 15 juillet, que 2 000 entreprises seront déclarées en cessation de paiement d'ici à la fin de l'année, pour

ajouter tout de suite... qu'il faudra être "vigilant sur les conséquences sociales de la fermeture de ces entreprises".

La lettre confidentielle de la banque Paribas, *Conjoncture* (juillet 1994), souligne qu'il ne faut pas se fier à "un taux apparent de privatisation" et s'inquiète :

"Malgré la volonté politique de procéder le plus rapidement possible à la vente des actifs du secteur public, une partie de ceux-ci n'est pas privatisable et devra rester dans le giron de l'Etat au cours des prochaines années. En effet, dans le système de planification centralisée, la recherche d'économies d'échelle a favorisé l'imbrication étroite entre les fonctions de production et la prestation de services aux populations. Par exemple, le système de chauffage urbain est, dans certains cas, alimenté par l'usine locale. Dès lors, il semble difficile de la fermer — même si les impératifs économiques l'exigent — à moins de procéder préalablement à de nouveaux investissements. D'autre part, les grands combinats sont parfois les seuls employeurs de leur région. Il est politiquement peu concevable d'arrêter complètement leur activité, du moins aussi longtemps que la mobilité reste très limitée par la crise du logement."

"POLITIQUEMENT PEU CONCEVABLE"

"Politiquement peu concevable", tout est là. La situation est certes complexe en Russie. Elle est difficile pour la classe ouvrière et les peuples. La bureaucratie mafieuse, agissant comme représentant directe de l'impérialisme, vend le pays, ou plus exactement participe à son pillage, à sa désintégration. Mais la classe ouvrière est loin d'avoir dit son dernier mot. Elle s'arc-boute sur la propriété sociale qui a été frappée, attaquée de toute part, mais qui, malgré les coups les plus sévères structure encore largement les relations dans l'ex-URSS, dans les pays de l'Est.

"Politiquement peu concevable." L'expression ne vaut pas que pour l'ex-URSS ou les pays de l'Europe de l'Est. Elle a une valeur mondiale. C'est l'action

organisée des travailleurs, leur résistance à l'échelle mondiale et dans chaque pays, qui est l'obstacle. C'est pourquoi il faut briser l'indépendance des organisations construites par les travailleurs pour les intégrer et les liquider comme instruments de la résistance des travailleurs. L'impérialisme ne pourrait mener cette offensive sans l'appui politique qu'il reçoit des partis de la prétendue "Internationale socialiste", comme des organisations issues de l'appareil international de la nomenklatura.

La même réalité s'impose en Chine. Là encore, si la bonne volonté des bureaucrates corrompus n'est mise en cause par personne au sein des cercles dirigeants de l'impérialisme, on ne s'en interroge pas moins. L'éditorial de *Banque mondiale actualité*, du 7 juillet 1994, explique :

« Mais dans un des secteurs clés de l'économie (celui des industries collectives nationalisées), la scission du secteur public et du secteur privé s'avère difficile à réaliser. En effet, en Chine, l'employeur fournit également à son employé logement, service médicaux et régime de retraite. Cela explique sans doute pourquoi plus de 100 millions d'employés ne peuvent changer de travail sans risquer de perdre leur logement et leur système de protection sociale, et pourquoi les entreprises ont souvent des difficultés à se créer ou à devenir plus performantes.

La Chine a décidé de restructurer et de réduire la taille de certaines entreprises représentant une lourde charge pour le budget national. Mais "comment voulez-vous restructurer si vous risquez de supprimer le logement et le système de protection sociale des employés ?", déclare Sonsu Choi, économiste senior au département Chine de la Banque mondiale. »

Et ce, dans une situation où toutes les informations concordent, que ce soient les déclarations officielles ou les textes des organisations indépendantes : le nombre de grèves, de rassemblements de protestation ne cessent de croître en Chine.

L'enjeu de la confrontation qui se prépare est de taille. Toute la politique de

l'impérialisme relayée par la bureaucratie conduit au démantèlement de la nation chinoise, à sa dislocation, à l'opposition entre les régions du Nord et celles du Sud, entre la côte et l'intérieur. De l'autre côté, la classe ouvrière en combattant pour la défense de ses droits, au premier rang desquels le droit au travail, pour le maintien du système de santé, s'oppose au processus de dislocation-démantèlement.

Il s'agit d'ailleurs là d'un phénomène plus général.

En France, en combattant pour le maintien des conventions collectives nationales, les statuts, la Sécurité sociale, en un mot tous les droits et conquêtes acquises par la lutte de classe, les travailleurs défendent leurs propres intérêts, mais, au-delà, il s'agit de l'unité du pays, de la République "une et indivisible" héritée de la Révolution française, contre la régionalisation-dislocation voulue par l'Union européenne de Delors.

On peut ainsi mesurer l'actualité de la théorie de la révolution permanente qui se révèle pleinement à l'époque de l'impérialisme sénile. Le cadre des nations, constituées au cours du développement des révolutions bougeoises et de la formation du marché mondial, tend à être détruit par l'impérialisme décomposé détruisant la production, au profit des marchés spéculatifs. La classe ouvrière, en agissant pour assurer sa propre défense, son existence comme classe, pour protéger ses droits acquis et ses conquêtes, assure dans le même temps la défense des acquis démocratiques des révolutions bourgeoises que décompose l'impérialisme.

LA MARCHÉ À LA BARBARIE

Les experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) reconnaissent eux-mêmes le caractère unifié à l'échelle internationale de l'offensive pour détruire tout cadre national codifiant des droits ouvriers. Dans leur rapport annuel du 20 juillet 1994, ils expliquent :

“Les experts de l’OCDE montrent que dans tous les pays industrialisés, les réglementations sociales, fort disparates d’une frontière à l’autre, ont été fortement assouplies au cours des dix dernières années.

Révisions sur le SMIC tout d’abord. Certes, il n’y a pas eu de remise en cause de l’existence même du salaire minimum légal. Mais tous les pays qui pratiquent un salaire minimum ont tenté ces dernières années d’en réduire la portée. Les mécanismes de révision ont été modifiés en profondeur, en vue de supprimer l’indexation sur les prix ou sur le salaire moyen. En Belgique, la procédure d’indexation sur les prix a été révisée en 1983. En Grèce et aux Pays-Bas, l’indexation automatique a été abolie en 1991. En Italie, l’échelle mobile des salaires a été supprimée en 1992.

Autre tendance : l’instauration pour les jeunes d’un salaire inférieur au minimum est entrée en vigueur en Belgique, en Espagne, aux Etats-Unis, en France, aux Pays-Bas et au Portugal (...).

Les normes relatives à la durée du travail ont elles aussi été bouleversées pour donner plus de souplesse aux entreprises. Cette évolution a été particulièrement marquée dans les pays européens, des modalités plus souples étant en vigueur depuis longtemps en Amérique du Nord. La répartition des heures de travail sur l’année, et non plus dans le cadre mensuel ou hebdomadaire, est entrée en application en Allemagne, en Belgique, en France, en Italie et aux Pays-Bas. De plus, il est de plus en plus souvent possible de déroger à la loi, à condition que les conventions collectives le permettent. Par exemple, le nombre d’heures de travail, fixé par la loi, peut être dépassé dans certaines circonstances en Belgique, en France et en Autriche. Reste que les réglementations sur la durée du travail diffèrent considérablement selon les pays : très succinctes au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, beaucoup plus lourdes en Belgique, au Canada, en France, en Espagne et au Portugal.

La plupart des pays ont modifié leur législation pour élargir les possibilités de recours aux contrats de durée déterminée. La durée maximale des contrats a été allongée dans plusieurs pays, notamment en Allemagne. Enfin la réglementation sur les licenciements a été assouplie

dans la majorité des pays, sauf en Grèce, en Irlande et dans une moindre mesure en Italie.”

Les mêmes experts enregistrent officiellement 35 millions de chômeurs dans les pays de l’OCDE et il faut selon le rapport “s’attendre à une progression continue en 1995” et “comprendre que la croissance ne peut à elle seule résoudre le problème de l’emploi”. Car “la particularité de la reprise actuelle tient au fait que la croissance de la production a été due relativement plus à l’accroissement de la productivité qu’à celui de l’emploi”.

Ainsi, le régime de la propriété privée des grands moyens de production affiche-t-il ouvertement son programme : toujours plus de flexibilité, toujours moins de travail, destruction de tous les cadres nationaux, balkanisation de la classe ouvrière, des peuples et des nations, en un mot, retour en arrière sur tous les aspects de la civilisation humaine.

Cette marche à la barbarie à quoi se ramène le “progrès capitaliste”, on en trouve la matérialisation la plus avancée dans la situation du continent africain.

Mais de même qu’à l’époque du capitalisme ascendant, Marx pouvait dire que la situation des pays les plus industrialisés indiquait à toute l’humanité le chemin dans laquelle elle s’engageait, la situation de l’Afrique dessine l’avenir que prépare à toute l’humanité l’impérialisme sénile.

On pense bien sûr au Rwanda, à la tragédie humaine qui a vu, après les massacres, un peuple poussé à l’exode, livré au fléau du choléra, l’horreur s’ajoutant chaque jour à l’horreur.

Pour mesurer ce que valent les déclarations hypocrites des gouvernements capitalistes, en premier lieu du gouvernement français, devant ce drame, il suffit de fournir un chiffre publié dans le journal patronal français *La Tribune-Desfossés* :

“Avec 10 % seulement des pertes et provisions pour créances douteuses du Crédit lyonnais, on nourrit l’ensemble des réfugiés rwandais pendant vingt mois” (21 juillet 1994).

DE LA SOMALIE AU RWANDA

Alors, par-delà les discours, quels étaient les enjeux au Rwanda, et plus généralement quels sont les enjeux en Afrique du point de vue des intérêts de l'impérialisme ? La *Süddeutsche Zeitung*, de Munich, explique :

“La France veut obliger le monde à approuver son intervention militaire au Rwanda. Dix semaines après le début des terribles massacres, Paris parle d'une action purement humanitaire. Or le carnage a commencé depuis longtemps (...). A l'époque, Alain Juppé, le ministre des Affaires étrangères, avait déclaré que la France ne pouvait pas toujours jouer le rôle de gendarme en Afrique. Aujourd'hui, les Français affichent leur volonté de s'en mêler, et ce avec l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU.

D'où vient ce revirement soudain des Français ? Paris soutient depuis plus de vingt ans — essentiellement par les armes — le régime qui s'écroule au Rwanda. Paris a assisté à la transformation en bourreaux des soldats gouvernementaux et des milices. C'est seulement maintenant, alors que ses anciens alliés sont pour ainsi dire vaincus, que Paris se sent obligé d'intervenir. La France parle d'aide humanitaire, alors qu'il s'agit pour elle d'être reconnue en tant que puissance mondiale et en tant que force de maintien de l'ordre en Afrique. Comme les Américains sont partis en Somalie pour ouvrir la voie à l'ONU, cette fois, ce sont les Français qui veulent faire leur entrée sur la scène mondiale.

Le Rwanda faisait autrefois partie de la zone d'influence française. Si les rebelles du FPR remportaient la victoire, cette zone serait perdue. Cette perte est de toute façon de plus en plus probable, car le FPR a quasiment gagné ce sanglant combat. Pourquoi laisserait-il Paris lui confisquer sa victoire ?

Le FPR s'est toujours appuyé sur l'Ouganda, qui fait partie de la zone d'influence anglo-saxonne. Cette ancienne colonie britannique est aujourd'hui l'enfant chéri des Etats-Unis, Washington utilise l'Ouganda pour soutenir les rebelles au Soudan ; la Banque

mondiale et le FMI font du bourrage de crâne en affirmant que l'Ouganda serait déjà le deuxième miracle économique en Afrique. Sous couvert d'humanité, c'est en fait une guerre à bas prix entre les deux cultures occidentales phares en Afrique : les Français contre les Anglo-Saxons. Ainsi le continent noir se retrouve-t-il le jouet des intérêts étrangers.”

De son côté, *The Guardian*, de Londres, précise :

“L'intervention française au Rwanda, lancée sous la feuille de vigne de l'approbation onusienne, est le point le plus bas atteint par la courbe catastrophique des interventions de maintien de la paix menées par l'ONU en Afrique. Aucun pays n'est plus mal placé que la France pour contribuer à la paix au Rwanda, si l'on songe au soutien militaire et diplomatique qu'elle a offert pendant des années au défunt président Juvénal Habyarimana, architecte d'un régime cruel et antidémocratique. La France a formé les milices d'Habyarimana, dignes des tontons macoutes, et envoyé sa propre armée à la rescousse lorsque, fin 1990, le Front patriotique rwandais (FPR) lança sa première offensive contre le régime présidentiel (...).

Selon M. Boutros-Ghali, l'intervention française s'inspire des interventions humanitaires de l'ONU en Somalie. Or il ne saurait y avoir précédent plus tragique. Les Etats-Unis avaient engagé 38 000 hommes : or, en l'espace de quatre mois, à en croire les services de renseignements américains, 10 000 Somaliens ont trouvé la mort au cours d'affrontements avec les forces de maintien de la paix ou de combats entre factions locales.”

De fait, la presse mondiale se tait maintenant sur la situation en Somalie, deux ans après la mission “humanitaire” “Restore Hope” (une des premières du genre).

Il reste qu'avec la situation au Rwanda, on mesure que c'est à l'échelle de tout un continent que les peuples sont menacés dans leur existence même. Faut-il de nouveau établir qu'il ne s'agit pas d'un conflit interethnique ? Oui, sans aucun doute, car il faut sans cesse démonter les

mensonges de l'impérialisme. Daniel Simpson, l'ambassadeur américain en Somalie, vient d'ailleurs de déclarer :

"Il n'y a plus de Somalie. La Somalie, c'est fini. Ce qui va émerger maintenant va être une série de cités-Etats et de comptoirs commerciaux le long de la côte et des bantoustans à l'intérieur."

C'est le résultat d'une politique délibérée, c'est celle que dénonçait un délégué du Rwanda lors de la conférence africaine organisée par l'Entente internationale des travailleurs et l'AZAPO :

« Dans les années 1990, nous avons vu arriver le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. On a alors vu à la tête des différents partis politiques rwandais des gens qui étaient ministres, directeurs généraux, grands officiers. Ces gens-là ont tout fait pour provoquer un prétendu conflit "ethnique", parce qu'ils craignaient que l'unité du peuple rwandais se reconstitue contre eux. (...) Le FMI a imposé alors un programme d'ajustement structurel. Il y a eu la fermeture de la Caisse d'épargne (3 000 personnes jetées à la rue), le refus de tout emprunt garanti par l'Etat, la dévaluation de 65 % de la monnaie (...). Les différentes forces impérialistes ont d'abord armé une faction, puis une autre. Leur but : imposer au Rwanda ce plan d'ajustement structurel imaginé par les experts du FMI. Un plan qui prévoyait aussi les licenciements en masse, la libération des prix, la privatisation des services publics d'éducation et de santé. Pour faire passer ces plans et surmonter la résistance prévisible des travailleurs rwandais, le FMI a manipulé, finançant l'armement des différentes factions, finançant le parti au pouvoir comme les partis d'opposition.

C'est sous l'égide du FMI que les prétendus "problèmes ethniques" ont été introduits, tous les partis étant subitement contraints de se diviser en deux, entre Tutsis et Hutus, ces prétendues "tensions ethniques" débouchant sur les massacres actuels. Soyons en sûrs, le FMI a d'ores et déjà préparé ses plans pour la reconstruction. »

On peut ainsi commencer à comprendre ce qui est en jeu en Afrique.

Les guerres qui se développent sur ce continent révèlent avec force comment peuvent se combiner "Afrique utile" et "Afrique inutile", comment décomposition et production rentable peuvent se côtoyer.

Au Liberia, le pays est déchiré par la guerre, mais les plantations de caoutchouc de Firestone et d'autres firmes dans le Nord sont demeurées actives et le travail s'y poursuit vingt-quatre heures sur vingt-quatre ; en Angola, la guerre n'a d'aucune manière déréglé le forage du pétrole par les grandes compagnies étrangères et des groupes miniers. Les affaires continuent comme à l'accoutumée ; au Togo, le pays est déchiré et paralysé, mais la production du phosphate ne s'est pas interrompue un seul instant ; en Somalie, en dépit de la prétendue "guerre civile", la prospection s'est poursuivie sur les deux tiers du territoire qui ont été concédés aux compagnies américaines. Ce sont les Américains qui ont été identifiés par la population comme les acteurs principaux de la guerre. Le but recherché est clair, la conquête des ressources. Elf et Shell mènent une guerre indirecte par l'intermédiaire des troupes nigérianes et camerounaises.

L'alternative "socialisme ou barbarie" prend aujourd'hui toute sa signification et toute son actualité. Comme nous le disions plus haut à propos de la Chine, mais cela vaut pour toute l'humanité, il y a d'un côté l'impérialisme pourrissant engagé dans une course destructrice, secondé par toutes les forces qui ont partie liée à sa survie ; de l'autre, il y a les peuples travailleurs du monde. Eux seuls par leur combat émancipateur peuvent préserver les bases mêmes de la civilisation.

Contribuer à l'unité de ce combat, l'aider à se centraliser, là est le sens des initiatives et des campagnes de l'Entente internationale des travailleurs qui sont au cœur de l'action de la IV^e Internationale.

Observations complémentaires sur l'impérialisme sénile

(Réponses à quelques objections)

Le rapport présenté au dernier conseil général de la IV^e Internationale et l'article qui en a été tiré pour *La Vérité* (*Quelques données sur l'impérialisme sénile et la marche à la dislocation du marché mondial*) (1) ont provoqué une importante discussion. Plusieurs camarades ont bien voulu faire parvenir leurs observations, leurs critiques, leurs objections. La publication de ce nouveau numéro de *La Vérité* fournit l'occasion d'y apporter une première réponse. Qu'il soit entendu que cette première réponse ne vise pas à clore la discussion, mais au contraire à la relancer. Pour nous, marxistes, la théorie n'est pas un dogme, c'est un guide pour l'action. Elle est un processus vivant, constamment se modifiant, constamment évoluant. *La Vérité*, revue théorique de la IV^e Internationale, constitue par excellence le cadre dans lequel la discussion doit se mener.

A PROPOS D'UN CHANGEMENT QUALITATIF

Dans une contribution écrite, le camarade C., de la section suisse de la IV^e Internationale, tout en affirmant son "accord avec la description de la situation économique mondiale, ainsi qu'avec les conclusions politiques fondamentales" de la contribution, formule ce désaccord :

« A mon sens, il est faux de dire, comme le fait le camarade Gluckstein, qu'il y a eu "un changement qualitatif" amenant à une situation où "les conditions mêmes de la production marchande sont aujourd'hui déterminées par les conditions de la rente, de l'usure, de la spéculation, du pillage". »

Quels sont les arguments avancés par le camarade C. à l'appui de son point de vue ?

DE NOUVEAU, MARCHÉ ET PRODUCTION, PRODUCTION ET MARCHÉ

Pour commencer, ceci :

« A mon avis, l'explication de l'impérialisme arrivé à sa phase sénile est à chercher non pas dans la sphère du marché, mais dans celle de la production. D'après Marx, comme on le sait, le système capitaliste est voué à l'effondrement, non parce qu'il n'arrive pas à réaliser (à transformer en argent) un excédent de plus-value pour sa reconversion en capital, mais parce qu'il se trouve face à un manque de plus-value au regard du capital total (somme du capital constant et du capital variable). A mon avis, si comme l'a montré Marx, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit est "à tous égards la loi la plus importante de l'économie politique moderne" (*Grundrisse*, page 634), c'est parce qu'elle garde toute sa validité en tant qu'elle exprime la tendance nécessaire à l'effondrement du capitalisme (...). Comme l'a écrit Marx, "la véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même". »

J'invite le lecteur — et le camarade C. au premier chef — à relire attentivement l'article paru dans *La Vérité*. D'aucune manière, "l'explication de l'impérialisme arrivé à sa phase sénile" n'y est présentée

(1) *La Vérité*, n° 10, nouvelle série, juin 1994.

comme procédant de "la sphère du marché" opposée "à celle de la production".

Tout au contraire, l'article — qui recoupe en l'occurrence un point de vue affirmé de tout temps par les marxistes — repose sur la compréhension du lien dialectique ("indissociable", est-il écrit) qui relie production et marché, marché et production. C'est l'opposition des deux, telle que formulée par le camarade C., qui pose problème, car elle relève d'une pensée non dialectique, c'est-à-dire non réelle.

La production capitaliste elle-même (et plus généralement toute production dès lors qu'elle présente un caractère de production sociale) se développe en relation avec un marché déjà en constitution. A son tour, le surgissement d'un nouveau mode de production (par exemple, le capitalisme) constitue son propre marché ou l'élargit, ou l'étend. Le propre du système capitaliste est d'avoir constitué le marché mondial. Pourquoi ? Pour cette raison fondamentale mille fois expliquée par Marx, Engels, Lénine, Trotsky : le système capitaliste ne peut survivre sans chercher en permanence à développer ses forces productives. Mais cette croissance des forces productives est impossible si elle ne provoque pas au fur et à mesure l'élargissement du marché afin que celui-ci puisse absorber les marchandises produites et ainsi permettre la réalisation de la plus-value. Or la particularité du système capitaliste, c'est, pour reprendre une formule d'Engels, que :

"Tandis que la puissance de production augmente en raison géométrique, l'extension des marchés augmente, si l'on met les choses au mieux, en raison arithmétique" (2).

En ce sens, l'impasse du mode de production capitaliste s'exprime dans son incapacité, une fois parvenu au stade du marché mondial, à développer le marché, entraînant une stagnation qui devient bientôt putréfaction et décomposition des forces productives. Engels lui-même, bien avant que ce stade ne fût atteint, en avait, dans la préface déjà citée, annoncé l'avènement :

"Le cycle décennal de stagnation, prospérité, surproduction et crise (...)

semble (...) être révolu, mais seulement pour nous faire échouer dans le bourbier sans espoir d'une dépression permanente et chronique" (2).

Répetons-le : cette opposition entre "la sphère du marché" et "celle de la production" est tout... sauf marxiste. Pour n'en prendre que deux exemples : dans le chapitre du *Capital* consacré à la coopération (3), Marx écrit :

"La production capitaliste ne commence en fait à s'établir que là où un seul maître exploite beaucoup de salariés à la fois, où le procès de travail, exécuté sur une grande échelle, demande pour l'écoulement de ses produits un marché étendu."

Dans le même chapitre, expliquant la stagnation des forces productives dans les sociétés indiennes précapitalistes, il écrit que "la division du travail dans le sens manufacturier (stade obligé du développement des forces productives, NDLR) est impossible puisque le marché reste immuable".

A peu près à la même époque, Engels écrivait :

"On produit trop peu ; tout est là. Mais pourquoi produit-on trop peu ? Non que la production — même pour notre époque et les moyens de notre époque — ait atteint ses limites. Non, mais bien parce que la limite de la production est déterminée, non par le nombre de ventres affamés, mais bien plutôt par le nombre de porte-monnaie d'acheteurs en mesure de payer. La société bourgeoise ne veut pas, ne peut pas vouloir produire davantage" (4).

Engels était-il dans l'erreur ? Si tel est le point de vue de C., il ne faut pas hésiter à le dire... Dans l'erreur, aussi, Lénine qui qualifie le passage du capitalisme au stade impérialiste notamment par l'achèvement de la constitution du marché mondial, par

(2) F. Engels, préface à l'édition anglaise du *Capital*, 5 novembre 1887.

(3) Karl Marx, *Le Capital*, livre premier, chapitre XIII : "La coopération".

(4) F. Engels, *Lettre à Friedrich Albert Lange*, 29 mars 1865.

le partage du monde entre les grandes puissances impérialistes ?

LA BAISSÉ TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT...

A quoi peut aboutir pratiquement la démarche du camarade C. visant à "expliquer" à partir de la seule "sphère de la production", tournant le dos à ce qui se passe "dans la sphère du marché" ? Cela ne peut aboutir qu'à remettre en cause l'analyse de l'impérialisme sénile elle-même et à gommer toute différence entre l'époque du capitalisme ascendant et celle du capitalisme putréfié. Citant Marx, le camarade écrit :

« La loi de la baisse tendancielle du taux de profit est "à tous égards la loi la plus importante de l'économie politique moderne". »

Marx — ce passage sera cité plus loin — nous a lui-même mis en garde contre toute tentative de définir des lois universelles et définitives de l'économie politique. Néanmoins, si cela est nécessaire pour rassurer le camarade C. quant à "l'orthodoxie" du rapport présenté au conseil général, on répétera avec lui que la loi de la baisse tendancielle du taux de profit est toujours la loi la plus importante de l'économie politique moderne. On ajoutera même, pour dissiper tout à fait ses craintes, que *Le Capital* de Marx est toujours l'instrument majeur de l'analyse des mécanismes du système capitaliste. Et même, pour dissiper tout malentendu, on affirmera sans ambages que :

— la loi de la valeur est toujours la loi de la valeur ;

— la valeur des marchandises est toujours déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire à leur production cristallisée en elles ;

— le capital, comme rapport social d'exploitation, repose toujours sur l'extorsion de la plus-value, c'est-à-dire sur cette particularité de la marchandise qui s'appelle la force de travail de produire plus de valeur qu'elle n'en consomme.

... SE MANIFESTE DANS DES CONDITIONS NOUVELLES

Et on ajoutera — ce que C. a omis — que nous sommes toujours à l'époque de l'impérialisme, de la réaction sur toute la ligne. Mais une fois qu'on a écrit cela, on n'a encore rien réglé. On s'est contenté d'indiquer avec quels outils théoriques on entend analyser la situation concrète actuelle. Reste à formuler cette analyse elle-même, c'est-à-dire à utiliser les outils de la théorie...

Ainsi, concernant la baisse tendancielle du taux de profit. Cette loi joue toujours un rôle fondamental, mais s'exerce dans un contexte radicalement changé. Cette loi a été dégagée par Marx à l'époque du capitalisme ascendant. Le capitalisme ascendant, aiguillonné qu'il était par la libre concurrence, visait en permanence des gains de productivité. La croissance de la productivité fondée sur le développement du machinisme nourrit alors un processus qui voit décroître la part de travail vivant (capital variable) incorporée dans la fabrication des marchandises. Or la plus-value est générée par le seul capital variable. Toutes choses restant égales par ailleurs, plus se développe la productivité, plus se réduit la part de plus-value. Le taux de profit est, on le sait, constitué par le rapport

$$\frac{pl}{c + v}$$

Dans une situation où pl et v diminuent dans une proportion plus importante que l'augmentation de c , le taux de profit tend constamment à baisser. Pour contrecarrer cette loi de la baisse tendancielle du taux de profit, le capitalisme dans sa phase ascendante n'a eu de cesse de chercher à conquérir de nouveaux marchés et de développer plus encore la productivité du travail.

Phénomènes qui, à leur tour, ont débouché sur de nouvelles concentrations, développant à nouveau la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. A cette époque donc, le développement de la productivité était en rapport avec un processus d'extension et de conquête des mar-

chés, il en était à la fois une conséquence et un moteur actif. Une fois réalisé le marché mondial, une fois le capitalisme arrivé au stade de l'impérialisme, la conquête de nouveaux marchés ne joue plus comme un facteur d'entraînement de la production et de la productivité. En ce sens, la baisse tendancielle du taux de profit, qui joue un rôle à la fois "progressiste" et "réactionnaire" à l'époque du capitalisme ascendant — "réactionnaire" parce que tendant à aggraver les conditions d'exploitation, "progressiste" parce qu'obligeant le capital à se dépasser lui-même en permanence et à se développer —, cette loi ne joue plus, à l'époque de l'impérialisme (et plus encore de l'impérialisme sénile) qu'un rôle à cent pour cent réactionnaire. Aujourd'hui, le capital ne peut répondre à la baisse tendancielle du taux de profit qu'en accroissant la productivité sur la base de la destruction des forces productives, c'est-à-dire de la destruction du capital productif, de la destruction de la principale force productive qu'est la classe ouvrière... en recourant à des voies très particulières de dégagement de la plus-value relative (sur lesquelles on reviendra plus loin dans cet article).

LA CONNAISSANCE CRITIQUE DU MOUVEMENT HISTORIQUE...

A opposer marché et production, à se contenter de la référence à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit sans examiner les conditions concrètes de son application, le camarade C. en vient inévitablement à nier les caractéristiques spécifiques de cette phase que nous avons appelée "l'impérialisme sénile", caractérisation avec laquelle il affirme cependant être d'accord. Ainsi, le camarade C. écrit que :

"Pour cette discussion, il serait extrêmement utile de se référer aux articles de Bloch publiés dans La Vérité, nos 554, 555, 556."

Il précise que :

« Suivant Marx, Bloch explique pas à pas la tendance à l'effondrement du capitalisme par le "conflit entre la tendance

du capital à engendrer une expansion sans limite des forces productives de la productivité du travail pour accroître ses profits, donc à réduire de plus en plus la part du travail vivant dans la production, et la nécessité impérieuse pour lui de bloquer le développement des forces productives pour empêcher l'élimination de la production de ce même travail vivant, seule source de ces profits, pour freiner la baisse du taux de profit qui résulte ainsi de ses efforts pour l'élever (...). Dans les efforts du capital pour bloquer le développement des forces productives nouvelles qu'il a lui-même suscitées et suscite pour les éliminer et les détruire (surplus en moyen de production, argent et travailleurs qu'il ne peut utiliser de manière à en retirer un taux appréciable de profit), celui-ci ne pourra que donner de plus en plus libre cours à ses tendances destructives" » (La Vérité, n° 556, page 278).

La démonstration faite par le regretté camarade Gérard Bloch et la manière dont il résume le point de vue de Marx ont naturellement toute leur place dans cette discussion. Mais on rappellera au camarade C. que le texte qu'il cite est tiré d'un article (dont nous conseillons l'étude aux lecteurs actuels de *La Vérité*) rédigé par Gérard Bloch, sous la signature d'Octave Boisgontier, en 1971-1972, c'est-à-dire, il y a plus de vingt-deux ans (5). Le titre de la partie citée est : "Le pronostic historique de Marx, la question des forces productives". Il s'agissait alors de répondre à la falsification du marxisme orchestrée par les dirigeants du Secrétariat unifié, lesquels, en véritables faussaires et révisionnistes qu'ils étaient — et sont toujours (6) —, prétendaient que le capitalis-

(5) *La Vérité*, n° 554-555, octobre 1971, "Le croisé sans visage", première partie (du même Octave Boisgontier, dans le même numéro : "Gloses marginales à un joyau injustement méconnu d'un illustre auteur") ; *La Vérité*, n° 556, avril 1972, "Le croisé sans visage", deuxième partie.

(6) L'ironie veut que le principal "théoricien" de ce troisième âge (d'or !) du capitalisme, avec Mandel, celui qui s'attire la correction bien méritée du camarade Bloch, s'appelle... Henri Weber. Devenu aujourd'hui fidèle lieutenant de Laurent Fabius et secrétaire national du Parti socialiste, il a activement contribué, sous les gouvernements Mitterrand des années 1980, à détruire les forces productives, sur instruction de Delors et du FMI. A défaut d'avoir permis leur croissance, il aura sans doute assuré l'essor... de sa sphère de consommation personnelle.

me connaissait une phase d'essor des forces productives. Définissant l'objet de son article, le camarade Bloch écrivait :

« Il s'agit de savoir si Marx a ou non formulé un pronostic concernant l'avenir du capitalisme, s'il existe ou non chez Marx une théorie de la tendance à l'effondrement du capitalisme. C'est ce que La Vérité avait affirmé dans son numéro 551. Constatant que s'accumulaient les signes d'une "crise majeure de l'économie mondiale", il croyait pouvoir affirmer que le pronostic historique énoncé par Marx, notamment en 1857 dans le premier manuscrit d'ensemble du Capital, continuait ainsi à s'accomplir sous nos yeux. »

Polémiquant contre ceux pour qui le capitalisme avait un avenir et établissant la validité du pronostic historique de Marx, l'article écrit par Gérard Bloch, il y a vingt-deux ans, n'avait pas pour objet, bien évidemment, d'analyser les formes de la décomposition de l'impérialisme sénile en 1994 !

Toute l'argumentation du camarade C. consiste en ceci : rien n'a changé, le capital est toujours le capital, le taux de profit continue toujours tendanciellement à chuter, la loi de la valeur est toujours la loi de la valeur, Marx avait prévu que tout cela s'effondrerait, Lénine l'a confirmé, par conséquent, il n'y a pas nécessité de procéder à un réexamen des conditions actuelles concrètes de la décomposition impérialiste.

... PRODUIT LES CONDITIONS MATÉRIELLES DE L'ÉMANCIPATION

Le camarade C. ne nous en voudra pas si, à ce marxisme qu'on appellera faute de mieux "marxisme du parapluie" (selon la méthode qui consiste à ouvrir tout grand le parapluie d'une citation bien choisie pour ne pas avoir à se confronter à la réalité), nous préférons le marxisme de Marx, qui écrivait à propos de Proudhon :

« Au lieu de considérer les catégories économiques comme des expressions théoriques de rapports de production historiques correspondant à un degré déter-

miné du développement de la production matérielle, son imagination les transforme en idées éternelles, préexistantes à toute réalité (...). Il est à l'affût d'une prétendue "science", d'où on ferait surgir une formule toute prête et a priori pour "résoudre la question sociale", au lieu de puiser la science dans la connaissance critique du mouvement historique, mouvement qui lui-même produit les conditions matérielles de l'émancipation » (7).

Militants de la IV^e Internationale, il nous faut veiller à ne pas transformer nos propres acquis théoriques "en idées éternelles préexistantes à toute réalité" ; il nous faut au contraire chercher en permanence à les confronter, à les vérifier au contact de la réalité. Marxistes, il nous faut veiller à "puiser la science dans la connaissance critique du mouvement historique, mouvement qui lui-même produit les conditions matérielles de l'émancipation". Ne pas procéder de la sorte, envisager la situation économique mondiale de manière figée, dogmatique, non dialectique, ne peut que conduire à une incompréhension des tâches de la IV^e Internationale et de la signification de sa reproclamation.

Un danger auquel n'échappe pas tout à fait le camarade C. Pour justifier son désaccord sur le "changement qualitatif" cité plus haut, le camarade C. rappelle :

"Les capitaux spéculatifs ne fournissent ni moyens de production ni moyens de subsistance, mais enlèvent à la production sociale totale du travail et des moyens de production et de subsistance. Ce sont des capitaux entièrement parasitaires et même prédateurs qui vivent aux dépens du capital industriel et le détruisent."

Cela, soit dit en passant, est parfaitement expliqué dans l'article critiqué par C. Rien de nouveau sous le soleil, donc. Le camarade C. ajoute :

"Comme l'expliquait Marx, le capital industriel est le seul mode d'existence du capital où la fonction du capital ne consiste pas uniquement dans l'appro-

(7) Karl Marx, Lettre à Johann Baptist von Schweitzer, 24 janvier 1865.

priation de plus-value ou de surproduit, mais les produise également. Les autres espèces de capital sont subordonnées au capital industriel et ne peuvent persister à se développer que dans la mesure où il existe."

Là encore, le lecteur se reportera à l'article de *La Vérité* et jugera par lui-même si, oui ou non, cela est clairement indiqué. Il est évident que le capital investi dans la production de valeurs d'usage (8) est le seul qui puisse produire des richesses nouvelles et donc permettre la production de plus-value. Il est évident que toutes les autres espèces de capital sont subordonnées et qu'elles parasitent la production.

"SI LE CAPITAL INDUSTRIEL PERSISTE..."

Où est donc la démonstration du camarade C. ? Elle est dans cette unique phrase : *"Si le capital industriel tombe, elles (les autres espèces de capital parasite, spéculatif, NDLR) tombent aussi."* On serait tenté de dire : oui, et alors ? Oui, bien sûr, si le capital industriel tombe, tout ce qui parasite la production de marchandises tombe avec. Mais la dialectique nous apprend que toute cause est effet et tout effet est cause. Le parasitisme et la spéculation ne peuvent se développer que sur le dos de la production de marchandises, mais le gonflement de la sphère de la spéculation et du parasitisme modifie en retour les conditions mêmes de la production des marchandises. Le parasitisme ne peut se développer qu'à la condition qu'il y ait production de marchandises et le parasitisme fait obstacle à la production de marchandises.

Paradoxe ? Non : dialectique. L'histoire, la physique, la politique, la nature nous fournissent quotidiennement des exemples de processus comparables. Ainsi, la bureaucratie stalinienne s'est développée comme une couche parasitaire sur les rapports de production issus de la révolution d'Octobre. Cette couche parasitaire ne vivait qu'en parasitant la propriété collective des moyens de production. Plus elle

se développait, plus elle disloquait et menaçait de destruction ces rapports de production socialisés. Au point même d'avoir aujourd'hui précipité l'effondrement des bases sociales ainsi constituées. Ce qui, au passage, a provoqué la dislocation de la bureaucratie elle-même et aggrave la dislocation du marché mondial. De même, un cancer ne se développe et croît qu'en parasitant, en minant de l'intérieur le corps et l'organisme malade. Certes, le cancer ne peut exister que parce qu'il s'ancre sur un organisme vivant. Et après ? Que penserions-nous d'un médecin qui, observant la chose avec la même distance que le camarade C., déclarerait : *"Si l'organisme lâche, le cancer lâchera avec" ?*

DIALECTIQUE ET FORMULES CATÉGORIQUES

Discuter, non pas simplement à partir de formules et de citations, mais en confrontant nos bases théoriques à la réalité : c'est ce que Trotsky nous a appris. S'attachant à appliquer le marxisme à un phénomène sans précédent historique : la bureaucratie stalinienne, il aboutit à une définition de la nature de la bureaucratie et de l'URSS extrêmement longue, entrelacée de nuances et de formules apparemment contradictoires. Ce qu'il commente en ces termes :

"Les doctrinaires ne seront naturellement pas satisfaits par une définition aussi vague. Ils voudraient des formules catégoriques. Oui et oui, non et non."

Il ajoute :

"Mais les phénomènes sociaux n'ont pas toujours des contours précis. Rien n'est plus dangereux que d'éliminer les éléments qui contrarient dès maintenant nos schémas et peuvent demain les réfu-

(8) Je préfère cette formulation à celle du "capital industriel", lequel, fondu avec le capital bancaire dans le capital financier, peut difficilement être distingué de ce dernier. C'est du moins ce que Lénine nous explique dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, et qui semble, à l'auteur de ces lignes, plus que jamais d'actualité.

ter." "Nous craignons par-dessus tout, dit Trotsky, de faire violence au dynamisme d'une formation sociale qui n'a pas de précédent et ne connaît pas d'analogue. La fin scientifique et politique que nous poursuivons nous interdit de donner une définition achevée d'un processus inachevé. Elle nous impose d'observer toutes les phases du phénomène, d'en faire ressortir les tendances progressistes et réactionnaires, de révéler leur interaction, de prévoir des diverses variantes du développement ultérieur et de trouver dans cette précision un point d'appui pour l'action" (9).

Nul, parmi nous, n'a la prétention de se mesurer, de près ou de loin, à Trotsky. Nous avons cependant, nous aussi, le devoir de n'écarter de notre analyse aucun des faits qui se présentent devant nous, de ne pas nous laisser rebuter par leur caractère parfois contradictoire en apparence, de ne pas tirer de conclusions définitives de processus qui ne sont pas achevés, et de toujours chercher à dégager d'une analyse dynamique, vivante, un point d'appui pour l'action.

Le camarade C. conteste qu'il y ait "changement qualitatif." N'importe quel travailleur, sur n'importe quel continent, fera observer au camarade C. :

— Il y a eu une phase du capitalisme qui se manifestait par le fait qu'il y avait de plus en plus d'usines. Aujourd'hui, on est toujours dans le capitalisme, mais il y a de moins en moins d'usines.

— Il y a eu une phase du capitalisme où il y avait de plus en plus de lignes de chemin de fer, de routes, et maintenant il y a de moins en moins de lignes de chemin de fer et de routes.

— Il y a eu une phase qui a vu se développer les réseaux de communications et aussi les systèmes d'instruction, où il y avait de plus en plus d'écoles, de plus en plus de bureaux de poste et de plus en plus d'hôpitaux. Maintenant, il y a de moins en moins d'hôpitaux, d'écoles et de bureaux de poste.

— Il y a eu une phase du capitalisme où la classe ouvrière, par son combat, a arraché des réformes progressives (la limitation du temps de travail, l'augmen-

tation des salaires, la Sécurité sociale, les retraites). C'était une époque où, quand il y avait négociation, les représentants ouvriers présentaient les revendications ouvrières que les patrons acceptaient ou non selon le rapport de forces. Maintenant, nous sommes à l'époque où les pseudo-"négociations" imposées par les patrons et les gouvernements sont organisées en commun avec les sommets des appareils. Leur ordre du jour, c'est : réduction des salaires, casse des conventions collectives et de la Sécurité sociale, etc. Et la lutte de classe se concentre dans la défense des institutions et conquêtes ouvrières menacées de destruction.

INVERSION DES SIGNES DE VALEUR...

C'est ce que l'article "Quelques données sur l'impérialisme sénile" a appelé "l'inversion des signes de valeur", à savoir que les grands traits de la situation économique mondiale manifestent :

— La permanence et la persistance du mouvement général du capital tel que Marx les a établies et du stade impérialiste tel que Lénine, prolongé en cela par Trotsky, l'a défini ;

— Mais aussi les particularités de ce que l'on appellera "la phase sénile" de l'impérialisme. Phase qui s'exprime dans l'inversion des signes de valeur : la tendance au développement des forces productives qui caractérisait de manière dominante le capitalisme ascendant a laissé la place à la tendance dominante à la destruction des forces productives ; la tendance à l'industrialisation a cédé la place à une tendance à la désindustrialisation ; la tendance à l'expansion des marchés a cédé la place à la tendance à la contraction des marchés ; le processus de la constitution du marché mondial a cédé la place à un processus de dislocation du marché mondial" (10).

(9) Léon Trotsky, *La Révolution trahie*.

(10) *La Vérité*, n° 10, juin 1994 : "Quelques données sur l'impérialisme sénile et la marche à la dislocation du marché mondial", introduction.

Si un camarade propose, pour expliquer la même idée, une meilleure formule que "l'inversion des signes de valeur", il faudra l'adopter. Mais, au-delà des mots, les faits sont les faits : là où il y avait plus d'industries, il y en a moins ; là où il y avait plus d'infrastructures, il y en a moins ; là où il y avait plus de conquêtes, il y en a moins ; là où il y avait un prolétariat plus nombreux et plus qualifié, il y a un prolétariat qui tend à se réduire et à être moins qualifié. La seule chose qui se développe, c'est que là où il y avait moins de spéculation, il y en a beaucoup plus.

"UN PEU COURT..."

Le camarade C. conclut sa contribution sur le paragraphe suivant :

« Le camarade Daniel Gluckstein a clairement montré tout au long de sa contribution que les capitaux fictifs de la spéculation servent à détruire des moyens de production et à détruire de la force de travail. L'explication de cette situation est à trouver dans le fonctionnement de la loi de la valeur. A l'heure du pourrissement total du capitalisme, la spéculation destructrice de capitaux est le seul moyen dont dispose actuellement le capital pour essayer de rétablir son taux d'exploitation, stopper la chute du taux de profit, se survivre aux dépens de la paupérisation du reste de l'humanité, qu'il voue à la déchéance, au chaos et à la barbarie. Or, on le sait, le capital est un rapport social de production. C'est pourquoi nous pouvons affirmer avec Marx et Engels : "Ce que la bourgeoisie produit avant tout, ce sont ses propres fossoyeurs." »

On serait tenté de dire à C., comme le fit Cyrano de Bergerac : *"Un peu court, jeune homme."* Certes, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Mais peut-on se rassurer en disant que, comme elle produit ses propres fossoyeurs depuis un siècle et demi, cela ne peut que continuer ? Ce serait faire une sérieuse concession à l'objectivisme que de poser les problèmes en ces termes. La question cruciale pour la classe ouvrière dans chaque pays et à l'échelle mondiale, au Rwanda, à l'est de l'Europe, en Algérie, aux Etats-Unis, au

Bésil, ne peut être résolue en disant : vogue galère, la bourgeoisie finira toujours par produire ses propres fossoyeurs. La vraie question que se posent avec angoisse des millions d'hommes et de femmes sur la planète est : qui sera le fossoyeur de qui ? Ce n'est pas un examen contemplatif. Historiquement, la phrase de Marx citée par le camarade C. est juste. Elle est valable pour toute la période du capitalisme. Mais Marx, Engels, Lénine, Trotsky ont écrit quantité de choses géniales. Le problème est de savoir quelle citation correspond à quelle situation concrète. Plus adaptée à la situation actuelle me semble la formule : *"Socialisme ou barbarie."*

SOCIALISME OU BARBARIE

"Socialisme ou barbarie", cela veut dire : ou bien la classe ouvrière sera le fossoyeur de la classe bourgeoise, ou bien la bourgeoisie sera le fossoyeur de l'humanité entière. Les deux termes de l'alternative sont présents dans la situation. C'est toute la signification de la reproclamation de la IV^e Internationale. La situation mondiale est aujourd'hui marquée par le fait qu'en dehors d'elle, toutes les forces institutionnelles qui se revendiquent de la classe ouvrière sont aujourd'hui ralliées au système de la propriété privée des grands moyens de production. Prétextant qu'on ne peut pas faire autrement qu'avec l'économie de marché, toutes participent activement à la destruction de ce qui constitue le prolétariat comme classe, précipitant ainsi l'humanité vers chaos et à la barbarie. En reproclamant la IV^e Internationale, nous avons pris une responsabilité majeure devant le prolétariat : celle d'aider à regrouper les forces sur le terrain de l'indépendance de classe. Parce que, sur la base de l'analyse de Marx, de Lénine, de Trotsky (et aussi de celle qu'avec nos moyens beaucoup plus limités, nous sommes tenus de faire du moment présent de la décomposition de l'impérialisme), nous savons que la survie du système de la propriété privée des grands moyens de production pousse l'humanité à sa perte. Par conséquent, nous ambitionnons d'aider la classe

ouvrière à construire, à reconstruire les cadres organisés par lesquels elle pourra effectivement jouer le rôle de fossoyeur qui, historiquement, lui est dévolu, mais qu'elle ne sera pas à même de réaliser par une espèce de déterminisme sommaire. "Socialisme ou barbarie" : l'alternative ne peut être tranchée de manière favorable au prolétariat que par l'organisation.

•
• •

D'une certaine manière, la question soulevée par le camarade C. au sujet de la loi de la chute tendancielle du taux de profit recoupe une observation que le camarade D., de Lyon, formule dans une lettre dans laquelle il écrit notamment :

"Dans ton article dans La Vérité, tu développes la question de la plus-value absolue. Il faudrait ajouter, pour expliquer les politiques de baisse du coût du travail, la question de la plus-value relative. En effet, accroissement de l'intensité du travail et baisse du salaire sont combinés, et les conventions collectives ou les statuts sont souvent un obstacle à l'accroissement de l'intensité du travail (problème des horaires)."

LA PLUS-VALUE RELATIVE À L'ÉPOQUE DU CAPITALISME ASCENDANT

Bien qu'en accord avec l'observation du camarade D., je la crois insuffisante. Il faut aller plus loin, sous peine, là encore, de ne pas saisir — cette fois en ce qui concerne la production de plus-value relative — les traits distinctifs de l'impérialisme sénile (en comparaison du capitalisme ascendant).

Avant toute chose, rappelons ce que signifie pour Marx plus-value absolue et plus-value relative :

"Je nomme plus-value absolue la plus-value produite par la simple prolongation de la journée de travail, et plus-value relative la plus-value qui provient au contraire de l'abréviation du temps de travail nécessaire et du changement cor-

respondant dans la grandeur relative des deux parties dont se compose la journée" (11).

Traduisons : si, sur une journée de 12 heures, un ouvrier travaille 10 heures pour reproduire et entretenir sa force de travail, les 2 autres heures constituant le surtravail d'où provient la plus-value extorquée par le capitaliste, ces 2 heures constituent la plus-value absolue. Si le même capitaliste parvient à réduire de 10 heures à 9 heures le "temps de travail nécessaire" (c'est-à-dire nécessaire à la reproduction par l'ouvrier de sa force de travail), la plus-value supplémentaire ainsi extorquée (le passage de 2 heures à 3 heures du surtravail) est nommée plus-value relative. Marx précise par conséquent que, dans ce cas de figure, "les limites de la journée ne seraient pas changées, mais sa division entre travail nécessaire et surtravail" (11).

Comment le capitaliste peut-il parvenir à réduire ainsi le temps de travail nécessaire ? Marx envisage bien évidemment le cas de figure où le capitaliste, par une espèce de coup de force, "abaisse le salaire de l'ouvrier au-dessous de la valeur de sa force de travail" et procède ainsi à "un vol commis sur le temps de travail nécessaire" (11). Mais la conséquence d'un tel procédé serait que l'ouvrier, disposant de moins de moyens de subsistance, "ne reproduirait sa force que de manière défectueuse" (11). Marx, par conséquent, écarte cette manière de dégagement de la plus-value relative — que j'appellerai forme 2 de la plus-value relative — et écrit :

"Quoique cette pratique joue un rôle des plus importants dans le mouvement réel du salaire, elle n'a aucune place ici où l'on suppose que toutes les marchandises et par conséquent aussi la force de travail sont achetées et vendues à leur juste valeur" (11).

Pour Marx, le dégagement d'une plus-value relative implique que "le temps de travail nécessaire à l'entretien de l'ouvrier ne peut pas être abrégé en

(11) Karl Marx, *Le Capital*, livre I^{er}, chapitre XII : "La plus-value relative".

abaissant son salaire au-dessous de la valeur de sa force mais seulement en réduisant cette valeur même" (11). De quelle manière ? Prenant comme hypothèse une journée de travail de 12 heures partagée en 10 heures de travail nécessaire et 2 heures de surtravail, Marx indique que le capitaliste peut augmenter de 50 % la plus-value en faisant passer le surtravail de 2 heures à 3 heures à la condition que *"la même masse de subsistances correspondant à la consommation de l'ouvrier produite d'abord en 10 heures n'en nécessite plus que 9 — chose impossible sans que le travailleur ne gagne en force productive"* (11).

Pour Marx, la production de plus-value relative amène les capitalistes à chercher en permanence à augmenter la productivité du travail, abaissant ainsi la valeur des subsistances consommées par l'ouvrier : *"Il faut donc qu'une révolution s'accomplisse dans les conditions de production"*, écrit-il (11).

UNE RÉVOLUTION DANS LES CONDITIONS DE PRODUCTION

Cet aspect est décisif. C'est sur ce point qu'il faut aller plus loin que l'observation du camarade D. Marx écrit :

"Par augmentation de la force productive ou de la productivité du travail, nous entendons en général un changement dans ces procédés, abrégeant le temps socialement nécessaire à la production d'une marchandise, de telle sorte qu'une quantité moindre de travail acquiert la force de produire plus de valeur d'usage (...).

Dès qu'il s'agit de gagner de la plus-value par la transformation du travail nécessaire en surtravail, il ne suffit plus que le capital, tout en laissant intacts les procédés traditionnels du travail, se contente d'en prolonger simplement la durée. Alors, il lui faut, au contraire, transformer les conditions techniques et sociales, c'est-à-dire le mode de la production. Alors seulement il pourra augmenter la productivité du travail, abaisser ainsi la valeur de la force de travail

et abréger par cela même le temps exigé pour la reproduire" (11).

La quatrième section du livre I^{er} du *Capital* est intitulée "La production de la plus-value relative". Elle développe sous toutes les formes cette idée : la recherche de la plus-value relative aboutit à accroître la productivité du travail, à accroître la production, à accroître le degré d'exploitation, et réduit la valeur de la force de travail sans qu'il y ait diminution de la masse des marchandises consommées par l'ouvrier et sa famille (nous dirions aujourd'hui : sans qu'il y ait diminution du pouvoir de consommation ou encore du pouvoir d'achat).

Marx va même jusqu'à envisager le cas de figure où l'augmentation de la productivité entraîne une baisse du prix de la force de travail qui proportionnellement soit moindre. Il indique en effet que, si par exemple la productivité est multipliée par deux, la diminution du salaire de 50 % constitue *"la limite minimum"* de *"la nouvelle valeur de la force de travail"*. Mais, précise-t-il, que le salaire descende jusqu'à cette limite ou qu'il diminue dans une moindre proportion *"dépend du poids relatif que la pression du capital, d'une part, la résistance de l'ouvrier, de l'autre, jettent dans la balance"* (12).

Envisageant donc que, par exemple, une productivité doublée aboutisse à une diminution du salaire de 5 %, ou 15 %, 20 % (et non 50 %), Marx observe qu'un tel salaire, qui ne serait pas réduit *"à la limite minimum de sa nouvelle valeur (...), représenterait cependant une masse supérieure de subsistances"*. Marx poursuit :

"Avec un accroissement continué dans la productivité du travail, le prix de la force de travail pourrait ainsi tomber de plus en plus en même temps que les subsistances à la disposition de l'ouvrier continueraient à augmenter" (13).

Et Marx ajoute :

(12) Karl Marx, *Le Capital*, livre I^{er}, chapitre XVII : "Les variations dans le rapport de grandeur entre la plus-value et la valeur de la force de travail".

(13) *Ibidem*.

"Mais même dans ce cas, la baisse continue dans le prix de la force de travail, en amenant une hausse continue de la plus-value, élargirait l'abîme entre les conditions de vie du travailleur et du capitaliste."

UN AFFAISSEMENT ABSOLU

C'est là précisément qu'est la discussion avec le camarade D. Peut-on prétendre aujourd'hui que l'extorsion de la plus-value relative par le capitaliste débouche sur *"l'augmentation des subsistances à la disposition de l'ouvrier"*, ou à tout le moins sur leur maintien ? Autrement dit, peut-on, à l'instar de Marx à l'époque du capitalisme ascendant, dire que l'exploitation capitaliste, et singulièrement l'extorsion de la plus-value relative, aboutit à *"élargir l'abîme"* entre la bourgeoisie et le prolétariat, sans qu'il y ait de manière absolue affaissement des conditions matérielles d'existence des travailleurs ? Poser la question, c'est y répondre : on ne peut plus aujourd'hui dire les choses de la même manière. Non seulement, la production de plus-value relative *"creuse l'abîme"*, mais elle tend, de plus en plus, à dégrader et disloquer, de manière absolue, les conditions d'existence des travailleurs. Si l'on veut résumer ce qu'écrivait Marx sur la plus-value relative, on dira que, pour Marx, le dégagement de plus-value relative (à l'époque du capitalisme ascendant) :

- a) ne réduit pas la consommation et le pouvoir de consommation de l'ouvrier ;
- b) augmente le taux d'exploitation ;
- c) est un facteur de développement des forces productives ;
- d) est un facteur de développement de la production, donc d'extension et de développement du marché ;
- e) accélère la révolution des sciences et des techniques ;
- f) développe et étend les rapports de production capitalistes.

Qu'en est-il aujourd'hui, à l'époque de l'impérialisme sénile ? Il suffit de lire les rapports de toutes les institutions internationales : FMI, Banque mondiale, ONU, OCDE, G 7, OMC, Union européenne... Il suffit de prendre connaissance de tous les discours et aussi de tous les programmes gouvernementaux, de toutes les lois, de tous les projets de lois de tous les gouvernements du monde quelle que soit leur couleur politique... Il suffit de lire le contenu des *"pactes sociaux"*, *"clauses sociales"* et autres tables rondes par lesquels, dans le monde entier, on cherche à associer les sommets des organisations à la politique des Etats et des gouvernements.

Tous ces éléments se concentrent sur une question répétée sur tous les tons : *"Il faut réformer les marchés du travail, il faut réduire le coût du travail."*

CE QUE RECOUVRE LE "COÛT DU TRAVAIL"

Très concrètement, prenons le cas de figure d'un travailleur français :

- a) Son salaire est bloqué depuis douze ans, tandis que l'inflation se poursuit.
- b) Les ponctions effectuées sur son salaire, notamment pour la Sécurité sociale et les retraites (salaire différé), augmentent, tandis que les soins sont de moins en moins couverts par les remboursements.
- c) Les conventions collectives, les statuts, étant remis en cause, les promotions et classifications, qui s'intègrent dans la valeur de la force de travail (à l'échelle de la vie professionnelle de l'ouvrier), sont bouleversées.
- d) Les décrets, lois et mesures organisant la déréglementation et la flexibilité, outre leurs conséquences sur les conditions d'exploitation, ont fait disparaître (en tout ou partie) : les heures supplémentaires, les heures complémentaires, les primes, etc., aboutissant à une réduction souvent importante des salaires effectivement perçus.

e) CSG, impôts locaux, taxes : l'aggravation de l'imposition sous toutes ses formes sur les travailleurs joue dans le même sens.

f) Et comme tout cela est insuffisant, l'offensive de déréglementation vise à casser conventions collectives, statuts et minima salariaux : SMIC jeunes, CIP, prétendu apprentissage (en fait surexploitation des jeunes pour 25 à 35 % du salaire minimum), etc.

Toutes ces mesures se retrouvent (sous la même forme ou des formes voisines) dans tous les pays. Toutes ces mesures visent à dégager de la plus-value relative. Mais non plus sous la forme qui, pour Marx, est essentielle. Il s'agit ici de ce qui a été appelé plus haut la "forme 2" de dégagement de la plus-value relative, celle que Marx écarte car elle joue un rôle marginal à l'époque du capitalisme ascendant. Aujourd'hui, à l'époque de l'impérialisme sénile, elle joue un rôle majeur. Là aussi, les signes de valeur ont été inversés. On se rappelle qu'au sujet de cette forme, Marx dit qu'elle est nécessairement marginale du fait qu'elle aboutirait à ce que l'ouvrier ne puisse "*reproduire sa propre force que de manière défectueuse*".

C'est précisément ce qui se passe aujourd'hui. Le processus qui vise, non plus à baisser la valeur de la force de travail par l'augmentation de la productivité, mais à casser les salaires et le pouvoir d'achat, à les faire passer constamment en dessous de la valeur reconnue jusque-là de la valeur de la force de travail, menace toute l'humanité travailleuse de ne pouvoir reproduire sa force de travail **que** dans des conditions chaque jour plus "défectueuses". On assiste à un processus de "RMIisation" de la société, où le droit au travail serait remplacé par le "droit à l'emploi", où le salaire serait remplacé par l'allocation ou l'assistantat. Cette priorité donnée au dégagement de plus-value relative sous sa "forme 2" n'est nullement contradictoire à la mise en œuvre de tous les mécanismes décrits par Marx comme contribuant au dégagement de plus-value relative de forme 1.

L'offensive en cours, à l'échelle mondiale, contre le "coût du travail" a

d'ailleurs pris son essor sur la base de la grande vague d'élimination de millions de travailleurs de la production. Par ce procédé, les grands trusts ont accru leur productivité, aiguisant leur concurrence, éliminant les plus faibles, parvenant ainsi, sans élargir le marché, à absorber de nouvelles parts de marché, sur la base de la destruction des forces productives. Bien qu'à des rythmes différents, le mécanisme se poursuit aujourd'hui, ainsi que le recours au machinisme, les flux tendus, l'intensification à outrance des rythmes de travail, la réduction des pauses, tous procédés visant à l'accroissement de la productivité, etc. Mais l'impérialisme sénile se caractérise par le fait que, de plus en plus, le dégagement de plus-value relative consiste à remettre en cause systématiquement les conditions mêmes de reproduction de la valeur de la force de travail, c'est-à-dire à dégrader, détruire la valeur de la principale force productive : le travailleur.

POURQUOI ? COMMENT ?

Il faut ici revenir à la question du marché mondial, déjà largement traitée dans "Quelques données sur l'impérialisme sénile et la marche à la dislocation du marché mondial".

À l'époque du capitalisme ascendant, Marx écrit que tout doublement de la force productive (ou de la productivité) exige "*un double débit ou un marché deux fois plus étendu*" et, de manière plus générale, que le développement de la productivité exige "*de conquérir une plus large place sur le marché*" (14). Soit dit en passant, c'est encore une fois une leçon de choses pour tous les camarades qui ne comprennent pas le rapport indissociable entre production capitaliste, production de la plus-value et constitution des marchés.

Quand Marx écrit cela, le capitalisme, qui était, répétons-le, dans sa phase ascendante, pouvait, en conquérant un plus large marché, absorber les conséquences

(14) Karl Marx, *Le Capital*, chapitre XII : "La plus-value relative".

du doublement de la force productive en doublant son débit.

Le développement de la productivité du travail est (ce n'est plus le cas, certes, aujourd'hui) un facteur toujours agissant dans le dégagement de plus-value relative de forme 1.

UNE CONTRE-RÉVOLUTION DANS LES CONDITIONS SOCIALES DE PRODUCTION

Mais l'essentiel consiste à présent pour le capital à chercher à modifier fondamentalement les conditions de rétribution de la force de travail, en faisant en sorte qu'elle soit systématiquement rétribuée en dessous de sa valeur. Plus exactement, par une politique de coups de force successifs, bouleversant systématiquement les formes codifiées des relations entre les classes sociales, le capital exige et impose que la définition de la valeur de la force de travail soit constamment modifiée dans un sens régressif. La contribution "Quelques données sur l'impérialisme sénile et la marche à la dislocation du marché mondial" a rappelé que, pour Marx, la valeur de la force de travail incorpore ce qu'il appelle "un facteur moral et historique". Des conditions historiques exceptionnelles ont vu, il y a un demi-siècle, l'impérialisme contraint, pour préserver sa domination (notamment sur les principaux pays capitalistes), de concéder à la classe ouvrière l'incorporation à une échelle extrêmement importante de nouveaux "facteurs moraux et historiques" dans la définition de la valeur de la force de travail. Pour pouvoir continuer à dominer la société et à s'approprier de la plus-value dans des pays où son pouvoir était directement menacé, comme en France, en Italie, mais aussi dans des pays où la classe ouvrière avait acquis un poids déterminant, comme les États-Unis, le capital a dû concéder à la fin de la Deuxième Guerre mondiale les régimes de Sécurité sociale, les conventions collectives, les garanties salariales, etc.

Toutes ces conquêtes incorporées à la définition de la valeur de la force de tra-

vail ont d'ailleurs, à leur façon, été un facteur puissant de relance de la production. L'augmentation de la valeur de la force de travail a eu comme conséquence d'augmenter le volume du pouvoir de consommation des masses, donc de constituer un appel d'air pour la production. Ce facteur, qui s'est combiné d'une certaine manière avec le rôle joué par l'économie d'armement comme volant d'entraînement pour l'économie, a été partie prenante de ce qu'on appelle les "trente glorieuses". Mais à partir des années 1970, accentué dans les années 1980, s'accélérait considérablement dans la dernière période, on voit le capital, grâce au ralliement ouvert au régime de la propriété privée des grands moyens de production de tous les appareils, à commencer par l'appareil stalinien rallié à l'économie de marché, mettre l'accent sur le dégagement de plus-value relative de forme 2, comme instrument majeur de dégagement de plus-value relative.

Cela a une conséquence décisive : le dégagement de plus-value relative (forme 1) par l'augmentation de la productivité du travail aboutissant à une diminution de la valeur des moyens de subsistance du prolétariat, sa force de travail conservant la même valeur, a été, comme Marx l'a dit lui-même, "*un puissant facteur de révolution dans les conditions de production*". Sous l'impérialisme sénile, au contraire, la part prédominante prise par le dégagement de plus-value relative de forme 2, c'est-à-dire sous la forme où, faisant marcher la roue de l'histoire en sens inverse, on soustrait à la valeur de la force de travail certaines de ses composantes majeures comme la Sécurité sociale, les conventions collectives, etc. (la fameuse offensive sur la réduction du coût du travail), aboutit à ce que, au processus antérieur de révolution des conditions de production, se substitue un processus de contre-révolution dans les conditions sociales de production. Dès lors, pour le capital, l'accent est mis sur la destruction des conventions collectives, la baisse du pouvoir d'achat par l'utilisation de l'inflation, le détournement de fractions de la valeur de la force de travail par l'augmentation des impôts, des taxes, le blocage des salaires, la déréglementation, la flexibilité, la précarité. Toutes ces mesures ont

pour objectif et pour résultat de réduire le pouvoir de consommation des masses.

Même le développement des sciences et des techniques n'est pas orienté dans le sens de l'augmentation de la productivité du travail, mais beaucoup plus dans le sens de la réduction du coût du travail et de la destruction des forces productives. Quand, en France, en 1993, la masse salariale se réduit pour la première fois dans l'histoire des statistiques de ce pays ; quand, en Allemagne, le patronat de la chimie se félicite ouvertement d'avoir vu baisser le pouvoir d'achat des travailleurs de la chimie : c'est bien le dégagement de la plus-value relative sous sa forme 2 qui prédomine.

Pourquoi distinguer les conditions de dégagement de la plus-value relative à l'époque du capitalisme ascendant des conditions de dégagement de la même plus-value relative aujourd'hui ? Parce que, sans cela, on ne peut comprendre le moment de la situation politique et les tâches qui en découlent.

INDÉPENDAMMENT DE LA BAISSE DU PRIX DES MARCHANDISES

Au risque d'insister, posons-nous la question suivante : lorsque Marx, pour résumer son point de vue sur la plus-value relative, écrit : *"Le capital a donc un penchant incessant et une tendance constante à augmenter la force productive du travail pour baisser le prix des marchandises et ensuite — celui du travailleur"* (14), est-ce toujours vrai ?

Est-ce toujours vrai ? Oui et non. Oui : le capital a une tendance constante à augmenter la productivité du travail pour aboutir à baisser le prix des marchandises. Mais ce qui n'est plus vrai, c'est que le capital fasse découler la baisse du prix du travailleur (de la force du travail) de la baisse du prix des marchandises. La baisse du prix du travailleur est, pour le capital aujourd'hui, un objectif prioritaire indépendamment de la baisse du prix des marchandises. C'est l'objectif central de toute la politique de réduction du coût du

travail, laquelle ne dépend pas de la baisse du prix des marchandises.

Marx va d'ailleurs plus loin. Il écrit par exemple ceci :

"Les limites de la journée étant données, le taux de la plus-value ne peut être élevé que par l'accroissement, soit de l'intensité, soit de la productivité du travail. Par contre, si l'intensité et la productivité du travail restent les mêmes, le taux de la plus-value ne peut être élevé que par une prolongation ultérieure de la journée" (15).

Est-ce que cela vaudra de la même manière aujourd'hui ? De moins en moins. Traduisons en schéma ce que dit Marx.

4 h 4 h

1) a ————— b ————— c

a ————— b = temps de travail nécessaire ;

b ————— c = temps de travail extra

Taux de plus-value : $4/4 = 100 \%$

2) Augmentation intensité ou productivité. Conséquence : l'ouvrier produit autant de valeur en moins de temps, donc la valeur de sa force de travail baisse, mais pas la masse des marchandises qu'il peut consommer. Augmente en revanche la plus-value.

3 h 5 h

a ————— b' < ————— b ————— c

Taux de plus value : $5/3 = 166 \%$

3) A l'époque où Marx écrit, il est juste de dire que si la journée de travail est constante, l'augmentation du taux de plus-value n'est possible que par la réduction $ab \rightarrow ab'$, par le développement de la productivité ou de l'intensité du travail, et qu'à productivité et intensité égales, l'augmentation du taux de plus-value ne peut passer que par l'allongement de la journée du travail.

(15) Karl Marx, *Le Capital*, chapitre XVI : "La plus-value absolue et la plus-value relative".

4) Dès lors que le marché mondial est constitué comme tel, et tout particulièrement à l'époque de l'impérialisme sénile, nous sommes dans une autre situation. A intensité et productivité du travail constantes, c'est de plus en plus sans "prolongation ultérieure de la journée du travail" que le taux de plus-value est augmenté : et cela par la réduction du "coût du travail".

$$a \text{ ————— } b' < \text{ ————— } b \text{ ————— } c$$

$b' < \text{ ————— } b$ = liquidation de la Sécurité sociale, des retraites, des conventions collectives, des statuts.

Taux de plus-value : $5/3 = 166\%$

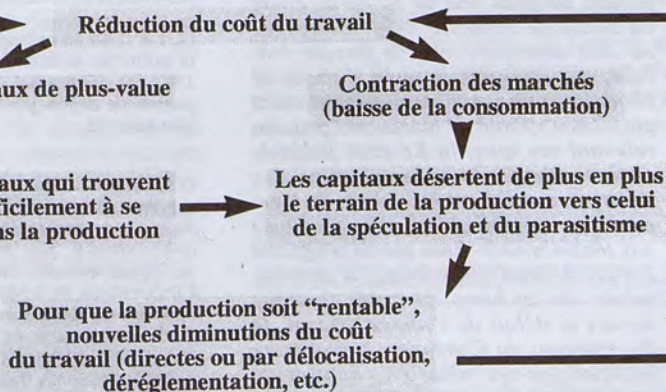
5) Bien sûr, l'inconvénient est que la politique dite de "réduction du coût du travail" entraîne une réduction du pouvoir de consommation des masses, d'où destruction des forces productives. On en arrive au schéma reproduit dans l'encadré en bas de page.

Tel est le schéma de la production de la plus-value relative à l'époque de l'impérialisme sénile. Ce cercle vicieux montre comment on en arrive à une situation où la survie du capitalisme sous la forme d'impérialisme sénile est un facteur constant de destruction pure et simple des forces productives. Une illustration saisissante vient d'en être donnée par les conditions de la récente hausse des taux d'intérêt américains.

"LA REPRISE AFFOLE LES MARCHÉS"

Comment, en effet, la Réserve fédérale américaine a-t-elle justifié, ce 16 août, cette augmentation de ses taux d'intérêt, lesquels atteignent leur plus haut niveau depuis 1991 ? L'argument avancé est, on le sait, le risque d'un retour de l'inflation comme résultat de la "reprise économique américaine". Précisons : les chiffres officiels de la croissance économique aux Etats-Unis sont de 4 % par an pour l'année passée. On se rappelle que, durant de nombreuses années, le ralentissement de la croissance, voire même la récession, a fourni la justification majeure des coups portés contre les travailleurs. Aujourd'hui, apparemment, nous serions dans une phase inverse : il y aurait, nous dit-on, reprise économique. Comment les marchés financiers et, à leur suite, la Réserve fédérale, réagissent-ils à cette reprise économique ? Cela peut sembler stupéfiant, mais c'est un fait : l'annonce officielle d'un début de reprise économique est source d'inquiétude, voire de panique, pour les grands groupes financiers, les Etats et les gouvernements.

Le journal français *Libération* (13 août 1994) constate que "l'annonce de la reprise affole les marchés européens" et précise que "plus les indicateurs économiques passent au vert, plus les opérations boursières redoutent un regain d'inflation, donc une remontée des taux d'intérêt". Le raisonnement est celui-ci : s'il y a reprise économique, même limitée, il y aura donc reprise de la consommation



des ménages ; s'il y a reprise de la consommation des ménages, le risque existe qu'un décalage entre l'offre et la demande amène à une poussée des prix ; s'il y a poussée des prix, il y a donc risque de redémarrage de l'inflation (16). Or l'inflation, qui menace par conséquent la stabilité de la valeur de la monnaie, est un risque particulièrement inquiétant pour tous ceux dont les avoirs sont des avoirs en monnaie, et tout particulièrement ce qu'on appelle les marchés obligataires dont la valeur pourrait être détériorée par un redémarrage de l'inflation.

RALENTIR LA CONSOMMATION DES MÉNAGES

La conclusion est simple : pour maintenir la valeur des marchés obligataires, et de tous les capitaux spéculatifs, il faut, comme une priorité absolue, empêcher le retour de l'inflation (17). Si, pour empêcher le retour de l'inflation, il faut éviter tout risque d'hypothèse de hausse des prix, donc contenir, voire faire reculer la consommation des ménages, eh bien, il faut le faire. Et c'est ainsi que le journal *Le Monde* (18 août 1994) écrit :

“La Fed a donc considéré que, même si, pour l'instant, aucun signe d'un retour de l'inflation n'était réellement perceptible (Le Monde du 16 août), l'activité économique est encore trop forte aux Etats-Unis. Au cours des quatre derniers trimestres, la croissance s'est maintenue à un rythme annuel de près de 4 % — avec une progression estimée du produit national brut de 3,7 % au cours du deuxième trimestre 1994. Ce rythme est bien supérieur, selon la Banque centrale, aux capacités du pays. Il risque de conduire à des goulets d'étranglement puis à une spirale de hausse des prix. En relevant ses taux, la Réserve fédérale espère ralentir la consommation des ménages, notamment les achats de logements et d'automobiles, très sensibles aux taux d'intérêt. Bien que déjà affectée par les hausses précédentes, la consommation de ces biens est restée soutenue depuis le début de l'année. Mardi, le département du Commerce a d'ailleurs indiqué que les mises en chantier de logements neufs — après avoir chuté en

juin de 9,4 % — avaient recommencé à progresser en juillet, de 4,7 %. Le coût du crédit va donc fortement augmenter aux Etats-Unis : les banques commerciales ont annoncé mardi un relèvement de leur prime rate.”

Il y a là quelque chose d'assez extraordinaire. Il a quelques décennies encore, les réactions de la Bourse reflétaient, plus ou moins (même si les distorsions étaient fortes), l'état de santé de la production des marchandises et des profits que les capitalistes pouvaient en attendre. A cette époque, celle du capitalisme ascendant (c'était vrai aussi au début de l'époque impérialiste) (18), lorsque la production de marchandises se développait, lorsque le produit intérieur brut connaissait une croissance annuelle significative, lorsque les résultats des industries étaient au vert, la Bourse, généralement, prospérait. On connaît l'adage français : *“Quand le bâtiment va, tout va.”* Il a son équivalent dans toutes les langues. L'époque de l'impérialisme sénile, c'est-à-dire du capitalisme décomposé, étouffé par la stagnation et la putréfaction des forces productives, est marquée par cet apparent paradoxe : quand le bâtiment va, plus rien ne va. Il y a, après une longue phase de stagnation-

(16) Un travailleur objectera : si la production est encore insuffisante par rapport à la demande, il faut augmenter la production. Réflexion de bon sens pour qui se situe sur le terrain de la consommation populaire, de la croissance du bien-être des travailleurs, donc de la production des richesses. Réflexion absurde pour qui se situe d'abord et avant tout sur le plan du profit.

(17) Soit dit en passant : le credo monétariste guide la politique économique inaugurée en France en 1982 par Mitterrand, Mauroy, Delors, Fiterman et poursuivie depuis par tous les gouvernements qui se sont succédé.

(18) Ainsi Lénine, dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, écrit : *“Le remplacement du vieux capitalisme, où régnait la libre concurrence, par un mouvement où règne le monopole, entraîne notamment une diminution de l'importance de la Bourse.”* Appréciation logique tant que la Bourse reste principalement un lieu d'échange des actions. Aujourd'hui dominée par la spéculation et les capitaux fictifs, la Bourse — c'est-à-dire les marchés financiers — occupe une position plus dominante que jamais.

récession, un début de redéveloppement des mises en chantier aux Etats-Unis : la Bourse s'affole, pointe du doigt le danger d'inflation et obtient l'augmentation des taux d'intérêt pour casser ce timide début de commencement d'ombre de redémarrage économique. Les besoins de l'impérialisme sénile, les besoins d'une économie de plus en plus dominée par la spéculation jouent directement contre toute forme de reprise économique. Bien évidemment, la hausse des taux d'intérêt a vu progresser la Bourse à New York, et on annonce de nouvelles hausses des taux d'intérêt dès la fin de l'automne.

Soit dit en passant : le vice-président de l'Association nationale des industriels américain (National Association of Manufacturers), qui est une organisation patronale fédérale, a, pour sa part, dénoncé le relèvement des taux comme étant "*trop forts et trop précoces*". On comprend que le secteur de la bourgeoisie qui est plus directement relié à la fabrication industrielle s'inquiète des conséquences d'une mesure économique qui, s'opposant à la consommation, s'oppose à la production. Il est significatif que ces secteurs de la classe capitaliste plus directement reliés à la production de marchandises soient aujourd'hui placés dans un rapport où ils ne parviennent pas à faire prédominer leur point de vue sur les intérêts des grands groupes financiers, des grands groupes de spéculateurs, dont ils sont aujourd'hui dépendants. Le journal du capital financier en France, *Les Echos* (17 août), écrit : "*La hausse des taux courts américains rassure le marché obligataire.*" Elle rassure le marché obligataire, elle inquiète les secteurs les plus liés à la production, mais des deux ce sont les premiers qui, en dernière analyse, ont les rênes entre les mains.

(Si l'on en revient à la discussion du début de cet article, on mesure à travers cet exemple à quel point se vérifie l'affirmation du texte "Quelques données sur l'impérialisme sénile et la marche à la dislocation du marché mondial" selon laquelle les conditions mêmes de la mise en valeur du capital sur le terrain de la production sont de plus en plus subordonnées aux besoins de la spéculation et du parasitisme économique.)

L'autre aspect de cette hausse des taux d'intérêt, c'est qu'elle accroît encore la dislocation économique à l'échelle internationale. Ce n'est pas le lieu de le développer ici, mais on comprend qu'un certain nombre d'impérialismes de seconde zone, notamment les impérialismes français, belge, etc., espéraient inscrire leur propre début de reprise économique dans le sillage des processus américains. La hausse des taux d'intérêt, qui entraîne la hausse des taux d'intérêt de la Bundesbank, oblige à un relèvement général de la hausse des taux d'intérêt sous peine de voir les capitaux aspirés sur les places américaines, et a pour effet de casser brutalement et de disloquer tous les espoirs des impérialismes de seconde zone. Seul l'impérialisme allemand peut tirer son épingle du jeu dans la mesure où l'impérialisme américain a besoin de lui.

Pour conclure sur ce point, on dira au camarade D. : dégageant de plus-value relative ? Oui, absolument. A ceci près : à la "*révolution dans les conditions de production*" que, selon Marx, elle induisait il y a cent trente ans, se substitue aujourd'hui la contre-révolution dans les conditions sociales de production. Et, on l'a vu, de cette différence découle nombre de conséquences.

•
•

Un camarade de la banlieue parisienne soulève la question suivante : en quoi la destruction des forces productives aujourd'hui, et en particulier la destruction du prolétariat, constitue-t-elle un phénomène si nouveau ? Par exemple, en Irlande, au XIX^e siècle, la famine et la gravité de la situation économique n'ont-elles pas conduit plus d'un million de paysans irlandais à la mort en très peu de temps ?

LES DESTRUCTIONS-PILLAGE DE L'ACCUMULATION PRIMITIVE...

Il y a ici une confusion. Le capitalisme s'est, en effet, constitué sur la base d'une

accumulation primitive fondée sur le pillage et la destruction de millions d'hommes : c'est là un fait indiscutable. Il faudrait parler du commerce triangulaire, de l'esclavage et de l'assassinat en masse des Noirs d'Afrique, des Indiens d'Amérique centrale, du Sud et du Nord. Il faudrait évoquer, en Europe même, l'accumulation primitive réalisée sur la base de la destruction de millions de paysans en Ecosse, en Irlande, en Allemagne, dans une moindre mesure en France. Mais cette période n'était pas celle du capitalisme ascendant. C'était la phase précédente, celle qui a conduit à l'avènement du capitalisme. La spécificité de cette phase — aussi atroce qu'elle ait été au plan humain — était de préparer les conditions dans lesquelles l'humanité s'apprêtait à faire un nouveau bond dans le développement des forces productives. Sur un plan moral, cela n'excuse rien. Mais nous nous situons sur le plan des faits. Et les faits indiquent que la destruction de millions d'hommes sur tous les continents, qui a marqué la phase préparatoire à l'avènement du capitalisme, a été la condition qui a permis que le capitalisme ascendant, sur la base de cette accumulation primitive, soit facteur de progrès et de civilisation pour l'ensemble des peuples, y compris pour la classe la plus exploitée, la classe ouvrière.

... NE SONT PAS CELLES DE L'IMPÉRIALISME SÉNILE

Est-ce le cas aujourd'hui ? Les effroyables destructions de millions et de dizaines de millions d'hommes, de femmes, d'enfants, dans le cadre des guerres qui déchirent aujourd'hui l'Afrique, l'ex-Yougoslavie, dans le cadre des famines et de la destruction des forces productives, le démantèlement des Etats et de tous les cadres juridiques qui fondent la classe ouvrière comme classe, constituent-ils les prémices d'une nouvelle phase d'accumulation primitive, laquelle préparerait l'essor d'un nouveau mode de production ? Si tel était le cas, quel mode de production nouveau ? Le socialisme ? On voit mal comment la destruction des forces productives et de la classe ouvrière

pourrait fournir les bases de l'épanouissement du socialisme, lequel exige au contraire un fort développement préalable des forces productives, et une classe ouvrière forte et organisée. Et s'il s'agit d'un autre mode de production, lequel ?

Dans ce cas, s'il était possible que le capitalisme cède la place à un mode de production qui lui soit supérieur, et qui amène à un nouvel essor aux forces productives, sans être le socialisme, alors Marx, Engels, Lénine, Trotsky se sont trompés ! Il faudrait alors l'expliquer...

La différence fondamentale entre les massacres de populations et les famines des XVI^e ou XVII^e et celles de cette fin du XX^e siècle, c'est que celles de cette fin du XX^e siècle ne peuvent déboucher que sur l'aggravation de la barbarie et de la dislocation, sauf... sauf si la classe ouvrière parvient à liquider le régime de la propriété privée des grands moyens de production.

Et la classe ouvrière ne peut avancer sur cette voie sur la base d'une accumulation primitive s'appuyant sur la destruction de dizaines de millions d'hommes, mais au contraire dans le combat de classe contre cette destruction pour sauver l'humanité.

La réponse à cette question se relie à une autre question adressée par un camarade des Pyrénées-Orientales :

« Avec "l'ouverture" (limitée) des marchés à l'Est (ex-URSS, Chine, etc.) ou l'ex-nomenklatura et les restes de l'appareil stalinien représentent plusieurs millions de personnes (ayant un niveau de vie et donc un pouvoir de consommation voisins des couches privilégiées des pays "occidentaux"), le marché mondial, sous une forme ou une autre, ne va-t-il pas en ressentir les effets (d'une façon tout à fait momentanée) ? En effet, les ex-staliniens en voie de mafiosisation qui vendent (ou tentent de le faire) les conquêtes des peuples doivent accumuler d'immenses fortunes sur la base de la spéculation et du pillage (sans compter les "prêts" du FMI). Ils doivent représenter plusieurs millions de personnes, à des degrés divers certes, qui ont un certain "pouvoir d'achat". »

UNE BANQUEROUTE MONDIALE

D'une certaine manière, la réponse est contenue dans la question. Qu'il existe une couche de quelques centaines de milliers de corrompus, de voleurs, de prévaricateurs, de pillards qui, pour les besoins qui leur sont propres, se doivent de consommer à l'est de l'Europe, cela ne fait aucun doute.

Grosso modo, on peut dire que le développement d'un marché de consommation de type capitaliste dans un pays comme la Russie correspond à deux ou trois grandes artères de Petrograd ou deux, trois, quatre grandes artères de Moscou, aux magasins luxueux qui s'y étalent. Mais au-delà ? Le capital ne peut exister de manière statique. Marx nous apprend que sa reproduction est sans cesse une reproduction élargie. Les corrompus en question à l'est de l'Europe disposent d'un important pouvoir de consommation sur la base du pillage des richesses du pays. Mais cette accumulation très particulière sur la base du pillage et du vol ne s'oriente pas vers la production. Elle s'oriente vers la reproduction et l'élargissement du pillage et de la corruption. Certes, pour telle fabrique occidentale de parfums luxueux, pour telle entreprise de voitures de luxe, Moscou, Petrograd, Kiev peuvent offrir, momentanément, des débouchés. Mais il n'y a pas de quoi, là, relancer l'économie mondiale. Il n'y a même pas de quoi relancer l'économie en Russie, tout au contraire. Car cette "consommation" accélère le pillage et la destruction des forces productives qui la rendent possible.

Le récent scandale de la MMM en Russie est, de ce point de vue, très illustratif. On sait que la MMM est une société comme il s'en développe beaucoup à l'est de l'Europe à l'heure actuelle, qui a fonctionné durant tout un temps suivant un système pyramidal. MMM a un fond d'investissement qui a attiré à lui les économies de plusieurs millions de citoyens russes. Le principe de MMM était de faire miroiter un enrichissement providentiel à ces millions d'actionnaires et d'essayer d'en gagner toujours plus pour, avec les nouveaux fonds investis, pouvoir garantir

les revenus des premiers investisseurs. Cette fuite en avant ne pouvait déboucher que sur le krach que l'on sait.

Avec le jésuitisme qui lui est propre, le journal *Le Monde* s'étonne de la déclaration du porte-parole du gouvernement russe pour qui "le gouvernement ne saurait être tenu pour responsable de la crédulité des Russes".

Et *Le Monde* d'ajouter : « Il est en effet fort probable que les autorités russes subissent le contre-coup de la colère des actionnaires floués, car, comme le constatait l'un d'entre eux, "si les dirigeants de MMM sont des filous, pourquoi le gouvernement les a-t-il laissés faire pendant deux ans ?" »

Certes... mais, finalement que fait la société MMM à Moscou ? Rien d'autre, à une petite échelle, que ce que fait l'administration américaine depuis des années (et sur quoi *Le Monde* est bien discret !). Voilà maintenant plus de dix ans que l'impérialisme américain vit à crédit, et avec un déficit qui va toujours s'élargissant. L'impérialisme américain dépense, pour les besoins qui lui sont propres, des sommes qu'il n'a pas et qu'il fait financer par tous les autres pays de la planète. MMM a voulu à une petite échelle vivre à crédit de la même manière. Concernant MMM, cela s'est terminé par la banqueroute. Mais MMM en Russie est caractéristique du seul type d'activité économique qui peut se développer dans cette région du monde. Sa fin banqueroutière est à l'image de la menace qui pèse sur l'ensemble de l'économie mondiale.

•
• •

A NOUVEAU SUR LE SUPERIMPÉRIALISME

Le camarade V., d'une section d'un pays de l'est de l'Europe, formule la question suivante :

"Certes, le rapport a raison de dire qu'il n'y a pas de superimpérialisme,

mais on est tout de même au bord, tout à fait au bord, de la constitution d'un superimpérialisme."

Précisons : que, chaque jour davantage, se renforce la position dominante de l'impérialisme américain, c'est un fait ; mais cela ne signifie pas qu'il y ait constitution d'un superimpérialisme. Que signifie la notion de superimpérialisme telle que Kautsky l'a définie et Lénine combattue ? Ce n'était pas simplement le fait qu'un impérialisme soit plus fort que les autres. C'est l'idée selon laquelle la bourgeoisie serait capable de s'unifier et par conséquent de réguler et de maîtriser l'ensemble de ses contradictions dans un système d'exploitation harmonisé. Or cela n'est absolument pas la situation actuelle. Au contraire.

Oui, l'impérialisme américain occupe une position de plus en plus dominante. Mais loin de faire disparaître les contradictions interimpérialistes, cela les avive. Les exemples ne manquent pas. Dans l'ex-Yougoslavie, il y a le jeu propre des ex-nomenklaturas et il y a le jeu particulier de chaque impérialisme, dans une politique d'ensemble. L'impérialisme français, l'impérialisme allemand, l'impérialisme américain ont cherché à préserver leurs intérêts propres. Dans la préservation de leurs intérêts propres, ils ont été, et sont encore, en conflit les uns avec les autres. Dans la poche de Bihac, l'impérialisme français a une responsabilité particulière dans le conflit provoqué entre deux fractions "bosniaques-musulmanes". L'impérialisme américain a joué un rôle particulier dans ce qui s'est passé en Macédoine en rapport avec la situation en Grèce. L'impérialisme allemand a joué un autre rôle par rapport à la Croatie. Tout le monde sait que l'impérialisme français s'est engagé très loin dans le soutien à Milosevic. Chacun a agi en fonction des intérêts propres de sa bourgeoisie. Ce qui est vrai pour l'ex-Yougoslavie vaut pour la situation d'ensemble aujourd'hui. Les centaines de milliers de morts au Rwanda sont l'expression indirecte de la lutte à mort entre l'impérialisme français et l'impérialisme américain pour contrôler des parts de marché (ressources et matières premières) en Afrique en disloquant ce continent. Aujourd'hui, il y a, via

le FPR, une majorité du territoire plus ou moins sous contrôle américain. Et, à Goma, le long de la frontière zaïroise, une zone plus ou moins française. Et, dans les deux, des populations persécutées, pourchassées, massacrées. Et on dénombre ainsi, aujourd'hui, soixante-dix pays en guerre.

UN PROCESSUS MONDIAL DE "RWANDISATION"

En Algérie, on a vu encore très récemment comment se disposent les différentes fractions de l'impérialisme. L'enjeu, c'est le pillage des ressources naturelles de l'Algérie et le contrôle de cette région du monde. Pour l'impérialisme français, cela passe d'abord et avant tout par le soutien forcené au régime actuel, quitte à précipiter l'Algérie dans une guerre civile de fait. Pour l'impérialisme américain et aussi pour les Britanniques et les Allemands, cela passe par un jeu différent, celui des contacts très étroits avec certains secteurs du FIS. Bien évidemment, le contenu social et politique est le même : il s'agit de livrer l'Algérie et ses ressources naturelles à l'impérialisme. Mais les formes sont différentes. C'est ainsi que la politique du FMI de pillage des ressources de l'Algérie, se combinant aux conflits entre les différents impérialismes, pousse sur la voie de la "rwandisation" visant à casser l'unité de la nation algérienne, préparant des massacres. Et, au-delà de l'Algérie, le Rwanda, c'est le sort promis par l'impérialisme sénile à tous les peuples du monde.

Certes, l'impérialisme américain entend contrôler la situation mondiale. Il ne peut toutefois prétendre la contrôler seul. L'attitude des Etats-Unis par rapport à l'Union européenne est très claire : Clinton, lors de son voyage en Europe au mois de juillet, a déclaré explicitement : *"Le leadership de l'Allemagne est crucial pour parvenir à une Europe plus unie."* Et il a précisé qu'il souhaite que l'Allemagne *"soit en mesure d'exercer les responsabilités qu'elle est capable d'assumer"*. L'impérialisme américain a besoin de l'impérialisme allemand pour

contenir la situation en Europe. Moyennant quoi, il ne cache pas que pour lui l'Union européenne doit être purement et simplement un dispositif anti-ouvrier sous contrôle du capital allemand en rapport avec le capital américain, et que toutes les prétentions d'impérialismes secondaires doivent être impitoyablement écartées. Cela est particulièrement vrai pour la France et pour l'impérialisme britannique.

Mais l'impérialisme américain lui-même ne parvient pas à stabiliser cette situation. La crise du capitalisme, la crise de l'impérialisme, affecte toutes ses composantes, y compris l'impérialisme le plus fort. Il y a de cela des signes qui ne trompent pas. Il a fallu sept ans pour conclure le cycle de l'Uruguay Round à Marrakech en février dernier. L'Uruguay Round, on le sait, c'est cet ensemble extrêmement complexe de procédures tarifaires et commerciales visant en fait à abattre nombre des barrières qui se dressent devant la pénétration des produits américains dans le monde. L'encre des accords de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce n'était pas encore sèche que Clinton, lors du sommet du G 7, a purement et simplement proposé de mettre en place d'autres institutions. Et d'exiger, en ce mois de juillet 1994, une libéralisation générale des échanges. En fait, Clinton a exigé une accélération dans la course à la déréglementation mondiale.

Significativement, les impérialismes de second rang, comme l'impérialisme français, ont opposé à cette exigence ce à quoi, hier, ils renâclaient : les accords du GATT. Face à Clinton exigeant la libéralisation générale et immédiate des échanges lors du sommet du G 7 en juillet 1994, Juppé et Mitterrand ont opposé : il faut appliquer l'OMC, toute l'OMC, rien que l'OMC. Les impérialismes de second plan (par exemple la bourgeoisie française) n'ont aucune capacité de résistance sérieuse. Ils n'ont aucune autre politique à mettre en œuvre que la politique qui consiste à aller de capitulation en capitulation, de renoncement en renoncement. Mais cela n'est nullement contradictoire avec l'aiguïsement des contradictions interimpérialistes (cela signifie que seuls les ouvriers, les paysans, les exploités et

les opprimés peuvent, par leur action, opposer une résistance à l'impérialisme, sous toutes les formes).

L'OMC EST MORT-NÉE

Toutes les institutions sont disloquées. Le FMI est disloqué, on l'a vu dans le conflit entre Jeffrey Sachs et Eltsine. L'ONU est une institution indispensable à l'impérialisme, mais en proie à un processus de paralysie et de dislocation. Le GATT est d'ores et déjà disloqué, et l'OMC, par avance, aussi. L'Union européenne est disloquée. L'ALENA est d'ores et déjà paralysée. Les institutions nationales elles-mêmes sont toutes, à des degrés divers, en proie aux plus graves crises convulsives. Le processus de mafiosisation générale, d'une part, et de dislocation générale des institutions, d'autre part, affecte, à des degrés divers, tous les pays. L'Italie et la Russie, sur ce plan, donnent un avant-goût d'une situation d'ensemble. Il n'y a pas, il n'y aura pas de superimpérialisme.

En mai 1994, le rapport intitulé *Perspectives de l'économie mondiale* (19) affirmait au sujet du bilan des négociations du GATT et de la constitution de l'OMC :

"L'aboutissement du cycle de l'Uruguay Round constitue une avancée particulièrement significative, qui renforcera de manière considérable le potentiel commercial de tous les pays (...). On estime qu'à terme, l'accord devrait permettre d'accroître le commerce mondial de 10 % et d'augmenter le revenu mondial de 250 milliards de dollars par an grâce aux gains d'efficacité, et il est possible que ces chiffres sous-estiment les résultats effectifs. L'amélioration du cycle de l'Uruguay Round a aussi permis d'éliminer un risque majeur d'évolution défavorable à court terme et contribue à stimuler la confiance des entreprises et des

(19) Publié par le Fonds monétaire international.

consommateurs du monde entier. Si le règlement des questions en suspens et la ratification de l'accord interviennent promptement, l'effet favorable à la confiance sera renforcé. Les nombreuses évolutions positives observées l'an dernier devraient permettre un renforcement progressif de l'activité et du commerce dans le monde en 1994-1995."

Deux mois ont suffi pour que ces radieuses perspectives se soient évaporées. En réalité, le FMI ne cache pas que tout doit être soumis à un impératif : "Donner aux marchés financiers confiance dans la ferme volonté des pouvoirs publics d'éliminer les déséquilibres budgétaires." Toute la politique menée par le FMI, la Banque mondiale, politique de liquidation du droit à l'instruction, de déqualification, de remise en cause des prestations de chômage, de déréglementation, d'exonération des charges sociales, de précarisation, de flexibilité, toute cette politique vise, de leur propre aveu, à "mettre l'accent sur le libre jeu du marché". Mais de quel marché s'agit-il ? Là aussi, les mots ont évolué. Le marché, c'est, de plus en plus, le marché financier. Et les marchés financiers — on l'a vu plus haut à propos des taux d'intérêt américains — raisonnent en termes de rentabilité de leurs placements financiers. Une reprise économique, dans la mesure où elle relancerait la consommation, menacerait les intérêts spéculatifs.

•
• •

L'ACTUALITÉ DE LA RÉVOLUTION PERMANENTE

Quelle est la signification de cette discussion ? Elle nous ramène à la place centrale de la IV^e Internationale, tout particulièrement à l'actualité de la théorie de la révolution permanente.

Qu'est-ce que la révolution permanente ? C'est d'abord la compréhension de ce que la bourgeoisie arrivée au stade de l'impérialisme, non seulement a épuisé toute capacité à jouer un rôle progressiste

(c'est-à-dire dans le sens du développement des forces productives et de la réalisation des tâches nationales), mais que, tout au contraire, elle n'est capable de jouer qu'un rôle régressif et de dislocation à l'échelle mondiale et nationale.

D'où il découle que la moindre revendication démocratique, la moindre tâche nationale, la moindre revendication partielle, ne peut être réalisée jusqu'au bout que par une force sociale : la classe ouvrière. Et cela dans un processus qui relie inévitablement l'accomplissement des tâches démocratiques et nationales aux tâches sociales, mettant donc à l'ordre du jour le combat pour la révolution prolétarienne comme le passage obligé pour la réalisation des tâches nationales et démocratiques. D'où le caractère central du combat pour l'indépendance de classe, notamment l'indépendance des organisations et la préservation du cadre juridique qui constitue la classe comme classe.

Enfin, la théorie de la révolution permanente stipule qu'à l'époque de l'impérialisme, précisément parce que le marxisme procède de l'économie mondiale comme d'une unité, la révolution prolétarienne commencée sur l'arène nationale ne peut se réaliser que sur l'arène internationale et s'achever, comme le dit Trotsky, que sur l'arène mondiale.

L'actualité de la révolution permanente nous ramène à la place et au rôle de la IV^e Internationale. Nous sommes dans une situation sans précédent dans notre histoire. L'affirmation par la IV^e Internationale de la nécessité de regrouper les forces sur le terrain de l'indépendance de classe, la compréhension qui est la nôtre de la faillite du régime pourri de la propriété privée des grands moyens de production nous placent dans un rapport sans précédent avec des courants, des groupes, des organisations, des militants qui, à travers le monde et quelles que soient leurs origines, cherchent la voie de l'indépendance de classe.

En témoignent l'élargissement constant de l'Entente internationale à travers ses campagnes, ses conférences, le renforcement du nombre de ceux qui, quelles que soient leurs origines et leurs références

idéologiques et théoriques, considèrent qu'ils ne peuvent agir autrement qu'agir en coopération avec la IV^e Internationale.

La reproclamation de la IV^e Internationale s'appuie sur le mouvement de résistance de la classe ouvrière. A travers les grèves générales dans différents pays, à travers tous les processus de la lutte de classe, se vérifie que les travailleurs et les peuples opprimés n'acceptent pas de se voir détruire par l'impérialisme sénile en putréfaction. Cette extraordinaire volonté de résistance est d'ailleurs ce qui interdit à l'impérialisme sénile d'aller jusqu'au bout de ses plans destructeurs, aggravant sa crise de putréfaction. Mais ce mouvement de résistance se heurte lui-même à un obstacle : la politique des sommets des appareils officiels du mouvement ouvrier. Politique qui prend de plus en plus la forme d'une tendance à l'intégration ouverte dans les institutions nationales et internationales du capital financier lui-même. Politique qui prend la forme des "pactes sociaux", des "tables rondes", des "clauses sociales" menaçant de destruction les organisations de la classe ouvrière, donc la classe ouvrière elle-même.

Les questions à résoudre sont complexes. Mais la classe ouvrière a la capacité, à condition de surmonter les obstacles auxquels elle est confrontée, de résister et, à tout le moins, de ralentir la marche à la

décomposition. Dans ce mouvement de résistance, elle a la capacité de défendre ses moyens d'organisation, de les consolider, de reconstituer ce qui a été détruit et de préparer ainsi les conditions de la contre-offensive. Nous avons, nous, IV^e Internationale, la responsabilité de l'aider sans relâche à se donner les moyens et les instruments de l'organisation et de la victoire. Pour cela, il nous faut saisir fermement l'arme de la théorie et consolider les liens politiques qui unissent les militants de la IV^e Internationale entre eux. Il faut le faire sur la base de l'appropriation de la théorie, appropriation indissociable de son examen critique.

Fossiliser la pensée vivante de Marx, d'Engels, de Lénine, de Trotsky, serait la trahir. C'est en la confrontant aux faits qu'on lui permet d'agir comme instrument pour l'action, pour la construction, pour l'organisation.

En 1994, tout autant sinon plus que lors de sa première publication voilà près de cent trente ans, *Le Capital* constitue "le plus redoutable missile qui ait jamais été lancé à la tête des bourgeois" (20).

Daniel Gluckstein

(20) *Lettre de Marx à Johann Philipp Becker*, 17 avril 1867.

Le "cinquantenaire" qu'ils veulent tous enterrer

La vague révolutionnaire de 1943-1945

Par François FORGUE

Il y a un demi-siècle, la Deuxième Guerre mondiale entrait dans sa phase finale. Ce cinquantenaire est l'occasion de commémorations tapageuses où les besoins de la propagande l'emportent de loin sur la vérité historique. Pour les porte-parole de l'impérialisme américain, l'occasion est bonne d'évoquer le rôle essentiel joué par sa puissance dans le dénouement du second conflit mondial, pour rappeler sa force d'aujourd'hui et, également, de faire appel à la haine du fascisme pour assurer que cette puissance meurtrière n'était pas au service "d'intérêts égoïstes" mais d'une "juste cause", hier comme aujourd'hui ("*Juste cause*" est le nom de code de la brutale invasion du Panama, marquée par la destruction sous les bombes de l'US Air Force des quartiers ouvriers de Panama-City, l'une des récentes manifestations de la force de la plus "*grande démocratie du monde*" avec l'invasion de Grenade et la guerre d'écrasement des peuples d'Irak).

En Europe — et peut-être avec moins de ménagement en France qu'ailleurs du fait de la déliquescence de la V^e République et de la nécessité de l'exorciser par un rappel mythique du passé —, la commémoration de ce cinquantenaire est avant tout, au nom d'une "*union sacrée*" réalisée dans le passé, l'appel à "*l'union sacrée*" aujourd'hui. C'est-à-dire, pour être précis, à la subordination de tous aux exigences de la survie de l'impérialisme français. Qu'aujourd'hui le travailleur accepte une exploitation de plus en plus féroce et le déni de ses droits, que le chômeur "s'unisse" au spéculateur qui le chasse de son emploi dans un "*commun amour de la patrie*" et, comme il y a cinquante ans, on s'en sortira.

Le dénominateur commun de la plupart des commentaires, c'est d'en rester à l'aspect strictement militaire, d'omettre ce qui est pourtant contenu dans les écrits et les mémoires des hommes d'Etat — qu'il s'agisse de Churchill, de Roosevelt ou de De Gaulle : à savoir que les derniers épisodes militaires de la Deuxième Guerre mondiale s'accompagnent de profonds bouleversements sociaux et politiques.

En d'autres termes, en réduisant la période 1943-1945 à une chronique de hauts faits guerriers, il s'agit avant tout d'occulter le fait que la Deuxième Guerre mondiale engendra — en contradiction avec les buts de guerre de tous les belligérants — une vague révolutionnaire qui menaça dans tous les continents l'ordre établi, celui qui repose, à l'échelle mondiale, sur la préservation de la propriété privée des moyens de production.

Les travailleurs, les peuples qui partout paient de leur sang et de leurs souffrances le prix de la guerre ne sont pas restés passifs. Ils ont commencé à faire "*irruption dans le domaine où se règlent leurs destinées*", pour reprendre la formule que Léon Trotsky emploie à propos de la révolution d'Octobre.

Trotsky, qui avait œuvré à la constitution de la IV^e Internationale dans la période préluant immédiatement à la guerre, dans ces années marquées par ce qu'il définissait comme "*les plus grandes défaites du prolétariat*", au moment où ces défaites se prolongent dans la guerre et où la sanglante barbarie nazie envahit toute l'Europe, refuse la vision selon laquelle "*le potentiel du prolétariat mondial est épuisé*".

Dans l'ultime document politique et théorique qu'il élaborait en mai 1940 (le *Manifeste de la Conférence d'alarme*), Trotsky soulignait qu'avec la guerre s'intensifierait "*la désorganisation de la bourgeoisie, les alarmes et le mécontentement des masses*", et ajoutait :

"La guerre, comme la révolution, est faite d'abord et avant tout par la génération la plus jeune. Des millions de jeunes, incapables de trouver accès à l'usine, commencèrent leur vie comme chômeurs et, de ce fait, restèrent en marge de la vie politique. Aujourd'hui, ils y trouvent leur place, ou bien la trouveront demain : l'Etat les organise en régiments et par là même leur fournit un excellent terrain d'unification révolutionnaire ; sans aucun doute, la guerre secouera également l'apathie des générations les plus âgées" (1).

Répétons-le, dans le fracas des célébrations et les flonflons des fanfares, ce qu'on veut faire oublier, c'est que, dans les conditions de crise marquant la fin de la guerre, la classe ouvrière a, à l'échelle mondiale, cherché à faire valoir ses aspirations fondamentales, ses intérêts de classe.

Car la guerre mondiale, produit du système capitaliste, n'abolissait ni les classes, ni leurs intérêts contradictoires. C'est pourtant ce que l'on s'acharne à masquer quand, comme dans l'éditorial de *L'Humanité* du 19 août 1994, on évoque

"l'unité des patrons et des ouvriers dans la résistance".

Après celui du débarquement, l'anniversaire de la libération de Paris a été l'occasion de ce déchaînement, et nul doute que les autres événements de 1944-1945 seront utilisés de même. Pour ce qui est de la commémoration de la libération de Paris, les corps constitués, l'Eglise, l'armée, la police, les partis politiques, du PCF aux partis de droite, ont été associés aux cérémonies commémoratives.

Et pourtant, ce sont bien des intérêts de classe et non ceux d'une France éternelle et unanime qui expliquent que, dès son arrivée à Paris, le 25 août 1944, le général de Gaulle fait de l'inspection de la police parisienne l'un de ses premiers actes officiels.

"TRANCHER LA QUESTION DU POUVOIR"

Il écrit à ce sujet dans ses *Mémoires de guerre* (tome II) :

"A voir ce corps que son service maintint sur place sous l'Occupation, tout frémissant de joie et de fierté, on discerne qu'en donnant le signal et l'exemple du combat, les agents ont pris leur revanche d'une longue humiliation... Ils ont ainsi à juste titre saisi l'occasion d'accroître leur prestige et leur popularité" (2).

Rappelons simplement que le "*service*" pour lequel "*ce corps*" fut maintenu en activité comprit la chasse aux résistants et, en particulier, aux militants ouvriers, et la participation active (3 000 policiers y prirent part) à la grande rafle parisienne qui conduira 13 000 juifs de Paris au Vélodrome d'Hiver et à Drancy, avant qu'ils ne prennent le chemin des camps de la mort.

(1) Manifeste de la Conférence d'alarme de la IV^e Internationale : *La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale. Les congrès de la IV^e Internationale*, p. 373, éditions La Brèche.

(2) Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, tome II, p. 307, éditions Plon

De Gaulle agissait ainsi car, disait-il, à Paris, *“rien n’y manque excepté l’Etat”*, et si on laisse faire, *“Paris tranchera la question du pouvoir”*. De Gaulle, qui rejetait le marxisme, agit pourtant conformément à la théorie marxiste de l’Etat : l’Etat, c’est d’abord, comme l’expliquait Engels, *“une force de répression”*.

De Gaulle appliquait une politique qu’il définissait avant même le débarquement allié, *“le jour approchant où, la France émergeant soudain de l’oppression, la vie du pays, l’ordre public, le jugement du monde dépendraient pour beaucoup de l’armature administrative française”*, ce qui était réaffirmé le 25 juillet 1944 dans un discours prononcé devant l’Assemblée consultative :

“L’établissement de l’autorité publique, du haut en bas de l’Etat, est d’autant plus urgent et indispensable que nous allons nous trouver devant des problèmes très grands et très compliqués en ce qui concerne la vie même de la nation.”

Et de Gaulle d’ajouter :

“Notre pays va-t-il trouver à bref délai la possibilité du redressement national ? A condition qu’il soit gouverné, ce qui exclut tout pouvoir parallèle au mien.”

Aussi, dès le 28 août 1944, la décision est-elle prise que

“les organismes supérieurs du commandement et des états-majors des forces de l’intérieur existant à Paris sont dissous à la date du 29 août. Leurs attributions sont exercées par le général gouverneur de Paris. Il en est de même pour les organismes de commandement et les états-majors des forces de l’intérieur existant dans les départements libérés dont les attributions seront exercées par les généraux commandant les régions militaires intéressées.”

La préoccupation majeure est donc bien de faire barrage à ce que de Gaulle, dans un discours du 15 mars 1944, désignait comme l’un des grands risques : *“l’explosion des revendications sociales”*.

En effet, les travailleurs tendent à s’emparer des usines. Alors que se développe la grève générale et que les troupes

allemandes amorcent leur retraite, dans la région parisienne, plus de dix usines sont occupées par les travailleurs. Le mouvement prend naissance chez Jumo et à la BMW d’Argenteuil, à l’initiative de militants de la section française de la IV^e Internationale. Le mouvement s’étend, et les travailleurs élisent ou mettent en place un comité qui veille à l’entretien de l’usine et assure sa garde.

Ce n’est pas que dans la région parisienne, mais partout et sous des formes multiples, que les travailleurs s’organisent pour prendre leur revanche, pour exiger la satisfaction de leurs revendications, pour s’attaquer à l’appareil d’oppression vichyste qui ne s’est maintenu qu’à l’abri des baïonnettes nazies.

C’est dans ces conditions que de Gaulle agit pour *“rétablir l’Etat”*, répondant positivement en quelque sorte à la lettre que lui adressait, le 15 juin 1944, le pape Pie XII :

“Comme vous l’observez justement, la fin des combats ne suffirait pas à redonner à la France l’ordre et la tranquillité de la paix qu’elle désire si vivement, si elle conservait dans son sein les germes funestes de la guerre civile et des conflits sociaux.”

La police glorifiée, il restait à associer — par sa hiérarchie — l’Eglise catholique au régime issu de la Libération, à lui garantir que les liens établis avec l’Etat sous Vichy — et qui avaient constitué la remise en cause des acquis laïques de la République — ne seraient pas rompus. C’est par un *Te Deum* à Notre-Dame que s’achève le défilé conduit sur les Champs-Élysées par de Gaulle. La tradition eut voulu que ce soit l’archevêque de Paris qui officie. Mais celui-ci, plus ouvertement que d’autres, s’étant fait remarquer par son soutien à Vichy et aux autorités nazies, on jugea plus prudent de le prier de s’abstenir. Et de Gaulle s’en explique ainsi :

« Pour moi, sachant que l’Eglise se considère comme obligée d’accepter “l’ordre établi”, n’ignorant pas que chez le cardinal la piété et la charité sont à ce point éminentes qu’elles laissent peu de place dans son âme à l’appréciation de ce qui est temporel, j’aurais volontiers

passé outre. Mais l'état de tension d'un grand nombre de combattants au lendemain de la bataille et ma volonté d'éviter toute manifestation désobligeante pour Monseigneur Suhard, m'ont amené à approuver ma délégation qui l'a prié de demeurer à l'archevêché durant la cérémonie. »

Et de Gaulle ajoute que, répondant au représentant du cardinal qui lui transmet

"le salut, les regrets et la protestation" de celui-ci, il lui demande pour sa part "d'exprimer à son Eminence mon respect en matière religieuse, mon désir de réconciliation au point de vue national et mon intention de le recevoir avant peu" (3).

Il n'y a pas lieu de s'étonner que cette réconciliation ait donné les affaires Bousquet, Papon et Touvier.

Le "mouvement instinctif et élémentaire" des travailleurs

Ce qui se passe en France dans l'été 1944 n'est pas un phénomène isolé. Dès 1943, s'amorce à l'échelle mondiale une remontée de la classe ouvrière. La classe ouvrière, à l'Est comme à l'Ouest, dans les pays coloniaux qui subissaient le joug impérialiste comme dans les centres de l'impérialisme (la vague de grèves aux Etats-Unis en 1943), s'est dressée pour ses propres intérêts, ses propres revendications contradictoires avec les "buts de guerre" de tous les belligérants. Elle a mis en cause à des degrés divers la propriété privée des moyens de production ; elle s'est engagée dans la voie de l'expropriation de la bourgeoisie impérialiste, la classe des "fauteurs de guerre" ; elle a commencé à édifier et à opposer ses propres instruments de pouvoir à ceux de l'Etat bourgeois, garants de l'exploitation.

En d'autres termes, lors de la liquidation de la guerre mondiale, c'est sur le monde entier que déferle une vague révolutionnaire, la plus ample et la plus importante qui ait existé jusque' alors.

Les conquêtes sociales les plus importantes jamais arrachées par le prolétariat ne furent alors. Ce qui peut paraître comme un paradoxe, à savoir que c'est dans les conditions de la décadence du système capitaliste, exprimées précisément dans la barbarie de la guerre mondiale, que les plus grandes réformes sociales sont imposées par le prolétariat — en contradiction flagrante avec les nécessités du profit capitaliste —, s'explique par la profondeur et la force de la vague révolutionnaire.

C'est du même mouvement et non du fait que ces pays sont placés sous "tutelle soviétique" que procède la transformation sociale qui aboutit à l'étatisation des grands moyens de production en Europe de l'Est.

C'est dans cet assaut généralisé contre le vieux monde que s'intègrent les soulèvements des peuples opprimés par l'impérialisme qui vont aboutir à la désorganisation des vieux empires coloniaux.

Ce qui s'est passé, c'est qu'à une échelle sans précédent, malgré les destructions, les coups terribles portés par la guerre, l'acharnement de tous les Etats à briser le mouvement qui s'amorçait et surtout la politique des directions bénéficiant d'un prestige nouveau parce qu'identifiées aux victoires des peuples d'Union soviétique, la classe ouvrière internationale a manifesté ce que Trotsky définissait comme son "*mouvement instinctif et élémentaire pour reconstruire la société sur les bases communistes*" (4).

C'est bien — et comme toujours sous des formes qui ne pouvaient être prévues et dans des combinaisons originales — le pronostic de Trotsky qui se réalise alors.

(3) Comme les citations précédentes sur la Libération de Paris et la question du pouvoir en France, cette citation est tirée des *Mémoires de guerre*.

(4) Léon Trotsky, *D'une égratignure au danger de gangrène*, (Œuvres, tome 23, p. 84.

Voilà ce que la suite de cet article voudrait partiellement illustrer en s'appuyant sur quelques exemples, tout en revenant sur les conditions politiques qui ont permis à l'impérialisme d'endiguer la vague révolutionnaire.

LE COMBAT DE LA IV^e INTERNATIONALE

On s'est déjà référé plus haut au *Manifeste de la Conférence d'alarme* de la IV^e Internationale. Dans ce texte de mai 1940, le caractère de la guerre et le rôle de la IV^e Internationale sont ainsi définis :

"Indépendamment du cours de la guerre, nous remplissons notre tâche fondamentale : nous expliquons aux ouvriers l'opposition irréconciliable de leurs intérêts et des intérêts du capitalisme assoiffé de sang ; nous mobilisons les exploités contre l'impérialisme ; nous propageons l'unité des ouvriers de tous les pays belligérants et neutres ; nous appelons à la fraternisation des ouvriers et des soldats dans chaque pays, ainsi qu'à la fraternisation des ouvriers et des soldats avec les soldats du côté opposé du front ; nous mobilisons les femmes et les jeunes contre la guerre, nous poursuivons une préparation constante, persistante, infatigable, de la révolution dans les usines, dans les manufactures, dans les villages, dans les casernes, au front et dans la flotte."

C'est cette politique que défend James P. Cannon, le dirigeant trotskyste des Etats-Unis, s'adressant par-dessus la tête de ses juges au peuple américain, lorsqu'il proclame au procès de Minneapolis :

"Les guerres ont fréquemment été suivies de révolutions : les guerres elles-mêmes sont l'expression d'une terrible crise sociale, qu'elles ne sont pas capables de résoudre..."

"Je crois qu'il est hautement probable que si la guerre en Europe continue, alors la masse des peuples, spécialement en Europe, se chargera de mettre fin au massacre par des moyens révolutionnaires" (5).

"LA MASSE DES PEUPLES SE CHARGERAIT DE METTRE FIN AU MASSACRE PAR DES MOYENS RÉVOLUTIONNAIRES"

Dès le début de la guerre, cette perspective est considérée par les représentants de la bourgeoisie comme la grande menace.

L'ambassadeur de France, Coulondre, rencontrant Hitler le 25 août 1939 à la veille du déclenchement de la guerre, lui faisait part de son angoisse dans les termes suivants :

"Les ravages d'une guerre certainement longue entraîneraient un cortège d'atroces misères. Si je pensais effectivement, ai-je marqué, que nous serions victorieux, j'avais aussi la crainte qu'à l'issue d'une guerre, il n'y eut qu'un vainqueur réel, M. Trotsky."

Hitler répond :

"Je sais, mais pourquoi la France et l'Angleterre ont-elles donné à la Pologne complète liberté d'action ?"

Trotsky, dans un article du 18 octobre 1939, *"Encore une fois à propos de la nature de l'URSS"*, commente ces propos dans les termes suivants :

"Ces messieurs donnent un nom propre au spectre de la révolution. Mais ce n'est bien entendu pas là que réside l'essentiel de ce dramatique dialogue, au moment même de la rupture des relations diplomatiques. "La guerre va inévitablement provoquer la révolution", assure ce représentant de la bourgeoisie, lui-même glacé jusqu'à la moelle, mais qui cherche à effrayer son adversaire. "Je sais, répond Hitler, comme s'il parlait d'une question résolue depuis longtemps, je sais." Etonnant dialogue !

Tous les deux, Hitler et Coulondre, représentent la barbarie qui menace l'Europe. En même temps, aucun d'eux

(5) Extrait de *Socialisme en procès*, la déposition de James P. Cannon au procès de Minneapolis, publiée en français dans *La Vérité*, n° 10, nouvelle série (n° 616) pour sa première partie, et dans celle-ci pour sa seconde partie.

ne doute que la révolution socialiste l'emportera sur leur barbarie. Telle est actuellement la compréhension des classes dirigeantes de l'univers capitaliste. Leur complète démoralisation est l'un des éléments les plus importants dans le rapport des forces entre les classes. Le prolétariat a une direction révolutionnaire jeune et encore faible. Mais la direction de la bourgeoisie pourrit sur pied. Au début même de cette guerre, qu'ils n'ont pas pu éviter, ces messieurs sont persuadés d'avance de l'effondrement de leur régime. Ce seul fait doit être pour nous la source d'un optimisme révolutionnaire invincible" (6).

Cet optimisme de la raison et de la volonté a constitué le fondement de l'intervention des sections de la IV^e Internationale dans la guerre. Des organisations dont les directions étaient souvent jeunes et inexpérimentées, que le stalinisme avait cherché à détruire, qui étaient en butte à une féroce répression, ont, malgré toutes les difficultés, incarné dans la lutte des classes la politique définie dans le *Manifeste de la Conférence d'alarme*.

Malgré la rupture de communication entre elles, les faiblesses, les erreurs dans les différents continents, les sections de la IV^e Internationale ont combattu sur cette orientation. Les devises constitutives du mouvement ouvrier et révolutionnaire, celles du *Manifeste communiste* — "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !", "Dans toute lutte, les communistes font valoir les intérêts du prolétariat indépendamment de la nationalité" — n'étaient pas pour elles des formules de discours.

La brochure *Quelques enseignements de notre histoire* évoque l'action des trotskystes en France en direction des soldats allemands :

"Dès 1942, La Vérité consacre des editoriaux aux premiers signes de désagrégation de l'armée allemande : mutineries, refus d'obéissance, notamment dans un sous-marin ancré à Brest. Des tracts et des journaux en allemand sont diffusés dans les casernes, que les soldats allemands accueillent très favorablement. Et, à Brest, précisément, des cellules de marins allemands sont construites, mais aussi à Paris et en ex-zone libre. Ils éditent Der Arbeiter, puis

Arbeiter und Soldat, organe de la IV^e Internationale. L'immixtion d'un agent de la Gestapo dans l'organisation démantèle le travail allemand en septembre-octobre 1943 : trente soldats et marins allemands sont arrêtés et fusillés ; une cinquantaine de camarades français tombent." (7).

Une impitoyable répression s'abat donc sur les organisateurs de cette activité, marquant la crainte ressentie par la Gestapo et l'état-major allemand.

Les intérêts du capitalisme et ceux des travailleurs sont irréconciliables. Cela est vrai en temps de guerre comme en temps de paix.

Les intérêts des travailleurs allemands étaient irréconciliables avec ceux des dirigeants nazis : ils rejoignaient ceux des travailleurs de toute l'Europe.

Tous ceux qui ont voulu enchaîner la classe ouvrière à la machine de guerre de "leur" impérialisme, aliéner son indépendance, ont assuré que la Deuxième Guerre mondiale était une guerre entre deux idéologies, celle des "grandes démocraties" et celle des "puissances fascistes", et qu'au nom du combat pour la démocratie les travailleurs devaient accepter d'être soumis à la bourgeoisie et à sa hiérarchie militaire.

Les travailleurs tiennent à la démocratie, à chaque conquête et à chaque droit démocratique. C'est toujours contre les travailleurs, pour briser les organisations, s'opposer à leur mouvement, que les droits démocratiques ont été piétinés.

Mais la Deuxième Guerre mondiale n'était pas une guerre entre deux "principes".

Elle résultait du fonctionnement même du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production, conduisant inéluctablement à un conflit pour le repartage du marché mondial par

(6) Léon Trotsky : *Encore une fois à propos de la nature de l'URSS*, Œuvres, tome 22, p. 110.

(7) *Quelques enseignements de notre histoire*, pp. 49 et 50 (SELIO).

les grandes puissances, quels que soient les régimes politiques des Etats bourgeois en présence.

Face à ses juges, le dirigeant trotskyste américain James P. Cannon, répondant à la question :

“Quelle est la position du parti sur l'affirmation que la guerre contre Hitler est une guerre de la démocratie contre le fascisme ?”,

répondait :

“Nous disons que c'est un subterfuge, que le conflit entre l'impérialisme américain et l'impérialisme allemand est un conflit de domination du monde.

Il est absolument vrai qu'Hitler veut dominer le monde, mais nous pensons qu'il est également vrai que le groupe dirigeant des capitalistes a la même idée et nous ne sommes en faveur ni de l'un, ni de l'autre.

Nous ne pensons pas que les soixante familles qui possèdent l'Amérique veulent engager la guerre pour quelque principe sacré de démocratie. Nous pensons qu'ils sont de grands ennemis de la démocratie, ici, dans notre pays” (8).

C'est la même orientation que celle définie par le journal clandestin de la section française de la IV^e Internationale, le 22 juin 1944 :

“La certitude qui doit être la base d'airain de la politique de la IV^e Internationale, c'est que la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile implique nécessairement la formation de comités ouvriers qui s'opposeront dans une période de dualité de pouvoirs au pouvoir bourgeois et à la politique de trahison des staliniens” (9).

“Mettre fin au massacre”, s'attaquer à ceux qui “ici sont les ennemis de la démocratie”, pour employer des phrases de Cannon, c'est cela que Lénine définissait comme le passage de la “guerre impérialiste à la guerre civile”, c'est-à-dire comme le commencement de la révolution sociale, du renversement du régime qui engendre les guerres.

C'est bien cela que les masses ont mis à l'ordre du jour en 1943-1945.

LES TRAVAILLEURS ET LES PEUPLES JETÉS DANS LA GUERRE

Le 1^{er} septembre 1939, les armées hitlériennes entrent en Pologne et, le 3, c'est la déclaration de guerre à l'Allemagne des gouvernements français et anglais. Le 17 septembre, à leur tour, les forces armées de la bureaucratie stalinienne attaquent la Pologne. Le pacte d'amitié signé entre Hitler et Staline (pacte germano-soviétique signé le 23 août) comporte des clauses secrètes qui prévoient le partage de la Pologne entre l'Allemagne nazie et l'URSS. Après avoir trahi et brisé la lutte des travailleurs en Europe par le moyen des Fronts populaires, au nom de la subordination à l'alliance avec les grands impérialismes “démocratiques”, c'est comme

(8) Extrait de *Socialisme en procès*, la déposition de J. P. Cannon déjà citée. La déclaration de Cannon est illustrée par le fait suivant : au début de la guerre, la “mission militaire” française à Londres voulait faire fusiller des Républicains espagnols qui refusaient qu'on les embarque pour l'Espagne ! Il s'agissait de soldats de l'armée républicaine espagnole qui avaient été amenés à s'engager dans la Légion étrangère. Le bataillon auquel ils appartenaient, après l'échec du débarquement de Narvik, fut renvoyé en Angleterre. Harry Ratner, militant trotskyste britannique mobilisé pendant la Deuxième Guerre mondiale dans une unité du génie, rapporte dans la revue *Revolutionary History* que : “La mission militaire française en Angleterre voulant se débarrasser d'éléments qu'elle jugeait politiquement peu sûrs et voulant manifester en même temps un signe de bonne volonté à l'égard du régime franquiste, décida de séparer les Républicains espagnols du reste du contingent et de les renvoyer en Espagne (...). Alors qu'ils étaient conduits au port, ils se mutinèrent et refusèrent d'embarquer. La réaction du commandement français à Londres fut d'ordonner l'exécution d'un mutin sur trois. Ce n'est qu'alors que les autorités britanniques intervinrent, retirant leur commandement aux officiers français.”

Harry Ratner explique qu'il rencontra certains de ces Républicains antifascistes dans l'unité à laquelle il était affecté et ajoute que “l'histoire du corps des pionniers rédigée par un officier britannique confirme cet épisode”. Harry Ratner poursuit : “Une autre confirmation — si elle était nécessaire — du caractère frauduleux de la prétention des Alliés, y compris les Français libres (que devait rallier la mission militaire française), qu'ils combattaient le fascisme !”

(9) Cité dans *Quelques enseignements de notre histoire*, p. 52.

alliée et complice du nazisme que la bureaucratie entre sur la scène militaire (10).

L'alliance de Staline avec Hitler l'aidant à étrangler le peuple polonais n'était que l'expression la plus poussée du "socialisme dans un seul pays", c'est-à-dire de la défense par la bureaucratie de ses privilèges par tous les moyens réactionnaires conformes à sa nature contre-révolutionnaire. Mais ces privilèges dépendaient de la collectivisation des moyens de production en URSS, héritage de la révolution d'Octobre que la bureaucratie parasitait et minait. Les conquêtes de la révolution demeuraient un enjeu mondial.

Aussi, le sordide arrangement entre gangsters Hitler-Staline, loin d'être une manœuvre géniale de ce dernier, "préparait l'agression contre l'URSS dans des conditions plus favorables pour l'assaillant". Car, comme le dit encore le *Manifeste de la Conférence d'alarme*,

"l'Allemagne a obtenu la partie la plus importante et la plus industrialisée de la

Pologne et acquis une frontière commune avec l'URSS, c'est-à-dire une porte d'entrée vers l'Est (...). A la place d'Etats neutres faibles, l'URSS se heurte maintenant à une Allemagne puissante de l'autre côté de sa frontière de Leningrad."

Le 22 juin 1941, à deux heures du matin, conformément aux accords passés entre les deux gouvernements, un convoi de blé venu d'Ukraine passe la frontière près de Brest-Litovsk. Ce sera le dernier. A trois heures, l'artillerie allemande commence le pilonnage. L'invasion de l'URSS a commencé.

Le 7 décembre 1941, l'aviation japonaise bombarde la flotte américaine à Pearl Harbor. La guerre est déclarée entre les Etats-Unis et le Japon, puis entre les Etats-Unis et l'Allemagne.

Tandis que dans les Etats "démocratiques" le mouvement ouvrier est muselé au nom des "lois de la guerre" (comme en témoigne aux Etats-Unis le procès contre le SWP), c'est la nuit de la plus barbare réaction qui s'étend sur toute l'Europe.

Staline et la bureaucratie organisent le désastre, mais les peuples de l'URSS résistent

Staline, accroché jusqu'au bout à l'alliance avec Hitler, refuse de tenir compte des rapports avertissant de l'imminence de l'invasion. L'armée a été décapitée de ses cadres par les purges. Les forces armées de l'impérialisme allemand foncent sur la route de Moscou et préparent l'encercllement de Leningrad.

Les premiers mois de guerre se soldent par un désastre. A l'automne 1941, les territoires occupés par les armées nazies englobent 40 % de la population de l'Union soviétique. L'armée allemande fait deux millions de prisonniers. Ainsi, les crimes abominables du stalinisme, le massacre par centaines de milliers des meilleurs fils de la classe ouvrière et des

peuples de l'Union soviétique avaient ouvert la voie à une attaque directe qu'on

(10) Ce qui explique que les dirigeants stalinien, après s'être rangés derrière leur impérialisme au nom de la "démocratie", découvrirent soudain que la guerre du côté anglo-français était une guerre des "ploutocraties", et peignaient de couleurs pacifistes la politique étrangère du nazisme. Pour Georges Dimitrov, secrétaire général de l'Internationale communiste, l'Allemagne a opéré un tournant majeur en empruntant la voie des "relations pacifiques avec l'URSS. Les faits montrent que les dirigeants de l'Allemagne ont choisi (cette voie) (...). Ce sont les impérialistes anglais et français qui font figure de partisans les plus zélés pour continuer et propager l'incendie de la guerre" (*Les Cahiers du bolchevisme*). Ce qui n'empêchera pas les mêmes d'en revenir après juin 1940 au chauvinisme anti-allemand le plus grossier !

pouvait croire finale pour liquider ce qui subsistait des conquêtes de la révolution.

Et pourtant, c'est de ces régions martyrisées d'URSS et aussi de l'Europe de l'Est et des Balkans que surgit un mouvement profond et puissant des travailleurs et des paysans qui ne s'identifie pas avec les "buts de guerre" des puissances belligérantes mais qui exprime leur volonté de vivre, leur refus de la dictature et de la barbarie impérialistes.

La "guerre à l'Est" est impitoyable, et elle est une guerre contre les peuples sous la forme directe d'une guerre contre les populations civiles. Pour la machine d'oppression nazie, les peuples de la région ne sont que des esclaves. C'est aussi dans cette zone que se met en route l'effroyable mécanisme du génocide. Avant les chambres à gaz des camps, ce sont les massacres de Babi Yar, près de Kiev, qui commencent l'extermination des populations juives.

Et pourtant, c'est en avril 1943 qu'éclate l'insurrection du ghetto de Varsovie. Les protestations hypocrites et les larmes de crocodile qui seront versées des années plus tard ne changent rien à l'affaire : aucune des puissances belligérantes, aucune des grandes institutions, à commencer par l'Église, ne se portera au secours de ceux que l'on massacre.

Il demeure qu'au-delà du geste héroïque de ceux qui choisirent de mourir en combattant, c'était au cœur de la plus atroce barbarie une expression du fait que l'humanité n'acceptait pas, que dans la résistance des travailleurs et des peuples se préparaient les conditions d'une contre-offensive contre le système même qui engendra cette barbarie.

On désigne souvent Stalingrad comme "le tournant de la guerre". On ne saurait sous-estimer la place dans la guerre de cette gigantesque bataille livrée à l'hiver 1942-1943.

Mais c'est avant, quelques mois seulement après les premières défaites, que les travailleurs et les peuples d'Union soviétique, par leur résistance, font échec à l'impérialisme. C'est dès l'automne 1941

que l'armée nazie piétine et s'épuise face à la résistance des travailleurs. Résistance conduite par la bureaucratie et par son "chef génial" ? Non, au contraire, résistance qui s'organise malgré la bureaucratie prostrée et contre elle.

Non seulement il a fallu chercher des milliers d'officiers dans les camps où les purges monstrueuses de la bureaucratie les avaient jetés, mais il a fallu même que la bureaucratie accepte dans certains cas que les rares survivants des massacres, les derniers militants bolcheviques encore vivants dans les camps soient appelés à les quitter pour rejoindre le front. Ce qui n'empêchera pas une nouvelle vague d'exécutions dans les camps en 1942.

Car la guerre ne modifie pas la nature de la bureaucratie : contre-révolutionnaire dans la paix, elle le reste dans la guerre.

La déclaration de la IV^e Internationale au lendemain de l'invasion de l'URSS explique à juste titre :

"La guerre ne fait que pousser à l'extrême la politique profondément conservatrice de la bureaucratie. A l'intérieur, Staline a déjà renforcé le mécanisme de la dictature policière au mépris des intérêts militaires. La bureaucratie fait entendre par là que si elle est prête à défendre l'Union soviétique, elle veut avant tout défendre sa position privilégiée dans le pays. A l'extérieur, le principal souci de la bureaucratie est de se confondre avec le camp des impérialismes anglais et américain. C'est au nom de ce programme que le Kremlin a fait le silence le plus complet sur tout ce qui pourrait rappeler la révolution prolétarienne. Le pays où "le socialisme a définitivement vaincu" est en guerre, mais le mot même de socialisme a disparu du vocabulaire des porte-parole de la bureaucratie.

Le Kremlin, avec ses écrivains mercenaires, fait revivre tous les souvenirs patriotiques de la Russie des tsars. Ils n'osent même pas rappeler aux masses soviétiques l'expérience grandiose de la guerre civile. Pour deux raisons : pour ne pas troubler Churchill par des souvenirs cuisants et des appréhensions nouvelles, et aussi parce qu'il a lui-même la plus grande frayeur des traditions révolutionnaires des masses."

Mais, comme le dit cette même déclaration :

“Les travailleurs soviétiques ont accompli une révolution grandiose qui a changé la face d'un immense pays. Ils sont restés isolés, les forces leur ont manqué pour réaliser tous les espoirs et ils ont dû tolérer sur leur dos d'ignobles usurpateurs. Mais Hitler vient maintenant tout anéantir. Cela, ni les peuples de l'URSS, ni la classe ouvrière mondiale ne peuvent le permettre” (11).

Sur quelle réalité concrète reposait le fait que “les peuples d'URSS”, opprimés et torturés par la bureaucratie, ne pouvaient tolérer cet anéantissement ? Sur le fait que la liquidation de la propriété sociale signifiait arracher leurs moyens de subsistance à des millions d'êtres humains, les vouer à la déchéance et à la mort. Ils ont préféré combattre que d'accepter.

Dans une conférence prononcée dans un Cercle d'étude marxiste en 1969 sur “L'actualité du Programme de transition”, le camarade Pierre Lambert expliquait :

« Je me souviens qu'en 1947, au cours d'un congrès international à Paris, un vieux militant d'URSS, Babenko, était venu et participait aux séances préparatoires. Babenko n'était plus révolutionnaire, n'était plus trotskyste, n'était plus marxiste ; Babenko est un homme qui a fait partie du comité central du Parti communiste ukrainien pendant la guerre civile. Il était membre du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine. En 1923, il avait pris position pour Trotsky. En 1927, il avait capitulé comme bien d'autres ; il était devenu professeur à Kiev. En 1937, il était arrêté (...).

En 1941, l'Armée rouge, qui avait été décapitée par Staline — dont le rôle néfaste dans ce domaine a été condamné et expliqué dans toute une série de livres et d'articles de la presse soviétique —, recule... Les armées hitlériennes sont devant Moscou. La révolution d'Octobre, le pays d'Octobre sont foulés aux pieds par les armées des impérialistes nazis. C'est à ce moment que Staline fait appel dans les camps à ceux qui restaient de la vieille génération, aux bolcheviks, à ceux qui n'avaient pas été fusillés. Il leur demande de défendre la patrie socialiste ;

et alors, en sachant tous que Staline allait encore une fois trahir sa parole, cette vieille génération a pris le fusil, s'est engagée et, devant Moscou, c'est elle qui a subi les chocs les plus difficiles, les plus décisifs de l'armée allemande super-équipée. Ils ont combattu pour le pays d'Octobre, pour la révolution de 1917. Babenko était Ukrainien, lui aussi s'est engagé dans l'Armée rouge, et il m'expliquait : “Quand les armées hitlériennes sont entrées en Ukraine, sans nul doute, elles n'ont pas été accueillies comme des ennemis : la collectivisation forcée qui avait entraîné en Ukraine des centaines de milliers de morts, l'oppression nationale exercée par la bureaucratie soviétique étaient insupportables à des centaines de milliers de personnes.”

Les populations d'Ukraine ont accueilli les armées hitlériennes sans murmure, sans applaudissements. Et, quelques semaines après, c'est en Ukraine que les bandes de partisans sont nées ; pourquoi sont-elles nées en Ukraine ? Parce que l'intervention allemande en Union soviétique avait pour but le rétablissement de la propriété privée des moyens de production, et des centaines de milliers, des millions d'hommes tirent leur subsistance, leurs possibilités d'existence de ces conquêtes d'Octobre, de la propriété étatique de l'industrie, de l'agriculture kolkhoziennne. Réintroduire la propriété privée des moyens de production en Ukraine signifie exterminer physiquement des centaines de milliers d'hommes, de femmes, de jeunes : cela signifie en définitive exterminer les Ukrainiens. Et c'est la raison pour laquelle les Ukrainiens ont pris les armes » (12).

La bureaucratie stalinienne non seulement refoule toute allusion à la guerre civile et exalte les “valeurs éternelles” de la Grande Russie, mais elle fait de la guerre, non une guerre contre l'impérialisme et le nazisme, mais une guerre contre “l'Allemagne”, contre le peuple allemand. Sa politique à l'égard du peuple allemand se résume dans le slogan du plumitif stali-

(11) *Les Congrès de la IV^e Internationale* (tome 2, *L'Internationale dans la guerre* ; Manifeste “Pour la défense de l'URSS”, p. 51, éditions La Brèche).

(12) *L'actualité du Programme de transition*, SELIO.

nien I. Ehrenbourg: "Il n'est de bon Allemand que mort."

Cette politique n'est pas qu'à usage "interne". Elle vise pour la bureaucratie comme pour les impérialismes "alliés" à prévenir tout développement révolutionnaire, notamment en Allemagne même. Ensemble, dans une déclaration du 1^{er} novembre 1943, "pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde", ils fixent comme "but de guerre" à l'égard de l'Allemagne la "capitulation sans condition", c'est-à-dire le refus de toute paix négociée y compris avec un gouvernement surgissant d'une insurrection renversant le régime nazi.

Le *New York Times* publie d'ailleurs le 31 octobre une dépêche de l'un des journalistes américains les plus connus, C L Sulzberger :

" De nombreux Russes avec lesquels l'auteur a parlé franchement discutaient les dangers d'une Allemagne communisée. Ils pensaient qu'elle pourrait éventuellement se tourner vers le trotskysme et pourrait ainsi provoquer des dangers pour l'Union soviétique — une possibilité qui doit être évitée à tout prix" (13).

Sans aucun doute, c'est la détermination, le courage des dizaines et des dizaines de milliers de combattants, ouvriers, paysans, intellectuels qui luttèrent jusqu'au bout dans les rues de Stalingrad qui transformèrent la ville en ce terrible piège qui brisa irrévocablement la progression nazie. Mais que de vies sacrifiées qui auraient pu être sauvées si la voix de la révolution d'Octobre avait pu se faire entendre, si l'appel à la fraternisation avait hâté la désagrégation d'une armée dont même les chefs cherchaient à échapper au massacre. Mais pour la bureaucratie, "il n'était de bon Allemand que mort", car il fallait à tout prix écarter le danger d'une "Allemagne communisée".

UN AUTRE AVENIR...

Début 1943, la situation s'est transformée, et pas seulement dans le domaine

militaire. Dans le chaos et le déchaînement des violences de la guerre tend à émerger, mondialement, une force qui, par son action, dessine un autre avenir que celui d'un "repartage" entre rapaces et met à l'ordre du jour la reconstruction de la planète sur d'autres bases sociales. Ce mouvement, c'est celui des travailleurs et des peuples qui ne s'identifient pas aux Etats qui veulent les domestiquer, les subordonner à leurs objectifs.

Le plus grand coup que reçoit en Asie l'impérialisme britannique n'est pas constitué par les victoires japonaises mais par le soulèvement du peuple d'Inde. En août 1942, toute l'Inde s'est dressée contre l'oppression impérialiste par des grèves et des manifestations, soudée dans un seul cri : "Quit India Now !" (Quittez l'Inde maintenant !). La répression, les destructions de villages y ont répondu.

En France, en août 1942, à la suite des décisions conjointes des autorités d'occupation et du gouvernement Pétain-Laval organisant la déportation des travailleurs en Allemagne, la résistance ouvrière va s'exprimer avec force. Les travailleurs se dressent contre ce que le journal clandestin des trotskystes, *La Vérité*, qualifie de "razzias d'esclaves en Europe occupée".

« A partir d'octobre-novembre 1942, les manifestations contre la relève se multiplient. Les travailleurs se dressent, de partout s'exprime la volonté de ne pas partir. Les grèves éclatent dans tous les centres ouvriers ; pour la première fois depuis 1937, une usine est occupée à Chambéry. Le bilan est positif. Sur 500 000 ouvriers prévus à la déportation, seuls 215 000 partent, dont seulement 6 000 de la zone libre. Le 15 décembre 1942, *La Vérité* n° 39 rapporte : "En Bretagne, comment ils sont partis." Débrayage général, par contraire les travailleurs partent, le poing levé et chantant L'Internationale. Dans les trains qui les emmènent, les travailleurs actionnent continuellement le signal d'alarme avec la complicité des cheminots. Cela ralentit considérablement les convois. Jugeons-en : trois heures pour aller de Nantes à Mauves, distante de seize kilo-

(13) Cité dans *Histoire du Parti bolchevique*, de Pierre Broué, p. 435, éditions de Minuit.

mètres. A Saint-Nazaire, les mêmes scènes se reproduisent, les ouvriers écrivent sur les wagons : "A bas Laval ! A bas Hitler ! A bas Pétain !" » (14).

En Yougoslavie, les unités de partisans — dirigées par le Parti communiste yougoslave — qui rassemblent des combattants de tous les peuples de Yougoslavie (Serbes, Croates, Bosniaques, Slovènes, Monténégrins) occupent des zones entières du pays. A l'automne 1942, il est décidé de tenir dans la ville de Bihac, en Bosnie, une réunion du Conseil antifasciste pour la libération nationale de la Yougoslavie (AVNOJ). Dans *Tito parle*, Vladimir Dedijer note : "L'AVNOJ devait en principe élire un gouvernement provisoire, mais Moscou insistait pour qu'on y renonce. L'idée fut abandonnée et cette sorte de congrès eut seulement le caractère d'une manifestation."

1943 : l'année du grand tournant

Militairement parlant, l'année 1943 est celle qui voit s'affirmer sur tous les fronts la supériorité des "Alliés". Si novembre 1942 a vu les troupes anglo-américaines débarquer en Afrique du Nord, c'est en mars 1943 que leur mainmise s'étend à toute l'Afrique du Nord. Le 2 février, comme il a été dit plus haut, Paulus capitule à Stalingrad, et, le 10 juillet, les Alliés débarquent en Sicile.

Le fait que la "victoire avait changé de camp" s'affirme irrévocablement en 1944. Le 4 juin, les armées anglo-américaines atteignent Rome et, le 6, c'est le débarquement sur les côtes de Normandie.

Durant cette même période, il se développe parmi les puissances victorieuses une intense activité diplomatique : du 18 au 30 octobre 1943, réunion des ministres des Affaires étrangères américain, soviétique et britannique à Moscou (Cordell Hull, Anthony Eden, V. Molotov) ; 30 novembre-2 décembre : rencontre entre Staline, Roosevelt, Churchill à Téhéran. Et dans les derniers mois de 1944, se pré-

Dans toute l'Europe sur laquelle le Reich devait étendre un "règne millénaire" se réalise ce que Trotsky avait analysé dans l'un de ses derniers articles ("*Nous maintenons notre cap*", 30 juin 1940, *Œuvres*, tome 24) : "*On peut s'attendre avec certitude à la transformation de tous les pays occupés en poudrières.*"

Simultanément, en Angleterre comme aux Etats-Unis, s'impose le fait que la guerre n'annule pas la lutte des classes : les exploités restent les exploités, et les exploités, les exploités. Les travailleurs constatent que tandis que les camarades envoyés au front s'y font décimer, les patrons voient leur patriotisme récompensé par une montée en flèche de leurs profits, le patriotisme des travailleurs, lui, devant se manifester par leur acceptation des bas salaires, de conditions de travail intolérables... Ils refusent et des grèves éclatent.

pare la Conférence de Yalta. Elle aura lieu au début de février 1945.

Mais dans cette même année 1943, il y a d'autres dates tout aussi significatives et qui expriment la tendance de la classe ouvrière à prendre en main la direction de la société.

— Le 26 juillet 1943, le grand conseil fasciste "révoque" Mussolini ; avec l'accord du roi, le maréchal Badoglio le remplace, mais ce sont toutes les institutions de l'Etat fasciste qui se disloquent.

— Le 25 juin 1943, contre la réquisition des travailleurs, grève générale à Athènes.

— Le 4 décembre 1943, en Yougoslavie, constitution d'un gouvernement provisoire émanant de l'AVNOJ.

(14) Jean-Pierre Cassard, *Les trotskystes en France pendant la Deuxième Guerre mondiale*, p. 93, édité par La Vérité.

Face aux premières expressions d'une montée révolutionnaire qui tend à englober toute l'Europe, le dispositif de la contre-révolution se resserre.

On aura noté qu'à plusieurs reprises, dans les déclarations officielles, il est fait référence — de Coulongre en 1939 à Sulzberger en 1943 — à Trotsky et au trotskysme, utilisés pour désigner la révolution prolétarienne qui menace.

Et, comme on le verra, ils ne sont pas les seuls.

UN DISPOSITIF CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE PRÉVENTIF

Au fur et à mesure que les masses, accentuant leur intervention, font irruption sur la scène des affaires mondiales, la nécessité de s'y opposer deviendra le facteur déterminant, et de plus en plus ouvertement, dans la stratégie militaire comme dans la diplomatie.

Mais c'est d'abord préventivement que les forces contre-révolutionnaires ont agi. Au moment de la première guerre impérialiste, la bourgeoisie mondiale n'avait pas jugé nécessaire de faire disparaître Lénine. La même erreur ne fut pas commise avec Trotsky.

Les Etats bourgeois n'eurent pas à agir directement. La bureaucratie stalinienne, qui savait mieux que quiconque à quelle réalité répondait la perspective de la révolution politique, s'en chargea.

Et de 1939 à 1945, après les purges massives et les assassinats multipliés par la bureaucratie dans les rangs trotskystes, staliniens et nazis, forces de répression des Etats impérialistes, combinèrent leurs efforts pour écraser les jeunes sections de la IV^e Internationale. Aucun courant politique n'aura été décimé comme la IV^e Internationale l'a été à la veille même des échéances auxquelles elle se préparait.

Face à la montée révolutionnaire, face à la menace ouverte de la révolution, quelle force est capable de préserver l'ordre bourgeois à l'échelle mondiale, alors que se disloquent les appareils d'Etat et que les exploités et les opprimés font irruption par les brèches qui s'ouvrent ?

Avant tout, la bureaucratie stalinienne. Parce qu'elle peut s'appuyer sur le prestige que lui vaut la résistance victorieuse des travailleurs et des peuples d'URSS affrontant le nazisme, parce qu'elle peut partout utiliser ce prestige au travers de son appareil international, des partis communistes.

Ceux-ci apparaissent comme les "continueurs d'Octobre" dans leurs pays. Leur influence sur les masses tient aussi au dévouement et au sacrifice des milliers de leurs militants.

Au fur et à mesure que le danger se précise, les exigences impérialistes s'affirment avec plus d'acuité. Entre "Alliés", le langage est brutal.

Le 9 mars 1943, Wallace, alors vice-président des Etats-Unis (il sera après la guerre la figure de proue d'un éphémère regroupement pro-stalinien), déclare :

"La guerre serait inévitable si la Russie embrassait à nouveau l'idée trotskyste de fomenter une révolution mondiale."

Le 16 mai, la dissolution de l'Internationale communiste est annoncée. Le comité exécutif, qui était resté silencieux pendant de longs mois, déclare que l'Internationale a d'ores et déjà "accompli son rôle politique".

Le geste peut apparaître symbolique : l'Internationale communiste, y compris comme "centre" élaborant des proclamations, avait disparu depuis juin 1941, et c'est directement à la direction du parti stalinien d'URSS qu'avaient à faire les directions des différents PC. Mais il signifie que le "message" impérialiste a été bien compris.

La révolution italienne

Cette politique va trouver l'un de ses tests majeurs face au début d'une authentique révolution : la révolution italienne. Que la guerre ne fut pas affaire d'idéologie, l'exemple italien le montre avec clarté. Pour ses propres objectifs, le débile impérialisme italien s'était rangé derrière l'impérialisme allemand. Ses espoirs de s'imposer comme grande puissance "méditerranéenne et africaine" ruinés, menacée de voir le pays transformé en champ de bataille et dévasté, la bourgeoisie italienne tourne casaque.

Les "Alliés" se montrent prêts à traiter avec un fascisme compréhensif pour autant que la continuité du pouvoir soit préservée. Dès 1942, le prélat américain Spelmann se rendra en Italie avec l'aval de Roosevelt, le Vatican jouant un rôle d'intermédiaire pour trouver une solution dont l'axe serait la monarchie.

Mais les événements se précipitent. Le mois de mars 1943 est marqué par une première vague de grèves, amorcée aux usines Fiat et qui gagnent ensuite les principales usines de Turin. Le 10 juillet, les forces anglo-américaines débarquent en Sicile et maintiennent en place l'essentiel de l'administration fasciste. Le 19 juillet, Rome est bombardée par les "forteresses volantes", les quartiers ouvriers sont écrasés, on compte des milliers de morts et de blessés dans la population civile. Plus que des objectifs militaires, ce bombardement vise à terroriser la population alors que s'annonce un grand bouleversement.

Le 26 juillet, se réunit le grand conseil fasciste. Il démet Mussolini de ses fonctions. Le roi Victor-Emmanuel nomme le maréchal Badoglio, l'un des chefs de l'expédition contre l'Ethiopie, Premier ministre. La transmission de pouvoir s'est faite dans l'ordre, mais la tentative d'aménager une transition qui aboutisse à un armistice tout en sauvegardant l'essentiel de l'appareil d'Etat fasciste va d'emblée se heurter aux masses. Dès l'annonce de la révocation de Mussolini, une foule joyeuse déferle dans Rome aux cris de "La paix ! La paix !". Le premier décret

que prend le gouvernement, c'est une interdiction de tout rassemblement. Mais dans toutes les grandes villes, les manifestations se multiplient, s'amplifient et se radicalisent.

L'Internationale est chantée dans les rassemblements. On scande "A bas le fascisme !". Les organisations dissoutes depuis vingt ans par le régime de Mussolini commencent à se réunir localement. Des permanences du parti fasciste sont attaquées et, à Milan, les travailleurs s'emparent de la prison et libèrent des prisonniers politiques. Au bout de quarante-huit heures, le nouveau régime annonce la dissolution du parti fasciste et commente :

"Les manifestations sont source de malentendus à l'étranger. Elles constituent uniquement une expression d'enthousiasme patriotique, de loyauté à la monarchie, de confiance dans le nouveau gouvernement" (15).

En fait, se constituent, notamment à Milan, des "conseils d'ouvriers et de soldats", d'innombrables "comités de libération" surgissant dans les villes et les villages ; des "commissions internes" se forment dans les usines. Face au pouvoir fasciste "rénové" et recentré autour de la monarchie, ce sont les premiers éléments de pouvoir démocratique de la classe ouvrière qui émergent dès les premiers jours du déferlement des masses dans les brèches ouvertes par la crise de dislocation de l'Etat.

L'ennemi mortel, pour les forces nazies qui vont se déchaîner contre le peuple italien, c'est cette insurrection qui met au premier plan la liquidation de fond en comble de l'appareil d'Etat fasciste, forme sous laquelle existe en Italie l'Etat bourgeois, insurrection qui affirme au coeur de l'Europe en guerre les revendications politiques et sociales des travailleurs des

(15) Cité par Felix Morrow dans un article paru dans la revue *Fourth International* d'août 1943, intitulé *La première étape de la révolution en Italie*, d'où sont également tirées plusieurs des indications qui suivent.

villes et des campagnes, qui marque leur volonté de mettre fin à la guerre et qui ne peut être sans écho parmi les travailleurs allemands.

Mais c'est aussi l'ennemi pour les impérialismes alliés. Le *New York Times* du 1^{er} août déclare :

"Il est probable que ce sont les conflits internes à l'Italie qui sont aiguisés et que les éléments antifascistes cherchent à améliorer leurs propres positions. Il y a des peurs du fait que les communistes sont lourdement impliqués dans les désordres. Or, ces désordres peuvent gêner la guerre contre Hitler."

Les "communistes" ? S'il s'agit des dirigeants staliniens, leur ligne est ainsi définie le 31 juillet par l'organe du PC américain :

"Badoglio est un phénomène nouveau. Il n'est ni Pétain, ni Darlan, il n'est pas seulement le Badoglio de la campagne d'Ethiopie. Il est l'homme qui, dans ce moment transitoire mais décisif pour le pays, est confronté à la volonté de paix du pays."

Et une dépêche du 26 août de Moscou précise :

"C'eut été une folie que de se fixer comme objectif le 26 août la démission de Badoglio et l'abdication du roi."

Ainsi, le parti stalinien faisait sienne la politique des impérialistes américains, telle que la définissait en décembre 1942 l'écrivain antifasciste Gaetano Salvemini :

"La maison royale de Savoie et le pape sont tenus en réserve par Churchill et Roosevelt comme les seules autorités légitimes autorisées à parler au nom de l'Italie."

Si par "communistes", le journaliste du *New York Times* désigne les militants ouvriers — qu'ils aient ou non été membres du Parti communiste italien — qui sont au premier rang du soulèvement du peuple travailleur d'Italie, ceux-là se heurtaient de front à la politique de la direction. Comme l'écrit R. Clément dans un article de *La Vérité* (n° 573, septembre 1976) :

"Pour tout le prolétariat, pour tout le peuple italien, la libération du pays signifiait d'abord et avant tout la liquidation de toutes les séquelles du régime fasciste. La collaboration avec la monarchie et le gouvernement décomposé qu'elle avait mis en place était purement et simplement inconcevable. Telle était la position adoptée dès le début de l'hiver 1943-1944 par les deux partis ouvriers en voie de reconstitution, ainsi que par le Parti d'action (organisation antifasciste petite-bourgeoise, se réclamant de la tradition de Garibaldi)" (16).

RÉTABLIR CONTRE LES MASSES "L'ORDRE DE LA GUERRE": UN OBJECTIF COMMUN À TOUS LES BELLIGÉRANTS

Aussi, pour briser la révolution montante, fallut-il recourir à d'autres moyens. La bourgeoisie italienne laissa à Hitler et à ses SS le soin de s'attaquer aux centres ouvriers du Nord, tandis que le roi et Badoglio se réfugiaient dans le Sud pour se mettre sous la protection des "Alliés" dont ils escomptaient qu'ils assureraient l'ordre dans cette partie du pays.

On se donna le temps d'effectuer l'opération. C'est le 25 juillet que Mussolini est renversé. L'armistice ne sera signé que le 8 septembre. Entre-temps, pas une seule attaque n'est menée contre la marine italienne. En revanche, les villes, et d'abord celles du Nord, subissent de terribles bombardements.

"L'ordre de la guerre" fut rétabli, peut-on dire, jusqu'à la fin du conflit mondial en Europe, puisque ce n'est que le 5 mai 1945 que les forces "alliées" atteignent Milan. Mais il ne peut écraser le mouvement révolutionnaire qui a commencé.

Dans le Sud, le mouvement ouvrier se réorganise et se heurte au régime de Badoglio. Fin janvier 1944, se tient à Bari

(16) R. Clément, *Italie : crise politique, crise de l'Etat, crise révolutionnaire*, dans *La Vérité*, n° 573, de septembre 1976, p. 112.

un congrès des comités de libération qui décide qu'il n'est pas question d'envisager une collaboration avec le gouvernement Badoglio. L'abdication du roi et la liquidation de la monarchie sont une exigence unanime de tous les courants antifascistes. Le congrès menace même de constituer en son sein une "junte exécutive" — en fait, un gouvernement issu de la résistance — largement dominée par les partis ouvriers et opposée au gouvernement Badoglio.

Or, le 8 janvier 1944, Vychinski, ancien procureur des procès de Moscou et ministre des Affaires étrangères de Staline, met au point à Naples la reconnaissance par l'URSS du gouvernement Badoglio et le retour en Italie du principal dirigeant du parti italien, alors à Moscou, Palmiro Togliatti. La position de la diplomatie stalinienne sera parfaitement exposée dans un article publié le 30 mars dans les *Izvestia* de Moscou :

"Le Congrès de Bari, écrit le journal russe, a désigné une junte exécutive permanente dans le but d'unir les forces antifascistes et démocratiques italiennes dans la lutte contre le nazisme. De sorte que, aussi bien le gouvernement Badoglio que la junte exécutive permanente ont déclaré être prêts à lutter ensemble aux côtés des alliés pour écraser les Allemands et leurs valets fascistes. Cependant, les forces du gouvernement Badoglio et celles de la junte exécutive permanente, non seulement demeurent divisées mais s'épuisent dans une lutte fratricide, ce qui fait que la situation politique et économique de l'Italie se dégrade et s'enfoncé dans une voie sans issue. Cela ne peut que nuire à la cause commune des alliés, c'est-à-dire à la lutte commune contre l'Allemagne hitlérienne" (17).

Le 27 mars, transporté par les bons soins de l'état-major d'Eisenhower, Togliatti débarquait à Salerne et proclamait son intention de collaborer avec Badoglio et la monarchie. Il devient d'ailleurs, dès avril 1944, ministre du gouvernement de Badoglio. Sa tâche, c'est de "normaliser" le parti qui a commencé à se reconstituer dans les journées révolutionnaires de 1943, et édifier ainsi le barrage aux aspirations de la classe ouvrière qui s'exprimeront avec une force

accrue lorsque les opérations militaires prendront fin. Au nord du pays, un mouvement des partisans s'est organisé dans une lutte farouche contre les milices fascistes italiennes et les forces de répression nazies : il est largement porteur des exigences politiques et sociales qui se sont affirmées dès juillet 1943.

Comment l'écrit R. Clément dans l'article déjà cité :

"Togliatti va devoir reconquérir son propre parti à la politique sur laquelle il a été mandaté par Staline et l'impérialisme, au rythme même où les armées anglo-américaines regagnent petit à petit le territoire de la péninsule. La division du travail est parfaitement orchestrée... ce qui ne signifie pas que l'entreprise soit aisée."

Togliatti décrit ainsi la situation de ce parti :

"Les cadres moyens et les adhérents des organisations communistes résistaient à tout changement de la ligne politique, peut-être pour ne pas avoir su avant que le Parti communiste avait dit, dès le début de la guerre, que la question de la monarchie pouvait être réservée, si cela était nécessaire, pour sauver l'Italie d'une catastrophe, en réalisant une large union des citoyens de toutes les opinions politiques. Le Parti se mettait donc sur une voie dangereuse, sans perspective : il organisait des meetings contre Churchill, il étudiait avec d'autres groupes antifascistes la possibilité de faire une consultation populaire sur l'initiative non du gouvernement, mais des partis, et ainsi de suite."

LES MÉTHODES CLASSIQUES DU STALINISME

Avec le talent et la fourberie provocatrice du zélé serviteur de Staline qu'a toujours été Togliatti, il ose assurer que la volonté d'en finir avec la monarchie associée au fascisme pendant plus de vingt ans est le résultat de... "provocations impérialistes". "Ce qui faisait le plus plaisir aux

(17) *Ibidem*, p. 113.

alliés anglo-saxons, c'était qu'entre Italiens s'exaspéra le débat sur les institutions", écrit-il dans la revue du PC italien, *Rinascita*.

Le "Un seul Etat, une seule armée, une seule police", que lancera en France Maurice Thorez au lendemain de la Libération, se traduit en italien par "Vivent le roi et Badoglio !"

Dénoncer le rejet par le peuple du militaire fasciste Badoglio comme le produit de "provocations impérialistes", c'est l'équivalent de "la grève est l'arme des trusts", un des leitmotifs des staliniens en France.

L'ordre doit être maintenu, c'est-à-dire l'Etat bourgeois et les rapports sociaux qu'il garantit doivent être sauvegardés.

C'est l'objectif de la politique stalinienne alors que les conditions dans lesquelles la Deuxième Guerre mondiale va se terminer menacent, en particulier dans des pays essentiels de l'Europe occidentale (Italie, France, Belgique, Danemark, Grèce, et nous verrons plus loin ce qu'il en est pour l'Allemagne), la domination de la bourgeoisie comme jamais.

La fin de la guerre en Italie se solde d'abord dans le nord du pays, qui est resté occupé jusqu'à la fin, par une véritable insurrection qui place sous le contrôle de comités (comités ouvriers dans les usines, comités de libération) toutes les fonctions de la vie politique à l'échelle locale (administration, justice) et la reprise de la production dans les entreprises. Le *Times* de Londres (12 juin 1945) parlait à ce sujet de "révolution sociale".

La bourgeoisie était alors bien incapable, et pas seulement en Italie, d'écraser cette "révolution sociale".

Pour la contenir, l'endiguer, préparer les conditions de son reflux et à une première étape interdire que se centralisent les éléments d'un autre pouvoir et obtenir un délai pour reconstruire l'Etat bourgeois, il lui a fallu avant tout le concours de la bureaucratie stalinienne et de ses instruments nationaux ainsi que des partis sociaux-démocrates.

Les travailleurs qui reconstituent leurs organisations syndicales, qui forment des comités exprimant la tendance au pouvoir démocratique des travailleurs, se tournent vers les partis qui traditionnellement incarnaient leurs aspirations pour que ces partis centralisent leur mouvement. Ce sont les directions de ces partis et d'abord celles qui apparaissent comme l'incarnation dans leur pays de la révolution d'Octobre, les directions staliniennes, ainsi que celles des partis sociaux-démocrates, en particulier là où ces partis regroupaient la grande majorité de la classe ouvrière.

En Italie, il fallut finalement sacrifier l'institution monarchique à la préservation de l'Etat bourgeois. La "consultation populaire" de juin 1945 dégagea une majorité pour la République. Mais le maintien pendant une période de la monarchie assura le cadre de la reconstruction de l'Etat. Et le maintien de la monarchie dépendait avant tout de la capacité du PC italien à la faire accepter comme une réalité transitoire menant à une "large démocratie" — au nom de laquelle il fallait supprimer tous les éléments d'un pouvoir ouvrier qui se constituaient.

Comme l'écrit encore R. Clément :

"La monarchie, en fait, ne servira que quinze mois... Mais ces quinze mois furent néanmoins décisifs. C'était le délai nécessaire pour reconstruire l'Etat bourgeois ébranlé jusque dans ses fondements, pour permettre la reconstitution des partis bourgeois laminés par le fascisme, et notamment de la Démocratie chrétienne."

Si nous avons insisté sur l'exemple italien, c'est que s'y retrouvent avec une netteté toute particulière l'ensemble des traits qui marquent la liquidation de la Deuxième Guerre mondiale.

Ce n'est pas à "l'Est" — comme conséquence mécanique du contrôle militaire exercé par l'URSS ainsi qu'on l'explique souvent — mais d'abord à "l'Ouest" que la menace de la révolution sociale est devenue une réalité dans l'action de millions de travailleurs dressés contre le régime fasciste.

La peur qui saisit alors les dirigeants impérialistes constitue aussi une leçon qu'ils n'oublient pas. La dislocation "en haut" de l'Etat a ouvert la voie à l'intervention révolutionnaire "en bas" dans les quelques journées où seules les autorités italiennes tenaient le terrain.

Churchill dira plus tard à propos de la Grèce :

"J'attirai son attention (celle du président Roosevelt) sur le fait que s'il y avait un long intervalle entre le départ des autorités allemandes de là (d'Athènes) et le moment où le gouvernement organisé

pourrait être établi, il est fort probable que l'EAM et les communistes extrémistes essaieraient de s'emparer de la ville" (discours de Churchill devant la Chambre des Communes, le 8 décembre 1944).

Veiller à ce qu'il n'y ait pas "d'intervalles", ce sera l'un des éléments majeurs dans la "conduite des opérations". Alors que le sort de la guerre est joué, le rythme auquel sera réduit le bastion hitlérien dépendra pour beaucoup des nécessités d'étouffer la révolution prolétarienne naissante.

1944-1945 : révolution et contre-révolution

En octobre 1944, Churchill rencontre Staline. Représentant un impérialisme en déclin, le Premier ministre britannique a une préoccupation centrale : préserver les intérêts de l'impérialisme anglais dans les Balkans. "Laissez-nous les mains libres en Grèce", avait déjà dit le ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden, à l'ambassadeur de Staline, "nous vous les laisserons en Roumanie".

Dans la discussion avec Staline, Churchill propose une répartition en zones d'influence qu'il résume ainsi sur une feuille de papier : Roumanie (Russie 90 %, les autres 10 %), Grèce (Russie 10 %, Angleterre-Etats-Unis 90 %), Yougoslavie (Russie 50 %, Angleterre-Etats-Unis 50 %), Hongrie (Russie 50 %, Angleterre-Etats-Unis 50 %), Bulgarie (Russie 75 %, Angleterre-Etats-Unis 25 %).

Churchill passe la note à Staline qui lit et marque son accord d'un coup de crayon. Churchill écrit dans ses *Mémoires* :

"Je dis finalement : ne trouvera-t-on pas un peu cynique que nous ayons l'air d'avoir réglé ces problèmes dont dépendent le sort de millions d'êtres d'une façon aussi cavalière ? Brûlons ce papier. Non, gardez-le, dit Staline" (18).

Ainsi prélude-t-on, à la Conférence de Yalta, à la mise en place d'un cadre instituant un nouvel équilibre. Mais il ne s'agit

pas que du partage d'un "butin de guerre" dont les peuples seraient l'objet et où les seules difficultés découleraient de l'avidité de chaque puissance victorieuse. Il ne s'agit pas que de répartir des "sphères d'influence". Il s'agit d'une entreprise contre-révolutionnaire au sens strict du terme. Il faut dresser un barrage qui endigue la vague révolutionnaire commençant à déferler.

La guerre a objectivement mis la révolution à l'ordre du jour de tout le continent européen. Les Etats bourgeois sont menacés de dislocation ; dans toute l'Europe occupée, les appareils d'Etat n'ont fonctionné qu'en se soumettant et en coopérant avec l'occupant nazi. L'écroulement de la domination de l'impérialisme allemand les laisse exposés aux coups des masses. Toutes les institutions discréditées, tous les rouages d'oppression sont la cible de la colère des masses. L'"épuration", si elle est sérieusement menée, met en cause toutes les composantes de l'appareil d'Etat.

Les tâches les plus urgentes, les plus vitales pour des pays ruinés par la guerre et le pillage des vainqueurs, celles liées à la reprise de la production, au rétablissement des communications, doivent, pour

commencer à être effectuées, être prises en main par les travailleurs.

Et partout, pour les travailleurs et les peuples, le "plus jamais ça" signifie mettre fin au système qui a engendré les bombardements de terreur, la déportation, les massacres, le génocide. Ce n'est pas une remarque superficielle que celle d'un correspondant américain à Paris qui compare le climat régnant dans la classe ouvrière à celui de l'Italie lors de la vague d'occupation d'usines en 1919 et de la France en juin 1936.

Répétons-le, la vague révolutionnaire qui déferle alors est mondiale : la désagrégation des empires coloniaux ne pourra être différée longtemps et, simultanément, en 1944, les grèves se multiplient en Angleterre (où la police arrête des militants trotskystes) et aux Etats-Unis.

Personne de sensé ne peut penser que l'URSS serait épargnée par cette vague révolutionnaire. Et, sur le terrain de la sensibilité contre-révolutionnaire, Staline, c'est le bon sens même.

On a souvent parlé à propos de la Conférence de Yalta de "partage du monde", ce qui peut donner l'idée fautive d'un partage "égal" entre deux "grandes puissances", alors que la conférence établit un équilibre sur la base du maintien à l'échelle mondiale, et donc dans les centres essentiels, de la domination impérialiste. C'est-à-dire que toutes les mesures prises à Yalta en matière d'organisation internationale, de modifications des frontières, de "sphères d'influence", s'inscrivent dans une entreprise de sauvegarde de l'ordre bourgeois. C'est à ce titre que d'importants avantages devaient être concédés à la bureaucratie stalinienne pour que celle-ci puisse jouer son rôle contre-révolutionnaire.

Préserver l'ordre bourgeois, c'est avant tout sauver les Etats bourgeois dans les pays essentiels d'Europe. La clé de voûte, c'est la puissance de l'impérialisme américain, mais seule elle serait alors inefficace. Il lui faut l'appui politique de la bureaucratie stalinienne à laquelle l'impérialisme concède une zone placée sous un contrôle. Ce que résume le "*Laissez-nous*

les mains libres en Grèce, nous vous les laisserons en Roumanie".

Contenir la révolution, c'est aussi utiliser le déroulement des opérations militaires pour porter de nouveaux coups aux masses et concentrer tous les moyens — militaires, économiques, politiques — pour éviter avant tout qu'en Allemagne se reproduise ce qui s'est passé en Italie.

La défaite du prolétariat allemand en 1933 livré à Hitler par les directions, la destruction de ses organisations avaient ouvert la voie à la Deuxième Guerre mondiale. Mais pour la bourgeoisie de tous les pays, "l'ordre hitlérien" avait l'avantage d'écarter la menace de la révolution en Allemagne. Le nazisme s'effondrant, il fallait que la classe ouvrière allemande demeure rayée de la carte de l'Europe politique d'après-guerre. C'est pourquoi les puissances alliées n'hésitèrent pas à fournir à Goebbels ses meilleures armes de propagande "*en couplant l'exigence de capitulation sans condition avec le plan Morgenthau*", comme l'explique l'écrivain militaire américain Chester Wilmot (19). Le "plan Morgenthau" (l'un des ministres de Roosevelt) visait à extirper définitivement de l'Allemagne son potentiel industriel et à en faire une sorte de "réserve agricole" ("*un vaste champ de pommes de terre*", disait Morgenthau) de l'Europe.

L'attachement à la notion de "capitulation inconditionnelle" conduit les gouvernements impérialistes et ceux de la bureaucratie à délibérément ignorer le degré atteint par la crise qui ravage les sommets de l'armée allemande et à refuser de donner le moindre encouragement aux opposants bourgeois (y compris les plus modérés) de Hitler. Et pourtant, l'attentat manqué contre Hitler du 20 juillet 1944 révèle que la majorité de la hiérarchie militaire pense qu'il faut arrêter la guerre.

A cela s'ajoute le développement, en particulier par les différents PC, de campagnes chauvines (le "*A chacun son*

(19) Chester Wilmot, *The struggle for Europe*, Londres 1959.

boche" du PCF) destinées à isoler la classe ouvrière allemande. Enfin, et indépendamment de leur efficacité du point de vue militaire, les bombardements de terreur se multiplient.

VARSOVIE ÉCRASÉE

Mais ce sont tous les travailleurs, tous les peuples qu'il faut frapper pour assurer le cadre des "accords de Yalta". Le 1^{er} août 1944, les forces armées de l'URSS atteignent la banlieue de Varsovie. L'insurrection de Varsovie commence. Elle fut déclenchée par ordre du gouvernement polonais en exil à Londres, qui entendait ainsi affirmer son autorité. Mais c'est le peuple entier de Varsovie qui se souleva. Une vie politique intense, la publication de journaux de différents courants, le rôle tenu par les comités de quartier et de bloc, la place occupée par les travailleurs témoignent de la profondeur de la mobilisation.

L'Assemblée provisoire qui se réunit adopta des directives pour la reconstruction d'une Pologne démocratique allant bien au-delà du programme du gouvernement de Londres, incluant une réforme agraire réalisant le partage de toute propriété dépassant 50 hectares et la socialisation des industries clés.

L'insurrection dura 63 jours. L'armée de Staline resta l'arme au pied pendant ces deux mois. Pas un geste ne fut même esquissé pour venir en aide aux insurgés. On compta 200 000 morts dans la capitale polonaise, saccagée et incendiée. Après la capitulation des insurgés, les forces soviétiques reprirent leur offensive.

Il est saisissant de constater que la tragédie vécue par la population de Varsovie est la même que celle des travailleurs de Milan écrasés par les bombes "alliées", la même que celle que connaîtront les travailleurs de Dresde... Plus la guerre s'approche de son dénouement et plus les opérations militaires sont fonction d'un objectif central : détruire le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière qui tend à s'affirmer partout.

LE "DÉRAPAGE" YOUGOSLAVE

"Fifty-fifty" (50-50) : c'était l'accord passé entre Churchill et Staline à propos de la Yougoslavie.

Mais, en Yougoslavie, s'était développé un large mouvement de partisans, unissant des combattants de toutes les nationalités, alors que l'occupant jouait sur la division (en Croatie "indépendante", avait été constitué le régime de Pavelic qui s'illustra en organisant les massacres contre les Serbes... mais aussi en liquidant tous les opposants Croates). La "résistance bourgeoise" se réclamait du roi Pierre I^{er} (réfugié à Londres) et était commandée sur le terrain par un général serbe, Mikhaïlovitch, pour qui "la résistance communiste" et les Croates étaient plus l'ennemi que les forces d'occupation.

Le Parti communiste yougoslave était un parti stalinien, subordonné au Kremlin. Il l'était par ses méthodes, éliminant sauvagement au début de son action de résistance les opposants, tous baptisés "trotskystes". Il l'était par sa politique, appelant à un "Front national", ne mettant en avant aucune revendication sociale qui pouvait mécontenter la bourgeoisie, renvoyant les questions constitutionnelles à l'après-guerre.

La solution eut été, pour reprendre la formule française, un "Comité national de la Résistance", co-présidé par Mikhaïlovitch et Tito.

Mais sur le terrain, les deux forces militaires se heurtaient, et leur choc était la réfraction d'une opposition de classe. Au fur et à mesure que les unités de partisans conquéraient des territoires, ils y établissaient non seulement une administration — qui n'était pas la vieille administration monarchique —, mais, pour assurer la vie de ces territoires, il leur fallait s'assurer l'appui des paysans. Au nom de la lutte contre l'occupant, on confisquait les biens des "collaborateurs". Mais dans bien des cas, cela signifiait s'attaquer aux propriétaires fonciers, aux capitalistes locaux.

En avril 1943, écrivant dans *Fourth International*, le trotskyste américain John Wright parlait d'une "guerre civile" en Yougoslavie. Il prenait appui sur les éléments que la presse américaine donnait (avec effroi) sur le fait que la lutte entre les partisans de Tito et les troupes de Mikhaïlovitch étaient "aussi sauvage" que les affrontements avec les forces allemandes.

En octobre 1943, alors qu'allait s'ouvrir à Moscou une réunion entre les ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'URSS, Tito adressait à Moscou le télégramme suivant :

"La conférence qui réunira les représentants de l'URSS, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique traitera très probablement de la question yougoslave. Dans ce cas, je vous prie d'informer le gouvernement soviétique qu'au nom du Conseil antifasciste yougoslave, du QQG de l'Armée de libération nationale et des détachements de partisans, je déclare que :

1.— *Nous ne reconnaissons ni le gouvernement yougoslave, ni le roi réfugié à l'étranger, parce que, pendant deux ans, ils ont accepté la collaboration ennemie, soutenu le traître Draza Mikhaïlovitch et, par conséquent, ils portent l'entière responsabilité de la trahison.*

2.— *Nous ne leur permettrons pas de revenir en Yougoslavie. Leur retour signifierait la guerre civile.*

3.— *Nous parlons au nom de la grande majorité du peuple qui désire une République démocratique sur la base des comités de libération nationale.*

4.— *Le seul gouvernement légal actuel est le Comité de libération nationale, dirigé par le Conseil antifasciste" (20).*

Ce télégramme ne reçut pas de réponse. Mais en novembre 1943, l'AVNOJ se réunit à Jajce, en Bosnie, et déclara que son Comité national assumait le pouvoir exécutif et se constituait en gouvernement provisoire, se prononça pour une Fédération des peuples de Yougoslavie et déclara déchu le gouvernement monarchique résidant à Londres.

Deux gouvernements rivaux se dressent l'un contre l'autre : l'un, formé par des éléments du régime réactionnaire existant en Yougoslavie avant la guerre, soutenu par les puissances impérialistes, reconnu par le Kremlin (qui a délégué un ambassadeur auprès du gouvernement en exil). L'autre, diplomatiquement ignoré, mais reposant sur une mobilisation nationale et sociale des peuples de Yougoslavie qui, en affirmant son existence, entre en contradiction avec les plans de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin.

Il convient de remarquer que pour faire un premier pas dans "la voie de la rupture avec l'impérialisme", la direction du PCY doit d'abord s'opposer à la politique stalinienne. La rupture ouverte entre la Yougoslavie et l'URSS en 1948, la tentative de liquider le régime yougoslave qualifié de "fasciste" par toutes les composantes du "mouvement communiste international" étaient contenues dans le refus en 1943 de Tito et de son équipe de rompre avec le mouvement révolutionnaire engagé en Yougoslavie.

Le programme de la IV^e Internationale évoquait comme une possibilité théorique pouvant se réaliser dans des "circonstances exceptionnelles" le fait que des partis ouvriers bourgeois (et donc les staliniens) soient contraints d'avancer dans la voie de la rupture avec l'impérialisme, de constituer des gouvernements ouvriers.

"La création d'un tel gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre, comme nous l'avons déjà dit, que c'est pour le moins peu vraisemblable. Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : si même cette variante, peu vraisemblable, se réa-

(20) *Tito parle*, de Vladimir Dedijer, p. 212, éditions Gallimard.

lisait un jour quelque part, et qu'un "gouvernement ouvrier et paysan" dans le sens indiqué plus haut s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat." (Programme de transition, p. 37).

Ce qui pour Trotsky était considéré comme une variante peu vraisemblable a trouvé dans la situation créée par la guerre et la crise révolutionnaire mondiale qui en est issue — et au-delà dans le temps — des expressions multiples dans des combinaisons complexes.

Cette réalité procède de la profondeur de la crise du système capitaliste et du degré de l'action révolutionnaire des masses. Elle ne confère aucune "vertu" révolutionnaire ou mission à l'appareil bureaucratique. La révolution qui a alors commencé en Yougoslavie n'aboutit pas à l'établissement du pouvoir des conseils : la bureaucratie installe son propre pouvoir politique en éliminant tout élément de démocratie ouvrière.

La bureaucratie, qui ne peut aborder le sort des conquêtes de la révolution en Yougoslavie comme composante de la marche à la révolution prolétarienne internationale (car le développement mondial de la révolution est contradictoire avec la préservation de ses privilèges et de son pouvoir), est incapable, en définitive, de les défendre.

Aussi, lorsque Staline isole la Yougoslavie, la chassant du "camp du socialisme et de la paix", est-ce vers l'impérialisme qu'en définitive la bureaucratie "titiste" se tournera. Le fait que des "combinaisons tout à fait exceptionnelles de circonstances" se soient multipliées ne modifie en rien la nature et le rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie. Toute mesure en elle-même de caractère révolutionnaire, comme l'expropriation des moyens de production sur un territoire donné, que la bureaucratie est amenée à impulser ou à tolérer, elle le fait payer au centuple par les conséquences de sa politique réactionnaire d'ensemble.

"Le critère politique essentiel pour nous n'est pas la transformation des rapports de propriété dans cette région ou une autre, si importants qu'ils puissent être par eux-mêmes, mais le changement à opérer dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre les conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles. De ce seul point de vue décisif, la politique de Moscou, considérée globalement, conserve entièrement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution internationale" (21).

Le désastre auquel ont abouti la gestion bureaucratique de l'économie, la corruption de la nomenklatura et l'ouverture au marché ratifie dans les faits l'analyse de Trotsky.

Berlin, Dresde, Athènes...

Du 4 au 11 février 1945, se tient à Yalta, en Crimée, la Conférence des "trois grands". La Conférence de Yalta discute de la situation militaire, de l'avenir de l'Allemagne et des réparations, de l'institution des Nations-Unies, de la Pologne et de ses nouvelles frontières. Il y est aussi décidé que l'URSS déclarera la guerre au Japon...

Sur bien des points, la mise en exécution des accords représenta une modifica-

tion considérable par rapport à ce qui a été prévu. Ce qui donne à la Conférence de Yalta sa place, c'est qu'elle codifie le cadre dans lequel s'inscriront désormais l'ensemble des relations internationales. La guerre achevée, on passera vite de la "grande alliance démocratique" à la "guerre froide" et à la "coexistence paci-

(21) L. Trotsky, *L'URSS en guerre. Œuvres*, tome 22.

fique". Mais l'on demeurera dans le même cadre qu'incarne tout particulièrement comme institution internationale les Nations unies. Ni les représentants de l'impérialisme américain, à l'apogée de sa puissance, ni ceux de l'impérialisme britannique dont l'empire est menacé de désagrégation, ni ceux de la bureaucratie ne "réorganisent le monde à leur guise" comme des dieux mythologiques règlent la destinée des humains.

Quand Roosevelt, peu avant de mourir, dit : "*Les Occidentaux, à moins de faire la guerre à l'URSS, avaient peu de moyens*", il ne fait que souligner l'incapacité de l'impérialisme mondial de régler, non pas le sort de l'URSS en soi, mais l'affrontement international entre les classes en déchaînant une guerre civile contre-révolutionnaire généralisée. L'impérialisme américain, contraint à ces plans, ne peut maintenir ses troupes en Europe. L'ampleur des manifestations de soldats américains exigeant leur retour après la capitulation du III^e Reich, qui manifestent un véritable risque de décomposition de l'armée américaine, entraîne un rapatriement hâtif.

C'était la force politique du stalinisme qui était à cette étape indispensable. Mais la bureaucratie stalinienne, en concourant à la liquidation de la vague révolutionnaire qui lui donnait alors un rôle irremplaçable, préparait "d'autres étapes", comme le dit Churchill dans ses *Mémoires* : "*On ne pouvait le considérer (le recul de Staline) que comme une étape dans une longue côte.*" C'est-à-dire, considérer l'accord contre-révolutionnaire scellé à Yalta comme nécessaire pour endiguer la vague révolutionnaire mais aussi comme une "étape" dans la voie du rétablissement de "*l'ordre bourgeois dans le monde et en URSS même*" (22).

UN ACCORD CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE SCELLÉ CONTRE LES PEUPLES

Au moment où commence la Conférence de Yalta, sous le commandement de Joukov, les forces soviétiques

campent à 100 kilomètres de Berlin. Elles n'atteindront les faubourgs de la capitale allemande que trois mois plus tard. Les forces alliées, retardées par l'ultime contre-offensive allemande, ne sont qu'au bord du Rhin. Tandis que des forces importantes se dirigent vers la Tchécoslovaquie et la Hongrie, le centre ne bouge plus, respectant à l'avance les "zones d'occupation" prévues. Les forces anglo-américaines, de leur côté, lorsqu'elles l'atteindront, s'arrêteront à l'Elbe.

Mais pendant ces trois mois, le pilonnage sanglant qui frappe le peuple allemand en tant que tel se poursuit et la machine de répression nazie peut continuer à opérer. Il n'y aura pas, pour reprendre le mot de Churchill, "*d'inter-
valle*".

Les 13 et 14 février, l'aviation anglaise effectue un gigantesque bombardement contre la ville de Dresde. La ville est alors paralysée par l'afflux de convois de réfugiés. C'est un bombardement qui n'a pour objectif que la population civile. Il fait 200 000 morts. Des raisons techniques l'auraient retardé. Il aurait dû avoir lieu pendant la conférence elle-même pour "*impressionner la délégation soviétique*" (David Irving, dans *La destruction de Dresde*).

La conférence terminée, Churchill, avant de retourner à Londres, passe par Athènes. Il vient constater que l'accord passé sur la Grèce (ce pays reste dans la zone d'influence occidentale) a été fidèlement appliqué par la bureaucratie et ses agents.

En Grèce aussi, les développements combinés de la guerre et de l'action des masses ont abouti à une situation révolutionnaire (23). Par certains aspects, la situation n'est pas sans analogie avec celle existant en Yougoslavie et pas seulement

(22) *La Vérité*, nouvelle série n° 7 (n° 613), août 1993.

(23) Les camarades de la section grecque de la IV^e Internationale préparent un article sur la révolution grecque qui paraîtra dans un prochain numéro de *La Vérité*.

à cause de la structure économique du pays, mais parce que, jusqu'à l'occupation italo-allemande, la Grèce avait vécu sous une dictature militaire (celle de Metaxas), associée à la monarchie qui avait réprimé le mouvement ouvrier par des méthodes fascistes.

Or, ce sont les successeurs de ce régime qui forment le "gouvernement de la Grèce libre" en Angleterre ; ce sont les mêmes officiers fascistes qui encadrent des troupes destinées à "combattre le fascisme". Contre cette hiérarchie militaire réactionnaire, marins et soldats se mutinent. La police militaire britannique brise le mouvement : désarmés, les mutins sont jetés dans des camps. La direction du PC grec condamne le mouvement comme "une aventure criminelle"...

Le PC grec suit fidèlement les consignes venues de Moscou, il appelle à l'établissement d'un "Front national", et c'est ainsi d'ailleurs qu'il dénomme l'organisation qu'il constitue, l'EAM (Front national de libération), dont l'ELAS (Armée populaire de libération) est la branche armée. Mais il y est pratiquement seul.

Les rapports réels avec la "résistance nationale" sont les mêmes qu'entre Mikhailovitch en Yougoslavie et les partisans. En Grèce aussi, le mouvement des partisans s'est développé en liaison avec les grandes mobilisations ouvrières dans les villes. Il étend son emprise sur tout le pays et, lorsque, le 18 octobre 1944, les troupes alliées entrent à Athènes, l'ELAS y est maître de la situation.

Le PC grec accepte de participer à un gouvernement de coalition tandis que les masses réclament le désarmement des milices réactionnaires. L'impérialisme anglais veut obtenir le désarmement préalable de l'ELAS. Le PC grec refuse un ultimatum du général Scobie et organise le 3 décembre une manifestation de protestation. La police et l'armée tirent. Une véritable guerre commence alors dans les rues d'Athènes : elle durera deux mois. Le parti stalinien — alors qu'il dispose de forces importantes dans le reste de la Grèce — parvient à isoler la lutte à Athènes et finalement à faire accepter un

accord qui équivaut à une capitulation et prépare à d'autres coups contre le peuple travailleur de Grèce.

Mais ses efforts ont dû se combiner avec une répression féroce exercée par les "forces libératrices". Alors que la presse britannique s'indigne, que des manifestations ont lieu à Londres et à Manchester, Churchill peut remarquer qu'il n'y a pas une critique contre lui ni dans la *Pravda*, ni dans les *Izvestia*. Justifiant l'intervention britannique devant la Chambre des Communes, Churchill déclarait :

« Pendant trois ou quatre jours, nous nous battîmes pour empêcher un hideux massacre au centre d'Athènes où toute forme de gouvernement eut été balayée et le trotskysme triomphant instauré. Je crois que "trotskysme" est une bien meilleure définition du communisme grec et de certaines autres sectes que le terme habituel. Il a l'avantage d'être également haï en Russie (rires prolongés). Grâce à notre flair et grâce aussi à la résolution d'une poignée de soldats britanniques qui se trouvaient sur les lieux, les assaillants furent repoussés. Ainsi Athènes et, comme je le crois fermement, la liberté de la Grèce, furent sauvées. »

Et, en même temps, la police politique des staliniens assassinait à Athènes les militants trotskystes, préparant ainsi la voie à la capitulation.

ET L'ALLEMAGNE ?

La manière dont se sont combinées l'intervention des masses et les conséquences de la dislocation du pouvoir en place, en relation avec les développements militaires, a été différente selon les pays.

Mais la même tendance s'est manifestée dans tous les cas : celle de la classe ouvrière à s'organiser, à reconstituer ses syndicats et ses partis, et à substituer ses propres organismes à ceux du vieil appareil d'Etat. Dans les pays où ce sont les forces armées de la bureaucratie qui succèdent à l'occupation nazie — ou qui se rapprochent des frontières de ces pays — leur arrivée ou leur approche stimule la mobilisation des masses. C'était là un

phénomène que Trotsky avait analysé, en relation avec les développements en Pologne, en 1939. Ils étaient reliés à la nature contradictoire de l'Etat ouvrier dégénéré qui reposait — tout en les dénaturant — sur des bases sociales produites par la révolution et sur le fait que, pour les masses, l'intervention de "l'Armée rouge" ouvrait la voie à l'expropriation.

Ce même phénomène, à des degrés et sous des formes diverses, se répète dans toute l'Europe de l'Est en 1944 et 1945. C'est ainsi qu'en Tchécoslovaquie, par exemple, on peut à juste titre parler d'un début de révolution au mois de mai 1945. *The Economist* de Londres écrit à ce sujet en février 1946 :

"Les comités qui prirent le contrôle de pratiquement chaque usine durant la révolution étaient l'aboutissement de la lutte communiste clandestine. Quand le pays fut libéré, les conseils et comités furent en réalité plus puissants que le gouvernement central qui n'avait pas de force armée à sa disposition et qui rentra de l'étranger sur les talons des Russes victorieux. Durant des mois, beaucoup de temps du gouvernement fut employé pour amener les comités et conseils dans une relation plus normale avec l'autorité centrale..."

Les comités d'usine essayèrent, dans une première vague insouciant d'enthousiasme révolutionnaire, de dicter comment les usines devaient être dirigées, et beaucoup sont encore en train d'agir de la sorte, avec les résultats qu'on peut facilement imaginer... Quant M. Lansman, le ministre de l'Industrie, revint récemment de Moscou, il insista beaucoup sur le fait qu'il avait trouvé en URSS le directeur d'usine tout-puissant."

La situation n'est pas fondamentalement différente dans le cas de l'Allemagne. C'est encore *The Economist* du 26 mars 1946 qui résumait ainsi la situation :

"Dans la zone russe de l'Allemagne comme ailleurs, l'écroulement du nazisme fut suivi par des démonstrations d'un esprit socialement révolutionnaire : les ouvriers occupèrent leurs usines et réglèrent leurs comptes avec les directeurs nazis ou nazifiés. La même chose arriva dans la Ruhr."

Le "comme ailleurs" a toute son importance ; il ne vise pas seulement d'autres pays mais d'autres parties de l'Allemagne, puisque le journaliste britannique souligne le cas de la Ruhr où, en effet, le sauvetage des mines et la reprise de la production fut l'affaire des travailleurs eux-mêmes ; la "cogestion" institutionnalisée ensuite dans la République fédérale n'est qu'un héritage déformé de cette période.

L'Allemagne de 1945 est un champ de ruines : elle compte 6 millions de morts et de prisonniers, les conditions élémentaires de toute existence sociale sont menacées. Jusqu'à la dernière minute, le prolétariat allemand subit la conjonction de deux terreurs : celle de la machine de répression nazie qui tournera jusqu'au bout et celle d'une politique militaire des "Alliés" visant avant tout à pousser au désespoir les masses allemandes.

Aussi, s'il y a lieu de s'étonner, ce n'est pas de la prétendue "passivité" des masses travailleuses d'Allemagne, mais bien du degré d'activité politique immédiate qu'elles déploient malgré tout.

On assiste notamment à la reconstitution rapide d'organisations syndicales de masse et à la renaissance du SPD, malgré les entraves à toute activité politique mises en place par les autorités d'occupation américaines, britanniques et françaises, et la stricte division en zones d'occupation.

Pour ce qui est de la bureaucratie stalinienne dans sa zone d'occupation, elle se trouve placée devant un double fait accompli : d'une part, capitalistes et propriétaires fonciers ont pris la fuite ; d'autre part, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui remettent en marche la production et s'en assurent le contrôle. La bureaucratie riposte par le démantèlement et le pillage (transfert en URSS de machines et d'équipements) et en désignant des directions d'entreprises responsables devant les autorités d'occupation.

"A travers la zone russe, les comités d'entreprise jouent un rôle dominant dans l'industrie. Ils ont le dernier mot à dire dans toutes les questions concernant l'embauche et la dénazification... Cela n'est peut-être pas tellement du goût des

administrateurs soviétiques eux-mêmes, puisqu'il s'agit précisément du régime qui a été supprimé en Russie", ajoute The Economist.

Les problèmes sont fondamentalement les mêmes dans les autres zones. *The Observer*, en août 1945, note que, dans la Ruhr,

"le directeur d'une mine a ses propres soucis. Il parle d'une révolution qui éclata ici en avril 1945. Les mineurs se débarrassèrent du personnel d'administration et de direction qui était fortement nazifié. Quand les Américains arrivèrent, ils aidèrent à restaurer l'autorité de la direction."

En ce qui concerne la zone d'occupation soviétique, la marche à la division de l'Allemagne, et donc à la constitution formelle de la République démocratique allemande (octobre 1949), passe précisément par la dissolution des comités d'entreprise élus par les travailleurs, alors que l'organisation syndicale est privée de toute indépendance et que le parti stalinien s'impose comme parti unique.

L'occupation militaire a préparé la division de l'Allemagne telle qu'elle s'exprimera dans la constitution de deux systèmes gouvernementaux : l'un, projection directe de la bureaucratie du Kremlin dans sa zone d'occupation ; l'autre, incarnant la reconstitution de l'Etat bourgeois sous le patronage des impérialismes vainqueurs.

Ainsi, la division du peuple et de la classe ouvrière d'Allemagne sera la base de la dictature de la bureaucratie sur une fraction du territoire allemand mais aussi du rétablissement de l'Etat bourgeois exerçant son autorité sur la plus grande partie du pays.

En ce sens, cette mesure monstrueuse procède directement des décisions prises à Yalta et s'inscrit au coeur du dispositif qui s'y est mis en place.

C'est aussi, par le coup ainsi porté à la classe ouvrière allemande tout entière, un élément décisif de la stabilisation relative et de la sauvegarde de l'ordre bourgeois en Europe et donc dans le monde.

LES DÉVELOPPEMENTS EN EUROPE DE L'EST

Sous certains aspects, l'évolution dans les pays d'Europe de l'Est, militairement occupés par les forces armées de la bureaucratie et qui constituent la zone qui lui a été concédée, s'apparente à ce qui s'est passé en Allemagne. Partout, les autorités d'occupation vont commencer par briser le mouvement qui a surgi lors de l'écroulement de la domination nazie et dont les participants ont pu croire que "l'Armée rouge" soutiendrait des initiatives allant dans la voie de l'expropriation du capital et dans celle de l'instauration d'un pouvoir démocratique de la classe ouvrière.

Partout, les comités surgis lors du déferlement de la vague révolutionnaire seront repris en main, dissous ou vidés de toute fonction effective, l'autorité reposant uniquement sur ceux à qui la bureaucratie la délègue. Les syndicats se voient progressivement dénier tout rôle indépendant, tandis que le parti de la bureaucratie s'assure le monopole de l'expression politique "au nom de la classe ouvrière".

Cependant, et contrairement à ce qui est souvent expliqué, la bureaucratie stalinienne ne se dirige pas alors vers l'expropriation du capital ou vers la destruction des appareils d'Etat bourgeois déséquilibrés de ces pays. Elle assure, sous le couvert de l'occupation militaire, ses positions, et en particulier son emprise policière dans chacun des gouvernements. Elle agit pour éliminer, par des mesures policières, les partis pouvant constituer une force d'opposition ayant un appui dans les masses (partis sociaux-démocrates, partis paysans). Mais c'est l'Etat bourgeois qu'elle cherche d'abord à reconstruire, même si celui-ci a déjà été largement disloqué par la première vague révolutionnaire.

Il sort des limites de cet article de traiter du processus qui aboutira finalement en 1948-1949 à la constitution des "démocraties populaires", c'est-à-dire de régimes où règne un parti unique bureaucratique, opprimant la classe ouvrière, lui

ayant arraché tout contrôle sur les conquêtes sociales que représente la nationalisation des grands moyens de production ; des régimes étroitement soumis à la bureaucratie du Kremlin qui modifiera à son gré, par l'assassinat, les procès truqués et les purges, la composition des directions des partis staliniens nationaux, mais des régimes qui reposent sur l'expropriation de l'essentiel de la propriété capitaliste et qui, sur cette base, ont substitué un appareil d'Etat bureaucratique au vieil appareil d'Etat bourgeois. Les initiatives prises par la bureaucratie du Kremlin dans le contexte de ce que l'on a appelé la "guerre froide" relèvent de l'analyse de l'"après-guerre" qui relève d'une étude particulière.

Il suffit de souligner ici que la tendance que Trotsky dégageait déjà des conséquences de l'invasion d'une partie de la Pologne par les armées de Staline en 1939 ("*Etant donné que la dictature bonapartiste de Staline s'appuie sur la propriété*

d'Etat et non sur la propriété privée, l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge doit, dans ces conditions, entraîner l'abolition de la propriété privée capitaliste afin d'aligner le régime des territoires occupés sur celui de l'URSS") s'est manifestée dans des conditions où le mouvement révolutionnaire des masses, leur mobilisation avaient déjà entamé les Etats bourgeois des pays d'Europe de l'Est.

L'alignement sur l'URSS, qui était aussi indispensable à la normalisation du contrôle de la bureaucratie dans ces pays, est donc lui aussi le résultat d'un processus révolutionnaire mondial — et non d'une prétendue activité révolutionnaire de la bureaucratie —, processus qui s'est marqué dans les pays capitalistes où la bourgeoisie a conservé le pouvoir par le fait qu'elle a dû faire à la classe ouvrière des concessions qui constituent les conquêtes les plus importantes arrachées par les travailleurs.

A maintes reprises, avant comme après la Deuxième Guerre mondiale, la position de Lénine sur l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme et sur l'ère impérialiste comme étant celle des guerres et des révolutions a fait l'objet d'attaques répétées. Pourtant, comme le disait précisément Lénine, "*les faits sont têtus*". La Deuxième Guerre mondiale ne surgit pas du néant, ni du cerveau maléfique de Hitler qui n'est lui-même qu'un produit du caractère "*réactionnaire sur toute la ligne*" de l'impérialisme.

Elle est le produit du système impérialiste. L'assaut que les masses, partout dans le monde, livrent au vieux monde et à la barbarie sans limite qu'il engendre dans les années qui concluent la Deuxième Guerre mondiale ne relève pas non plus d'un accident. Il procède de la place sociale du prolétariat, du fait qu'en se défendant il défend les bases mêmes de la civilisation, et que pour assurer y compris sa simple survie, il est nécessaire de révolutionner de fond en comble l'ensemble des relations qui fondent la société d'exploitation capitaliste en voie de décomposition.

"*Le monde doit changer de base*", c'est-à-dire qu'il faut en finir avec la propriété privée des grands moyens de production. C'est l'appel de la révolution d'Octobre qui se fait entendre dans les maquis de Grèce comme dans les usines de Belgique, de France ou du Danemark. Et ce sont les traîtres et les usurpateurs de la révolution d'Octobre — la couche bureaucratique stalinienne et ses instruments — qui se dressent comme les ennemis mortels de cette aspiration à changer le monde. L'acharnement contre le trotskysme, qu'il vienne de Staline ou de Churchill, n'a dans ces conditions rien de surprenant.

Trotsky écrivait d'ailleurs, à la veille de l'éclatement de la guerre :

"On peut cependant prédire avec certitude — et ceux qui font aujourd'hui les destins le savent — que la guerre mondiale ne produira pas la décision finale ; elle sera suivie d'une nouvelle série de révolutions qui renverseront non seulement les décisions de la guerre, mais

toutes les conditions de la propriété qui ont donné naissance à la guerre (...). La perspective, il faut l'avouer, est très loin d'être idyllique. Les événements très importants et tragiques de l'histoire de l'humanité (...) formeront indiscutablement l'arrière-plan des prochaines décennies."

Les soulèvements révolutionnaires qui ont marqué la fin de la Deuxième Guerre mondiale sont un moment de cette chaîne d'événements qu'indique Trotsky. C'est du développement, à des rythmes et à des niveaux différents dans chaque pays, de l'action indépendante des masses, qu'ont procédé l'ensemble des conquêtes arrachées alors par la classe ouvrière.

Dans ce "moment", la question de la direction du prolétariat n'a pas été réglée ; y compris là où les bouleversements sociaux et politiques ont abouti à la transformation des rapports de propriété, ce n'est pas le pouvoir démocratique de la classe ouvrière qui s'est établi, mais celui de bureaucraties contradictoires en définitive avec le maintien de ces conquêtes.

Ce n'est pas là un résultat fatal ou mécanique. Aux côtés de l'impérialisme et sous sa tutelle, c'est durement que le stalinisme a dû combattre et frapper pour maintenir son emprise. Mais la vague révolutionnaire a été contenue, elle a reflué. Les Etats bourgeois sont demeurés debout dans les centres essentiels du système capitaliste. Dans cette mesure, la bureaucratie a pu pendant un temps perpétuer son règne en conduisant les économies planifiées à la faillite, en œuvrant à décomposer ce qui demeurait des conquêtes de la révolution, et, comme l'expliquait Trotsky, l'impérialisme a pu poursuivre son agonie, menaçant de ce fait, plus que jamais, l'existence de la civilisation et de l'humanité.

Les conquêtes arrachées par la vague révolutionnaire demeuraient des acquis partiels dont le sort dépendait et dépend du développement de la lutte des classes internationale. Mais chacune de ces conquêtes constitue aujourd'hui un obstacle intolérable pour l'impérialisme pourrissant assailli par sa crise. Comme l'écrit le camarade Gluckstein dans ce même numéro de *La Vérité* :

« La contribution Quelques données sur l'impérialisme sénile et la marche à la dislocation du marché mondial a rappelé que, pour Marx, la valeur de la force de travail incorpore ce qu'il appelle "un facteur moral et historique". Des conditions historiques exceptionnelles ont vu, il y a un demi-siècle, l'impérialisme contraint, pour préserver sa domination (notamment sur les principaux pays capitalistes), de concéder à la classe ouvrière l'incorporation à une échelle extrêmement importante de nouveaux "facteurs moraux et historiques" dans la définition de la valeur de la force de travail. Pour pouvoir continuer à dominer la société et à s'approprier de la plus-value dans des pays où la classe ouvrière avait acquis un poids déterminant, comme les Etats-Unis, le capital a dû concéder à la fin de la Deuxième Guerre mondiale les régimes de Sécurité sociale, les conventions collectives, les garanties salariales, etc. »

Toute l'histoire du dernier demi-siècle, dominé par le combat incessant et sans cesse repris de la classe ouvrière dans les pays capitalistes avancés, dans les pays soumis à la domination et au pillage impérialistes comme dans les pays contrôlés par la bureaucratie (révolution politique), a été inséparable de la montée révolutionnaire internationale de 1943-1945.

Non seulement les expériences de ce combat — où la classe ouvrière, à l'échelle internationale, affirma dans les faits sa volonté et sa capacité de reconstruire la société en mettant fin à l'exploitation capitaliste fondée sur la propriété privée des moyens de production — sont indispensables aux combats actuels, mais les contradictions issues de cette vague révolutionnaire sont, comme l'établit l'article du camarade Daniel Gluckstein dans ce numéro, un élément constituant de la situation actuelle.

Le socialisme en procès

(deuxième partie)

Procès-verbal officiel de la déposition de James P. Cannon dans le procès pour "sédition" de Minneapolis

Le précédent numéro de *La Vérité* (n° 10 nouvelle série, juin 1994) a publié la première partie de la transcription du procès-verbal du procès intenté à J. P. Cannon et d'autres dirigeants trotskystes en 1941. On lira ci-dessous la deuxième partie de cette transcription. Pour situer ce procès et plus généralement la personnalité de J. P. Cannon, le lecteur se reportera à la présentation publiée dans le numéro précédent de *La Vérité*.

M. G. - J'attire votre attention, M. Cannon, sur la déposition de certains témoins de l'accusation sur le fait que certains membres du parti leur auraient dit de rejoindre l'armée, et là de commencer à faire du tapage sur la nourriture, et à provoquer du mécontentement. Que pouvez-vous dire par rapport à la politique du parti à ce propos?

• Au sein des forces armées, pour autant que nos informations, qui viennent de membres qui ont été appelés sous les drapeaux et d'autres dont...

M. Schweinhaut - Attendez, un instant. Vous ne répondez pas du tout à la question. Il vous a demandé si le parti avait une politique ou s'il n'en avait pas. Si il en a une, dites nous ce qu'est cette politique, pas ce que vous avez entendu de gens effectuant leur service.

• Je veux vous expliquer pourquoi notre politique est ce qu'elle est.

• *Le Président - Nous n'avons pas encore entendu s'il y avait une politique.*

M. G. - Y a-t-il une politique?

• Oui, nous avons une politique.

M. G. - Quelle est cette politique?

• Cette politique est de ne pas soutenir ni initier d'agitation à propos de la nourri-

ture. Je veux vous en donner la raison. Pour autant que nous le sachions, de la part de membres du parti qui ont été enrôlés et que nous avons vus durant leurs permissions, et d'après d'autres enquêtes, il n'y a pas beaucoup de mécontentement à propos de la nourriture dans le système actuel.

M. G. - Et s'il y avait du mécontentement à propos de la nourriture, par quoi diriez-vous qu'il est provoqué?

• Pour autant que nous le sachions, il n'y a actuellement que des cas isolés. Nous ne proposons pas de faire du tapage sur la nourriture si la nourriture est satisfaisante. Si la nourriture est mauvaise, les soldats feront du tapage d'eux-mêmes, et ils devront en faire.

M. G. - Que diriez-vous de la déposition de ces témoins...

M. Schweinhaut - Objection.

M. G. - Rayez cette question. Voulez-vous établir exactement quelle est la position du parti sur le fait de provoquer du mécontentement dans l'armée alors que les causes de mécontentement n'existent pas?

• Je ne connais rien dans le programme du parti ou dans la littérature du parti qui incite à revendiquer sans raison. Quand les raisons de mécontentement existent, ce

sont elles qui provoquent le mécontentement, pas le parti.

M. Schweinhaut - Un moment, s'il vous plaît.

M. G. - Si il y a eu des revendications, et si il y a eu mécontentement, le parti en est-il de quelque façon responsable?

• Non, je ne crois pas, en aucun cas. C'est le cas actuellement.

M. G. - Ce sont les gens qui ont la charge de nourrir l'armée qui sont responsables de cela, ou des revendications?

M. Schweinhaut - Eh bien, c'est une question tendancieuse.

M. G. - Il n'a pas fait d'objection, vous pouvez répondre à la question.

M. S. - Bon, alors je fais objection maintenant.

Le Président - Objection accordée.

M. G. - Sur la question de l'entraînement militaire sous le contrôle des syndicats — vous parliez de Plattsburgh, au moment de l'interruption. Voulez-vous continuer à expliquer plus avant votre politique là-dessus?

• J'ai utilisé cela comme une illustration de comment des camps spéciaux avaient été institués par le gouvernement, et comment des instructeurs du gouvernement avaient été fournis pour entraîner les hommes d'affaires et les intellectuels dans la période juste avant notre entrée dans la dernière guerre mondiale. Dans la guerre civile espagnole, les partis et les syndicats non seulement avaient leurs propres camps d'entraînement autorisés par le gouvernement, mais encore fournissaient leurs propres régiments pour combattre l'armée fasciste de Franco.

M. G. - Les syndicats actuels ne sont pas sous le contrôle du parti, n'est-ce pas?

• Non, ils sont sous le contrôle, essentiellement et pratiquement complètement, de dirigeants qui sont en accord avec l'actuelle administration Roosevelt.

M. G. - Si je comprends bien, le parti est en faveur d'un entraînement militaire sous le contrôle des syndicats?

• Oui. L'idée est de donner aux syndicats, tels qu'ils sont, une plus large autorité et direction sur leurs gens.

M. G. - Et cette politique ne dépend pas du fait que le parti contrôle les syndicats?

• Non. Nous encourageons seulement le risque d'être minoritaires dans ces camps d'entraînement, comme nous le sommes dans les syndicats.

M. G. - Quelles mesures proposez-vous pour mettre en œuvre cette politique d'entraînement militaire sous contrôle syndical?

• Ainsi que je crois l'avoir déjà dit, c'est une proposition pour un programme législatif. Nous ferions un tel projet de loi, et le ferions passer au Congrès, si nous en avions le pouvoir, ou si nous pouvions gagner le soutien de membres du Congrès en désaccord avec nous sur d'autres terrains, mais qui seraient d'accord sur cela. C'est un programme qui n'est pas nécessairement socialiste.

M. G. - Si un membre du parti voulait soit essayer de faire obstruction au Selective Service Act (décret sur le service), soit conseiller d'y faire obstruction, que ferait le parti?

M. Schweinhaut - Je fais objection à cela, sur la base que le gouvernement n'a apporté aucune preuve que le parti essayait de faire obstruction au Selective Service Act.

M. Goldman - Alors, le gouvernement admet que le parti n'a pas essayé de faire obstruction au Selective Service Act?

M. S. - Nous n'avons pas essayé de prouver qu'il y avait tentative d'empêcher le Selective Service Act.

M. G. - J'avais déduit de ces questions qui furent posées à nombre de témoins concernant leur âge, la nécessité d'aller au service, avec de la part de l'accusation l'intention de prouver que, d'une façon

ou d'une autre, nous tentions de faire obstruction. Si le gouvernement dit: "Non", j'abandonne cela.

M. S. - Nous allons clarifier cela tout de suite. Nous ne prétendons pas que le parti a tenté d'empêcher quiconque de se faire recenser pour le service, ou dans l'intention d'empêcher le progrès du Selective Service Act.

Ce que nos preuves tentaient de montrer, c'est ce que les membres du parti étaient supposés faire après leur entrée dans l'armée.

M. G. - Bon, c'est éclairci donc. Avez-vous entendu un témoin du gouvernement attester qu'un membre du parti lui avait demandé d'aller à Fort Snelling pour y provoquer du mécontentement? Je pense que c'était la substance du témoignage. Avez-vous entendu cela?

• Quelque chose de ce genre.

M. G. - Quelle est la position du parti sur le fait de provoquer du mécontentement à Fort Snelling ou dans quelque autre camp militaire?

M. Schweinhaut - Objection, il a répondu là-dessus au moins deux fois.

Le Président - Objection retenue.

M. G. - Est-ce que le parti a une position officielle sur la révolution russe, M. Cannon?

• Oui.

M. G. - Quelle est cette position? A-t-elle été adoptée sous la forme d'une résolution officielle?

• C'est inscrit dans la Déclaration de principes.

M. G. - Quelle est cette position?

• Ce que le parti soutient...

M. Schweinhaut - Un instant. Je vais faire objection à cela sur la base que, le témoin ayant déclaré que c'est inscrit dans la Déclaration de principes, de fait cela parle en soi.

M. G. - Une explication de la Déclaration de principe est conforme à la règle.

Le Président - Il peut répondre.

• Nous soutenons la Révolution russe de 1917. Nous considérons qu'elle incarne les doctrines et les théories marxistes que nous défendons.

M. G. - Combien de révolutions y a-t-il eu en 1917?

• Il y a eu la Révolution de Février, suivant le calendrier russe, pour le calendrier moderne c'était en mars, qui aboutit à la révolution prolétarienne du 7 novembre, suivant le calendrier moderne.

M. G. - Quelle est la position générale prise par les marxistes par rapport à la révolution russe?

• Celle que j'ai déjà donnée ici, de soutien à la révolution.

M. G. - Et qu'est-ce que "soutien" signifie?

• Eh bien, c'est une assez modérée... - cela serait une description modérée de notre attitude. Nous considérons que c'est l'événement le plus important et le plus progressiste de toute l'histoire de l'humanité.

M. G. - Et je crois que vous avez répondu lors d'une précédente question que vous considérez que les doctrines incarnées dans cette révolution sont des doctrines marxistes? Expliquez-nous cela.

• La théorie marxiste, à notre avis, fut complètement confirmée par la révolution russe, et la théorie du marxisme, qui est l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan, qui entreprend d'opérer une transformation sociale, du capitalisme au socialisme - tout cela fut confirmé par la révolution russe.

M. G. - Pouvez-vous nous dire quelque chose à propos de la légalité de cette révolution?

Le Président - Jugée sur quels critères?

M. G. - *Mon intention est de lui demander d'expliquer exactement comment la révolution arriva, parce que le conseiller du gouvernement tente de la présenter comme un soulèvement violent de la minorité contre la majorité, et les faits sont l'exact contraire. Je veux que le témoin explique la nature de cette révolution.*

• Le tsar et le tsarisme furent renversés en mars par une insurrection des masses, du peuple des grandes villes et des paysans.

M. G. - *Le Parti bolchevique fut-il responsable de cette insurrection d'une manière ou d'une autre?*

• Non. Le Parti bolchevique était un groupe minuscule au moment de la révolution de mars.

M. G. - *Quelle est la signification de "bolchevisme"?*

• Le mot *bolchevik* est un mot russe signifiant *majorité*. Cela prit une signification politique au sein du Parti ouvrier social-démocrate russe. Lors du congrès de 1903, une polémique se développa qui divisa le parti en deux groupes, la majorité et la minorité, la majorité prit le nom de *bolcheviks* et la minorité de *mencheviks*.

M. G. - *Ce sont les mots russes pour majorité et minorité?*

• Oui. Ils ont scissionné et se sont divisés en deux partis. Chacun s'appelait Parti ouvrier social-démocrate russe, et entre parenthèses, à la fin, "bolcheviks" ou "mencheviks", suivant le cas.

M. G. - *Maintenant, continuez et racontez au jury ce qui se passa durant la révolution d'Octobre, c'est-à-dire, selon notre calendrier, en novembre 1917.*

• Eh bien, d'abord la chronologie. Quand le tsarisme fut renversé par la masse du peuple, la structure entière de cette tyrannie fut détruite. Un nouveau gouvernement fut constitué, mais la machinerie du nouveau gouvernement était basé sur les soviets, qui jaillissaient spontanément du soulèvement révolutionnaire. Des soviets de travailleurs et de sol-

dat se créaient partout. A Petrograd, les travailleurs et les soldats envoyèrent des délégués — des députés — au conseil central, ou, ainsi qu'ils l'appelaient, au soviets. De même à Moscou et ailleurs. L'autorité de cette institution fut reconnue.

Le gouvernement qui fut constitué après le renversement du tsar fut dirigé par le prince Lvov, avec Miliukov comme ministre des Affaires étrangères ; il détenait son autorité des soviets des députés des travailleurs et des soldats et des soviets des députés paysans. En avril, ils eurent une conférence nationale panrusse des soviets de travailleurs et de soldats, et ils élurent un comité central exécutif panrusse des soviets de travailleurs et de soldats. En mai, les soviets paysans eurent un congrès et élurent un comité central exécutif panrusse des paysans.

M. G. - *Quelle proportion de la population ces soviets représentaient-ils?*

• Ils représentaient le peuple, la grande masse du peuple. Je crois qu'il était impossible même de parler en termes de majorités ou de minorités. Ils étaient les masses elles-mêmes. Les paysans, les soldats et les travailleurs étaient le peuple ; ces deux institutions, le comité central exécutif panrusse des soviets de travailleurs et de soldats, et le comité central exécutif panrusse des soviets paysans formèrent une institution unifiée qui fut reconnue comme l'institution la plus représentative, celle qui avait le plus d'autorité en Russie. C'était avec leur consentement que le gouvernement dirigeait.

Le comité central exécutif panrusse des soviets renvoya Miliukov, qui était le leader de la bourgeoisie. Le soviets s'opposait à lui en raison de sa politique étrangère, impliquant des traités secrets, qui furent dévoilés. Il dut alors démissionner, parce que, sans l'appui des soviets, l'autorité manquait ; je crois que l'on pourrait comparer cela, par analogie, au système français de démission du Premier ministre lorsque la Chambre ne vote pas la confiance.

M. G. - *Donc, les soviets constituaient l'autorité du peuple de Russie?*

• C'est exact.

M. G. - De quelle manière les bolcheviks progressaient-ils vers le pouvoir ?

• Je souhaiterais continuer sur la chronologie, si vous me le permettez. A la suite de la chute de Miliukov, Kerenski apparut — il y a une croyance populaire qu'il devint Premier ministre avec la chute du tsar. Ce n'est pas cela. Kerenski devint Premier ministre en juillet. Il fut fait ministre, puis finalement Premier ministre parce qu'il était membre du Parti socialiste-révolutionnaire. C'était un parti paysan, qui alors dirigeait les soviets. Il était aussi soutenu par les éléments ouvriers, parce qu'il avait été un avocat du mouvement ouvrier. Ce fut la base de l'entrée en fonction de Kerenski ; c'est-à-dire que son autorité découlait directement des soviets.

A cette période, les bolcheviks étaient une petite minorité. Ils n'ont pas créé les soviets. Les soviets furent créés par les masses; ils furent initiés par les masses. Ni le Parti bolchevik, ni aucun autre parti ne pouvait faire quoi que ce soit sans l'appui des soviets. Au cours de la Révolution de 1905, et à nouveau lors du renversement du tsar en 1917, les soviets surgirent simultanément.

Le plus influent, naturellement, était celui de Petrograd, qui était le siège du gouvernement. Les bolcheviks étaient une petite minorité dans ce soviet au moment du renversement du tsar.

Quand Kerenski devint Premier ministre, il y eut combinaison de son Parti socialiste-révolutionnaire et du Parti socialiste menchevique — ces deux partis ensemble avaient une majorité écrasante dans les soviets, et dirigeaient en raison de cela. Les bolcheviks étaient une fraction d'opposition.

Pendant ce temps, Lénine, comme porte-parole des bolcheviks, répétait constamment : *"Tant que nous serons minoritaires dans les soviets, tout ce que nous pouvons faire est d'expliquer patiemment."* Le Parti bolchevique était contre toute tentative de s'emparer du pouvoir par un putsch.

M. G. - Qu'est-ce qu'un putsch ?

• L'action armée d'un petit groupe. Le Parti bolchevique demandait, avec Lénine comme porte-parole, que le Parti socialiste-révolutionnaire et le Parti menchevique prennent le contrôle complet du gouvernement en renvoyant les ministres bourgeois, et le transforment complètement en un gouvernement ouvrier et paysan, et ils firent la promesse que *"si vous faites cela, nous promettons que tant que nous serons minoritaires, nous n'essaierons pas de vous renverser. Nous ne vous soutiendrons pas politiquement, nous vous critiquerons, mais nous n'entreprendrons pas de renverser le gouvernement tant que nous serons minoritaires."* C'était la politique des bolcheviks au cours des journées de mars dans la révolution contre le tsar, et jusqu'en juillet.

En juillet, les travailleurs de Petrograd organisèrent une manifestation armée, en dépit des conseils des bolcheviks. Les bolcheviks les avaient mis en garde contre cela sur la base que cela pourrait tendre indûment la situation, et ils essayèrent de persuader les travailleurs de Petrograd de ne pas faire cette action. Ce n'était pas une rébellion; c'était juste un défilé avec des armes. Cette action, menée par les travailleurs de Petrograd contre l'avis des bolcheviks, entraîna une répression contre les travailleurs de la part du gouvernement Kerenski.

Puis le gouvernement Kerensky entreprit de monter un coup et de discréditer le Parti bolchevique. Ils accusèrent Lénine et Trotsky d'être des espions allemands. C'était annonciateur des procès de Moscou de Staline. Ils accusèrent Lénine et Trotsky et les bolcheviks d'être des espions allemands. Trotsky fut jeté en prison, Lénine fut forcé de se cacher, et la répression continua contre les bolcheviks, mais cela ne servit à rien, car la popularité de la politique et des mots d'ordre des bolcheviks grandissait. L'un après l'autre, les grandes entreprises et les régiments de soldats commencèrent à voter en faveur du programme bolchevique.

En septembre, une tentative de contre-révolution fut faite sous la direction du général Kornilov, que l'on décrirait correctement comme étant un monarchiste fasciste russe. Il organisa une armée et

entreprit de renverser le gouvernement de Kerenski à Petrograd, avec dans l'idée la restauration de l'ancien régime. Le gouvernement de Kerenski, qui avait mis Trotsky en prison, dut le relâcher pour obtenir le soutien de son parti pour combattre l'armée contre-révolutionnaire de Kornilov.

Trotsky fut sorti de prison et vint directement au Comité révolutionnaire militaire, dans lequel siégeaient aussi des hommes du gouvernement, et ils mirent au point des plans avec eux pour combattre ensemble Kornilov. Kornilov fut écrasé ; les contre-révolutionnaires furent écrasés premièrement par les travailleurs à l'instigation du Parti bolchevique. Ils paralysèrent ses trains ; il ne pouvait plus bouger ses troupes ; ses meilleures troupes furent convaincues de combattre contre lui, et sa contre-révolution fut écrasée. Tandis que cela se déroulait, les bolcheviks devenaient plus populaires, comme représentants authentiques de la révolution. Ils gagnèrent la majorité au soviet de Petrograd, le soviet le plus influent du pays, et à celui de Moscou, et ailleurs. Le gouvernement de Kerensky perdait du terrain parce qu'il ne résolvait aucun des problèmes du peuple. Les mots d'ordre des bolcheviks, "du pain", "la paix", "la terre", ainsi que d'autres mots d'ordre — c'était les mots d'ordre que les masses réclamaient.

Le 7 novembre, se tint le Congrès panrusse des soviets de travailleurs et de soldats. Les bolcheviks eurent la majorité là, et simultanément à la réunion des soviets où les bolcheviks obtinrent la majorité, ils prirent le pouvoir gouvernemental.

M. G. - Y a-t-il eu des violences liées au fait que les bolcheviks avaient gagné la majorité?

• Très peu... Juste une petite bagarre, c'est tout.

M. Schweinhaut - A Petrograd?

• A Petrograd, oui. Il y en eut aussi quand le tsar fut renversé.

M. G. - Et suite à l'obtention de la majorité par les bolcheviks, quelles violences y a-t-il eu, s'il y en a eu?

• Encore un point, d'abord. Environ un mois plus tard, un Congrès panrusse spécial des soviets paysans se tint, et là aussi les bolcheviks obtinrent la majorité. Alors la minorité se retira de ces institutions gouvernementales, et commença une lutte d'opposition contre le gouvernement bolchevique.

M. G. - Quelles violences eurent lieu, s'il y en a eu, et qui fut à l'origine des violences?

• Cela commença à la suite de la lutte armée contre le gouvernement.

M. G. - Qui la commença?

• Les tsaristes, la garde blanche russe, la bourgeoisie en général, les capitalistes déçus et d'autres. Ils entreprirent une contre-révolution, et la guerre civile qui s'ensuivit dura presque jusqu'en 1921. La guerre civile dura si longtemps parce que la garde blanche et les éléments bourgeois recevaient le soutien, d'abord des Allemands, puis de l'Angleterre et de la France, et même les Etats-Unis envoyèrent une expédition.

Le gouvernement soviétique dut combattre contre le monde capitaliste tout entier, en plus de combattre sa propre opposition à l'intérieur du pays ; et le fait que les bolcheviks représentaient la grande majorité du peuple est le mieux mis en évidence par le fait qu'ils sortirent victorieux de cette guerre civile, pas seulement contre leurs opposants internes, mais aussi contre les puissances qui soutenaient l'opposition avec des armes, des soldats et des fonds.

M. G. - Comment les soviets étaient-ils élus, à cette époque?

• Ils étaient élus au cours de réunions des travailleurs dans les usines ; c'est-à-dire que les travailleurs d'une usine se rassemblaient pour élire leurs délégués. Chaque soviet constituait une unité de gouvernement, et la combinaison des soviets constituait le gouvernement.

Dans le système soviétique, les usines sélectionnent leurs délégués, en fonction de leur effectif, un pour mille, ou une autre proportion, peu importe. Les régi-

ments de soldats font de même ; les paysans ou les ouvriers agricoles font de même, de telle façon que le gouvernement établi de cette façon, par ces soviets, représente l'ensemble de la masse des gens impliqués dans une activité productive.

M. G. – Combien y avait-il de membres du Parti bolchevique au moment de la révolution russe de novembre 1917?

• Les chiffres les plus fiables que j'ai vus donnent deux cent soixante mille, ou un quart de million. C'est le chiffre qui semble faire le plus autorité.

M. G. – Et quelle proportion de la population soutenait le Parti bolchevique à cette période?

• A mon avis, la grande majorité des travailleurs, des paysans et des soldats les soutenaient au moment où ils prirent le pouvoir et après.

M. G. – De quel groupe ou classe de la société venaient la majorité des membres du Parti bolchevique?

• Des ouvriers. C'était un parti d'ouvriers, un parti d'ouvriers de l'industrie et d'ouvriers agricoles.

Il y avait quelques paysans dans le parti, mais le parti était d'abord constitué d'ouvriers industriels urbains, d'ouvriers agricoles, et de quelques intellectuels, des gens instruits qui s'étaient mis au service des travailleurs dans le parti.

M. G. – Quelle est le chiffre le plus admis concernant le nombre d'ouvriers en Russie au moment de la révolution — "ouvriers" dans le sens d'ouvriers d'industrie?

• Cinq millions.

M. G. – Et la majorité de la population était constituée de paysans?

• De paysans, oui.

M. G. – A votre avis, le Socialist Workers Party comprendra probablement combien de membres, quand la majorité

du peuple de ce pays aura adopté son programme?

M. Schweinhaut – Je fais objection à cela, Votre Honneur.

Le Président – Sur quelle base?

M. Schweinhaut – Il demande au témoin de deviner aujourd'hui le nombre de membres que comptera le Socialist Workers Party quand une majorité du peuple des Etats-Unis adoptera sa politique.

Le Président – Il y a trop d'éléments de spéculation là-dedans. Objection retenue.

M. Goldman – Voulez-vous dire à la cour et au jury quelles divergences surgissent entre Staline et Trotsky à la suite de la révolution?

M. Schweinhaut – Objection. Je ne vois pas quelle importance ni quel rapport cela a.

M. Goldman – L'accusation a soutenu, et je crois que M. Anderson a fait de multiples déclarations à ce sujet, que Trotsky, étant le grand conspirateur dans cette affaire, avait certaines idées et certaines doctrines.

Je crois que le jury est en droit de savoir d'une manière générale — il est impossible d'aller dans les détails — mais le gouvernement a ouvert ce procès d'une manière telle qu'il est essentiel que le jury connaisse au moins quelques-uns des principes de bases de Trotsky, dont il est allégué qu'il est l'un des grands conspirateurs.

Le Président – Eh bien, si vous êtes d'accord pour limiter cela à un volume raisonnable.

M. Goldman – Certainement, sinon nous serions là pour deux ans.

M. Anderson – Tout ce que nous avons présenté, sur Trotsky, c'était de la littérature, des discours et des pamphlets tirés de la presse du parti.

M. Goldman – J'avais pensé qu'après que l'accusation eut pris trois semaines,

ils me laisseraient au moins une semaine pour plaider ce cas.

Le Président – Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de plaider de cette façon.

M. G. – Voulez-vous décrire brièvement les différences fondamentales qui surgirent entre Staline et Trotsky à la suite de la révolution?

• J'ai mentionné l'autre jour que le combat prit son origine dans la lutte à propos de la démocratie. Ce fut l'origine du combat, inspiré en réalité par Lénine alors qu'il était déjà malade, en collaboration avec Trotsky. Lénine n'a pas survécu pour prendre part au combat, et Trotsky dut le diriger. Cela se développa bientôt plus avant.

Cela devint rapidement clair pour les observateurs critiques, cette tendance de Staline à écraser la démocratie dans le parti et dans la vie du pays en général. C'était basé sur le désir de Staline de changer le programme et le cours de la révolution, ce qui ne pouvait être fait que par ces moyens-là. Trotsky s'est battu pour une libre discussion sur le problème, confiant dans le fait que la majorité des travailleurs du parti soutiendrait son programme. Staline et son groupe représentaient, à notre avis, la tendance conservatrice, fondée sur certaines couches du parti et du gouvernement qui avaient acquis des positions officielles et des privilèges et qui voulaient s'arrêter là.

M. G. – Staline représentait, à votre avis, le parti de la bureaucratie?

• De la bureaucratie et du conservatisme. D'ailleurs, Trotsky l'appela la fraction bureaucratique conservatrice, à un moment de la lutte.

M. G. – Intéressée à quoi?

• Intéressée à préserver ses privilèges, et non pas à étendre et développer les bénéfices pour la grande masse des gens.

M. G. – Quelle forme prit la dictature de Staline?

• Cela prit la forme de l'écrasement de la démocratie au sein du Parti communis-

te, et de l'établissement d'un régime dictatorial. Par exemple...

M. Schweinhaut – Eh bien, pendant que M. Cannon s'interrompt, puis-je faire objection maintenant sur cette partie du témoignage qui n'a pas d'importance ni de rapport avec les sujets traités ici? Cela n'a aucun rapport, la forme de gouvernement que Staline a établi en Russie. En quoi cela nous concerne-t-il?

Le Président – Je ne vois pas la raison pour laquelle nous devrions entrer dans tous les détails.

Je pense que vous devriez reconnaître cela, M. Goldman. Je veux vous donner toute l'opportunité, toute l'opportunité raisonnable pour présenter votre théorie sur ce cas devant le jury, mais je pense vraiment qu'il y a beaucoup ici qui n'a pas de rapport et qui n'est pas nécessaire.

M. G. – Quelle est la position actuelle du parti sur l'Union soviétique?

M. Schweinhaut – Objection, Votre Honneur.

Le Président – Il peut répondre à cela.

• La caractérisation que nous faisons de l'Union soviétique d'aujourd'hui, c'est que c'est un Etat ouvrier, créé par la révolution de novembre 1917, déformé par le mauvais régime actuel, et même dégénéré, mais gardant néanmoins son caractère fondamental d'Etat ouvrier, parce qu'il est fondé sur l'industrie nationalisée et non sur la propriété privée.

M. G. – Quelle est la position du parti en ce qui concerne la défense de l'Union soviétique, et pourquoi?

• Nous sommes en faveur de la défense de l'Union soviétique contre les puissances impérialistes pour la raison que je viens de donner, parce que nous considérons que c'est un développement progressiste, en tant qu'Etat ouvrier, qui a une industrie nationalisée et a éliminé le capitalisme privé et la propriété privée de la terre. Voilà pourquoi nous la défendons.

M. G. – C'est-à-dire que vous considérez l'Etat russe ou soviétique comme un

Etat fondé sur l'expropriation de l'industrie privée capitaliste?

• Oui, sur le fonctionnement de l'industrie comme industrie nationalisée.

M. G. — Et vous défendez ce type d'Etat?

• Oui.

M. G. — N'est-il pas vrai que Staline a tué presque tous ceux qu'on appelait trotskystes en Russie?

• Oui. Nous sommes contre Staline, mais pas contre la forme soviétique de production industrielle.

• Le Président — Le jury doit garder en mémoire les exhortations qui lui ont été faites, et nous allons maintenant nous interrompre jusqu'à deux heures cet après-midi.

Cour de district des Etats-Unis
District du Minnesota,
Quatrième division
Mercredi 19 novembre 1941
Session de l'après-midi

Le Président — Poursuivez, Messieurs.

JAMES P. CANNON

rejoint la barre, et ayant précédemment dûment prêté serment, continue son témoignage comme suit.

INTERROGATOIRE DU TÉMOIN PAR LA DÉFENSE (SUITE)

(Questions par M. Goldman)

M. G. — Le parti épuiserait-il toutes les possibilités d'une transformation pacifique, si les droits démocratiques étaient donnés aux masses travailleuses?

• A mon avis, oui, jusqu'au bout.

M. G. — Même jusqu'à essayer d'amender la Constitution des Etats-

Unis, comme il est prévu par la Constitution des Etats-Unis?

• Si les processus démocratiques sont maintenus, si ils ne sont pas interrompus par l'introduction de méthodes fascistes par le gouvernement, si la majorité du peuple soutenant les idées du socialisme est en mesure d'assurer une victoire par des processus démocratiques, je ne vois pas la raison pour laquelle ils ne pourraient pas se poursuivre par la méthode démocratique d'amendement de la Constitution pour s'adapter au nouveau régime.

Naturellement, les amendements devraient être d'une nature absolument drastique, mais il y a des parties de la Constitution que je serais disposé à inscrire dans le programme du parti à n'importe quel moment — le "Bill of Rights" (les amendements de 1791 à la Constitution de 1787), dans lequel nous croyons. La section de la Constitution qui protège les droits de la propriété privée, nous pensons qu'il faudrait absolument la changer dans la société que nous envisageons, qui élimine la propriété privée des entreprises industrielles de grande taille.

M. G. — Mais ce que vous croyez, n'est-ce pas, c'est que selon toute probabilité la minorité ne permettra pas une telle transformation pacifique?

• C'est notre avis. C'est basé sur tous les précédents historiques de la mauvaise volonté de toute classe privilégiée, aussi dépassée soit-elle, à quitter la scène sans essayer d'imposer sa volonté sur la majorité par la force. J'ai cité des exemples hier.

M. G. — Quelle est la...

• Je pourrais vous donner un autre exemple, sur le même sujet. Par exemple, la révolution bolchevique en Hongrie fut accomplie sans verser une seule goutte de sang, d'une façon complètement pacifique.

M. G. — Quand était-ce?

• C'était en 1919. Le gouvernement qui fut établi après la guerre, dont le comte Károlyi fut le Premier ministre, arriva à ce

qui fut considéré comme la limite de ses possibilités — il ne pouvait pas contrôler le pays, n'avait pas le soutien des masses, et le comte Károlyi, en tant que tête du gouvernement, alla de son propre chef trouver le dirigeant du Parti bolchevique (ou plutôt, en Hongrie, du Parti communiste) qui était en prison, et fit appel à lui pour prendre en charge le gouvernement d'une manière pacifique, légale, comme un changement de cabinet au Parlement français — avant le régime de Pétain, bien sûr.

Alors, ce gouvernement soviétique, ayant été établi de cette façon, pacifiquement, fut confronté à un soulèvement de la classe privilégiée, des propriétaires terriens et des gros propriétaires, qui organisèrent le combat armé contre le gouvernement et finalement le renversèrent. La violence à une échelle de masse suivit le changement de gouvernement, ne le précéda pas.

M. G. — Quelle est la place que le parti donne à Karl Marx et à ses doctrines ?

• Karl Marx fut le fondateur des théories et doctrines, et des analyses sociales que nous connaissons sous le nom de socialisme scientifique, ou marxisme, sur lequel le mouvement du socialisme scientifique tout entier est basé jusqu'à ce jour.

Ses idées furent esquissées dans le *Manifeste communiste* de 1848, puis dans d'autres gros volumes, notamment dans le *Capital*, il fit une analyse scientifique plus exhaustive des lois gouvernant le fonctionnement de la société capitaliste, montra comment les contradictions en son sein la conduiraient à sa chute comme système social, montra comment le conflit d'intérêts entre les employeurs et les ouvriers représenterait une lutte de classes ininterrompue jusqu'à ce que les ouvriers gagnent la haute main et instituent la société socialiste.

Ainsi, Karl Marx peut être considéré comme non seulement le fondateur de notre mouvement, mais comme le représentant le plus éminent de son idéologie.

M. G. — Est-ce que le parti admet toutes les déclarations trouvées dans tous les livres écrits par Karl Marx ?

• Non, le parti ne s'est jamais obligé à faire cela. Nous ne considérons pas, même Marx, comme infaillible. Le parti admet ses idées de base, et ses théories, comme ses propres idées de base et théories. Cela n'interdit pas au parti, ou à des membres du parti d'être en désaccord avec des choses dites ou écrites par Marx qui ne remettent pas en cause les bases fondamentales du mouvement, de la doctrine.

M. G. — Et vous interprétez Marx, ou vous appliquez les théories marxistes, à la condition qu'elles correspondent au temps présent, est-ce exact ?

• Oui. Vous voyez, nous ne comprenons pas la théorie marxiste comme une révélation, un dogme. Engels exprima cela en disant que notre théorie n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action, ce qui signifie que c'est une méthode que les étudiants en marxisme doivent comprendre et doivent apprendre à appliquer. On peut lire chaque lettre et chaque ligne écrites par Marx et pourtant ne pas être un marxiste utile, si on ne sait pas comment l'appliquer aux conditions de son propre temps. Il y a eu de tels personnes, que nous appelons des pédants.

M. G. — Vous connaissez le Manifeste communiste, n'est-ce pas ?

• Oui.

M. G. — Et vous vous souvenez — je crois que c'est le dernier paragraphe du Manifeste, où les deux co-auteurs, Marx et Engels, disent: "Nous ne nous abaissons pas à dissimuler nos buts" et mentionnent quelque chose à propos de la révolution violente. Vous rappelez-vous cela ?

• Oui, cela dit : "Nous ne nous abaissons pas à dissimuler nos buts. Nous proclamons ouvertement qu'ils ne pourront être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social existant."

M. G. — Quand le Manifeste communiste a-t-il été écrit ?

• En 1848.

• Après l'écriture du Manifeste communiste, est-ce que Marx a jamais écrit

quelque chose par rapport à la possibilité d'une révolution pacifique dans des pays démocratiques?

• Oui.

M. G. — Où cela a-t-il été écrit, et expliquez au jury ce qui était dit.

• Eh bien, là où c'est écrit et expliqué de la façon qui fait le plus autorité, c'est dans l'introduction au premier volume de l'œuvre maîtresse de Marx, *Le Capital*, l'introduction de Friedrich Engels, qui était son collaborateur, qui était le co-auteur du *Manifeste communiste*, et qui est reconnu universellement dans le mouvement comme s'identifiant complètement à toutes les idées et théories de Marx. Engels, d'ailleurs, établit et édita les deux volumes suivants du *Capital*, après la mort de Marx.

M. G. — Que disait-il dans cette introduction?

• C'était la traduction anglaise du *Capital*, et l'introduction présentait le volume au public anglais.

Engels déclara — je crois que je peux le citer presque littéralement — qu'il pensait que le travail d'un homme qui, sa vie durant, a pensé que la transformation sociale, en Angleterre du moins, pourrait se faire par des moyens purement pacifiques et légaux — il pensait qu'un tel livre devrait obtenir un écho dans le public anglais. C'est très près de la citation littérale de ce qui est écrit dans cette introduction.

M. G. — Et pourquoi Marx avait-il cette opinion par rapport à l'Angleterre?

• Eh bien, il avait cette opinion par rapport à l'Angleterre parce qu'elle était différente des pays autocratiques, à cause de son système parlementaire, de ses procès-sus démocratiques, et des méthodes de libertés civiles de son fonctionnement politique.

M. G. — Donc, au moment où Marx et Engels écrivaient le Manifeste communiste en 1848, il n'existait pas de démocratie sur le continent européen, est-ce exact?

• L'Europe entière était agitée par des révolutions à cette époque.

M. G. — Et il n'y avait aucun procès-sus démocratique?

• Du moins pas de système stable comme celui qui avait été établi en Angleterre. Je crois que je devrais ajouter, pour que l'on ait une vision complète de cette introduction dont je parle, qu'Engels dit, après avoir fait cette remarque que j'ai citée : "*Certes, Marx n'excluait pas la possibilité d'une rébellion pro-esclavagiste de la part de la classe dirigeante renversée et dépossédée.*" C'est-à-dire après le transfert de pouvoir.

Le Président - Pardon, M. Cannon. Voudriez-vous être assez aimable de développer un peu sur la signification de cette phrase: pro-esclavagiste?

• Oui. Je crois qu'il avait à l'esprit la Guerre civile américaine. Marx et Engels ont suivi attentivement la Guerre civile américaine, ont considérablement écrit à ce propos dans le *New York Tribune*. Une compilation de ces écrits, à la fois politiques et militaires, a été publiée en livre, qui est devenu un classique de notre mouvement. Et ce que Marx avait indubitablement à l'esprit quand il parlait d'une "rébellion pro-esclavagiste", c'était une analogie avec la Guerre civile américaine, qu'il avait caractérisée comme une rébellion pro-esclavagiste de la part des propriétaires d'esclaves sudistes. Bien sûr, il ne soutenait pas que la bourgeoisie anglaise était esclavagiste, mais qu'ils exploitaient les travailleurs.

M. G. — Maintenant, à votre avis, quel est le lien entre la Déclaration de principes du Socialist Workers Party, et les théories de Karl Marx?

• Je dirais que pour autant que nous comprenons le marxisme et sommes capables de l'appliquer, c'est une application de la théorie et des doctrines marxistes, de l'entièreté de son système d'idées, au problème social de l'Amérique.

M. G. — C'est-à-dire que la Déclaration de principes est basée sur les théories fondamentales de Karl Marx?

• Oui, nous la considérons comme un document marxiste.

M. G. – Quelle place le parti donne-t-il à Lénine?

• Lénine, à notre avis, fut le plus grand leader pratique du mouvement ouvrier et de la révolution russe, mais pas au niveau de Marx sur le plan théorique. Lénine était un disciple de Marx, pas un théoricien innovateur. Certes il a produit de très importantes idées, mais à la fin de sa vie, il s'est basé sur Marx, comme un disciple dans le mouvement marxiste mondial. Il est tenu en haute estime, au niveau de Marx, mais avec cette distinction entre les mérites respectifs des deux.

M. G. – Est-ce que le parti, ou des membres du parti, sont d'accord avec tout ce que Lénine a écrit et publié?

• Non. La même attitude s'applique à Lénine comme à Marx. C'est-à-dire que les idées de base, les doctrines pratiquées, promulguées, et mises en pratique par Lénine, sont soutenues par notre mouvement, qui n'exclut pas la possibilité de diverger avec lui à propos de tel ou tel écrit particulier, ni que des membres du parti divergent avec Lénine sur des aspects importants, comme cela a été le cas plus d'une fois dans notre parti.

M. G. – A propos, est-il vrai qu'il y a un gouvernement communiste en Union soviétique?

• Non, pas de notre point de vue.

M. G. – Est-il vrai que le communisme existe en Union soviétique?

• Non, il n'y a pas de communisme en Union soviétique.

M. G. – Est-ce le socialisme en Union soviétique?

• Non... Bon, j'aimerais clarifier cela maintenant. Le socialisme et le communisme sont des mots plus ou moins interchangeables dans le mouvement marxiste. Certains font une distinction entre eux dans ce sens: par exemple, Lénine utilisait l'expression socialisme pour la première étape du communisme, mais je n'ai trouvé

personne d'autre faisant cette distinction. Je pense que c'est une idée propre à Lénine. Moi, par exemple, je considère que les termes de socialisme et de communisme sont interchangeables, et ils sont en rapport avec la société sans classe fondée sur la production planifiée utile, par opposition au système capitaliste fondé sur la propriété privée et la production pour le profit.

M. G. – Pourrait-il y avoir une société socialiste avec une dictature semblable à celle de Staline actuellement?

• Non. Selon Marx et Engels, à mesure que vous approchez de la société socialiste ou communiste sans classe, le gouvernement, au lieu de devenir un élément plus que déterminant dans les affaires des hommes, le devient de moins en moins, et finalement dépérit et disparaît, et est remplacé ou se transforme en une institution administrative qui n'emploie pas la répression contre le peuple.

Ainsi, le terme même de gouvernement implique, dans notre terminologie, une société de classes — c'est-à-dire une classe qui est dominante, et une classe qui est réprimée. C'est vrai aussi bien d'un gouvernement capitaliste, qui de notre point de vue opprime et réprime les ouvriers et les paysans et représente les intérêts du grand capital, que d'un gouvernement ouvrier et paysan suivant immédiatement la révolution, qui représente les intérêts des ouvriers et des paysans et réprime toute tentative de la classe capitaliste renversée de résister à son autorité ou de rétablir sa domination.

Mais une fois que la résistance de la vieille classe exploiteuse historiquement dépassée est brisée et que ses membres se sont réconciliés avec la nouvelle société et se sont assimilés à elle, ont trouvé leur place en son sein, et qu'on en a fini avec la lutte des classes qui est le facteur dominant dans toutes les sociétés de classes, à cause de la disparition des différences de classes, alors la fonction première d'un gouvernement, celle d'un instrument répressif, disparaît, et le gouvernement dépérit avec elle. C'est la conception fondamentale de Marx et d'Engels, à laquelle adhèrent tous leurs disciples.

M. G. — Est-ce que Lénine a utilisé le terme de "blanquisme" pour désigner un certain type de mouvement?

Le Président — Quel terme?

M. G. — Blanquisme.

• Oui, il a écrit plus d'un article au cours de la révolution russe, plus d'une fois il a écrit : "Nous ne sommes pas des blanquistes."

M. G. — Alors, qu'est-ce que "blanquisme" signifie?

• Blanqui était une figure du mouvement révolutionnaire français qui eut des partisans durant la Commune de Paris en 1871. Blanqui avait sa propre conception du parti et de la révolution, et ses idées sont connues parmi les étudiants de l'histoire du mouvement ouvrier comme le blanquisme.

M. G. — Quelles étaient ces idées?

• L'idée de Blanqui était qu'un petit groupe de gens déterminés, fortement disciplinés, pourrait accomplir la révolution par un coup d'Etat.

M. G. — Qu'est-ce qu'un coup d'Etat?

• C'est la prise du pouvoir, la prise du pouvoir d'Etat par l'action armée d'un petit groupe déterminé et discipliné ; ils feraient, pour ainsi dire, la révolution pour les masses.

M. G. — Et que disait Lénine à ce propos?

• Lénine s'opposait à ces vues et ses articles étaient écrits en réponse à des opposants qui avaient accusé les bolcheviks de projeter de prendre le pouvoir sans la majorité. Il disait : "Nous ne sommes pas des blanquistes. Nous nous fondons sur les partis des masses et les mouvements des masses, et tant que nous sommes une minorité, notre tâche est d'expliquer patiemment les problèmes et les solutions jusqu'à ce que nous gagnions la majorité, et tant que nous serons dans la minorité, nous n'essaierons pas de vous renverser. Laissez-nous notre liberté de presse et de parole, donnez-nous l'oppor-

tunité d'exposer nos idées, et vous n'aurez pas à craindre un putsch blanquiste de notre part." Un putsch, comme je l'ai expliqué avant, c'est une tentative par un petit groupe de prendre le pouvoir par la tactique et la surprise.

M. G. — Donc, Lénine comptait sur les partis de masse et sur l'obtention de la majorité par ces partis de masse, n'est-ce pas?

• Oui, dans les premiers jours de l'Internationale communiste — c'est une période que je connais bien, parce que je l'ai étudiée de près et que j'ai personnellement participé au mouvement — il martelait cette idée tout le temps, pas seulement contre ses détracteurs en Russie, mais contre divers groupes et individus qui venaient soutenir la révolution russe et avaient quelques idées déformées.

En Allemagne, par exemple, en mars 1921, le parti allemand qui avait été organisé tenta une insurrection sans avoir le soutien des masses ; cela devint célèbre dans la littérature de notre mouvement international comme "l'action de mars". La tactique qu'elle incarnait, la conception de certains leaders allemands selon laquelle ils pourraient forcer la révolution par leur propre détermination et leur sacrifice — cette idée entière, l'action de mars, et toutes les idées qu'elle incarnait furent condamnées par le Troisième Congrès de l'Internationale communiste sur l'insistance de Lénine et de Trotsky. Ils réfutèrent cette théorie, et lui opposèrent celle des partis de masse, des mouvements de masse gagnant la majorité.

Ils mirent en avant le slogan que le parti allemand devait tendre à avoir un million de membres. Zinoviev, qui fut président du Komintern, fit de cela une de ses idées maîtresses sur la question allemande, à savoir que la tâche du parti allemand n'était pas d'être impatient et d'essayer de forcer l'histoire, mais de faire activement de l'agitation et de la propagande, et d'avoir comme objectif de gagner un million de membres au parti.

M. G. — Ces millions de membres ne feraient pas la révolution par eux-mêmes, n'est-ce pas?

• Non, naturellement — Lénine n'attendait pas qu'une majorité de la population devienne membres du parti, mais qu'elle soutienne le parti. Mais le fait même qu'il ait proposé — ou plutôt que Zinoviev, qui était le lieutenant de Lénine, agissant comme président de l'Internationale communiste, ait proposé comme slogan : "*Un million de membres dans le parti allemand*" fut certainement une importante indication qu'ils ne s'attendaient pas à obtenir la majorité du peuple tant qu'ils ne seraient pas un parti numériquement puissant.

M. G. — S'il y en a eu, quelle relation y a-t-il eu entre Léon Trotsky et le Socialist Workers Party?

• Notre mouvement en 1928 — quand notre fraction fut expulsée du Parti communiste — a adopté le programme de Trotsky. Nous avons soutenu son programme depuis le début — et cela longtemps avant d'avoir un contact personnel avec lui. Il avait été exclu du parti russe, et était exilé dans un désert asiatique appelé Alma-Ata. Nous n'avions aucun contact avec lui. Nous ne savions pas où il se trouvait, s'il était mort ou vivant, mais nous avions un de ses importants documents programmatiques appelé *Critique du projet de programme de l'Internationale communiste*. Ce livre développait en détail ses théories contre celles de Staline sur des aspects fondamentaux. Nous l'adoptâmes comme notre propre programme, et depuis le tout début nous avons proclamé que notre fraction était la fraction de Trotsky.

Nous avons travaillé pendant environ six mois sans aucun contact avec lui, jusqu'à ce qu'il soit déporté en Turquie — Constantinople — et là nous avons établi le contact avec lui par la poste. Nous avons une correspondance très fournie avec lui, et dans cette correspondance et au cours de visites que lui firent des membres individuellement, nous eûmes des relations extrêmement proches de lui, et nous l'avons toujours considéré comme l'inspirateur théorique et le professeur de notre mouvement.

M. G. — Quand avez-vous rendu visite à Trotsky pour la première fois?

• Je lui ai rendu visite en France en 1934 — c'était la première fois après notre exclusion du Parti communiste.

M. G. — Et quel rôle, éventuellement, Trotsky joua-t-il dans la formulation des doctrines du Socialist Workers Party?

• Il a joué un rôle très important. Bien qu'il n'ait pas écrit les documents de notre parti, ses idées pour interpréter le marxisme pour notre temps furent la source à laquelle nous avons puisé nos concepts principaux, que nous avons réécrits dans des termes américains, que nous avons essayé d'appliquer aux conditions américaines.

M. G. — A-t-il écrit des articles sur les conditions et le développement des États-Unis à cette époque?

• Je ne me rappelle pas qu'il ait beaucoup écrit sur l'Amérique à cette époque.

M. G. — A cette époque, à un moment ou un autre, vous a-t-il dit quelle action pratique devait être entreprise aux États-Unis par votre groupe?

• Oui. Un des sujets de polémique à nos débuts portait sur quelle sorte d'activité devrions nous engager.

Il soutenait l'idée d'une activité purement propagandiste à nos débuts — ce qui est différent de ce que nous appelons le travail de masse. Nous étions tellement peu numériquement, nous ne pouvions espérer faire autre chose que d'essayer de publier un journal et de gagner quelques personnes à nos idées fondamentales ; une tâche très, très modeste de propagande était imposée par la situation de notre groupe en ce temps-là, et c'est cela qu'il soutenait.

M. G. — Quand avez-vous commencé à avoir des contacts fréquents avec Trotsky?

• Il fut expulsé de France, puis de Norvège, et reçut finalement asile au Mexique grâce à l'action du président Cardenas. Si je ne me trompe pas de mois, je pense que c'était en janvier 1937. Par la suite, il vécut au Mexique jusqu'au 21 août 1940, où il fut assassiné. Pendant la

période où il était là-bas, nous lui rendîmes fréquemment visite. Je suis personnellement allé le voir deux fois, une fois au printemps 1938, et à nouveau à l'été 1940. D'autres dirigeants du parti et des membres du parti lui rendaient fréquemment visite. Personnellement, j'ai entretenu une correspondance très active avec lui, comme l'ont fait d'autres membres du parti, et je dirais que nous étions en contact très, très intime avec lui après qu'il fut arrivé au Mexique.

M. G. — Qu'a fait le Socialist Workers Party pour aider Trotsky à se protéger et aussi pour l'aider financièrement?

• Nous savions que Trotsky était sous la menace d'un assassinat par Staline, qui avait tué pratiquement tous les chefs importants de la révolution à travers ses procès de masse, ses purges, ses coups montés, etc. Nous savions que Trotsky, en tant que le plus grand de tous les opposants à Staline, était menacé d'assassinat, et nous avons entrepris de le protéger. Nous avons mis sur pied un comité spécial qui avait pour seul but de collecter des fonds pour soutenir cet effort. Nous avons fourni des gardes, nous avons fourni de l'argent régulièrement et systématiquement pour transformer autant que possible sa maison en forteresse. Nous avons collecté et réuni les fonds pour lui acheter une maison. Nous avons subvenu aux besoins des gardes qui étaient envoyés là-bas, et en général, par tous les moyens possibles, nous nous sommes efforcés de protéger sa vie et de faciliter son travail.

M. G. — Quelle était la nature des discussions que vous aviez avec Trotsky lorsque vous étiez là-bas?

• Nous discutons de tous les problèmes importants du mouvement mondial.

M. G. — Des problèmes du mouvement ouvrier américain?

• Oui.

M. G. — Avez-vous jamais discuté à propos des gardes d'autodéfense syndicales et du Local 544 avec lui?

• Non, je n'ai personnellement eu aucune discussion avec lui sur les gardes du

local 544. Nous avons discuté avec lui de la question des gardes en général. Celui, je pense, lors de notre visite de 1938.

M. G. — Savez-vous si, à votre connaissance, Trotsky avait beaucoup de visiteurs?

• Oui, je sais qu'il en avait beaucoup. Je sais qu'il avait beaucoup de visiteurs, parce qu'en ma qualité de secrétaire du parti, j'étais fréquemment sollicité pour fournir des lettres d'introduction aux gens qui voulaient lui rendre visite. Il avait la visite, non seulement de nos membres, mais aussi de journalistes, de professeurs d'école ; une classe d'histoire qui avait l'habitude de visiter le Mexique, et des gens de toutes sortes et de toutes opinions lui rendirent visite alors qu'il était là-bas.

M. G. — Alors, les discussions que vous avez eues avec Trotsky se référaient et traitaient de questions politiques générales, n'est-ce pas?

• Oui, les questions de la guerre, du fascisme, du syndicalisme...

M. G. — Mais cela n'avait rien à voir avec les activités du parti, de ses sections ou de secteurs particuliers du parti?

• Non, je ne me rappelle pas que Trotsky ait même été intéressé par les détails du travail local du parti, je ne me le rappelle pas.

M. G. — Comment s'occupait-il?

• C'était l'homme le plus occupé que j'aie jamais connu. Trotsky, en plus de tout son travail politique, de son énorme correspondance, et de son travail journalistique — il écrivit d'innombrables articles et pamphlets pour nous — il écrivait pour des magazines et des journaux tels que le *New York Times*, le *Saturday Evening Post*, *Liberty* et d'autres magazines — en plus de cela, il a produit, au cours des onze ans depuis son exil en Turquie en 1929 jusqu'à sa mort en 1940, un travail littéraire plus important en volume qu'un écrivain moyen qui ne fait rien d'autre qu'écrire.

Il écrivit les trois énormes volumes sur l'histoire de la Révolution russe, ce qui,

du point de vue du travail littéraire, pourrait être considéré comme la tâche d'une vie par n'importe quel écrivain. A cette époque, il écrivit un livre de grande envergure, *La Révolution trahie*, il écrivit son autobiographie ainsi que d'innombrables livres plus courts, des pamphlets et des articles.

M. G. – *Le parti, alors, ne l'a jamais importuné avec des questions mineures de politique et d'activité?*

• Pas à ma connaissance ; moi, je sais que je ne l'ai jamais fait.

M. G. – *Voulez-vous dire à la cour et au jury quelle est la position du Socialist Workers Party sur les gardes d'autodéfense ouvrières?*

• Eh bien, le parti est pour que les travailleurs organisent des gardes ouvrières partout où leurs organisations ou leurs réunions sont menacées par la violence des voyous. Les travailleurs ne doivent pas permettre que leurs réunions soient brisées, leurs locaux saccagés, leur travail perturbé par le Ku Klux Klan, les Silver Shirts (*Chemises d'argent*), des fascistes de tout type, des voyous ou des nervis réactionnaires, et ils doivent organiser un service d'ordre et se protéger quand c'est nécessaire.

M. G. – *Depuis combien de temps est apparue pour la première fois l'idée d'une garde d'autodéfense ouvrière dans le groupe dont vous êtes membre?*

• Je dirais que j'ai rencontré cette idée, que nous n'avons pas du tout inventée, tout au long de mes trente ans dans le mouvement ouvrier. J'ai rencontré l'idée des gardes ouvrières, je les ai vues s'organiser, et j'ai aidé à leur organisation plus d'une fois longtemps avant d'avoir même entendu parler de la révolution russe.

M. G. – *Et est-ce que le groupe trotskyste a commencé à organiser ces gardes avant de devenir le Socialist Workers Party?*

• Oui, dès la première année de son existence, en 1929. Le Parti communiste, les staliniens, essayaient de briser nos réunions avec des violences de voyous. Ils

cassèrent réellement nombre de réunions, et nous réagîmes à cela en organisant une garde ouvrière pour protéger nos réunions, et nous avons invité à participer à cette garde non seulement les trotskystes, mais les autres organisations ouvrières qui avaient aussi été attaquées par les voyous staliniens.

Laissez-moi expliquer cela. Les staliniens avaient un système en ce temps-là, qui consistait à essayer de casser les réunions du Parti socialiste, de l'IWW, d'un groupe appelé les Prolétaires, et de quiconque n'était pas d'accord avec les staliniens.

Ils essayèrent le jeu de Staline de les briser ; alors, pour nous défendre, sans aucune théorie de qui que ce soit, nous avons réagi en organisant des gardes ouvrières pour protéger nos réunions. Et j'ajouterais, par parenthèse, que nous nous protégeâmes si bien que nous avons mis un coup d'arrêt à ces manigances au prix de quelques crânes brisés, ce que j'ai personnellement beaucoup apprécié à l'époque.

M. G. – *Voici un recueil du Militant, daté 1928 à 1930, et je vous demande de vous rafraîchir la mémoire à l'aide de ce recueil, et de raconter au jury en quelles occasions des gardes ouvrières furent organisées par le groupe trotskyste. Regardez l'article, puis racontez au jury, sans lui lire l'article.*

• Le premier est daté du 1^{er} janvier 1929. Il se rapporte à une réunion où j'ai pris la parole, à New Haven, dans le Connecticut, sur le thème "*La vérité sur Trotsky et la plate-forme de l'Opposition*". C'est un compte rendu journalistique de la réunion.

M. G. – *Bon, M. Cannon, lisez juste cela, puis racontez au jury ce que vous vous rappelez sur cet incident.*

• Je me le rappelle très bien, parce qu'ils avaient envoyé une bande de voyous à la réunion, et ils la cassèrent, et m'empêchèrent de continuer mon discours, provoquèrent une bagarre, et au milieu de la bagarre, la police arriva dans la salle et déclara que la réunion était dissoute. Cette réunion se tenait au Lycéum

des Travailleurs à New Haven, dans le Connecticut, le 21 décembre 1929.

M. G. — A la suite de cela, avez-vous organisé une garde pour protéger vos réunions?

• Oui, dans le même compte rendu, il est question d'une seconde réunion tenue à Philadelphie le 27 décembre, avec Max Schachtman comme orateur, et cela raconte que, profitant de l'expérience de New Haven, ils organisèrent une garde ouvrière qui vint pour protéger la réunion, et l'orateur put parler sans être interrompu.

M. G. — Avez-vous jamais tenu une réunion où vous avez parlé, et où une garde ouvrière protégeait la réunion?

• Oui. Là, c'est le *Militant* à la date du 15 janvier 1929 (*il le montre*) qui relate une réunion où j'ai pris la parole à Cleveland, dans l'Ohio, sur ce sujet sur lequel je parlais alors, "*La vérité sur Trotsky et l'Opposition russe*", et le récit du journal raconte comment un gang de staliniens arriva ici, essaya d'interrompre la réunion, chahuta l'orateur, et commença à essayer d'utiliser la violence...

M. G. — C'était vous l'orateur, n'est-ce pas?

• C'était moi, et je me rappelle très bien que j'étais protégé par une garde que nous avions organisée, et le récit dit que la garde ouvrière forma finalement un groupe volant qui repoussa les perturbateurs hors de la réunion, et ainsi l'orateur put continuer jusqu'au bout.

M. G. — Et à la suite de cela, avez-vous parlé dans des réunions où des gardes ouvrières étaient organisées pour protéger ces réunions?

• Oui, il y a ici un récit dans le *Militant* de février 1929, qui raconte deux réunions où j'ai pris la parole dans la ville de Minneapolis.

M. G. — Vous vous souvenez de ce qui se passa lors de ces réunions?

• Oui, la première réunion, nous avons tenté de la tenir dans un local là-bas — j'ai oublié le nom, AOUW Hall, ils disent

ici — je me rappelle qu'à cette réunion, avant qu'elle ne commence, une bande de voyous staliniens a envahi la réunion, a attaqué Oscar Coover à coups de nerf de bœuf, alors qu'il était debout à la porte à prendre des tickets, je crois, a forcé le passage jusque dans la salle avant que la foule ne rentre, et quand je suis arrivé et que j'ai tenté de parlé, ils se sont levés et sont intervenus, ils ont chahuté, perturbé et interrompu la réunion, jusqu'à ce qu'elle se termine finalement en une mêlée générale, et je n'ai pas eu la possibilité de faire mon discours. Puis ce récit dit que...

M. G. — Bon, que vous rappelez-vous?

• Oui, il est relaté ici, dans ce numéro du journal, que nous allâmes alors au local de l'IWW — c'est une autre organisation radicale à laquelle nous ne sommes pas liés, mais qui avait aussi souffert des agissements des staliniens, et nous leur avons demandé s'ils acceptaient de coopérer avec nous pour organiser un service d'ordre pour protéger la réunion, de façon que je puisse parler sur le sujet sur lequel je faisais une tournée dans le pays, "*La vérité sur Trotsky et notre plate-forme*". Ils furent d'accord.

Nous avons formé une garde ouvrière à Minneapolis en janvier 1929, et l'IWW nous laissa l'usage de son local. Ils possédaient un local quelque part dans Washington street. Nous avons annoncé cette réunion largement, et fait savoir que cette réunion se tiendrait sous la protection d'une garde d'autodéfense ouvrière. Et je me rappelle personnellement qu'il y avait une telle garde, qu'ils étaient équipés de manches de haches, et se tenaient debout sur le côté de la salle, et qu'ils annoncèrent que personne ne perturberait cette réunion. J'ai parlé pendant environ deux heures, sans aucune perturbation, sous la protection de cette garde ouvrière.

M. G. — Ainsi vous pouvez dire qu'à votre connaissance ces gardes ouvrières...

• Il y a d'autres comptes rendus journalistiques, ici, si vous voulez. C'est une période où nous avons obtenu finalement le droit d'être laissés tranquilles, et alors il

n'y eut plus besoin de garde, et nous l'avons dissoute.

M. G. — A propos de la garde d'auto-défense ouvrière défendue par le Socialist Workers Party, quelle action formelle le parti a-t-il entreprise à un moment?

• Eh bien, dans cette dernière période de 1938 et 1939, nous avons été confrontés à un mouvement fasciste naissant dans quelques endroits du pays. Différentes organisations, avec des noms divers, commencèrent à prêcher les doctrines hitlériennes dans ce pays, et essayèrent de pratiquer les méthodes hitlériennes d'intimidation physique des réunions ouvrières, des Juifs, des magasins juifs, et d'interdiction de la libre expression par des méthodes violentes.

A New York, cela devint un problème assez aigu. Les divers "Bundists" et autres groupes associés à New York commençaient à pratiquer le cassage des rassemblements de rue, alors même que notre parti ou quelque autre parti ouvrier essayait de prendre la parole avec l'autorisation des autorités de la ville. Ils avaient l'habitude de tourner aux alentours, de molester les boutiquiers juifs, de les empêcher de travailler, de les battre, de les provoquer pour qu'ils se bagarrent, etc.

Il y avait une organisation qui était déchaînée à cette époque, appelée les "Silver Shirts" (*Chemises d'argent*). Je ne souviens pas d'eux à New York, mais dans des points divers de l'Ouest et du Middle West.

M. G. — Vous rappelez-vous le "Christian Front" (Front chrétien)?

• Oui, à New York, les Bundists et le Christian Front, et deux ou trois autres organisations qui se réclamaient du fascisme, avaient l'habitude de monter ce genre de coups. A cette époque, la libre expression était entravée de façon flagrante à Jersey City sous l'autorité de cet homme, Hague, qui annonça qu'il était la loi, prit l'habitude de chasser le peuple de la ville, et qui permit que les réunions soient cassées ostensiblement, non pas par les autorités, mais par des "citoyens outragés" que lui et son gang avaient organisés à cet

effet. D'une façon générale, il y avait alors des signes — il y avait beaucoup de mécontentement et d'agitation dans le pays — il y avait des signes qu'un mouvement fasciste était en train de monter, et se posa la question de comment nous allions nous protéger, et pas seulement nous, mais comment les syndicats allaient se protéger. Par exemple, à Jersey City, faire des piquets était interdit par ces moyens, et le droit de grève était enfreint — c'était des questions très sérieuses d'entraves aux libertés civiles par des corps non officiels.

En nous fondant sur les expériences des mouvements fascistes allemands et italiens, qui commencèrent comme bandes de voyous, et finirent par détruire complètement les syndicats, toutes les organisations ouvrières et tous les droits civiques — nous sommes arrivés à la conclusion que les fascistes devaient être rencontrés sur leur propre terrain, et que nous devions promouvoir le slogan de garde ouvrière pour protéger les réunions, les locaux et les institutions ouvrières contre la violence crapuleuse des fascistes naissants.

Nous discutâmes de cela avec Trotsky ; sa contribution à cela fut d'abord un exposé sur le développement du mouvement fasciste en Europe. Je ne me rappelle pas aujourd'hui si il fut à l'origine de l'idée, mais quoi qu'il en soit il appuya chaleureusement l'idée que notre parti devait proposer que les syndicats, dès lors que leur tranquillité était menacée par ces voyous, devraient organiser des gardes ouvrières pour se protéger.

M. G. — Et est-ce que les syndicats suivirent les conseils du parti?

• Je me souviens que nous avons organisé, en coopération avec quelques autres radicaux, et quelques Juifs — même des Juifs nationalistes qui n'étaient pas d'accord avec notre programme socialiste, mais étaient d'accord pour défendre leurs droits humains à vivre — nous avons formé à cette époque une garde ouvrière à New York. Pour protéger les réunions, non seulement de notre parti, mais aussi de toute organisation menacée par ces voyous. Pour protéger les citoyens des agressions dans le Bronx, où ces voyous

intimidaient et insultaient les Juifs. Cette garde assumait plusieurs bagarres et combats avec ces gangs.

Puis, les conditions dans le pays commencèrent à changer. La situation économique se redressa un peu. La question de la guerre en Europe commençait à monopoliser l'attention, et à l'éloigner de ces Hitlers américains de province.

Le mouvement fasciste tomba dans la passivité, notre garde ouvrière à New York n'avait plus rien à faire et elle cessa tout simplement d'exister. A Los Angeles, si je me rappelle bien, il y eut une expérience similaire.

M. G. – Est-ce que des syndicats internationaux ont adopté cette idée, pour autant que vous le sachiez?

• Je ne sais pas. Je sais que la question est apparue dans le syndicat des travailleurs de l'habillement, qui était doublement concerné par cette affaire parce que, d'abord, comme syndicat, ils étaient menacés par la montée du fascisme, et deuxièmement, un pourcentage important de leurs membres sont des Juifs, qui sont considérés comme leurs victimes préférées par ces voyous.

Une résolution en faveur de cette idée passa dans l'un des syndicats de l'habillement de New York, elle fut alors envoyée au Bureau exécutif international pour être prise en considération, et il y eut quelques courriers et quelques entrevues entre nos camarades qui avaient soutenu l'idée et les fonctionnaires du syndicat international des femmes travailleuses de l'habillement. Je ne crois pas que cela soit allé plus loin, ni dans un sens ni dans l'autre, parce que le mouvement fasciste s'est effondré, et la question fut gelée.

M. G. – Donc la question des gardes ouvrières dépérit à cause d'un changement de situation?

• Oui. Nous avons gardé la proposition de garde ouvrière dans notre programme. Je crois que c'est dans la page éditoriale du *Militant*, comme l'un des points que nous proposons comme programme d'action.

M. G. – Et cela devient vital spécialement en vue d'un possible mouvement fasciste dans notre pays?

• Oui. A cette époque, notre journal était plein d'histoires et d'articles à propos des Bundists et des membres du Christian Front, etc., mais si vous regardez les suivants, ils montrent un recul graduel du nombre d'échos sur la violence fasciste. Et la question de la garde ouvrière a quitté les pages du journal, et n'est plus désormais qu'occasionnellement mise en avant comme slogan.

(La pièce H de la défense est marquée pour identification)

J'ajouterais, M. Goldman, pour autant que je sache, qu'il n'existe aujourd'hui nulle part dans le pays de garde d'autodéfense ouvrière en activité, à laquelle des membres de notre parti seraient associés, pas à ma connaissance. Mais nous conservons cette idée de manière pédagogique au cas où les syndicats devraient renouer à nouveau avec l'expérience de ce temps-là.

M. G. – Je vous montre, Votre Honneur, la pièce H-1 à H-5 de la défense, soit une copie d'une résolution intitulée "Résolution du congrès sur la garde d'autodéfense ouvrière", publiée dans Socialist Appeal du 7 juillet 1939.

Le Président – C'est enregistré.

M. G. – Je n'ai pas l'intention de la lire, parce que le témoin en a fait un exposé.

Le témoin est à vous.

Le Président – Je pense que nous devrions faire la pause maintenant.

(Pause de l'après-midi)

CONTRE-INTERROGATOIRE

Par M. Schweinhaut (Procureur)

M. S. – Vous avez déclaré lors de l'interrogatoire par la défense que l'expropriation de la propriété privée,

sans indemnité, n'était pas un principe du Socialist Workers Party, mais je voudrais vous lire la phrase suivante tirée de la Déclaration de principes, et vous poser une question dessus: "La plus importante des mesures économiques et sociales qui doit être prise par un Etat ouvrier à ses débuts est l'expropriation et la socialisation, sans indemnité, de tous les monopoles de l'industrie, de la terre, des mines, des usines, de la marine marchande, tous les services publics, les chemins de fer, toutes les banques, les agences de crédits, et les commerces d'or, et tous les autres services et fournitures que le gouvernement jugera nécessaire de prendre pour poser les fondations d'une société socialiste."

Que dites-vous de cela, M. Cannon?

* Si je me souviens bien, j'ai dit que ce n'est pas un principe du marxisme que les propriétés prises par le gouvernement ne soient pas indemnisées.

M. S. — Etes-vous tout à fait certain que vous parliez du marxisme en le distinguant du programme du parti?

* Je pense que je me suis référé aux marxistes qui font autorité. J'avais particulièrement à l'esprit l'autorité de Trotsky.

M. S. — Bon, de toute façon c'est un principe du Socialist Workers Party que ces propriétés seront prises sans indemnité?

* C'est dans la Déclaration. Mais ce n'est pas un principe.

M. S. — Voulez-vous bien expliquer pourquoi les propriétaires actuels de ces propriétés, qui ont acquis leur bien par des moyens constitutionnels, ne recevraient rien en compensation? Pourquoi ce principe fait-il partie du programme du parti?

* Les "soixante familles" qui possèdent la masse des industries et des banques d'Amérique n'ont pas légitimement le droit à tant de possession et de pouvoir sur les vies des gens qui ont produit cette propriété par leur travail.

M. S. — Ne leur donneriez-vous donc aucun crédit pour leur propre travail, leur effort, leur éducation, leur intelligence...

* Si, je leur donnerais le même crédit qu'à chaque citoyen qui participe à la production de la richesse du pays — c'est-à-dire la possibilité d'exister dans la nouvelle société sur une base d'égalité.

M. S. — Oui. Mais je parle du moment où vous prenez le pouvoir et avec lui la propriété, de ce moment où vous prendriez la propriété sans indemnité, et je vous demande, en conséquence, pourquoi à ce moment-là vous ne prenez pas en compte l'effort, le travail, l'intelligence, et j'ajouterais le risque de perdre, qui a été constamment présent, de ces gens?

* Ce qui nous intéresse, c'est le bien-être de la grande masse des gens. Leur bien-être requiert catégoriquement que les usines productives de ce pays soit transférées de mains privées dans des mains publiques.

C'est ce qui nous intéresse en premier. L'industrie doit être nationalisée — la propriété privée doit être éliminée du processus industriel. La question des droits et des intérêts du, en comparaison, petit pourcentage de la population qui sera touché par ces mesures drastiques est naturellement secondaire par rapport à ce que nous considérons comme une nécessité publique, l'intérêt public.

Je ne vois aucune raison de principe pour laquelle ces gens, qui sont désormais privés de leur capacité ou de leur pouvoir d'exploiter les travailleurs, ne se verraient pas accorder de la considération à la condition qu'ils se plient à la volonté de la majorité. On peut leur donner une pension, de la considération du fait de leur âge, ou de leur incapacité à travailler, ou de leur accord de ne pas résister par la force au mandat de la majorité.

En fait, je crois que nous serions pour cela.

M. S. — Vous leur donneriez une pension?

* Peut-être, oui.

M. S. — Bon, maintenant, est-ce votre théorie que quiconque a acquis de grandes propriétés ne pourrait l'avoir fait par d'autres moyens que par l'exploitation des travailleurs?

• C'est de cette façon que la propriété est créée sous le capitalisme.

M. S. — Maintenant, voulez-vous, s'il vous plaît, nous dire ce que vous entendez par "exploitation"?

• Cela signifie l'emploi du travail salarié en le payant moins que la valeur du produit du travail.

M. S. — Eh bien, alors, c'est un postulat, dirons-nous, du Socialist Workers Party selon lequel personne qui travaille n'est payé correctement dans le système actuel de gouvernement?

• Je ne dirais pas "personne". Il y a des gens qui sont drôlement surpayés.

M. S. — Je parle des travailleurs — ces mêmes travailleurs dont vous parlez.

• Oui, je veux bien concevoir que même un ouvrier peut être surpayé — un ouvrier improductif, maladroit ou négligent.

Mais quand nous parlons du travail salarié, nous parlons de la moyenne, et de la règle générale.

Le marxisme travaille sur le général, et pas sur l'analyse de chacun et de tous les individus ouvriers. Les travailleurs, pris collectivement et en moyenne, produisent une énorme quantité de richesses pour lesquelles ils ne reçoivent pas l'équivalent en salaires. C'est la plus-value, selon la terminologie marxiste. C'est le profit qui va dans les mains des capitalistes, qui ne retourne pas aux travailleurs, mais qui est un profit de l'investissement.

M. S. — Et vous pensez qu'ils ne doivent pas retirer de profit de leurs investissements?

• Nous voulons éliminer l'entière du système du profit. Nous voulons une production pour l'usage, pas pour le profit.

M. S. — Bon, vous ne voulez pas seulement exproprier la propriété des "soixante familles", mais dans une large mesure de quiconque possède de la propriété, est-ce exact?

• Notre programme exclut spécifiquement l'expropriation ou l'intervention sur les petits propriétaires. Nous parlons des gens qui ont de grosses holdings, et exploitent le travail. Leur propriété doit être transférée à la propriété et au contrôle du public, représenté par le gouvernement ouvrier et paysan.

M. S. — D'où vient le terme de "soixante familles"?

• A ma connaissance, il arriva la première fois à l'attention du public dans un livre écrit par un journaliste brillant nommé Ferdinand Lundberg.

Il y a quatre ou cinq ans, M. Lundberg a mené des recherches sur la propriété et le contrôle de l'industrie, des banques etc. en Amérique. De ses recherches exhaustives, il a tiré un livre remarquablement documenté, intitulé *Les Soixante Familles d'Amérique*, dans lequel il met en lumière des faits et des chiffres qui prouvent qu'en Amérique, le contrôle décisif de l'industrie, des banques et des autres institutions qui représentent la richesse économique réelle et le pouvoir de ce pays — que tout cela est la propriété et sous le contrôle de soixante familles, qu'il a énumérées.

Le travail de M. Lundberg, autant que je sache, n'a jamais été sérieusement remis en cause. Je me rappelle que même une figure aussi représentative de l'administration actuelle que le secrétaire Ickes s'exprima à la radio et se référa à ce livre comme faisant autorité, pour défendre quelque position dans une dispute politique du moment.

M. S. — Alors donc, vous avez utilisé le terme — quand vous l'utilisez dans la littérature du parti — littéralement, donc, n'est-ce pas, en faisant référence spécifiquement à soixante familles spécifiques?

• Je ne dirais pas que c'est une description littérale rigoureuse. C'est une approximation de la situation réelle. Nous ne proposons pas de limiter la chose exacte.

tement à cela, mais l'expression "soixante familles" illustre de façon parlante ce qui s'est passé dans ce pays. Pendant que les travailleurs travaillaient et les cultivateurs cultivaient, soixante familles prenaient le contrôle du pays, et c'est un symbole très éloquent pour notre agitation. Beaucoup de gens ne réalisent pas ce qui s'est passé en ce qui concerne la concentration des richesses de ce pays.

M. S. – Laissez-moi vous poser une question ou deux, s'il vous plaît, à propos du concept de gouvernement capitaliste, impérialiste. Vous avez dit que le gouvernement actuel des Etats-Unis est à la fois capitaliste et impérialiste.

• Oui.

M. S. – Vous croyez, donc, que le gouvernement est l'outil des capitalistes?

• Il représente les capitalistes.

M. S. – Et alors, pour supprimer les capitalistes, qui vous résisteraient, il s'ensuit, naturellement, que vous devez supprimer le gouvernement?

• Nous allons changer le gouvernement.

M. S. – Donc vous allez supprimer le gouvernement, comme conséquence naturelle du fait de supprimer les capitalistes. C'est correct, n'est-ce pas?

• Après que nous aurons obtenu la majorité, et pris le pouvoir — si ce pouvoir vient dans nos mains par un processus pacifique, démocratique, dans ce cas nous changerons radicalement la structure entière du gouvernement, en le réorganisant sur la base de la représentation des conseils, comme je l'ai expliqué ce matin.

M. S. – Bon, maintenant, supposez que le gouvernement ne suive pas l'exemple du Comte Károlyi et se retourne contre vous. Alors vous allez le prendre, n'est-ce pas?

• Vous voulez dire s'ils résistent à une majorité dans une élection démocratique?

M. S. – Oh, vous allez faire ça par les élections?

• Nous participons tout le temps aux élections. Tout ce que nous avons dit, c'est que la classe dirigeante de ce pays aura recours à la violence avant qu'il y ait une réelle opportunité de vérifier qui est majoritaire et qui est minoritaire par un processus démocratique.

M. S. – Bon, maintenant, dites-nous comment vous pensez que cela va arriver, comment cela va-t-il marcher dans ce pays. Pour répondre à cette question, n'utilisez pas, s'il vous plaît, l'exemple d'une autre révolution. Mais comment vous pensez que cela va se passer ici? Laissez moi vous suggérer votre manière de penser là-dessus. Vous dites: s'ils résistent à une élection, ou quelque chose du même genre... Dites-nous ce que vous entendez par là. Donnez-nous le programme comme vous l'envisagez.

• Au train où vont les choses aujourd'hui, et comme elles vont probablement aller dans un futur proche, nous, comme parti minoritaire, allons continuer à prêcher nos doctrines, à recruter des membres, à faire de notre mieux pour devenir plus gros, plus populaires, et obtenir un plus large soutien.

Naturellement, si nous devons nous reposer seulement sur l'efficacité de nos idées, les choses étant ce qu'elles sont, nous ne grossirons pas très vite ; mais, en tant que marxistes, nous pensons que le développement de l'histoire viendra puissamment en aide à nos idées. La faillite continue du système actuel, son incapacité à résoudre ses problèmes, les conditions qui sont de pire en pire pour les gens vont les pousser sur la route de la recherche d'une solution à ce qui leur semble être une situation absolument désespérée.

Sous ces conditions, notre programme peut apparaître aux gens comme de plus en plus plausible, de plus en plus raisonnable, et nous pourrions devenir un parti plus fort. C'est déjà arrivé avec des partis qui avaient des idées semblables.

M. S. – Je comprends, maintenant, vous vous débrouillez bien. Mais comprenez que je veux vous entendre dire comment vous pensez que cela va marcher dans ce pays.

• Si notre parti se renforce, ce sera en soi un reflet de la montée et du développement du mouvement ouvrier large, des syndicats. Les syndicats seront poussés de plus en plus au bord d'actions agressives, parce que les capitalistes d'Amérique ne pensent pas que les travailleurs ont droit à une vie décente, à des horaires décents, et voudront essayer de pressurer les travailleurs au maximum.

Les capitalistes essaieront d'utiliser le prétexte de la "défense nationale" et du danger de guerre pour priver les travailleurs du droit de grève. Et une fois qu'ils auront privé les travailleurs du droit de grève sous de prétendus prétextes patriotiques, alors les capitalistes vont commencer à pressurer les salaires, et à refuser toute concession, et pousseront les travailleurs sur la voie d'une attitude plus radicale vis-à-vis de l'état des affaires, et notre parti se renforcera grâce à cela.

La chose qui apparaîtra probablement ensuite à l'horizon, ce seront les tentatives des soixante familles et de leurs supporters pour stopper la popularisation d'idées hostiles aux capitalistes, et de contrôler par la législation l'organisation des travailleurs. Vous avez le début de cela ici, dans le Minnesota, avec la loi antigrevé Stassen.

Ils commenceront à arrêter les gens pour avoir exprimé leurs opinions légitimes, les mettront en prison, monteront des coups contre eux. Ils commenceront à organiser des bandes de voyous fascistes, comme en Allemagne Fritz Thyssen, le gros magnat de l'acier, qui avoua qu'il avait donné des millions de marks pour financer l'organisation des voyous de Hitler. La tâche des voyous de Hitler était d'aller casser les réunions de travailleurs, et par des attaques violentes, de priver les travailleurs de leurs libertés civiques et de leurs droits démocratiques.

M. S. – Les capitalistes vont utiliser la législation?

• Oui, une législation violant le Premier amendement de la Constitution qui interdit de telle législation.

Et dans cette situation, ils vont aller à la guerre. Ils ne s'arrêteront pas à une armée

d'un million et demi d'hommes ; ils vont organiser une armée de cinq millions. Ils vont envoyer des millions de garçons américains au loin pour leurs aventures guerrières impérialistes, pour protéger leurs marchés et leurs profits. Des vies vont être perdues.

Les conditions au pays vont devenir pire, parce que ces soixante à cent milliards de dollars qu'ils se sont appropriés pour les dépenses gaspillées pour la guerre devront être payés par quelqu'un, et ils essaieront que ce soient les masses et les paysans pauvres qui payent.

La misère montera et s'étendra, et les revendications vont monter dans ce pays, parmi le peuple qui veut la liberté et le droit de vivre, d'une façon ou d'une autre, hors de cette maison de fous où règnent la guerre, le chômage et le fascisme grandissant.

M. S. – Cela se passera durant la guerre, cette partie de votre histoire?

• Eh bien, cela peut survenir pendant la guerre, si la guerre se prolonge. Ou cela peut arriver d'une manière rapide et catastrophique à la fin de la guerre, quand des millions d'hommes retourneront à la maison, après des victoires ou des défaites, selon le cas, pour ne trouver aucun travail pour eux, car la prospérité économique d'aujourd'hui se sera effondrée parce qu'elle était basée sur la production d'armements.

Dès l'instant où ils arrêteront de construire des navires de guerre, et des bombardiers, et des munitions, et tous les autres attirails de guerre, vous aurez une armée de quinze ou vingt-cinq millions de chômeurs dans ce pays. Les petits entrepreneurs vont être ruinés, et les paysans qui traversent une crise chronique depuis vingt-cinq ans verront leurs conditions de vie encore détériorées.

Les gens de ce pays vont commencer à réfléchir sérieusement à trouver une solution politique à la crise où les leaders actuels les ont conduits, et dont ils sont incapables de les tirer. Voilà comment j'imagine le développement de la situation.

Que voulons-nous, alors? Nous voulons le simple droit de défendre nos idées. Nous voulons le droit de nous exprimer librement, d'avoir une presse libre, de nous réunir librement.

M. S. — Je sais, mais je pense que vous vous éloignez un petit peu du sujet.

Vous étiez arrivé au point de votre histoire où il se passe que tout le monde est vraiment malheureux de la situation, ou peut-être pire que malheureux — en colère. Continuez à partir de ça, et dites-nous quelle en est la prochaine étape?

• C'est ce que je comptais faire. Je disais, que voulons-nous dans cette situation? Nous voulons la possibilité de continuer à expliquer au peuple d'Amérique quel est notre plan pour sauver la situation.

Voilà ce que nous voulons, et si cette revendication est satisfaite, nous porterons notre programme lors des élections. Nous ferons voter des résolutions dans les syndicats. Nous ferons voter des résolutions dans les organisations paysannes. Nous essaierons de mettre sur pied des conférences entre les ouvriers des villes et les paysans, pour voir si nous pouvons travailler à élaborer un programme commun pour proposer une solution.

Nous participerons aux élections, et si nous sommes élus et non privés de nos droits électoraux, nous commencerons à débattre de cette question au Congrès. A cette petite condition que nous gardions nos droits constitutionnels, nous avons toutes les raisons de croire que nous gagnerons la majorité du peuple à notre programme. Et la question de savoir si la volonté de la majorité sera imposée tranquillement et démocratiquement ne sera pas de notre ressort, mais de celui des soixante familles, suivant qu'elles voudront commencer la violence ou qu'elles voudront accepter une solution pacifique.

M. S. — Attendez une minute. Vous n'avez pas encore obtenu le contrôle par les élections du gouvernement. Vous en êtes juste au point où, peut-être, vous avez gagné une élection ou deux. Vous considérez que vous pourrez être élus et contrôler le gouvernement?

• Je pense que c'est concevable, oui.

M. S. — Je veux dire, c'est ce que vous souhaitez? C'est votre but?

• C'est le but, nous avons des candidats pour qu'ils soient élus.

M. S. — Croyez-vous que vous pourrez réussir à prendre le contrôle ou à acquérir, dirons-nous, le pouvoir gouvernemental en étant élus?

• Nous pouvons réussir si il n'y a pas d'empêchement violent de la part des capitalistes.

M. S. — Vous voulez dire, les capitalistes ne vous laisseront pas être élus?

• Quand nous disons que c'est une illusion d'attendre effectuer la transformation sociale par l'action parlementaire, cela ne veut pas dire que nous ne voulons pas le faire, ou que nous n'accepterions pas avec bonheur une telle méthode. Nous ne croyons pas, sur la base de notre connaissance de l'histoire, sur la base de notre connaissance de l'avidité et de la rapacité de la classe dirigeante américaine, qu'elle permettra un tel type de solution.

M. S. — Bon, revenons à la question que je vous ai posée. Vous ne croyez pas que les capitalistes, les soixante familles et tout ce truc, vous permettront d'être élus au pouvoir?

• Non.

M. S. — Comment vont-ils empêcher cela — vont-ils empêcher les gens de voter?

• Ils peuvent empêcher cela de diverses manières.

M. S. — Comment vont-ils faire?

• Ils peuvent abroger les élections.

M. S. — Racontez-nous cela, s'il vous plaît?

• Vous savez, cela a été fait si souvent et dans tant de pays, qu'il n'y a là rien de nouveau.

M. S. — Comment vont-ils faire?

• Annuler les élections ; et vous savez, nous ne sommes pas les seuls à prévoir ce genre de possibilité.

M. S. – Vous voulez dire qu'ils vont tout simplement ne pas autoriser la tenue d'élections?

• Même une figure publique telle que Lindbergh a posé sérieusement la question de savoir si les élections au Congrès de 1942 seraient autorisées. Je crois qu'il va un peu vite, mais en tout cas ce n'est pas nécessairement une idée trotskyste, qu'ils vont empêcher les élections.

M. S. – Ce n'est toujours pas clair, pour moi. J'essaie de comprendre maintenant comment les capitalistes vont vous empêcher d'être élus. Vous avez dit qu'il y avait plusieurs moyens de le faire. L'un d'eux est l'abrogation des élections. Maintenant, je vous demande, que voulez-vous dire par là? Vous voulez dire que les capitalistes ne vont pas permettre du tout que les élections se tiennent?

• C'est possible, oui.

M. S. – C'est un moyen par lequel vous pensez qu'on va vous empêcher d'être élus au gouvernement?

• C'est un moyen, oui ; cela a déjà été fait.

M. S. – Ici?

• Ici pas encore, non. En France, le gouvernement Pétain n'a pas été élu, et n'a pas organisé d'élections pour être ratifié. Ils ont mis fin au Parlement démocratique. Je pense personnellement que...

• *Le Président – Je crois, M. Cannon, que vous devriez vous attacher à la lettre de la question. Nous ne sommes pas intéressés par les élections en France, à ce stade de la procédure.*

M. S. – Maintenant, je ne voudrais pas prolonger ceci, mais je voudrais vraiment que vous essayiez de me répondre. Je veux savoir à nouveau comment les capitalistes des Etats-Unis d'Amérique vont vous empêcher d'être élus au gouvernement. Vous avez décrit l'un des moyens. Ils vont empêcher les élections d'avoir lieu.

• Oui.

M. S. – Dites-nous quels autres moyens ils vont utiliser pour vous empêcher d'être élus au gouvernement?

• Un autre moyen est de faire passer une législation discriminatoire, pour pénaliser les partis ouvriers.

M. S. – Expliquez cela, s'il vous plaît.

• En restreignant le fonctionnement des partis ouvriers, en empêchant la pleine liberté d'action, qui serait nécessaire pour assurer la victoire au Parlement.

M. S. – D'autres moyens?

• Oui. Un autre moyen, le moyen le plus vraisemblable pour les soixante familles, c'est d'organiser et de financer un mouvement fasciste dans le but de détruire le mouvement ouvrier par la force avant qu'il ait la possibilité d'éprouver sa force dans les élections. C'est de cette façon que cela s'est passé en Italie, et j'aimerais expliquer que je n'utilise ces références à d'autres pays que parce qu'elles jettent la lumière sur le processus possible ici. Il n'était pas dans mon intention d'apporter ces exemples pour sortir du sujet. Nous pensons que la société capitaliste agit dans un pays ou un autre selon des lois semblables dans des conditions semblables.

M. S. – Comment allez-vous empêcher ces choses d'arriver? Vous voulez les stopper avant qu'elles n'arrivent, je suppose?

• Oui.

M. S. – Comment allez-vous faire?

• D'abord, nous allons essayer d'imposer nos droits. Nous allons faire de notre mieux pour obtenir le soutien de suffisamment de gens, qu'ils soient d'accord avec nos théories politiques ou pas, pour maintenir le processus démocratique et les droits civiques de toute la population. Nous allons essayer de faire cela.

Quand nous verrons des bandes fascistes s'organiser dans le but de casser le mouvement ouvrier, nous conseillerons

aux travailleurs, avant qu'il ne soit trop tard, d'organiser des gardes ouvrières pour empêcher les voyous fascistes de casser les organisations et les réunions ouvrières.

Ce sont là les deux idées les plus importantes et immédiates que nous avons pour protéger les droits des travailleurs et leurs possibilités de développer leur mouvement dans un processus démocratique.

M. S. — Supposons qu'il n'y ait pas d'abrogation des élections. Vous allez continuer à faire seulement de la propagande, c'est exact?

- C'est juste.

M. S. — Pour essayer d'être élus au gouvernement?

- C'est juste.

M. S. — Peu importe le temps qu'il faudra?

- Nous ne pouvons pas du tout déterminer le temps qu'il faudra.

M. S. — Maintenant, comment croyez-vous que les capitalistes vont abroger les élections? Comment vont-ils réaliser cet objectif?

- Ils peuvent le faire de différentes façons — par décret, par vote du Congrès déclarant qu'on est en état d'urgence, et que cela requiert de se dispenser des batailles électorales, et remettant le pouvoir dans les mains du président, ou de quelqu'un qui dirigera pendant cette période, qui peut être longue ou courte — mais plus probablement, cela serait long.

C'est précisément ce qui fut fait à un Parlement légalement constitué, élu par les suffrages du peuple français, comprenant des représentants de divers partis — socialistes, radicaux-socialistes, conservateurs, communistes, et d'autres partis. Ce Parlement fut dissout, et un dictateur nommé avec le pouvoir de diriger le pays comme il l'entend jusqu'à nouvel ordre. C'est arrivé juste comme ça (*il fait un geste*).

M. S. — Supposons qu'ils ne fassent pas ces choses que vous prévoyez, et que

vous soyez élus au gouvernement, que vous contrôliez le Sénat et la Maison-Blanche, disons, et que vous êtes élu président, également. Pensez-vous alors que l'armée va se tourner contre vous et essayer de résister à votre autorité?

- Je prévois que certains des officiers vont le faire — ceux qui sont liés le plus étroitement aux cercles les plus élevés de la classe dirigeante. Je m'attendrais à ce que certains d'entre eux essaient de disputer l'autorité du gouvernement du peuple. C'est arrivé dans d'autres cas.

M. S. — Oui, je sais que vous pouvez illustrer cela. Mais je parle de ce pays. Vous êtes maintenant élus au gouvernement. Alors, dites-nous comment vous pensez que la résistance à votre autorité va être organisée. Qui va le faire, et comment cela va-t-il se faire?

- Cela serait fait par les agents de la classe dirigeante qui résistera contre son éviction.

M. S. — Pensez-vous que l'armée et la flotte du gouvernement des Etats-Unis vont retourner leurs armes contre vous alors que vous êtes dûment élus au gouvernement?

- Oui, je m'attends à ce que certains des officiers le fassent — pas tous. Si toute l'armée et la flotte est dans un tel état d'esprit, cela serait manifestement impossible d'être élus en première place, parce que l'armée et la flotte sont plus ou moins, à la base, le reflet de la population en général, et si nous sommes élus par une majorité de votes, vous pouvez être sûr que notre popularité parmi la masse des gens se refléterait au sein de l'établissement militaire. C'est toujours comme ça.

M. S. — Bien, comment résisteriez-vous à un soulèvement contre vous?

- De la même façon que Lincoln en 1861.

M. S. — Auriez-vous déjà une armée, ou utiliseriez-vous l'armée que vous trouveriez en arrivant au pouvoir?

- Nous prendrons juste les mesures qui seront possibles. Une bonne partie de

l'armée américaine et de ses meilleurs officiers en 1861 se révolta contre l'autorité du gouvernement légalement élu de Lincoln. Lincoln prit ce qu'il put et en recruta d'autres, et ils se sont battus, et j'ai toujours pensé que c'était une idée merveilleusement bonne.

M. S. – Mais entre temps, vous voulez construire une milice ouvrière, n'est-ce pas?

• Une garde ouvrière d'autodéfense, oui.

M. S. – Je veux dire, pas seulement dans le but de défendre les locaux des syndicats, mais pour d'autres propos, n'est-ce pas exact? Ne voulez-vous pas construire, tout en avançant vers la prise du pouvoir, une milice ouvrière? Pour vous aider quand vous serez au pouvoir?

• Nous utilisons le terme "garde d'autodéfense ouvrière" parce que c'est le terme le plus américain, et qu'il définit le plus facilement et le plus précisément ce que nous voulons. Les gardes d'autodéfense ouvrières grossiront en taille et en force tant qu'elles auront une tâche à accomplir, pas parce que nous voulons qu'elles grossissent.

Si les fascistes grossissent et combattent les syndicats, les syndicats doivent inévitablement contrer ce mouvement en développant leurs gardes d'autodéfense, et si les gardes d'autodéfense sont surpassées par les gangsters fascistes, les voyous et les nervis, la seule réponse des syndicats sera de renforcer les gardes, et au cours de cette lutte entre les bandes fascistes et les gardes ouvrières, nous espérons que les gardes ouvrières deviendront plus fortes et deviendront finalement une puissance très efficace.

M. S. – Bon, laissons un peu de côté ce sujet. Vous ne pensez pas que vous allez être élus au gouvernement, n'est-ce pas?

• Non, notre programme dit que nous ne le pensons pas, pour les raisons que je vous ai données.

M. S. – Mais vous pensez prendre le pouvoir, néanmoins, n'est-ce pas?

• Oui, la révolution ne peut pas être stoppée par une abrogation, parce que la révolution est un formidable mouvement social, des grandes masses du peuple.

M. S. – Donc votre parti attend l'inévitable guerre civile amenée par les différences entre vos vues et celles des capitalistes?

• Si vous me permettez, je voudrais dire que nous n'attendons pas cela dans le sens que nous le souhaiterions.

M. S. – Je vous comprends, oui.

• Et nous ne considérons pas que c'est inévitable. Une variation du processus historique est possible.

Mais nous disons que la probabilité écrasante, basée sur l'expérience historique, c'est que la classe dirigeante de ce pays essaiera de résoudre le conflit avec les travailleurs par la violence fasciste avant que nous ne gagnions la majorité au Congrès. Ou si on en arrivait au point que nous gagnions la majorité au cours d'élections démocratiques, la classe dirigeante organiserait une rébellion des partisans de l'esclavagisme contre. Et nous entreprendrions de réduire cette rébellion de la façon la plus définitive possible.

M. S. – Et pour cela, vous voulez construire par avance une armée de travailleurs, n'est-ce pas?

• On ne peut pas construire simplement par programme une armée ouvrière en vue de faire face à ce genre de situation. La force des travailleurs se développera à partir de leurs syndicats, de leurs gardes d'autodéfense, des soldats du rang et des paysans qui sont dans l'armée, et qui ne soutiendront pas la révolte des esclavagistes. Nous ne serons pas sans ressources, si nous obtenons la majorité du peuple.

M. S. – Je comprends cela. Maintenant, la mise en place de gardes d'autodéfense syndicales serait très bénéfique pour votre programme si la résistance que vous prévoyez arrive, n'est-ce pas?

• Cela serait une chose indispensable, oui.

M. S. — *Donc, c'est une bonne idée pour votre objectif final d'avoir des gardes d'autodéfense syndicales dès maintenant?*

• Ce serait une bonne idée si on pouvait les organiser. Mais on ne peut pas organiser des gardes ouvrières simplement parce qu'on le veut — mais seulement s'il y en a un besoin pressant, évident pour les travailleurs, indépendamment de leur accord avec nos idées.

M. S. — *Ce serait une chose plaisante, n'est-ce pas, que le Socialist Workers Party soit capable d'organiser des gardes ouvrières d'autodéfense dans tous les syndicats, pour les objectifs finaux du parti?*

• J'irais plus loin que cela, et je dirais que l'établissement de gardes d'autodéfense ouvrières est un processus presque automatique au fur et à mesure que les syndicats sont confrontés à la violence des crapules fascistes. Notre tâche sera d'accélérer cela, de dire que c'est une bonne idée, de les construire et de les rendre plus fortes, et de ne pas laisser les fascistes casser notre mouvement et nous conduire à l'esclavage.

Mais une garde n'est pas quelque chose que nous pouvons tirer du néant. C'est un processus naturel se développant à partir de la lutte et nous essayons de le voir à l'avance, nous essayons de l'accélérer, nous essayons d'en populariser l'idée, de convaincre les travailleurs que c'est une bonne chose, et qu'ils doivent s'activer pour cela.

Mais peu importe combien de livres nous écrivons, ou combien fort nous braillons, nous ne pourrions pas organiser une garde ouvrière dans un endroit où le syndicat ne serait pas intéressé à cela. C'est illustré, on pourrait dire, par l'affaire de Minneapolis, où nous avons de très bons amis, et des camarades influents dans les syndicats — mais lorsque la menace des Silver Shirts a disparu, la garde d'autodéfense n'a plus eu aucune fonction, et est tombée en inactivité. Cela ne peut pas être construit artificiellement.

M. S. — *Etes-vous en train de nous dire que les gardes syndicales n'existent plus?*

• Je ne sais pas s'il en existe encore formellement, mais elles ne fonctionnent pas, autant que je puisse en juger à partir de témoignages.

M. S. — *Maintenant, laissez-moi vous poser une question: après que vous aurez le pouvoir, vous allez construire une armée, n'est-ce pas?*

• En fin de compte, oui.

M. S. — *Votre Déclaration de principes dit que l'Etat ouvrier n'aura pas d'armée professionnelle, mais dépendra d'une milice de masse ouvrière dans laquelle les grades autres que ceux requis pour l'efficacité technique seront abolis et où un contrôle démocratique sera exercé par les hommes du rang sur les officiers.*

• Cela a toujours été la conception marxiste de l'armée.

M. S. — *Eh bien, voudriez-vous développer un petit peu là-dessus?*

• Nous voulons en finir avec l'armée de métier. L'Etat ouvrier aurait probablement besoin pendant un certain temps d'une institution militaire, même si nous arrivions à un accord avec les capitalistes expropriés pour leur accorder une rente en échange de leur soumission aux décisions de la majorité. Il y a la possibilité qu'une Europe capitaliste, un Hitler ou quelque chose comme ça menace notre pays, et nous devrions conserver une institution militaire pour défendre le pays.

Notre idée est de ne pas avoir de soldats de métier, excepté, bien sûr, pour des raisons de compétences techniques. Chaque citoyen valide devrait pouvoir être appelé au service militaire, à tour de rôle. Le peuple devrait être armé.

M. S. — *Je pense que je peux comprendre cela, probablement, mais spécifiquement, voulez-vous nous dire ce que cela signifie (il lit la Déclaration de principes): "Dans laquelle les grades autres que ceux requis pour l'efficacité technique seront abolis et où un contrôle démocratique sera exercé par les hommes du rang sur les officiers". Qu'est-ce que cela signifie?*

• Il doit y avoir un certain nombre de gens dans l'institution militaire qui sont compétents dans certaines techniques — l'artillerie, l'aviation, etc.

Les grades que nous voulons abolir sont les grades qui ne servent qu'à obtenir des privilèges dans l'armée, les grades qui font qu'il est possible que les officiers aient des indemnités plus importantes que les soldats, et pas seulement plus importantes, mais tellement plus importantes que l'officier vit dans un autre monde. Il est possible à un officier de se marier, d'avoir une vie sociale, de vivre comme un être humain ; pendant que le soldat, à cause de son bas salaire, est privé de ces possibilités.

Si nous faisons comme nous l'entendons, nous abolirions ces privilèges liés aux grades, et assurerions à chaque membre de l'appareil militaire une indemnité plus ou moins égale, le contrôle des privilèges, etc. Bien sûr, je ne dis pas que cela s'applique uniquement à l'armée. Cela s'applique à la société en général, dans notre théorie.

M. S. — Dans votre théorie, à la limite, le simple soldat serait égal au général de division, je suppose?

• Pas égal dans sa connaissance de la chose militaire — pas égal dans sa position militaire, mais égal dans ses droits d'avoir un niveau de vie décent et une vie sociale. Pourquoi ne devrait-il pas l'être?

M. S. — C'est moi qui pose les questions. Prenez un capitaine, pourrait-il donner des ordres à ses soldats?

• Oui.

M. S. — Devraient-ils obéir?

• Oui, vous ne pouvez pas avoir d'institution militaire sans discipline, sans commandement.

M. S. — Que voulez-vous dire par "contrôle des hommes du rang sur les officiers"?

• Nous sommes pour que les hommes du rang aient le privilège d'élire leurs officiers dans l'armée, de la même façon

qu'ils ont le privilège d'élire les membres du conseil municipal de leur ville, ou les dirigeants de leurs syndicats. Nous croyons qu'au total, ils auraient des officiers de meilleure qualité, et en qui ils pourraient avoir plus confiance, qu'en ayant des officiers qui leur sont imposés. Vous obtiendriez une meilleure discipline en accordant aux hommes du rang le droit démocratique d'élire leurs officiers.

M. S. — Aurez-vous une sorte de commissaire politique, si c'est le mot exact, qui aurait un contrôle sur les officiers de l'armée?

• Cela dépend si les officiers sont considérés comme fiables ou pas.

M. S. — Ils en avaient, je crois, en Russie soviétique, n'est-ce pas?

• Oui, dans l'armée après la révolution, il y avait beaucoup d'officiers formés par le régime tsariste.

M. S. — Serait-ce cela que vous entendez par contrôle démocratique sur les officiers?

• Non, c'est une chose complètement différente. Par contrôle démocratique sur les officiers, nous entendons le droit des hommes du rang de les élire et de les révoquer.

M. S. — Mais auriez-vous des représentants de l'appareil d'Etat, ou peu importe comment vous l'appellez, dans les troupes, et contrôlant les officiers?

• Vous parlez de l'institution des commissaires dans l'armée russe?

M. S. — Je ne sais pas si c'est de cela que je parle. Je vous pose la question.

• Je vais expliquer cela, mais c'est une autre question. Dans l'armée reconstruite, organisée par Trotsky après la révolution, ils durent naturellement se fier à des dizaines de milliers d'officiers qui avaient été formés par le régime tsariste.

Les ouvriers n'avaient aucune chance que l'un des leurs suive une formation d'officier. Beaucoup d'officiers se rallièrent au régime soviétique, pour des raisons

diverses. Quelques-uns furent convaincus par la révolution. D'autres restaient hostiles à la révolution, mais étaient des patriotes, et étaient désireux de combattre pour défendre leur pays contre les interventionnistes. D'autres se sont fait une raison et ont fait au mieux.

Mais beaucoup, naturellement, étaient considérés comme n'étant pas politiquement fiables. Le contrôle exercé par les commissaires sur eux n'était pas le contrôle des hommes du rang que nous proposons, par des élections. C'était un contrôle du sommet du gouvernement. Le commissaire était mandaté comme représentant de confiance du gouvernement central pour travailler avec l'officier pour voir s'il se conduisait loyalement. C'était le produit de l'expérience russe.

Nous n'avons même pas mentionné cela dans notre programme parce que nous ne savons pas ce qui se passera ici.

Je dois ajouter qu'au fur et à mesure que ces officiers s'intégraient au nouveau régime, et que de nouveaux officiers étaient formés, la nécessité du commissaire suivant l'officier à la loyauté douteuse disparut, et que l'extension de cette institution fut réduite.

M. S. – Je voudrais savoir si avoir ou pas ces commissaires politiques fait partie du programme du Socialist Workers Party?

• Non, je ne pense pas que cela soit dans notre programme.

M. S. – Je vous le demande.

• Non, cela n'a été ni inclus, ni repoussé. C'est une des nombreuses questions qui restent à résoudre.

M. S. – Ils avaient le même système au cours de la guerre civile en Espagne, n'est-ce pas?

• Jusqu'à un certain point, oui.

M. S. – Voulez-vous nous expliquer un petit peu, ou utiliser l'exemple de la guerre civile en Espagne, en quoi votre programme, sur l'entraînement sous contrôle des syndicats, et autres, est sou-

haitable? Voulez-vous développer cela un petit peu pour nous?

• J'ai mentionné que la coalition du Front populaire obtint la majorité lors des élections. La minorité réactionnaire se révolta alors et commença une rébellion armée, entraînant avec elle une partie considérable de la hiérarchie militaire. D'un autre côté, comme c'est presque toujours le cas, une partie de la hiérarchie resta loyale au gouvernement légalement constitué, comme ce fut le cas au cours de notre Guerre civile — il y eut une division de l'armée. Les travailleurs avaient auparavant réclamé des armes, mais le gouvernement du Front populaire avait refusé de leur donner des armes, et il tarda si longtemps que les ouvriers n'avaient pu suivre aucun entraînement au maniement des armes. C'est une des raisons de la victoire du fascisme en Espagne.

Les organisations ouvrières étaient les opposants aux fascistes les plus combattifs. Notre parti, en Espagne, alors qu'il n'accordait aucun soutien au gouvernement du Front populaire, soutint et participa à la lutte militaire pour battre les fascistes, combattit dans l'armée aux côtés des républicains, des démocrates, etc.

Les syndicats et les organisations ouvrières se rendirent compte qu'ils pouvaient organiser, équiper, et envoyer des hommes sur le champ de bataille de façon bien plus efficace grâce à leur propre appareil qu'avec le gouvernement du Front populaire. Alors, de puissants syndicats organisèrent leurs propres régiments. Les partis politiques organisèrent leurs propres régiments, et s'intégrèrent aux lignes du front aux côtés des forces républicaines et officielles, et combattirent ensemble. Sans eux, un combat armé sérieux n'aurait pas été possible en Espagne.

Si les ouvriers d'Espagne avaient eu la possibilité de suivre un entraînement militaire les années précédentes, notamment s'ils avaient eu la possibilité de faire entraîner des hommes pour devenir officiers, je pense qu'il est très possible que l'issue militaire en Espagne aurait été différente.

M. S. – Laissez-moi vous demander ceci: l'armée loyaliste durant la guerre avait adopté une théorie de contrôle démocratique sur les officiers et d'élections, quelque chose comme ce que prône votre parti, n'est-ce pas?

• Je crois que jusqu'à un certain point, cela a prévalu au début dans certains des régiments contrôlés par les syndicats. Si cela a prévalu dans l'armée en général, je ne sais pas vraiment. Je ne suis pas suffisamment familier avec le côté militaire de la guerre civile espagnole pour savoir cela.

M. S. – Votre parti croit que l'armée actuelle des Etats-Unis devrait fonctionner comme cela, n'est-ce pas?

• Oui, nous croyons que les hommes du rang devraient avoir le droit d'élire leurs officiers.

M. S. – Dès maintenant?

• Dès maintenant.

M. S. – Dans l'hypothèse où nous entrons en guerre?

• Oui, d'autant plus, car c'est à ce moment-là qu'il est tout à fait important que les soldats du rang aient les officiers qu'ils veulent, ou en qui ils peuvent avoir confiance, parce qu'ils vont affronter des situations dangereuses.

C'est une chose très, très pénible que sa vie soit mise en danger par des officiers en qui on n'a pas confiance.

M. S. – Les membres de votre parti ont pour instruction de continuer à être fidèles aux principes et aux théories du parti après qu'ils soient enrôlés dans l'armée?

• Ils n'ont pas d'instructions, mais il est acquis qu'un homme qui est formé dans notre mouvement n'abandonne jamais ses principes, quelles que soient les circonstances.

M. S. – Votre Honneur, voudriez-vous suspendre la séance maintenant?

Le Président - Mesdames et Messieurs, demain est le jour de Thanksgiving, et

nous allons le respecter. J'espère que vous passerez une journée agréable et heureuse. Vous voudrez bien garder à l'esprit les admonitions du tribunal. Nous allons suspendre maintenant, jusqu'à 10 heures vendredi matin.

(Après quoi, à 4 h 35 de l'après-midi, une suspension de séance fut régulièrement observée jusqu'au vendredi matin, 21 novembre à 10 heures.)

Cour de district des Etats-Unis
District du Minnesota,
Quatrième division
Vendredi 21 novembre 1941
10 heures du matin

JAMES P. CANNON

L'un des témoins de la défense, ayant déjà préalablement prêté serment, fait la déposition suivante:

CONTRE-INTERROGATOIRE

(Questions par M. Schweinhaut)

M. S. – M. Cannon, je voudrais vous lire une clause du Manifeste communiste, à propos de laquelle M. Goldman vous a interrogé vendredi, ou peu importe quand c'était: "Nous ne nous abaissons pas à dissimuler nos buts. Nous proclamons ouvertement qu'ils ne pourront être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social existant." Est-ce que cela reflète le point de vue du parti ou pas?

• Dans la mesure où c'est inclus dans la Déclaration de principes, oui. Nous avons interprété cela, et tous les autres écrits marxistes, à notre façon, comme cela apparaît dans la Déclaration de principes.

M. S. – Vous êtes d'accord, n'est-ce pas, que, prise comme elle est, et sans rien d'autre, cela revient à prôner le renversement du gouvernement par la force?

• Non, je ne l'interprète pas de cette façon.

M. S. – Vous n'êtes pas d'accord que c'est ça que ça veut dire?

• Nous ne l'interprétons pas de cette manière, mais dans la Déclaration de principes...

M. S. – Je vous demande si, oui ou non, en prenant seulement les mots, et sans rien d'autre, vous n'êtes pas d'accord que cela revient à prôner le renversement du gouvernement par la force?

• Non, pas nécessairement, parce que les auteurs de ce même document, dans la citation que j'ai faite l'autre jour, ont déclaré spécifiquement qu'ils pensaient que leurs buts pourraient être atteints, au moins en Angleterre, par le moyen de la démocratie parlementaire.

M. S. – Bon, vous savez que ce n'est pas une réponse à ma question, n'est-ce pas M. Cannon? Laissez-moi vous poser cette question, s'il vous plaît: en prenant seulement les mots que je viens de vous lire, et sans rien d'autre, n'êtes-vous pas d'accord que cela revient à prôner le renversement du gouvernement par la force?

• Non, je ne pense pas, puisque les auteurs eux-mêmes l'ont interprété différemment au moins dans le cas de l'Angleterre.

M. S. – Très bien, laissons cela. Quand vous donnez le Manifeste communiste à vos membres, les prévenez-vous contre cette phrase?

• Je ne crois pas que nous faisons particulièrement cela. Nous le publions comme un document historique, vieux de quatre-vingt-treize ans.

M. S. – Vous vous attendez vraiment à ce que les membres du parti, quand ils lisent cela, comprennent en le lisant que cela ne reflète pas le point de vue du parti, et que cela ne prône pas le renversement du gouvernement par la force?

• Nous nous attendons à ce que les membres du parti soient guidés par la Déclaration de principes.

M. S. – Je souhaite vous lire un extrait de la Conférence de fondation de la Quatrième Internationale, où j'ai trouvé cette phrase: "La tâche stratégique de la Quatrième Internationale ne réside pas dans la réforme du capitalisme, mais dans son renversement." Cela ne veut-il pas dire que vous n'allez même pas tenter quoi que ce soit par la réforme législative?

• Non, cela ne veut pas dire cela.

M. S. – Qu'est-ce que cela veut dire?

• Nous proposons, au contraire, constamment des changements législatifs.

M. S. – Qu'est-ce que cette phrase signifie pour vous, telle qu'elle est?

• Nous ne pensons pas atteindre le but final du socialisme par la réforme du capitalisme que nous considérons comme un système historiquement dépassé. Cependant, nous cherchons constamment, en avançant vers le moment où nous pourrions réaliser nos buts finaux, des occasions favorables pour proposer des réformes appropriées.

M. S. – N'est-ce pas un fait que, tout au long de votre littérature, toute idée de réforme est constamment tournée en ridicule?

• Nous ne pensons pas que l'objectif final du socialisme puisse être réalisé en réformant un Etat ou un système qui doivent être remplacés. Mais nous ne considérons pas que réformes et révolution soient incompatibles, pas du tout.

M. S. – Je trouve ces lignes dans La Révolution de 1905 de Lénine: "Il est de notre devoir..."

M. Goldman – Cela n'a pas été admis comme pièce à conviction, Votre Honneur.

M. S. – Je ne dis pas le contraire. Je veux demander au témoin quelque chose à ce propos.

"Il est de notre devoir, au moment de l'insurrection, d'exterminer impitoyablement tous les chefs des autorités

civiles et militaires.” *Est-ce que cela reflète le point de vue du parti?*

• Non, nous n’avons jamais pris une telle position.

M. S. – Vous êtes en désaccord avec?

• Oui, à ma connaissance, cela n’est en aucune façon une prise de position de notre parti.

M. S. – C’est une partie de la philosophie et du dogme de Lénine avec laquelle vous n’êtes pas d’accord — est-ce exact?

• Nous ne sommes pas d’accord avec l’extermination de quiconque sinon dans le cas d’une lutte armée, où s’appliquent les règles de la guerre.

M. S. – Donc, dans le cas où votre parti dirigerait une insurrection, seriez-vous d’accord pour que les chefs des autorités militaires et civiles soient exterminés sans pitié?

• Je ne veux pas être rendu responsable, je ne veux pas que le parti soit rendu responsable de telles prises de position qui ne font pas partie de nos positions officielles.

M. S. – Mais vous nous avez dit que les vues fondamentales de Lénine étaient les vues fondamentales du Socialist Workers Party, n’est-ce pas?

• C’est exact, et je vous ai dit dans le même temps que cela ne signifiait pas que nous prenions chaque lettre et chaque ligne écrites par Lénine comme un dogme.

M. S. – Et ça, c’est quelque chose que vous ne considérez pas comme un dogme, est-ce exact?

• Certainement pas avec l’interprétation que vous lui en donnez.

M. S. – Laissez-moi vous lire quelques citations de la publication Qu’est-ce que le trotskysme? désignée comme “le cours n°2, par Jack Weber”, également diffusée par votre parti: “Pour réaliser le socialisme, le marxisme établit qu’il est d’abord nécessaire de détruire l’appareil d’Etat de la classe dirigeante capitaliste: à savoir l’armée, la police, et la

bureaucratie d’Etat.” Puis: “La politique du marxisme reste celle de l’utilisation de la guerre et de l’armement des travailleurs pour servir les intérêts de la révolution mondiale, pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile, pour considérer la bourgeoisie de son propre pays comme l’ennemi principal.” Et encore: “La classe ouvrière ne peut pas gagner le pouvoir en étant à la poursuite du fascisme.” Cela ne signifie-t-il pas que vous et votre parti avez l’intention, au cours de la guerre qui vient, si nous y entrons, d’utiliser ces moyens pour fomenté une guerre civile?

• Je ne dirais pas cela aussi sèchement que cela. J’ai expliqué ici en détails que nous continuerions à propager nos idées en toutes circonstances, tant qu’on nous le permettra.

Nous pensons que la prolongation de la guerre conduite par les puissances impérialistes aura l’effet inévitable d’accélérer la décadence du système représenté par les puissances impérialistes, d’augmenter la misère et le mécontentement, l’exigence d’arrêter le massacre, et notre parti entreprendra sûrement de proposer publiquement, dans une telle situation, l’alternative du socialisme, c’est juste.

M. S. – Et vous chercherez à utiliser la guerre, pendant la guerre, pour détruire la forme actuelle de gouvernement, n’est-ce pas?

• Eh bien, ça n’est un secret pour personne que nous voulons changer cette forme de gouvernement.

M. S. – Et vous souhaitez, n’est-ce pas, que la guerre qui vient soit le moment où vous pourrez réaliser cela?

• Oui, je pense que la guerre qui vient va incontestablement affaiblir les gouvernements impérialistes de tous les pays.

M. S. – Vous avez dit, je crois, que vous ne soutiendriez pas la guerre? Vous n’êtes pas pour la défense nationale du tout, n’est-ce pas?

• Pas pour celle des pays impérialistes, non.

M. S. – Je parle de ce pays.

• Je suis à cent pour cent pour la défense de ce pays par nos propres moyens, mais je ne suis pas pour la défense des gouvernements impérialistes du monde...

M. S. – Je parle du gouvernement des Etats-Unis, qui a été constitutionnellement constitué. Vous n'êtes pas pour sa défense, n'est-ce pas?

• Pas au sens politique, non.

M. S. – Vous n'êtes pas pour dans aucun sens, n'est-ce pas?

• J'ai expliqué l'autre jour que si la majorité du peuple décide la guerre, et participe à la guerre, nos militants et les gens qui sont sous notre influence participeront aussi à la guerre.

Nous ne saboterons pas la guerre, nous n'y ferons pas obstruction, mais nous continuerons à propager nos idées, appelant à la cessation de la guerre et appelant au changement de gouvernement.

M. S. – Voulez-vous dire par cette prise de position que vos militants, quand ils seront enrôlés dans l'armée, seront de bons soldats?

• Oui.

M. S. – Et qu'ils chercheront à servir les efforts militaires des Etats-Unis?

• Nous disons que nos militants doivent être de bons soldats dans l'armée, dans le même sens qu'ils sont de bons ouvriers dans les usines, et de bons syndicalistes dans les syndicats.

Sinon, il leur serait impossible d'avoir de l'influence sur leurs camarades.

M. S. – Comment pouvez-vous concilier cette prise de position avec celle publiée dans le Socialist Appeal du 1^{er} août 1939: "Un socialiste qui prêche la défense nationale est un petit-bourgeois réactionnaire au service du capitalisme décadent."

Comment conciliez-vous votre précédente réponse à ma question avec la position prise ici?

• Nous ne sommes pas pour défendre le régime actuel. Nous sommes opposés au régime actuel.

M. S. – Et vos membres qui sont soldats dans l'armée, après qu'ils soient enrôlés, sont-ils opposés au gouvernement?

• En ce qui concerne leurs idées, oui, en ce qui concerne l'expression de leurs opinions, pour autant qu'ils soient autorisés à exprimer leurs opinions.

Nous ne sommes pas pour l'autorité et la direction capitaliste à l'usine non plus, mais tant que nous sommes une minorité et ne pouvons pas l'empêcher, nous travaillons dans l'usine, et insistons pour que nos militants soient de bons ouvriers.

M. S. – Et pendant que vous travaillez à l'usine, vous essayez de faire tout ce que vous pouvez pour combattre les patrons?

• Nous faisons tout ce que nous pouvons pour expliquer et populariser auprès de nos compagnons de travail l'idée qu'il vaudrait mieux pour eux être propriétaires des usines qu'être des ouvriers salariés sous le contrôle de propriétaires privés.

M. S. – Et personnellement, vous raillez l'idée de défendre le gouvernement des Etats-Unis, n'est-ce pas?

• Défendre dans le sens d'apporter un soutien politique à une forme de gouvernement capitaliste, oui.

M. S. – Je vais vous lire un de vos propres discours, pour voir ce que cela signifie, opposition politique. Le 14 novembre 1939, vous avez dit dans un de vos discours...

• A quelle date, s'il vous plaît?

M. S. – Le 14 novembre 1939. Votre discours fut rapporté dans le Bulletin interne, destiné uniquement aux membres. Vous dites: « Quelques camarades parlent aujourd'hui de défendre de façon "conditionnelle" l'Union soviétique. Si vous cessez d'y penser, nous sommes pour la défense conditionnelle des Etats-Unis. C'est écrit ainsi dans le

programme de la Quatrième Internationale. Dans l'hypothèse d'une guerre, nous défendrions notre pays à une seule petite condition: que nous renverrions d'abord le gouvernement capitaliste et le remplaçons par un gouvernement des travailleurs.» *Voulez-vous dire opposition politique, par cela?*

• Je voulais dire que dans ce cas, nous abandonnerions notre opposition politique, et deviendrions des soutiens politiques autant que les participants à la guerre.

M. S. – Vous pensez que cette prise de position est cohérente avec ce que je viens juste de lire, ce que vous déclariez dans votre discours?

• C'est ce que je voulais dire par là. Nous n'avons jamais dit que nous ne voulions pas combattre dans l'armée des Etats-Unis aux côtés du reste de notre génération, en temps de guerre. Nous avons dit : *"Nous ne donnons pas notre soutien politique à la guerre."*

M. S. – Vérifions si ce qui est écrit dans la Déclaration de principes est cohérent avec ce que vous venez de dire. (Il lit.) "Si, en dépit des efforts des révolutionnaires et des militants ouvriers, le gouvernement US entre dans une nouvelle guerre, le SWP ne soutiendra en aucun cas cette guerre, mais au contraire la combattra. Le SWP prônera la continuation de la lutte de classe pendant la guerre, sans se soucier des conséquences pour l'issue de la bataille militaire américaine; et il essaiera de préparer les masses à utiliser la crise de la guerre pour renverser le capitalisme US et pour la victoire du socialisme." Est-ce que cela veut dire que vous soutenez l'effort de guerre?

• Non, je n'ai jamais dit que nous soutenions l'effort de guerre. Nous ne le soutenons pas. Nous y sommes opposés.

M. S. – Et un membre de votre parti pourrait observer ce principe et être un bon soldat?

• Il le pourrait; non seulement il le pourrait, mais il le sera, de la même façon qu'il peut être un bon ouvrier dans une

usine alors qu'il est opposé au travail salarié en usine. Nous ne pouvons pas l'empêcher tant que nous sommes minoritaires.

M. S. – La Déclaration de principes dit aussi: « Le Socialist Workers Party s'oppose et continuera à s'opposer de tout temps à toute forme de social-patriotisme, à toute défense de "l'union nationale" ou d'une "suspension de la lutte de classe" pendant la guerre »...

• C'est dans le cadre d'un gouvernement capitaliste.

M. S. – Vous voulez dire dans le cadre actuel de ce pays, n'est-ce pas?

• C'est exact.

M. S. – Mais pourtant vous dites que vous ne ferez pas obstacle aux militaires?

• Non, pas dans un sens militaire.

M. S. – Je voudrais vous demander si ce que je vais vous lire maintenant ne signifie pas que vous voulez fomenter et amener à son terme une guerre civile. C'est tiré de la brochure Etés-vous prêt à la guerre? publiée par la Quatrième Internationale, la Young People Socialist League (la Ligue socialiste des jeunes) :

"Sommes-nous pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ? C'est le moyen par lequel les ouvriers russes ont assuré la paix en 1917, pendant que leurs frères des autres pays étaient toujours en train de se battre sous le joug de l'impérialisme. C'est le seul moyen pour qu'une paix permanente soit obtenue et la guerre éradiquée de la surface de la terre." Cela ne signifie-t-il pas que vous avez l'intention de fomenter et d'essayer délibérément de conduire à la guerre civile pendant la période de guerre à venir?

• Les conditions mûrissent pour le développement d'un mouvement révolutionnaire en temps de guerre. Nous continuons notre opposition au système impérialiste, au régime impérialiste, et essayons d'aller dans la direction du socialisme. Il n'y a aucun doute que c'est le but de notre parti.

M. S. - Ceci est tiré d'une résolution adoptée lors de l'un de vos congrès, sur le même sujet général, et je suppose que votre réponse sera la même : "Si la classe ouvrière ne peut pas empêcher l'éclatement de la guerre, et si les États-Unis entrent directement en guerre, notre parti reste sur les positions traditionnelles du marxisme révolutionnaire. Il utilisera la crise de la direction capitaliste engendrée par la guerre pour poursuivre la lutte de classe avec la plus grande intransigeance, pour renforcer le mouvement ouvrier et révolutionnaire, et pour amener la guerre au plus près du renversement du capitalisme et de l'établissement de la direction du prolétariat sous la forme d'un Etat ouvrier." C'est cela votre idée de ne pas faire obstacle à l'effort militaire dans ce pays?

• Oui, c'est un exposé clair de nos buts. Nous allons nous opposer à la guerre ; nous allons parler contre elle.

M. S. - Suggérez-vous que ce langage signifie seulement que vous allez parler contre elle?

• Si vous essayez d'interpréter cela dans le sens que nous allons donner des instructions à nos militants, aux gens que nous influençons, pour qu'ils fassent obstacle au déroulement de la guerre sur le plan militaire, pour qu'ils brisent la discipline, pour qu'ils commettent des sabotages, pour faire des actions de cette sorte, cela ne signifie pas cela. Cela signifie une opposition politique.

M. S. - En lisant à présent le Manifeste de la Quatrième Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne, je lis ceci : "Chaque membre de base de notre organisation a non seulement le droit mais le devoir de se considérer désormais comme un officier de l'armée révolutionnaire qui sera créée dans le feu des événements." Pensez-vous que vos membres pourraient être de bons soldats et ne pas faire obstruction à l'effort militaire s'ils obéissent à ce principe?

• Cela ne signifie pas forcément officier dans le sens militaire. Quand nous parlons

de l'armée révolutionnaire, nous le faisons dans de multiples sens. Nous parlons du parti comme de l'armée révolutionnaire ; nous parlons du mouvement du prolétariat comme de l'armée révolutionnaire ; pas toujours dans un sens militaire. Cela ne voulait pas dire militaire au sens littéral parce que...

M. S. - Je ne vous demande pas ça. Je vous demande si on peut être un bon soldat dans l'armée américaine et obéir à ce principe?

• Oui, sinon on ne pourrait pas avoir assez d'influence pour être un officier où que ce soit.

M. S. - Laissez-moi vous lire, tiré de l'un de vos discours sur la politique militaire, paru dans le Socialist Appeal du 26 octobre 1940 : "Comment travaillons-nous dans une armée de conscription, quelqu'un a demandé. Nous travaillons de la même façon que dans une usine. En réalité, le but principal de l'industrie aujourd'hui est de fournir l'armée. Où voudriez-vous tracer une frontière? Il n'y a que très peu d'industries qui ne soient pas mobilisées soit pour la fabrication, soit pour le transport de matériel pour l'armée. Les masses sont à l'armée, ou travaillent à fournir l'armée. Les travailleurs sont soumis à l'exploitation militaire. Nous y allons défendre les esclaves de l'exploitation militaire, comme nous allons dans les usines et y combattons l'exploitation capitaliste. Partout, notre ligne fondamentale, c'est une ligne de classe.

Le second point, c'est d'être prudent, de faire attention. Ne faites pas de putschs, ne faites pas de mouvements prématurés qui nous exposerait et nous couperait des masses. Allez avec les masses. Soyez avec les masses, juste comme les bolcheviks étaient dans l'armée de Kerenski. Pourquoi ne pourrions-nous pas faire cela ici? Et comment faire autrement? Comment faire autrement, dans un monde dominé par le militarisme, comment pourrions-nous concevoir le salut du monde si ce n'est par des moyens militaires? Et comment pourrions-nous obtenir ces moyens militaires si nous ne rentrons pas dans

l'armée telle qu'elle est?" Vous voulez dire par cela, n'est-ce pas, que vous voulez que vos membres, quand ils seront enrôlés au service militaire, prêchent vos doctrines aux autres soldats dans l'armée, et ainsi les défendent contre l'exploitation militaire par leurs officiers commandants? N'est-ce pas un clair exposé de ce que cela signifie?

• Notre parti est pour défendre les droits des soldats du rang, leur droit démocratique à un traitement décent, leur droit d'exprimer leurs opinions et de faire des pétitions au Congrès, d'élire leurs officiers, au moins leurs officiers subalternes, et en général leur droit à une protection contre les mauvais traitements du capitalisme.

M. S. - Alors c'est ce que vous voulez que vos membres qui sont dans l'armée actuellement fassent, qu'ils parlent en faveur de cela, qu'ils propagent ces idées?

• Oui.

M. S. - Dans l'armée?

• Comme ils le font dans les usines.

M. S. - Mais vous ne pensez pas que cela ferait obstacle à l'effort militaire de l'armée?

• Si vous le lisez à nouveau, vous verrez que nous ne voulons aucun putsch. Nous disons à nos membres : "Ne faites pas des putschs, ne créez pas d'obstacles à l'armée." C'est l'instruction claire que nous donnons à nos militants, de ne pas faire obstacle aux opérations militaires, mais de limiter leurs efforts à un travail de propagande, pour gagner la sympathie et le soutien de la masse des soldats.

M. S. - Et vous croyez que vos militants peuvent propager ce genre de camelote dans l'armée sans faire obstacle aux efforts militaires?

• Oui, je crois. Je pense que, de fait, plus les droits et sentiments des soldats du rang seront pris en considération, et bien meilleure sera la vie militaire. Toute cette conception du militarisme basée sur des soldats du rang sans droits d'organisation,

et avec une discipline arbitraire imposée d'en haut, sans aucune expression de l'opinion ou de considération pour les sentiments des masses — nous sommes autant contre cela dans l'armée que dans les usines ou dans la vie civile.

M. S. - Et la manière dont vous vous exprimez maintenant, c'est la manière dont vous voulez que vos membres s'expriment dans l'armée, n'est-ce pas?

• Chacun à sa façon.

M. S. - Le 29 juin 1940, le Socialist Appeal a publié ceci, tiré du Manifeste de la Quatrième Internationale: "Indépendamment du cours de la guerre, nous remplissons nos tâches élémentaires : nous expliquons aux travailleurs que leurs intérêts et les intérêts du capitalisme assoiffé de sang sont inconciliables ; nous mobilisons les travailleurs contre l'impérialisme ; nous popularisons l'unité des travailleurs de tous les pays en guerre ou neutres; nous appelons à la fraternisation des travailleurs et des soldats dans chaque pays, et des soldats avec les soldats d'en face au front ; nous mobilisons les femmes et la jeunesse contre la guerre ; nous continuons la préparation constante, opiniâtre, sans relâche, de la révolution — dans les usines, dans les fabriques, dans les villages, dans les casernes, au front et dans la flotte."

Vous voulez que les soldats fassent cela, n'est-ce pas?

• Oui, je pense que c'est un résumé de l'idée de ce que les soldats et tout le monde doit faire. C'est le moyen de mettre fin à ce massacre.

M. S. - Et vous ne pensez pas que promulguer ces idées au sein de l'armée pendant la guerre ferait obstacle aux efforts militaires ?

• Pas dans le sens d'ouvrir le front à l'avantage des armées opposées, non. Nous proposons cette solution aux soldats de toutes les armées impérialistes, mais cela ne signifie pas et ne pourrait signifier en aucune façon que nous voulons saboter les opérations de l'armée américaine dans l'intérêt d'une armée opposée. Vous ne

trouverez pas cela ici, ni nulle part dans notre littérature.

M. S. - Eh bien, nous avons une divergence de vues. Dans le Socialist Appeal, du 30 mars 1940, est parue une note éditoriale dans le Forum des travailleurs qui dit: "Se faire enrôler et entrer dans l'armée est nécessaire pour notre travail." Que voulez-vous dire par là?

• Y a-t-il une autre phrase liée à celle-là?

M. S. - C'est tiré de la pièce à conviction 215-A. M. Smith va retrouver cela pour nous. Pendant que M. Smith effectue sa recherche, je vais vous interroger à propos de ceci, paru dans le Socialist Appeal du 29 juin 1940, un article intitulé Enlistment Lag Forces Compulsion:

"D'ici là, faites que les travailleurs se rappellent ceci. Quand ils sont enrôlés, qu'ils ne perdent pas le temps qu'ils vont passer à l'armée. Ils doivent apprendre tout ce qui peut être appris sur l'entraînement militaire, pour que, le moment venu, ils puissent utiliser cet entraînement pour les intérêts du mouvement ouvrier." Que voulez-vous dire par là?

• Nous voulons dire que plus les travailleurs seront entraînés, auront appris les tactiques et les actions militaires, et plus ils seront capables de défendre leur régime socialiste contre les efforts de la minorité réactionnaire pour le renverser.

M. S. - Voilà le contexte de la note éditoriale dans le Forum des travailleurs du 30 mars 1940: "Nous suivons Lénine; nous nous opposons à la guerre, pas en paroles, mais comme partie intégrante de notre bataille pour le renversement du capitalisme. Se faire enrôler et entrer dans l'armée est nécessaire pour notre travail."

• Nos militants, ou les gens que nous influençons, s'ils refusaient d'accepter le conscription, tout ce qu'ils réussiraient, ce serait tout simplement de s'isoler de la génération qui va décider des choses dans l'avenir, et de telles actions individuelles ou minoritaires sont complètement fausses et incompatibles avec les buts d'un parti

qui ne peut réaliser son programme qu'avec le soutien de la majorité.

C'est pourquoi nous nous opposons aux objecteurs de conscience, et aux réfractaires à la conscription. Nous nous opposons à tous ceux qui essaient de s'élever en tant qu'individus contre la majorité. Notre politique est de nous soumettre à la décision de la majorité, mais de nous y opposer dans toutes nos activités politiques, de nous exprimer contre.

M. S. - En octobre 1938, vous avez fait un discours sur "Dix ans de combat pour construire le parti révolutionnaire aux Etats-Unis", dans lequel vous disiez ceci: « Dans la grande grève de Minneapolis, le "trotskysme" s'est révélé d'une façon spectaculaire comme étant, non pas un dogme de savant, mais comme un guide pour l'action la plus militante et la plus efficace. » Qu'entendiez-vous par là?

• Que dans la grève de Minneapolis en 1934, des camarades affiliés à notre parti ont eu une influence dirigeante, ou une partie de l'influence dirigeante, et ont démontré en pratique que les principes du trotskysme sont les meilleurs et les plus efficaces, et peuvent être appliqués le plus efficacement pour les intérêts des travailleurs.

M. S. - Est-ce que ce qui suit pourrait être une démonstration de ce principe? Dans Le Militant, du 12 juillet 1941, sous le titre "La conduite fière et sans tache du local 544 du CIO", cela dit:

"Pendant la première grève des camionneurs de mai 1934, les employeurs envoyèrent, contre les travailleurs du transport encerclés, la police tout entière de Minneapolis et cinq mille agents spéciaux armés de gourdin et de fusils. Dans une bataille historique — la Bataille de Bulls Run — les camionneurs combattirent la police et les agents jusqu'à les arrêter et les chasser des rues de la ville." Est-ce que c'est là le trotskysme faisant une démonstration?

• Eh bien, je peux vous donner ma propre opinion, c'est que je suis rudement fier de ce que le trotskysme a eu sa part

dans le fait de convaincre les travailleurs de se protéger de ce type de violence.

M. S. - De quel type de violence parlez-vous ?

• De celle pour laquelle les agents étaient organisés, pour vider les travailleurs hors des rues. Ils ont pris une dose de leur propre médicament. Je pense que les travailleurs ont le droit de se défendre. Si ça c'est de la trahison, tirez-en le meilleur parti !

M. S. - Quand vous avez retracé l'histoire de la révolution russe, vous avez dit ceci : « Le gouvernement de Kerenski perdait du terrain parce qu'il ne résolvait aucun des problèmes du peuple. Les slogans des bolcheviks, "du pain" et d'autres slogans — voilà les slogans que les masses voulaient. Les bolcheviks ont obtenu la majorité au soviet de Petrograd. Le 7 novembre, se tint le Congrès des soviets panrusses. Les bolcheviks obtinrent la majorité, et simultanément, à la réunion des soviets panrusses, où ils obtenaient la majorité, ils prirent le pouvoir gouvernemental." Voulez-vous nous faire comprendre que les bolcheviks ont pris le pouvoir en vertu d'un vote majoritaire du Congrès des soviets ?

• C'est exact.

M. S. - Vous ne voulez pas dire que c'est le contraire qui est vrai ?

• Non, je ne veux pas dire cela.

M. S. - Ignorez-vous qu'il y avait une insurrection planifiée avant le Congrès, et que l'insurrection eut finalement lieu avant la réunion du Congrès ?

• Non. Le Congrès s'est réuni le matin qui a suivi le commencement du combat, et a confirmé le nouveau gouvernement.

M. S. - Le fait est que l'insurrection avait commencé et était terminée avant même que le Congrès ne se soit réuni, n'est-ce pas ?

• Non, le pouvoir était dans le Congrès, et le Congrès était le pouvoir réel.

M. S. - Non, répondez juste à ma question, s'il vous plaît. N'est-ce pas un fait que l'insurrection avait été planifiée et finalement menée à bien avant même que le Congrès ne se soit réuni ?

• Non. La question fut soumise au Congrès panrusse des soviets le 7 novembre. C'est pourquoi ils l'ont appelée la Révolution du 7 Novembre.

M. S. - Ignorez-vous, avançons, que Lénine mettait en garde de façon insistante contre le fait d'attendre le Congrès, et défaire cela par des moyens légaux ?

• Oh ! C'est une fois où Lénine a été minoritaire.

M. S. - Et qui fut majoritaire ?

• Trotsky.

M. S. - N'est-ce pas aussi un fait que Trotsky raillait l'idée selon laquelle cela aurait été fait légalement ?

• Non, au contraire, Trotsky fit des observations sur la ratification légale de l'action des soviets. C'est pourquoi cela fut repoussé au 7 novembre.

M. S. - N'est-il pas vrai également qu'il a endormi la méfiance de Kerenski pour qu'il reste inactif, en prétendant attendre que le Congrès se réunisse, de façon à pouvoir décider légalement de qui allait prendre le pouvoir ?

• Il n'a pas prétendu attendre. Il a attendu.

M. S. - J'affirme que le contraire est vrai, car c'est ce que dit M. Trotsky, et je voudrais vous lire environ dix pages ou plus des Leçons d'Octobre, et alors vous pourrez me dire si j'ai raison ou tort.

(M. Schweinhaut lit les pages 74 à 80 des Leçons d'Octobre de Trotsky.)

M. Goldman - Je rappelle, Votre Honneur, que ce livre ne fut pas accepté comme pièce à conviction. Je n'ai pas d'objection si il veut lire une, deux ou trois phrases, mais se servir du contre-interrogatoire pour présenter une pièce

qui a été rejetée par le tribunal, je crois que c'est aller un petit peu trop loin.

Le Président - Eh bien, ceci a à voir, je suppose, avec la controverse entre l'avocat et le témoin, concernant les faits par rapport auxquels le témoin a pris une position et l'avocat une autre. C'est une tentative d'invalidier les déclarations du témoin par ce moyen. Il a le droit de faire cela. Il peut continuer à lire.

M. Goldman - Exception.

(M. Schweinhaut lit les pages 80 à 91 des Leçons d'Octobre de Trotsky.)

M. Schweinhaut - Alors, ai-je raison ou tort, M. Cannon, de dire que l'insurrection finalement commença et se termina avant que le Congrès des soviets ne mette le sceau de la légalité dessus?

• Si vous me permettez, je vais vous montrer où vous avez tort. Vous n'avez rien compris à la chose tout entière ; ma référence, pour le témoignage que j'ai fait, était Trotsky. Il a écrit l'histoire qui fait le plus autorité, et la plus authentique, de la révolution. Peut-être devrais-je mentionner plusieurs choses pour montrer où vous vous trompez.

D'abord, ces pages que vous avez lues montrent qu'il y avait trois opinions différentes au sein du comité central du Parti communiste. Lénine disait qu'ils avaient la majorité, et qu'ils devaient prendre le pouvoir sans attendre. Il y avait l'opinion de Zinoviev et de Kamenev, qui pensaient que les bolcheviks n'avaient pas la majorité, et ne devaient pas prendre le pouvoir. Et la troisième opinion était celle de Trotsky, qu'ils pouvaient baser la prise du pouvoir sur la légalité des soviets.

Deuxièmement, ces pages que vous avez lues prouvent qu'à la fois les mencheviks et les bolcheviks tenaient leur autorité des soviets. En novembre, il devint clair que les bolcheviks avaient gagné la majorité dans les soviets. Kerenski, qui avait précédemment la majorité dans les

soviets, se prépara à sortir les troupes de la capitale. Que firent les troupes? Les troupes refusèrent de s'en aller tant qu'elles n'en auraient pas reçu l'ordre du Congrès des soviets. Le Congrès des soviets eut lieu le 7 novembre. Il montra que les bolcheviks avaient la majorité, et leur prise du pouvoir fut confirmée.

Dans ce Congrès panrusse des soviets, étaient présents les autres partis qui formaient la majorité d'hier. Ils s'y exprimèrent et y menèrent le débat. Quand le vote eut lieu, les bolcheviks eurent la majorité. Les bolcheviks proposèrent de donner des places proportionnellement à leur influence aux autres partis. Ils refusèrent et quittèrent la salle. De fait, les bolcheviks ont inclus dans le gouvernement une partie du parti de Kerenski, l'aile gauche du Parti socialiste-révolutionnaire.

Il me semble que c'est là une excellente illustration de comment un parti révolutionnaire, après un long travail de propagande, réussit lors d'une crise politique à gagner une majorité de la population représentée dans l'institution la plus reconnue, les soviets des représentants ouvriers, des soldats et des paysans. Et les bolcheviks, s'adaptant à la légalité de cette institution reconnue...

M. S. - Attendez une minute. Etes-vous toujours en train de nous dire comment cela s'est passé, ou êtes-vous juste en train de nous dire que vous pensez que c'était une chose rudement bien menée?

• Non, j'explique la légalité du développement de la situation, contre votre interprétation que c'était illégal. Et il me semble...

M. S. - Je ne veux pas votre opinion là-dessus. Si vous voulez continuer à nous dire ce qui est arrivé, d'accord. Ne le caractérisez pas.

• Je ne pense pas que vous pourrez jamais trouver une révolution plus légale que celle-là.

M. Schweinhaut - C'est tout.

Activité de la IV^e Internationale

Au début du mois de juin, le conseil général de la IV^e Internationale a tenu sa session. Une grande partie de l'ordre du jour a été consacrée à la discussion du document publié dans le précédent numéro de *La Vérité*, "Quelques données sur l'impérialisme sénile et la marche à la dislocation du marché mondial". Après une large discussion, le conseil général a décidé de la poursuivre à travers l'édition d'un bulletin de discussion du conseil général et la publication de contributions dans *La Vérité*. Sur cette base et en relation avec l'appréciation de la situation mondiale, le conseil général a conclu ses travaux sur les tâches et l'activité de la IV^e Internationale et de ses sections.

ESPAGNE



IV Internacional, organe du POSI,
n° 8, avril 1994 :

« 50^e anniversaire du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale » (extraits)

« Le sommet du 50^e anniversaire et le Forum alternatif

Durant le 50^e anniversaire du FMI et de la Banque mondiale, qui se tiendra du 4 au 6 octobre 1994 à Madrid, un "Forum alternatif" organisera des colloques et

conférences sous le titre "Activités de contestation à l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale, dans le cadre du 50^e anniversaire des institutions de Bretton Woods".

Ce "Forum alternatif" qui regroupe des "mouvements sociaux" et des ONG (Organisations non gouvernementales) est centralisé à Madrid par l'ADENAT (Association de défense de la nature).

Ce forum est financé, d'après ses déclarations, par des "institutions gouvernementales et internationales" par la CGIL (le syndicat dirigé par le PDS, ancien Parti communiste italien), le groupe Vert du Parlement européen et d'autres.

Ce Forum tiendra une réunion plénière au sommet le 2 octobre, où sera organisé "un débat entre les organisations du Forum et des représentants du FMI et de la Banque mondiale". L'orientation du Forum est marquée par les déclarations suivantes :

Politiquement, ils se placent dans le cadre de la "clause sociale", de la politique d'ajustement structurel, dans la continuité de la réunion au sommet des ONG de Rio en juillet 1992, organisée par la Banque mondiale. Financièrement, ils dépendent des organismes d'Etat et des groupes accoutumés à aider à appliquer les plans des gouvernements d'Europe,

comme le groupe des Verts du Parlement européen.

(...) Pour la Banque mondiale, chargée de l'encadrement des ONG, particulièrement actives depuis 1988 (de 1988 à 1993, d'après le rapport "Human Development Report 1993" de UNPO, le nombre des ONG est passé de 4 000 à 50 000 !), celles-ci doivent jouer le rôle d'un cordon de sécurité dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Les experts de la Banque mondiale déclarent : "Le réchauffement des relations Est-Ouest implique la collaboration internationale dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et celui de la diminution des risques de guerre. Cette réalité écrasante pousse la Banque mondiale et les ONG à une collaboration dans l'application d'une conception publique sur les problèmes globaux de développement. La Banque demande précisément aux ONG de maintenir leur riche expérience et de la consolider, et les ONG demandent à la Banque mondiale de préciser plus clairement ce qu'il faut faire". ("Democratic Development. The role of voluntary organisations", 1991 de Clark John). »

BRÉSIL



Editorial de *O Trabalho*, n° 352,
6 juillet 1994 :

« Attaque contre les salaires + privatisation »

« A la veille de l'entrée en circulation du Real, l'Etat a annoncé qu'il ne décréterait plus l'état de "calamité publique" dans le Nordeste où l'augmentation de la mortalité infantile a atteint des niveaux alarmants. La raison ? Manque de moyens. Et pourtant, le plan d'urgence élaboré par le ministère de la Santé coûterait 747 millions de réaux, environ 4 % de ce que le Brésil va payer en intérêts de la dette extérieure cette année. Les enfants continuent à mourir sans secours, mais la politique de Itamar/FHC/Ricupero, au service du FMI, est implacable. La création du Fonds social d'urgence (FSE) en février, durant la première phase du plan Real, a représenté une coupe de 20 % dans les subventions budgétaires à but social. Il ne faut pas s'étonner si le Brésil est le champion mondial du choléra, avec 45,5 % du total des cas, d'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'introduction du real, dollarisation masquée de l'économie, entraîne des souffrances supplémentaires au peuple brésilien. Essentiellement, ce qui est en train de se faire actuellement c'est un nouveau vol sur les salaires, par le biais d'une conversion de la monnaie dans laquelle une partie de l'inflation n'est pas comptabilisée. De plus, le gouvernement prétend intensifier les privatisations.

Il n'est pas possible de supporter cette situation. L'application de ce plan jusqu'au bout amènerait à la dislocation de la nation. Elle approfondirait plus encore le désespoir du peuple pauvre. Il faut agir tout de suite. C'est de Lula et du PT que le peuple attend une réponse ferme, en s'opposant au plan et en organisant la résistance. Avec l'unité de toutes les organisations, syndicats, partis attachés aux aspirations populaires, il est possible d'imposer une défaite au gouvernement. Organiser la grève générale pour récupérer les pertes de salaires. Pour l'abrogation du Fonds social d'urgence. Pour des mensualités scolaires établies sur une moyenne de septembre à décembre. Pour l'arrêt des privatisations.

C'est là la perspective qui renforce la confiance dans l'organisation du peuple et qui conduit sa lutte à la victoire. C'est la matérialisation de la lutte pour un autre gouvernement, qui réalise une autre politique. Un gouvernement de Lula qui satisfasse les revendications populaires et qui commence sortir le pays de la crise. Une voie qui peut être tracée à partir des comités populaires Lula, présents dans les luttes et mobilisant contre le Plan Real. »

INTERVIEW DE MARKUS SOKOL, DIRIGEANT DU PT

On lira ci-dessous une interview de Markus Sokol, dirigeant de la tendance *O Trabalho* du Parti des travailleurs du Brésil (PT).

Sokol, qui est le secrétaire chargé des relations avec la presse au sein du comité exécutif national du PT, est également un dirigeant d'un large courant d'opposition de gauche à l'intérieur du PT nommé "*En lutte, PT !*" (Na Luta PT). L'interview a été recueillie au téléphone le 16 août 1994 par Alan Benjamin, rédacteur au journal *The Organizer* (Etats-Unis).

• *The Organizer* : Début octobre, se tiendra le premier tour de l'élection présidentielle au Brésil. La victoire de Luis Inacio da Silva (Lula) est possible, cette fois ?

• Markus Sokol : Il y a de bonnes chances. C'est ce que veut le peuple brésilien et ce que la plupart des sondages ont confirmé depuis plus d'un an. Les travailleurs brésiliens ont connu des présidents et des ministres des finances de quasiment toutes les couleurs du spectre politique, des technocrates de la dictature militaire à la prétendue social-démocratie de l'ancien ministre des Finances Fernando Henrique Cardoso, du PSDB (Parti social-démocrate du Brésil).

Tous, sans exception, ont appliqué exactement la même politique d'austérité dictée par le Fonds monétaire internatio-

nal (FMI) comprenant le paiement de la dette extérieure, responsable de la misère et de la famine actuelles. Le PT, formé et construit au cours du combat contre cette politique, apparaît comme une alternative à l'actuel gouvernement : le peuple dit que le temps est venu pour Lula d'être président.

• *T. O.* : Ces derniers jours, les médias américains ont annoncé avec tambours et trompettes que Fernando Henrique Cardoso, le principal adversaire de Lula dans cette élection, a pris la tête de la course présidentielle grâce au "succès contre l'inflation" à l'actif du plan Real, dernier plan économique élaboré par Cardoso qui est entré en application le 1^{er} juillet dernier. Qu'en est-il réellement ?

• Sokol : Il est vrai que Cardoso arrive en tête dans les derniers sondages. Il y a à cela plusieurs raisons. Tout d'abord, les huit familles qui contrôlent la télévision et les médias d'information ont réussi à masquer le caractère véritablement anti-ouvrier de ce nouveau plan. Le plan Real, troisième phase du plan d'ajustement structurel ordonné par le FMI pour le Brésil, a remplacé le cruzeiro, usé par des années de crise, par une nouvelle monnaie, le real. Officiellement, l'inflation a fondu en juillet et en août, et les prix se sont stabilisés pour la première fois depuis des années.

Mais ce plan a été conçu pour stabiliser les prix seulement jusqu'aux élections d'octobre, juste assez longtemps pour donner une chance à Cardoso de battre Lula. La "stabilisation" est totalement artificielle. Ce que les médias ne disent pas, c'est que des mesures draconiennes contre les travailleurs, contenues dans ce plan, entreront en vigueur dans trois mois. Ces mesures comprennent la privatisation totale des entreprises et des services publics.

A l'opposé de tout le "tralala" sur une prétendue stabilisation de l'économie, il y a une réalité concrète que les médias ont aussi réussi à occulter. Depuis que Cardoso est devenu ministre des

Finances, en 1993, le pouvoir d'achat moyen des travailleurs brésiliens a dégringolé. Le salaire minimum n'est que de 64 dollars US par mois.

Le système de santé publique — en cours de démantèlement sous couvert de "décentralisation" — est en ruine. Le prétendu Fonds social d'urgence est une farce dont le but originel est de permettre le désengagement de l'Etat de toutes les dépenses sociales concernant la santé, l'éducation et la protection sociale.

Près de cinq millions de familles de paysans sont sans terre. Plus de 20 000 d'entre elles campent le long des autoroutes et des routes du Brésil, à la recherche de terre. Elles exigent qu'on réponde à leur revendication.

Mais une autre raison de la remontée de Cardoso dans les sondages tient dans la réaction timorée de Lula et de la direction du PT au plan Real. Pire encore, certains dirigeants du PT, tel Fortunatti à la tête de la fraction parlementaire du PT, ont affirmé publiquement que le rôle du PT devrait être d' "améliorer le plan Real" (*O Estado de Sao Paulo*, 31 juillet 1994).

• **T. O. :** **Quelles sont les causes de la situation dramatique à laquelle sont confrontés les travailleurs brésiliens ?**

• **Sokol :** Une raison fondamentale de cette situation tient au fait que le gouvernement a autorisé la saignée du pays par le paiement de la dette extérieure. Le Brésil devait 13 milliards de dollars en 1974, puis 120 milliards en 1982. Il a remboursé 130 milliards aux banques internationales (principalement des intérêts) entre 1982 et décembre 1993. Mais aujourd'hui, le Brésil devrait encore 135 milliards. Selon les chiffres officiels de la Banque centrale, il est prévu de rembourser 140 milliards de dollars jusqu'en l'an 2000. Cela donne une idée du pillage de la richesse nationale qui s'est opéré. L'Etat n'a plus d'argent pour satisfaire les besoins élémentaires à cause du paiement ininterrompu de la dette.

Une situation explosive s'est développée. La résistance des masses brésiliennes a empêché jusqu'à présent le programme de privatisation de s'étendre au-delà de l'industrie sidérurgique, préservant le caractère de service public des monopoles d'Etat dans le pétrole et les télécommunications. Les multinationales n'ont pas réussi, le 31 mai dernier, à faire modifier la Constitution comme c'était prévu. Néanmoins, la situation reste critique. On démantèle les services publics, et les entreprises d'Etat sont laissées à l'abandon. Le plan Real ne fera qu'accélérer ce processus.

• **T. O. :** **A la mi-mai 1994, après la neuvième convention nationale du PT, Lula s'est rendu aux États-Unis, où il a rencontré le secrétaire américain au Commerce, Ron Brown, ainsi que des responsables du Département d'Etat. Il s'est aussi réuni avec le président de la Banque mondiale, Louis Preston, le président de Citibank, William Rodhes, et les dirigeants de deux importantes banques d'investissement de Wall Street (Bear Sterns and Co. et Salomon Brothers). Selon le magazine brésilien *Veja* du 18 mai, "durant ses cinq journées d'entretiens avec les banques créditrices et des officiels de haut niveau de l'administration américaine, Lula a répété plus de quinze fois que, si il était élu président, il respecterait les accords signés par les précédents gouvernements brésiliens." Lula a aussi déclaré qu'il "renégocierait" la dette extérieure et s'est prononcé pour l'accroissement des investissements étrangers au Brésil, "envoyant ainsi un "message de confiance" au secteur privé américain".**

A la fin juin, Lula s'est rendu en Afrique du Sud, où il a affirmé à Nelson Mandela et à la presse mondiale que s'il était élu président au Brésil, il poursuivrait une politique similaire à celle de Mandela et du gouvernement de coalition ANC-De Klerk.

Il y a seulement quelques années, Lula et le PT appelaient à l'annulation de la dette extérieure, à la rupture avec

le FMI, et à la dénonciation de tous les accords signés avec le capital financier international. Comment est intervenu ce changement ?

• **Sokol** : La tendance dirigeante du PT s'est éloignée du programme de fondation et des positions historiques du PT et se rapproche des positions de la social-démocratie internationale. Cela s'est fait sur plusieurs années. Mais cette évolution a atteint un nouveau stade lors de la neuvième convention nationale du PT début mai, où la tendance dirigeante du PT, avec le soutien d'un courant centriste, a abandonné la position traditionnelle du parti de suspension de la dette extérieure. Malgré le fait que sept conférences régionales sur dix s'étaient prononcées pour l'annulation de la dette, la résolution finale adoptée par 75 % des délégués de la conférence nationale s'est déclarée en faveur de la "renégociation de la dette", en laissant ouverte la possibilité de suspendre le paiement de la dette en cas d'intransigeance des banques ou lors de circonstances qui pourrait la provoquer. Le voyage de Lula aux Etats-Unis, en fait, avait pour objet de discuter de ce sujet avec les banques et d'autres institutions. A la grande consternation de Lula, tous les créanciers du Brésil ont exigé que les paiements de la dette soient effectués rapidement, comme le fixe une loi récemment votée par le Sénat brésilien. Ils ont refusé d'envisager l'ouverture d'une quelconque "renégociation" de la dette.

La résolution de la direction du PT accepte également les "plans d'ajustement structurel" du FMI, à la condition qu'ils s'accompagnent de "clauses sociales" compensatoires. Seule la tendance "En lutte, PT !" (Na Luta PT, ou NLPT) a regroupé sous le drapeau des meilleures traditions du PT 25 % des votes sur une résolution se prononçant pour la suspension de la dette et pour l'abrogation de tous les accords avec le FMI.

Il est également important de souligner que la direction du PT, pour entériner cet abandon des positions traditionnelles du

PT, a dû formellement se prononcer pour : le début des expropriations dans la perspective d'une réforme agraire (dont bénéficieraient dans un premier temps 800 000 familles) ; l'affectation de tous les fonds publics aux écoles publiques ; la défense du système public de Sécurité sociale ; la formation de comités populaire de soutien à la candidature de Lula ; l'annulation de toutes les privatisations illégales ; le monopole de l'Etat dans les chemins de fer.

La résolution de la direction du PT est pleine d'ambiguïtés. Elle sous-entend qu'il est possible de continuer à négocier et à payer la dette extérieure tout en satisfaisant en même temps les revendications sociales et les exigences populaires des masses brésiliennes. Ce qui, bien sûr, est impossible. En fin de compte, certains des passages du programme qui portaient trop la griffe de "l'ajustement" prôné par le FMI ont été "améliorés".

• T. O. : De quelle manière la classe dirigeante brésilienne et les porte-parole du capital financier international ont-ils réagi au tournant opéré par la direction du PT ?

• **Sokol** : Tous ont salué et applaudi ce qu'ils appellent la "modération" accrue de Lula. Le secrétaire américain au Commerce a déclaré que Lula "est arrivé à la conclusion que seules l'économie de marché et la libéralisation du commerce permettront la croissance économique et le développement de nouvelles opportunités" (Folha de Sao Paulo, 27 juin 1994).

Il n'empêche que Cardoso est le candidat de la classe dirigeante. Tous les représentants des capitalistes se font beaucoup de souci sur une éventuelle présidence de Lula. Le président de Citibank, William Rhodes, a avoué son inquiétude en affirmant que la direction du PT a "adouci le programme du parti, mais ce programme dérange toujours les oreilles américaines, parce qu'il y est question d'un moratoire sur la dette" (Veja, 18 mai 1994).

Ce que la classe dirigeante craint par-dessus tout, c'est l'extraordinaire mouve-

ment de la classe ouvrière brésilienne en faveur de la candidature de Lula. C'est un mouvement qui comprend des millions de personnes qui attendent de Lula qu'il satisfasse leurs revendications. Les porte-parole de la classe dirigeante craignent également que Lula n'ait pas été capable de "normaliser" la situation à l'intérieur du PT lui-même. Le sénateur Roberto Campos, le doyen des hommes d'Etat brésiliens, a ainsi résumé toute cette inquiétude : *"Malheureusement le Lula "subjectif" n'est pas l'essentiel... Il importe peu de savoir si c'est un brave type, ou si, du fond de son cœur, il s'est mis à aimer la bourgeoisie autant que lui-même. C'est le Lula "objectif" qui compte, en tant que représentant de forces qui le soutiendront aussi longtemps que Lula servira leurs objectifs tactiques"* (*O Estado de Sao Paulo*, 15 mai 1994).

L'éditorial publié dans le même numéro de *Estado de Sao Paulo* est encore plus explicite : *« Seuls ceux qui se représentent un Lula libre de son parti peuvent acheter au comptant la candidature de Lula. Lula et le PT comme entité sont inséparables. Quiconque s'apprête à parler avec un banquier ou un employeur avec un paquet de Lula sous le bras portera également sous son autre bras un parti radical (le PT) qui veut un moratoire sur le paiement de la dette, la fin des privatisations, et la défense des monopoles d'Etat...*

Et en prime, ils auront sur le dos les mouvements annexés au PT : les syndicats qui organisent les grèves dans les services publics essentiels, ceux qui organisent les occupations illégales de terres et de grandes propriétés... Et ils auront droit aussi aux factions les plus extrémistes de la vie politique brésilienne (...) tel Libelu (Liberté et Lutte — terme utilisé par les médias brésiliens pour désigner la tendance O Trabalho dans le PT) comme tous ces groupes qui peuvent changer leur nom à tout moment sans cesser de répéter les thèses de l'extrême gauche et qui, sans surprise, se sont regroupés derrière le slogan "En lutte, PT !". »

• **T. O. : Quelle est la position de la tendance O Trabalho concernant ces élections. Pour quoi militez-vous ?**

• **Sokol :** Nous sommes inconditionnellement pour la victoire de Lula, nous sommes pour le front unique. Nous nous prononçons pour un gouvernement Lula qui romprait avec le FMI et satisferait les revendications et les besoins des masses.

Nous avons mené ce combat en tant que composante du courant *"En lutte, PT !"* (NLPT) à l'intérieur du PT. Le NLPT jouit d'une popularité sans précédent dans le PT aujourd'hui, et apparaît comme étant la seule force offrant une perspective de défense du PT comme parti ouvrier indépendant basé sur des mots d'ordre clairs et sur des revendications exprimant les besoins de la majorité de notre peuple.

Aujourd'hui, nous militons pour la formation de milliers de comité de soutien à la candidature de Lula. Nous disons qu'il revient au peuple brésilien de définir le véritable programme d'un futur gouvernement Lula.

Dans chaque quartier, dans chaque école, dans chaque secteur, les gens sont nombreux à vouloir travailler pour l'élection de Lula. Ces comités Lula, larges et ouverts, sont un moyen pour le peuple de prendre la parole et de donner le ton de la campagne, car outre la propagande électorale, ils permettent de recueillir les revendications et d'organiser le peuple afin qu'il combatte pour lui-même.

Nous disons qu'il est nécessaire de faire de la campagne électorale un instrument de discussion et de lutte pour les transformations profondes dont le Brésil a besoin. C'est de cette manière que les comités peuvent préparer la victoire et imposer la satisfaction de leurs exigences.

Nous militons pour la convocation d'une conférence nationale de ces comités. La neuvième conférence du PT a intégré un amendement défendu par le courant *"En lutte, PT !"*, qui appelait à centraliser les comités Lula locaux et régionaux à l'échelle nationale.

• T. O. : Es-tu optimiste concernant l'effet de levier que pourraient avoir tous vos efforts pour la victoire de Lula ?

• Sokol : Ce ne sera pas facile, mais nous sommes optimistes. Certes, les médias et la classe dirigeante ont accentué leurs attaques contre Lula, et les premiers résultats du plan Real ont semé la confusion.

Mais, ces dix derniers jours, le nombre de mobilisations et de grèves a augmenté dans tout le pays. En septembre, des actions importantes auront lieu parmi les travailleurs du pétrole, des banques et des docks, qui toutes pourraient affecter profondément la situation politique au Brésil. Et en octobre et en novembre, les véritables couleurs du plan Real seront plus visibles pour des millions de travailleurs.

Au printemps dernier, la convention nationale de la CUT (Centrale unique des travailleurs) a adopté une résolution en faveur d'une grève générale contre la politique économique de Cardoso. Cette question sera à l'ordre du jour de la période immédiate, au moment où de plus en plus de travailleurs prennent conscience que la seule façon d'inverser la tendance (salaires en baisse et conditions de travail dégradées pendant ces dernières années) est d'engager une action commune contre le plan Real.

Les délégués de la CUT ont également appelé à voter Lula et à créer des comités populaires de soutien à la candidature Lula.

Il existe une formidable aspiration à la lutte parmi les syndicalistes, qui doit en particulier pouvoir s'exprimer dans cette campagne.

La direction du PT aussi parle de "radicaliser la campagne". Cinq cents comités Lula ont été créés dans tout le pays, ce qui est positif mais encore insuffisant. Il reste beaucoup de travail à faire.

FRANCE



Courrier du Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs, section française de la IV^e Internationale :

« I — Chronique d'une décomposition programmée

(Première partie)

« • L'information est parue dans la presse : Gérard Filoche, dirigeant de la LCR, animateur d'un courant minoritaire, passe au Parti socialiste. C'est la principale décision prise par le stage tenu à Toulouse à la mi-juillet par son courant politique, "Démocratie et révolution".

• Quatre "personnalités" extérieures au groupe Filoche ont joué un rôle majeur au cours de ce stage : le député PS Julien Dray et le sénateur PS Mélenchon, Luis Favre et Pierre Broué. Dray a littéralement délivré un ultimatum au nom du premier secrétaire du PS Emmanuelli : vous avez trop tardé, il faut rentrer au PS tout de suite. "Il ne s'agit pas d'entrisme car tout le PS lui-même est à gauche." Dray a ajouté : Emmanuelli est d'accord. Si vous entrez tout de suite, il y aura des places pour vous, en particulier pour Vacheron dans la Haute-Loire, pour Filoche à la direction du "secteur entreprises", et même quelques places intéressantes sur

les listes aux prochaines élections municipales.

- Présent également, Pierre Broué a plaidé la nécessité d'inventer une nouvelle forme d'entrisme : celle qui consiste à entrer dans un parti pour ne plus en sortir. Bien qu'il n'ait pas indiqué si lui-même allait entrer au PS (Broué travaille aussi avec les refondateurs de Fiterman et avec Chevènement), il s'est cependant intégré au groupe de Filoche, et même, semble-t-il, à la direction élue à ce stage.

- Luis Favre, autre renégat du trotskysme, y est allé aussi de son encouragement aux renoncements, à partir de sa propre expérience : *"L'important, c'est que vous entriez au PS tout de suite. Vous verrez, avec le temps, vous abandonnerez cette idée utopique qu'on entre dans un grand parti tout en conservant les mêmes idées. Vous verrez, comme moi, vous finirez par tout remettre en cause et par comprendre que, davantage que le but, c'est le mouvement qui importe. Moi-même, j'ai cessé de me battre pour des utopies et je suis maintenant à la direction du parti qui va bientôt diriger le Brésil, la dixième puissance économique mondiale."*

- La vérité oblige à dire que tous ces plaidoyers enfonçaient des portes déjà grandes ouvertes par Filoche lui-même. Dans un texte "théorique" intitulé *"Le tournant nécessaire"*, Filoche tire un bilan tout à fait personnel et particulier de la période politique qui vient de s'écouler et, en particulier, de l'Union de la gauche-Front populaire. Il écrit : *"Les trotskystes français auraient dû être les plus chauds partisans d'une Union de la gauche de combat, tout en exigeant du PS et du PCF qu'ils réalisent leur programme."* On sait ce que cela veut dire : *"l'Union de la gauche de combat"*, *"le Front populaire de combat"*, comme Trotsky l'a appelé, consiste à *"couvrir à gauche"* la politique des appareils et à ne pas combattre pour la rupture avec la bourgeoisie. Filoche assume jusqu'au bout cette position politique. Il l'assume par rapport à la période qui vient. Il écrit, concernant *"la présidentielle et les municipales"* (on remarquera au passage que, déjà notable du PS avant d'y être officiellement intégré, Filoche ne raisonne qu'en termes d'élections et de com-

binés électoraux) : *"Face à une dynamique d'alliance PS-PCF-Gauche critique-Vert, on pourrait dire : attention, il s'agit d'une nouvelle mouture d'Union de la gauche pour nous trahir..."* On pourrait dire, en effet... mais Filoche est là qui s'oppose à pareil glissement gauchiste : *"On devrait dire au contraire : oui, il faut l'unité de toute la gauche ; nous en sommes ; nous y travaillons"*, etc. L'unité de toute la gauche : Hue, Fiterman, Emmanuelli, Delors, Voinet... et Filoche au milieu, on le suppose, en exigeant que tous ces gens-là *"réalisent leur programme"* !

- Filoche n'hésite pas à boire le calice jusqu'à la lie. Il faut qu'il donne des gages pour obtenir une place digne de son rang dans le Parti socialiste. Il faut en particulier donner des gages sur l'épineuse question de Tapie, dont on sait qu'elle est particulièrement sensible pour Mitterrand, donc Delors, donc Emmanuelli, donc Dray... donc Filoche lui-même. Filoche n'esquive pas le problème. Il écrit : *"Dans le cas — plus que probable — d'une participation de Tapie et des radicaux à la nouvelle alliance de gauche, on pourrait dire : dehors Tapie et les radicaux, nous ne participerons pas à ce nouveau front populaire."* On pourrait dire... mais Filoche ne mange pas de ce pain-là. Il ajoute : *"On devrait dire au contraire : Tapie, ce financier véreux, capte une partie de l'électorat de gauche ; ce n'est pas s'alliant avec lui qu'on les en détournera, ni qu'on clarifiera les rapports de la gauche avec de tels aventuriers ; c'est en engageant une campagne offensive contre le chômage, pour les 35 heures sans perte de salaire et pour l'abolition du chômage des jeunes ; c'est en exigeant avec force une opération mains propres généralisée dans tout le monde politique."* Résumons : ou bien on chasse tous les corrompus, ou bien... il n'y a pas de raison de laisser ce pauvre Tapie à l'écart.

- Envisageant l'avenir, Filoche distingue deux cas de figure : *"Si la présidentielle est gagnée (soit dit en passant, Filoche ne dit jamais qui va gagner la présidentielle au nom du PS ; vu son alliance avec Dray, Emmanuelli, Delors, on peut supposer que c'est sous la bannière de ce dernier), nous pouvons avoir non seule-*

ment des positions syndicales renforcées, mais des élus municipaux, et peut-être des députés." Ah, Sainte-Gamelle quand tu nous tiens ! Et si, d'aventure, "la présidentielle est perdue" ? Plus de soupe alors ? Si, bien sûr : "Notre courant sera reconnu ; il apparaîtra comme l'aile gauche de l'opposition au gouvernement de droite." Perspective grandiose s'il en est.

• Certes, le groupe qui, autour de Filoche, décide de rejoindre le PS, est un groupe des plus modestes. Les votes au cours de ce stage ont concerné, pour les plus massifs d'entre eux, moins de 35 votants au total. Et encore, y a-t-il eu chaque fois division entre eux. La majorité la plus nette est celle qui, par 29 voix contre 4, a adopté une motion affirmant que "*Démocratie et révolution*" est ouvert à qui veut et n'est plus courant de la LCR. Majorité un peu plus réduite pour mandater la direction du groupe pour rencontrer la direction du PS afin "*d'envisager les modalités de l'intégration au PS*". (23 pour, 9 contre). La motion décidant la fusion avec la *Gauche socialiste* de Dray-Mélenchon ne l'a emportée que d'une courte tête (17 pour, 16 contre). Une motion proposant d'entrer dans le PS mais en gardant des forces à l'extérieur a été rejetée. Un militant présent, s'inquiétant du glissement vers Tapie, propose une motion garde-fou affirmant qu'il fallait garder "*un minimum d'indépendance de classe*". Motion adoptée par 14 pour, mais il y a quand même 6 contre et 9 NPPV. L'indépendance de classe, même "*un minimum*", et même le temps d'une motion, c'était encore trop.

• Faut-il en conclure que Filoche n'a plus rien à voir avec la LCR et le SU ? On pourrait le supposer. Pas si simple. Filoche lui-même dans son texte prônant l'entrée au PS écrit : "*La IV^e Internationale : dans tout cela aucune raison de rompre nos liens avec la IV^e Internationale (il veut dire le Secrétariat unifié, NDR) avec Socialist action ou l'ISG (...). La IV^e Internationale est encore plus en crise que la SFQI (il veut dire la LCR, NDR) (...). Toutes les combinaisons existent dans la IV^e Internationale pour construire des partis révolutionnaires.*" Ainsi donc, Filoche ne veut pas "seulement" aller à la gamelle, bien que

ce soit sa motivation première. Il s'assigne également une autre tâche : relier la IV^e Internationale (par le biais du Secrétariat unifié et de la LCR qui s'en revendiquent frauduleusement) à la spirale d'ensemble de la décomposition de toutes les formes de représentations politiques et syndicales. C'est la raison pour laquelle, après avoir voté qu'ils rejoignent le PS, les membres du groupe Filoche ont adopté une motion mandatant les membres de leur groupe élus au CC de la LCR pour participer à la réunion de ce CC en septembre prochain. La LCR elle-même, dont la direction assistait au stage, n'a pris aucune mesure contre Filoche et ses amis, Filoche restant lui-même membre du CC de la LCR.

II — Pourquoi ils veulent y entraîner la IV^e Internationale ?

Le véritable enjeu de tout cela, quel est-il ? Il y a aujourd'hui un processus de décomposition des partis issus de la II^e Internationale, des partis issus de l'appareil international du Kremlin et, à leur suite, de tous les partis, groupes, organisations en marge de ces appareils. Au sein du mouvement syndical, on assiste de manière parallèle à une véritable offensive de l'intérieur visant à disloquer les organisations, à les décomposer. Les ailes refondatrices, recompositrices sont bien évidemment au premier rang de cette offensive dont le but est de dérober aux masses les organisations qu'elles ont constituées dans leur lutte de classe pour se défendre, mais l'offensive touche toutes les organisations, tous les secteurs.

En reproclamant la IV^e Internationale, nous avons affirmé la nécessité d'œuvrer en sens inverse au regroupement des forces, à la recomposition du mouvement ouvrier sur le terrain de l'indépendance de classe. Il y a d'un côté tous ceux qui, se situant sur le terrain de l'économie de marché, c'est-à-dire de la survie du système de la propriété privée des grands moyens de production, travaillent à décomposer les organisations et le mouvement ouvrier. Face à cela, il y a la IV^e Internationale reproclamée qui combat pour l'appropriation collective des moyens de production par la classe ouvrière, il y a ses sections, il y a le

regroupement dont nous sommes partie prenante dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. Ceux qui décomposent les organisations du mouvement ouvrier voudraient pouvoir entraîner la IV^e Internationale, et en particulier sa section française, dans la spirale de la décomposition. C'est là que le SU et la LCR jouent leur rôle, et aussi un individu comme Filoche : il s'agit d'accréditer l'idée qu'on peut être en même temps dans la (prétendue) IV^e Internationale et dans le Parti socialiste, et donc dans l'alliance avec Delors,

avec Tapie, etc. Aucun effort n'est épargné pour essayer de nous entraîner dans la spirale de la décomposition-désorganisation-destruction. Que nous résistions à cette offensive, que — quelles que soient les difficultés et les faiblesses de notre activité — nous tenions bon, c'est là la raison de la haine que s'attire la IV^e Internationale de la part de tous ceux qui ont lié leur sort à la survie de l'impérialisme sénile en décomposition. Nous reviendrons dans un prochain courrier sur d'autres aspects de cette question. »

Nouvelles de l'Entente internationale et du mouvement ouvrier

BANGLADESH

Extraits du bulletin de APWSL du Bangladesh (Asia Pacific Workers Solidarity Link) :

« L'industrie de la confection qui s'est développée récemment est maintenant devenue l'un des secteurs majeurs de l'économie du pays et, depuis la fin des années 1980, le plus grand exportateur du pays. Ce secteur croît encore du fait des salaires extrêmement bas qui y sont versés. (...)

Il y a plus de 2 000 usines et ateliers de confection au Bangladesh, dont 90 % sont orientés vers l'exportation. Neuf cents de ces entreprises sont concentrées dans la ville de Dacca. Certaines de ces usines sont des "joint-ventures", et d'autres appartiennent totalement à des multinationales. L'emploi direct et indirect dans cette branche de l'industrie dépasse le million et plus de 85, % de la main-d'œuvre est féminine. (...) Bien que les entrepreneurs réalisent d'immenses profits et multiplient le nombre des usines qui leur appartiennent (certains d'entre eux possèdent plus de vingt usines) la condition de la main-d'œuvre demeure la même et les conditions de travail extrêmement mauvaises.

La masse des travailleuses de cette industrie viennent des zones les plus paupérisées de la campagne. L'analphabétisme, le manque d'informations et de toute protection légale et sociale font qu'il est aisé de les exploiter. C'est ainsi que les patrons n'ont jamais appliqué la loi sur le salaire minimum légal de 1985 (560 tak-

kas par mois, soit 14 \$ US). Les lois, y compris celles datant de la période coloniale, ne sont pas appliquées dans ces entreprises. Il n'y a aucune sécurité de l'emploi : l'embauche comme le licenciement se fait au gré des employeurs. Il n'y a pas de limites légales au temps de travail et dans certaines entreprises des objectifs quotidiens de production sont imposés aux travailleurs.

La violence et des abus de toutes sortes, notamment de caractère sexuel, sont fréquents de la part des employeurs de l'encadrement et de leurs hommes de main. Les conditions de travail dans les entreprises sont dangereuses. Il n'y a pas de service médical. Deux pour cent seulement de la main-d'œuvre est syndicalisée car l'ignorance de ces travailleuses et travailleurs rend difficile leur organisation.

Les usines ou ateliers sont incorporés dans des buildings commerciaux. Il y a seulement un W-C pour 200 ou 300 travailleurs. Les travailleurs sont victimes d'accidents fréquents : ainsi, l'absence d'issues de secours a provoqué la mort de 27 travailleurs lors de l'incendie d'une usine nommée "Saraka Garment". Les conditions des travailleurs de la confection dans les zones franches ("export processing zone") sont pires. Dans ces zones, l'ensemble des droits du travail ne sont pas appliqués et les patrons peuvent utiliser les travailleurs à leur gré (...).

Les femmes qui travaillent dans ces entreprises n'ont ni carte d'identité, ni lettre d'embauche. Elles n'ont aucun congé. Le gouvernement lui-même a déclaré que ces ouvrières n'avaient pas le droit à des vacances. Si elles posent des questions élémentaires sur les vacances,

etc., elles sont renvoyées. Elles n'ont pas droit à des congés de maternité et, si elles veulent en prendre un, elles doivent renoncer à leur emploi. Pour un jour d'absence, deux jours de salaires sont retirés, plus de deux jours d'absence signifie le renvoi. »

CANADA



Démocratie et Socialisme, n° 22, journal du Comité pour un parti des travailleurs (Entente internationale), 21 juillet 1994 :

« Le professeur Ted Marmor, de l'université de Yale, aux Etats-Unis, a déclaré au colloque annuel de l'Association canadienne de la santé publique que *“regarder du côté des Etats-Unis comme inspiration en matière de services publics de santé, c'est comme aller dans une maison close pour en apprendre plus long sur la chasteté”*. Avec 930 milliards par année, le système privé américain est certainement le plus coûteux du monde.

Un autre expert à ce même colloque, le Dr Michael Rachlis, a expliqué que le système canadien de soins de santé se dirigeait vers la ruine si nous nous mettions à imiter les Américains en privatisant et en diminuant les services. Cela visait particulièrement les décisions récentes du gouvernement de l'Alberta qui a autorisé l'établissement de cliniques ophtalmolo-

giques privées et où l'on parle de privatiser les hôpitaux.

Ghislain Dufour, le président du Conseil du patronat du Québec, non content de se pencher sur les possibilités d'impartition, c'est-à-dire de sous-traitance au secteur privé de l'entretien ménager, de la buanderie et de la préparation des repas, se demande au nom de quel principe certaines activités médicales et paramédicales ne pourraient-elles pas également être imparties ? En quoi les usagers du service de radiologie ou de cardiologie d'un hôpital seraient-ils affectés si un tel service leur était dispensé par une clinique privée œuvrant à l'intérieur de l'hôpital ? Selon M. Dufour, le débat sur les privatisations ne fait que commencer (...).

Les gouvernements, le fédéral tout comme les provinciaux, utilisent des moyens plus insidieux pour parvenir à leurs fins. Parmi ceux-ci, le budget global est une arme de choix pour fermer des lits dans les hôpitaux pendant la période estivale, pour développer les emplois précaires chez les infirmières, de plus en plus à temps partiel et sur listes d'appel. Au nom du respect du budget, on coupe dans les lits et dans les postes à temps plein. Le moment venu, des campagnes d'opinion orchestrées par ces mêmes gouvernements dénigrent le fonctionnement du service public qu'il faudrait *“rationaliser”*, soumettre aux *“critères”* de rentabilité du privé.

Cette politique, que les gouvernements cherchent à mettre en place au Québec et dans le reste du Canada est menée aussi aux Etats-Unis et au Mexique en application de l'ALENA, en Europe en application du traité de Maastricht, et dans le reste du monde en conséquence des sinistres plans d'ajustement structurel. C'est un des maillons de l'offensive organisée par les capitalistes, sous l'édige du FMI et de la Banque mondiale, pour faire baisser le *“coût du travail”* en réduisant la part consacrée à la santé publique, jugée non rentable, et en libérant ainsi des masses énormes de capitaux pour la spéculation (...).

Joseph Aussedat

SUISSE



Le Journal, bimensuel de l'Union des cercles pour une politique ouvrière (AET), 7 juillet 1994 :

**« Une politique réaliste :
c'est une autre politique »**

« Le jeudi 30 juin, à l'issue d'une séance spéciale du Conseil fédéral, Otto Stich dévoile l'accord de principe pour "l'assainissement des finances fédérales" auquel sont parvenus les 7 "sages". Concrètement, que propose le gouvernement de coalition ? Au chapitre des nouvelles recettes, deux variantes sont envisagées : l'élévation de la TVA à 7,5 % ou la hausse de 15 % des droits sur les carburants, le renchérissement de l'huile de chauffage et de l'impôt sur le tabac. Au chapitre des économies : la suppression de la compensation du renchérissement "compensée" par une diminution du temps de travail de 42 à 41 heures pour le personnel de la Confédération, une économie de 210 millions sur les contributions fédérales à l'AVS, de 190 millions sur la recherche et la formation, et une prolongation de la réduction linéaire des subventions chiffrées à 700 millions. Les subventions aux producteurs de lait sont repoussées, "pour ne pas compromettre la signature des accords du GATT". Mais il faut en tout cas s'attendre à une baisse des subventions à la production de lait en 1996.

Le PSS, selon son secrétaire Urs Haensenberger, juge ce plan "réaliste". La direction du PSS, qui rejette la réduction linéaire des subventions, est pourtant favorable à un assainissement des finances fédérales qui devrait s'effectuer à moitié par des économies et à moitié par de nouvelles recettes (le PSS se prononce pour une nouvelle augmentation du prix des carburants). N'est-ce pas contre ce réalisme de la direction du PSS qu'a voté une majorité de délégués au congrès, en rejetant la référence à la "paix sociale" inscrite dans le nouveau programme ? (...)

La lutte contre les déficits est l'argument avancé pour élever l'âge de la retraite des femmes, pour réduire les indemnités de chômage et élever le taux de cotisations, pour supprimer des milliers d'emplois dans les PTT et la CFF, pour démanteler ou pour privatiser les services publics, et enfin pour reporter sur les travailleurs le poids des impôts. C'est cette politique que le Conseil fédéral veut amplifier. Est-ce réaliste ? Pour les travailleurs, ce qui est réaliste, c'est une autre politique. Une politique visant à satisfaire leurs revendications : la défense des salaires, la défense des emplois, des assurances sociales, des services publics. Une telle politique signifie s'organiser pour l'unité des travailleurs, pour que le PSS rompe avec la politique de consensus, qu'il rompe la paix sociale. Les milliers de travailleurs qui ont signé l'appel à l'USS pour une journée de grève dans tout le pays témoignent du fait qu'une telle politique est réaliste (...).

Michel Gindrat

DANEMARK

Dans le n° 31 d'*Arbejderpolitik* (Politique ouvrière), journal du comité de l'AET, un article sur les élections européennes et la campagne au Danemark, un autre sur la répression antisyndicale que subissent les chauffeurs de bus de Copenhague, un appel à manifester à Bruxelles, le compte rendu de la conféren-

ce européenne de Miskolc, l'appel à la conférence ouvrière indépendante internationale en mars 1995 à l'occasion du "sommet social" de l'ONU, et des articles sur le Rwanda, l'Union européenne, la France...

"Ny velfærd" truer velfærdem!

Hytteriet omkring Rwanda: Stormagter ansvarlige for massakren

LES OUSA:

- Chauvinisme og Tolerance, s. 1
- Næste step Rwanda, s. 1
- Interview med Daniel Olofinboba: "Velfærd er et selvstændigt koncept" Europæisk Arbejderbevægelse, s. 1
- Karven i Danmark, s. 1
- Berømt svar, s. 1

Det Internationale Arbejder-Netværk s. 5-12

**« Il y a une solution : tous ensemble, organisés, dans l'unité, pour la satisfaction des revendications, nous pouvons porter un coup d'arrêt à tous les plans de destruction !
Assez de divisions !
Aucun "pacte social" ! »**

Editorial

« Le gouvernement de Cavaco Silva a dû reculer face à la mobilisation massive de la population et des camionneurs sur la question du péage du pont du 25 Avril (1).

Il a été contraint à ce recul par la détermination de la mobilisation, détermination qui peut s'exprimer ainsi : aucune "table ronde", assez de divisions, unité pour la satisfaction des revendications ! La déclaration du MUT adoptée le 3 juillet affirmait : "Ainsi, l'exigence qui s'est exprimée dans les événements du pont du 25 Avril, exigence qui devient de plus en plus pressante dans la majorité du peuple, c'est la nécessité d'en finir avec ce gouvernement, pour changer de politique." (...)

La mobilisation du pont du 25 Avril a montré la voie. Il est possible et nécessaire de faire reculer le gouvernement sur toutes les revendications !

C'est pour cela que Cavaco Silva a fait appel aux dirigeants du PS et du PCP, au moment de son discours sur "l'état de la nation" : "Résistez à la tentation d'intervenir dans le processus de concertation en cours."

Ce gouvernement, comme tous les autres gouvernements européens, tente de dresser l'obstacle du "pacte social" contre la mobilisation, dans l'unité, de tous les travailleurs, jeunes, retraités, pêcheurs, paysans... et imposer l'acceptation de l'application des plans de Maastricht par les organisations ouvrières elles-mêmes.

Mais comme l'a démontré la mobilisation du pont du 25 Avril, comme l'avait déjà montré la mobilisation des travailleurs de la TAP ou des étudiants l'année dernière, comme le montre maintenant la mobilisation des pêcheurs, le gouvernement voit le contrôle de la situation lui échapper.

PORTUGAL

Tribuna Livre
14 de Julho de 1994

Movimento para a Unidade dos Trabalhadores n. 28

**Há uma solução:
Todos em conjunto,
organizados, em
unidade, para a sa-
tisfação das reivin-
diicações, podemos
fazer parar todos os
planos de destruição!
Basta de divisões!
Nenhuma "pacto
social"!**

O governo de Cavaco Silva, que se recusa a aceitar as reivindicações da população e a realização de eleições livres e honestas em Portugal no dia 27 de Junho de 1994.

Os movimentos de trabalhadores em Portugal, organizados, em unidade, para a satisfação das reivindicações, podemos fazer parar todos os planos de destruição!

A declaração do MUT adoptada em 3 de Julho de 1994, afirma: "Assim, a exigência que se exprimiu nos eventos do pontão do 25 de Abril, exigência que se torna cada vez mais pressante na maioria do povo, é a necessidade de acabar com este governo e de mudar de direcção, para mudar de política."

Tribuna Livre, journal du Mouvement pour l'unité des travailleurs, 14 juillet 1994 :

C'est pour cela que, plus que jamais, il a besoin du soutien direct des dirigeants du PS et du PCP, de l'UGT et de la CGTP (...). »

(1) Le pont du 25 Avril traverse le Tage à Lisbonne. Le gouvernement, dans sa rage de privatisation, ayant décidé d'augmenter les tarifs du péage de 50 %, il y a eu une véritable révolte des camionneurs, taxis, et de toute la population contre cette mesure, aboutissant à ce que le gouvernement annule l'augmentation, établissant la gratuité du pont pour deux mois... avant d'entamer de nouvelles négociations.

PÉROU



El Trabajo n° 119 :

« ...Le Pérou avance dans la bonne voie » ?

« Lors de sa récente présentation devant le Parlement fantoche de Fujimori, Goldenberg, le nouveau président du Conseil des ministres du régime, a affirmé imperturbablement qu'une "grande quantité d'indicateurs annoncent que le Pérou avance dans la bonne voie...", ajoutant ensuite que le pays connaît "une croissan-

ce saine et vigoureuse basée sur l'épargne et le travail", grâce à quoi — d'après lui — aujourd'hui "les Péruviens entrevoient un avenir de modernité et de progrès". (...)

Le "travail et l'épargne" dans le Pérou des Fujimori et des Goldenberg ? A ce sujet, la publication statistique *Cuanto* rapporte dans une récente étude sur l'emploi que 6 300 000 personnes (l'équivalent de 76 % de la population économiquement active) est sous-employée, qu'il existe 750 000 personnes au chômage total, notant que 1 250 000 personnes seulement sont "dûment employées". Les 250 000 instituteurs péruviens qui perçoivent un salaire ne dépassant les 100 dollars mensuels en feraient-ils partie ? Et les travailleurs de l'administration de l'IPSS, qui rivalisent de misère avec les instituteurs, ou avec les travailleurs de la santé, sont-ils "dûment employés" ? Et Goldenberg nous parle "d'épargne" ! Cynisme, mensonge.

Le chemin du FMI et de ses agents antinationaux, c'est donc celui de la barbarie, de la régression sociale, de la destruction pure et simple de la nation, de ses forces productives, en particulier de la plus importante d'entre elles : la classe travailleuse.

Un chemin différent est en train de se dessiner. C'est celui qui s'ouvre à travers la lutte des travailleurs et du peuple opprimé, qui le 30 octobre ont voté non au référendum, et il s'exprime aujourd'hui dans la résistance tenace des travailleurs de Pesca Peru qui ont occupé les installations de l'OIT pour rejeter la privatisation de cette entreprise nationale et pour exiger le retour des licenciés ; dans la mobilisation des mineurs de Huampar et de Millotingo avec leurs femmes et enfants sur la place d'Armes de Lima pour réclamer justice ; enfin, dans la grève générale des travailleurs de la Santé regroupés dans FENUTSA, ou dans la détermination des travailleurs de Sider Peru et de Centromin Peru pour faire échouer la privatisation de ces entreprises nationalisées (...). »

ROUMANIE



Tribuna Sociala, bulletin de l'Association pour l'émancipation des travailleurs (AET), juillet-août 1994.

Outre un éditorial qui démonte le "jeu" parlementaire qui voit d'un côté l'opposition présenter une motion de censure contre le gouvernement qu'elle sait vouée à l'échec, et de l'autre le Parlement adopter le protocole d'accord gouvernement-FMI qui va amplifier la politique d'austérité, les coupes claires dans les budgets sociaux, les privatisations-liquidations, les restructurations avec leur cortège de misère, de chômage, le bulletin rend compte de la conférence européenne de Miskolc, des travaux du Bureau de l'Entente et de l'appel à la Conférence de Copenhague.

LITUANIE

Une lettre

« J'ai dit à la réunion du Bureau de l'Entente que la chute du Mur de Berlin signifie pour nous dans la réalité l'édifica-

tion de nouveaux murs entre l'Est et l'Ouest. On dit que chez nous ceux qui sont au pouvoir sont capables de dénaturer n'importe quelle idée ; c'est le cas pour cette question de la Sécurité sociale.

En URSS, il existait une protection sociale. Elle était gratuite pour les travailleurs, mais avait ses aspects négatifs, bureaucratiques. Après la chute du système soviétique, nous avons bénéficié d'une nouvelle conquête sociale, l'assurance sociale a remplacé la protection sociale soviétique ; la nouveauté est qu'elle est payante : on prélève 1 % sur le salaire du travailleur et le chef d'entreprise (qu'on appelle officiellement employeur) paye à ce fond de protection sociale un impôt égal à 30 % du salaire. C'est beaucoup, et cela rend difficile les négociations sur les augmentations de salaires.

Pour ce prix-là, qu'avons-nous de plus ? On touche les mêmes allocations qu'à l'époque soviétique : retraites, maladie, chômage ; avec une différence : elles sont beaucoup moins élevées qu'elles ne l'étaient et diminuent sans cesse parce que les caisses de l'assurance sociale sont vides. 70 à 85 % de l'argent qui rentre servent à payer les retraites ; c'est-à-dire que rien n'est mis de côté. De plus, le nombre de ceux qui ont besoin d'une allocation croît constamment par rapport à celui de ceux qui travaillent. Il serait donc stupide de croire que cette assurance sociale va assurer les vieux jours des travailleurs. Et en attendant, les travailleurs sont forcés de consacrer 31 % de leur salaire à cette assurance qui, dans ce système, ne rapporte qu'aux bureaucrates qui y travaillent.

Je comprends que les travailleurs en Occident considèrent leur Sécurité sociale comme une conquête. Mais ils doivent aussi comprendre qu'aux yeux de nos ouvriers ce n'est qu'un nouveau moyen de les tondre. Et nos dirigeants le font exprès parce qu'ils veulent dresser encore un mur entre nous (non plus matériel, mais idéologique). »

Evaldas Baltchounas

ALLEMAGNE



Stimme

Discours de Cornelia Matzke, député indépendante, au Landtag de Saxe, le 24 juin 1994, à l'occasion de la discussion sur le rapport fait par le gouvernement de Saxe sur la période législative qui se termine.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Président du conseil,

« Que vous, Monsieur Goliasch, vous continuiez à assumer la responsabilité, ainsi que ce gouvernement CDU, je ne l'espère pas et je lutte contre cela, car ce gouvernement est entré en fonction avec la prétention de réaliser l'unité sociale, il promettait l'essor et le développement pour la Saxe.

Il nous a fallu assister à l'inverse : 60-80 % des emplois ont été supprimés, à la désindustrialisation, à la destruction des services publics par la privatisation et les licenciements massifs, à la privatisation des logements, à l'expulsion des femmes de la vie professionnelle, à une politique destructrice dans le domaine social et des jardins d'enfants et des crèches.

Et la démocratie, la démocratie qu'ils ont si souvent invoquée — malgré les dénégations du Premier ministre, il est très vite apparu que ce gouvernement CDU s'appuie sur les forces de la dictature, les intègre. En ce sens, Monsieur le Président du conseil, vous tombez dans la même rhétorique d'enjolivement de la réalité que votre ami politique Helmut Kohl.

Dans ce sens, le rapport contient une quantité de falsifications, allant jusqu'à blanchir le SED. Vous avez dit aujourd'hui, Monsieur le Président du Conseil : les revendications adressées à l'Etat aujourd'hui détruisent davantage la démocratie que ne l'a fait la dictature du SED. C'est incroyable !

La pratique du Premier ministre et de son gouvernement a été et continue d'être l'approfondissement de la division sociale Est-Ouest, au lieu de l'unité sociale : je rappellerai la prolongation de la réglementation spéciale sur les licenciements et la tentative pour inscrire dans les textes le classement des enseignants dans des catégories salariales inférieures, ce contre quoi 50 000 enseignants de l'Est et de l'Ouest sont justement en train de manifester.

Même l'introduction de clauses d'ouverture dans les conventions collectives, pour détruire les syndicats, est une vieille revendication du Premier ministre ; cela s'appelle : régionalisation des conventions collectives. Tout cela s'inscrit dans l'ensemble de la politique de la CDU en faveur du patronat.

Et le Premier ministre ne cesse d'affirmer que cela ne changera pas. Je cite le *Süddeutsche Zeitung* du 26 avril 1994 : *« Les Saxons vivront dans vingt ans comme tout le monde en Allemagne... Cela se fera par la migration à travers le pays. Il faut par exemple que le Souabe épouse une jolie Saxonne, elle lui apportera la beauté et l'esprit, et lui l'argent. »*

J'espère, Monsieur le Président du Conseil, qu'il y a assez de femmes souabes pour que les hommes aussi en tirent quelque bénéfice, des femmes souabes riches, bien sûr.

Il n'y a pas de doute : la Saxe a besoin d'une autre politique et d'un autre gouvernement. La Saxe a besoin d'un gouvernement d'unité sociale.

La population a fait connaître ses revendications par des grèves, des manifestations et autres actions. Maintenant, la population a besoin d'un gouvernement qui réalise ses intérêts.

Et seul un gouvernement SPD peut le faire. A vous, mes collègues du SPD, revient la responsabilité de former ce nouveau gouvernement, un gouvernement de l'unité sociale. Mais un tel gouvernement et la réalisation des revendications de la population ne sont pas compatibles avec la collaboration avec le CDU.

Il faut que vous, mes collègues du SPD, vous vous mettiez en face de cette vérité, car c'est seulement si vous faites des revendications de la population la base de votre politique que vos électeurs et électrices cesseront d'être poussés par vous à l'abstention ou vers le PDS.

Si vous avez à cœur d'agir ainsi, alors moi-même et l'Association politique sociale en Saxe, pour laquelle je suis maintenant candidate au Landtag, nous vous soutiendrons.

Aujourd'hui, il y a eu un bon début.

C'est la pratique qui décidera.

En tout cas, il faut que ce gouvernement CDU cède la place, c'est la tâche du jour ! »

BELGIQUE

La Tribune des travailleurs, éditée par le comité de l'AET, juin 1994 :

« Les discours et les actes »

« La leçon des élections européennes, c'est un large mouvement de rejet de "l'Europe de Maastricht" par l'électorat populaire. C'est en Belgique le rejet du

plan global, conséquence de ces accords de Maastricht.

Notre journal et l'Alliance européenne des travailleurs ont soutenu durant ces élections européennes la *Liste pour l'Europe des travailleurs* (LETD).

Dans une déclaration diffusée le 1^{er} mai, les candidats LETD affirmaient : *"Les travailleurs, les chômeurs, les syndicats se sont mobilisés d'octobre à décembre 1993 contre le plan global, allant jusqu'à réaliser le 26 novembre 1993 la grève générale la plus massive depuis 1936, contre le gouvernement PS-SP-PSC, CVP. L'exigence qui montait de ce mouvement et sur laquelle pouvait se réaliser l'unité de tous, c'était le retrait pur et simple du plan global. (...) L'exigence des travailleurs exprimée jusque dans la grève générale reste, aujourd'hui comme hier, le retrait du plan global, et c'est pour porter cette exigence que nous déposons la Liste pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie."*



La liste LETD a été la seule à faire campagne pour le retrait du plan global, pour son annulation. Les autres listes se réclamant de la défense des travailleurs, si elles déploraient l'existence du plan global, le considéraient comme un fait accompli.

Ce ne fut pas l'avis des travailleurs, des chômeurs, des jeunes, même si cet avis s'est exprimé sous les formes les plus diverses, ce qui était prévisible. Il faut croire que ce rejet du plan global par l'électorat populaire est tout à fait évident puisque, dès après les élections, des responsables socialistes de haut niveau ont multiplié des déclarations où ils rivalisent de radicalisme dans la critique de la politique qui est menée par le gouvernement où siègent les ministres de leur parti. (...)

A tous les travailleurs, chômeurs, jeunes, allocataires sociaux, nous soumettons la proposition suivante : pourquoi ne pas exiger de tous ceux qui, aujourd'hui, affirment qu'il faut un changement de politique, qu'ils déposent une proposition de loi en ce sens, qu'ils appellent à une manifestation pour la défendre ? Nous soumettons à la discussion un projet de proposition de loi clair et net : l'annulation du plan global. Faites-nous part de vos réactions.

L'annulation du plan global, du plan Lebrun, de toutes les mesures de privatisation, voilà les actes que les travailleurs, les chômeurs, les jeunes attendent. Voilà les bases sur lesquelles ils peuvent se mobiliser dans l'unité. C'est sur cette base que l'Alliance européenne des travailleurs a convoqué une manifestation européenne pour le 23 octobre 1994 à Bruxelles, où nous viendrons par milliers, de vingt pays d'Europe, pour exiger l'annulation du traité de Maastricht. Préparons ensemble cette manifestation. »

rel ne peuvent qu'aggraver la situation. Mais que propose le pouvoir qui s'est imposé de fait au peuple algérien comme solution ?

Après avoir installé le CNT (1), s'adressant aux partis qui ont refusé d'y être intégrés, M. Zeroual a déclaré que "les circonstances particulières que vit l'Algérie leur font obligation de prendre part à cette concertation et d'enrichir ainsi de leur avis l'évaluation des choix et des réformes majeures que notre pays devra réaliser".

Cela veut dire en clair que ces partis sont sommés de s'impliquer dans la politique dictée par le FMI, une politique antisociale et antinationale qui a déjà ruiné le pays (...).

Quelles qu'en soient les insuffisances, le code communal unifiait toutes les communes du pays. Sa destruction est un premier pas dans la voie de la dislocation.



ALGÉRIE

Tribune ouvrière, organe du Parti des travailleurs, n° 46, juin 1994 :

« Le pays glisse dangereusement dans la décomposition, voire même la "rwandisation". La pauvreté et la maladie qui se développent à une allure vertigineuse en conséquence du plan d'ajustement structu-

Mais il y a un autre aspect très grave dans la déclaration du ministre de l'Intérieur, celui relatif à "l'aménagement des horaires de travail et des congés annuels" sous le prétexte fallacieux de modernisation.

Qu'est-ce que cela signifie réellement ? Tout simplement ouvrir la voie à la déréglementation, à la flexibilité des horaires de travail, à la remise en cause des droits aux congés. C'est en réalité la destruction du cadre juridique national qui codifie les relations de travail et assure donc un minimum de garanties et de protection pour les travailleurs. Cette mesure ne participe nullement du souci de mieux servir les citoyens. Elle est inscrite dans les injonctions du FMI, qui, pour faire passer sa politique criminelle, s'attaque aux Codes du travail dont l'existence est indissociable de celle de ces lois dans tous les pays (...).

En Algérie, plus qu'interpellée, l'UGTA est menacée. S'agissant du cadre qui unifie nationalement les travailleurs algériens sur la base du secteur public, c'est donc toute la nation qui est menacée de désintégration. Le danger est imminent, mais les moyens existent pour y faire face : la mobilisation unie des travailleurs et de leur centrale avec l'ensemble des organisations qui ont à cœur l'intégrité du pays et les intérêts de la majorité.

C'est une question de survie. Il incombe donc à la direction de l'UGTA d'ouvrir une issue positive au mouvement grandissant des travailleurs et des syndicalistes qui, partout, par la grève, défendent leurs entreprises, leurs emplois et leurs salaires. »

Louiza Hanoune

(1) CNT : Conseil national de transition.

TOGO

Nyawo, tribune libre pour la démocratie, bimensuel indépendant du peuple travailleur, n° 25, première quinzaine, juin 1994 :

Editorial

« Il faut un autre gouvernement ! »

« Ainsi donc, l'accouchement tant attendu du gouvernement du couple Eyadéma-Kodjo aura eu lieu le mercredi 25 mai.

Aux forceps, Jean-Pierre Lebouder, administrateur de la Banque mondiale, est venu sortir le bébé qui se présentait mal. Beaucoup se sont mépris sur le sens véritable de la visite de cet homme qui n'est pas seulement venu "donner un avertissement du pouvoir", comme l'a écrit un de nos confrères.



Quelle était sa véritable mission ? Avec l'autorité des institutions impérialistes qui l'ont mandaté, il est venu trancher les divergences opposant les différents clans qui se déchiraient sur la répartition des postes au sein de l'appareil d'Etat pour mieux le piller.

Dans une interview à la presse, il devait déclarer : "Après les élections au Togo, les institutions doivent se mettre rapidement en place, de manière à fournir aux partenaires du Togo dans le développement, des interlocuteurs définitifs qui peuvent conclure des accords." Voilà qui est clair !

Cinq jours seulement après son départ du Togo où il est arrivé le mercredi 18 mai pour en repartir le vendredi 20 mai, le gouvernement sera annoncé le mercredi 25 mai. Le travail a donc été bien fait !

Il n'est pas étonnant qu'il ait travaillé à assurer les retrouvailles des hommes du RPT qui ont déjà appliqué leur politique qui a déjà conduit le Togo à l'explosion du 5 octobre 1990.

Qui gouverne le Togo, peut-on se demander ? Aucune hésitation sur la réponse : c'est l'impérialisme dont ce représentant est venu sélectionner pour notre pays le gouvernement. Alors que depuis 1960 on nous dit que notre pays est souverain et indépendant, c'est de l'étranger qu'on vient lui choisir un gouvernement.

La recolonisation de l'Afrique n'est plus seulement un débat mais une réalité qui tend à s'imposer. Cela personne ne peut l'accepter.

Et il ne faut pas forcément être un grand "intellectuel" — mot très en vogue ces derniers temps — pour comprendre que si la Banque mondiale, avec le soutien du FMI, est venue choisir pour notre pays un gouvernement, c'est pour qu'il applique leurs diktats, leur politique économique et sociale qui, partout, conduisent à la ruine, au chaos, à la guerre civile (...). »

HAÏTI

Appel pour une campagne internationale pour la levée immédiate de l'embargo contre l'intervention militaire et en soutien au peuple d'Haïti (extraits)

« Le président Bill Clinton a annoncé, vendredi 10 juin 1994, l'interdiction des vols commerciaux entre les Etats-Unis et Haïti à partir du 25 juin 1994, ainsi que la suspension de toutes les transactions

financières (transferts de fonds au-dessus de 50 dollars par mois, notamment) (...).

C'est un embargo-blocus qui se situe dans le droit fil de la période dite du "nouvel ordre mondial" ouverte par la guerre contre le peuple irakien. C'est le pouvoir militaire qui est renforcé par l'embargo-blocus qui nourrit le marché noir.

L'embargo-blocus qui affame le peuple ne peut aider à son combat pour la démocratie. L'embargo-blocus qui épuise la population renforce la dictature militaire.

Nous refusons l'argument cynique selon lequel la famine engendrée par l'embargo-blocus pourrait aider au soulèvement du peuple haïtien. Comment peut-on se déclarer solidaire du combat pour la démocratie du peuple haïtien et, en même temps, soutenir des mesures qui l'affament ?

L'administration américaine, en versant des larmes de crocodile sur le sort du peuple haïtien, ne continue-t-elle pas à refouler tous ceux qui essaient de gagner les Etats-Unis.

L'embargo-blocus, en détruisant les bases économiques du pays, ouvre la voie à l'intervention et à l'occupation militaire sous prétexte d'aide humanitaire.

Déjà, une force de maintien de la paix de quelque 3 000 hommes, composée de contingents militaires des Etats-Unis, de France, du Canada, du Venezuela et d'Argentine est en train de se mettre en place pour une telle opération avec le soutien de l'OEA et de l'ONU.

Nous faisons nôtre le cri déjà lancé par l'écrivain haïtien Jean Metellus : *"Il est immoral et inefficace de prendre le petit peuple en otage pour punir une poignée d'assoiffés de pouvoir. Il faut lever l'embargo sur le ventre du peuple et sur la santé des enfants d'Haïti."*

Nous, délégués d'Allemagne, de Belgique, d'Algérie, de Grande-Bretagne, de Suisse, de France, d'Espagne, de Slovaquie, de Hongrie, de Pologne, de Lituanie, d'ex-Yougoslavie, du Danemark, de Suède, du Brésil, du Pérou, des Etats-Unis, d'Haïti, d'Inde, du

Bangladesh, du Sénégal, du Togo, d'Afrique du Sud, réunis en bureau international de l'Entente internationale des travailleurs les 13 et 14 juin 1994 à Paris (France), appelons les syndicalistes, les défenseurs des droits de l'homme, les

militants des organisations ouvrières et paysannes du continent américain et du reste du monde à exiger la levée immédiate de l'embargo et à s'opposer inconditionnellement à toute intervention militaire à Haïti. »

Il est par conséquent de la responsabilité des travailleurs des hommes de bien vouloir appuyer leur politique qui a été conduite de 1980 à l'explosion de la révolution de 1989.

Notre refus de l'impérialisme doit être respecté et nous sélectionnons pour nous pays le gouvernement. Alors que depuis 1980 on nous dit que nous pays est un gouvernement et indépendant, c'est de l'État qui est en fait un régime de

La révolution de 1989 est une révolution de la classe ouvrière qui tend à changer. Cela signifie que nous l'acceptons.

Et il ne faut pas oublier que un grand "changement" est en cours de ces derniers temps. Les changements que si la Banque mondiale, avec le soutien de l'IMF, est venue dans nos pays un gouvernement qui nous applique les principes de la mondialisation et qui nous donne

Il nous faut une telle occasion avec le soutien de l'OEA et de l'ONU.

Nous faisons appel à ces pays qui l'écrivent dans Jean Michelus : "Il est un moment et l'efface de grande le fait que en outre pour nous nous devons d'essayer de parvenir. Il faut lever l'embargo sur le peuple de Haïti et sur le monde des exploités d'Haïti."

Nous délégués d'Allemagne, de Belgique, d'Algérie, de l'Arabie Saoudite, de Suisse, de France, d'Espagne, de Roumanie, de Hongrie, de Portugal, de Turquie, de République tchèque, de Danemark, de Suède, de Brésil, de République des États-Unis, d'Haïti, d'Indonésie

Il est par conséquent de la responsabilité des travailleurs des hommes de bien vouloir appuyer leur politique qui a été conduite de 1980 à l'explosion de la révolution de 1989.

Notre refus de l'impérialisme doit être respecté et nous sélectionnons pour nous pays le gouvernement. Alors que depuis 1980 on nous dit que nous pays est un gouvernement et indépendant, c'est de l'État qui est en fait un régime de

La révolution de 1989 est une révolution de la classe ouvrière qui tend à changer. Cela signifie que nous l'acceptons.

Et il ne faut pas oublier que un grand "changement" est en cours de ces derniers temps. Les changements que si la Banque mondiale, avec le soutien de l'IMF, est venue dans nos pays un gouvernement qui nous applique les principes de la mondialisation et qui nous donne

Il nous faut une telle occasion avec le soutien de l'OEA et de l'ONU.

Nous faisons appel à ces pays qui l'écrivent dans Jean Michelus : "Il est un moment et l'efface de grande le fait que en outre pour nous nous devons d'essayer de parvenir. Il faut lever l'embargo sur le peuple de Haïti et sur le monde des exploités d'Haïti."

Nous délégués d'Allemagne, de Belgique, d'Algérie, de l'Arabie Saoudite, de Suisse, de France, d'Espagne, de Roumanie, de Hongrie, de Portugal, de Turquie, de République tchèque, de Danemark, de Suède, de Brésil, de République des États-Unis, d'Haïti, d'Indonésie

Le calendrier de l'Entente internationale des travailleurs

1^{er} octobre 1994 : Journée internationale de lutte contre le FMI et meeting international à Madrid (extraits de l'appel lancé par des dizaines de syndicalistes et de militants espagnols).

« Au mois d'octobre se réunira à Madrid l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale (pour célébrer son "cinquantenaire") avec le GATT (...).

L'ajustement universel que préconise le FMI est le diktat imposé à tous les gouvernements et parlements de tous les pays pour liquider les salaires, les lois qui protègent les travailleurs, les retraites et la Sécurité sociale.

Il s'agit d'une véritable planification de la récession mondiale qui condamne à la misère et au déracinement la grande majorité des peuples comme aucune autre société dans l'histoire ne l'avait fait (...).

(Nous proposons) d'organiser une journée internationale le 1^{er} octobre, avec des rassemblements, des manifestations de refus de ces plans, pour une nouvelle représentation politique indépendante des travailleurs, unis fraternellement dans une nouvelle Internationale ouvrière (...)

Et à Madrid, nous proposons de tenir un meeting international le 1^{er} octobre pour la rupture avec les plans du FMI (...). »

23 octobre 1994 : manifestation européenne à Bruxelles.

Novembre 1994 : à Alger, conférence contre les plans du FMI, en défense des organisations syndicales, pour la souve-

raineté des peuples (extraits de l'appel du Comité national d'initiative en défense du secteur public et nationalisé).

« La participation active d'une délégation algérienne composée de militants ouvriers et de syndicalistes au Bureau de l'Entente internationale des travailleurs, à Paris, les 13 et 14 juin 1994, la participation de syndicalistes algériens et marocains à la rencontre qui a regroupé à Genève des dirigeants du mouvement ouvrier et des dirigeants syndicaux à l'occasion de la 81^e conférence de l'OIT en défense de l'indépendance des organisations syndicales, et les discussions qui ont eu lieu, ont dégagé la proposition de la tenue d'une conférence maghrébine élargie aux seize pays qui ont participé à la Conférence africaine de Johannesburg les 14, 15 et 16 avril 1994, à des pays arabes et au Bureau de l'Entente (...).

La politique meurtrière du FMI, de la Banque mondiale, du GATT, de l'ONU... soulève une chaîne de résistance dans tous les pays du monde : grève générale au Sénégal, au Niger, au Bangladesh, en Inde, au Nigéria, au Tchad, grèves et manifestations gigantesques en Europe, en France, en Belgique, en Espagne, en Roumanie, en Allemagne, en Italie...

Mais cette résistance s'exprime également de plus en plus en Algérie, au Maroc et en Egypte, malgré les conditions difficiles qui y prévalent, plus particulièrement en Algérie et en Egypte en raison de l'état d'urgence.

Cette résistance, pour s'affirmer et se développer, a besoin de solidarité, d'unité internationale des travailleurs et des peuples.

La proposition d'une conférence maghrébine, sa tenue à Alger, participent pleinement de la construction de cette unité des travailleurs et des peuples, au Maghreb, dans le continent africain et à l'échelle mondiale.

Parce que, précisément, la détérioration intolérable des conditions de vie et de sécurité met en danger l'existence même de la population et l'intégrité nationale, la lutte contre les plans d'ajustement structurel et pour la préservation de l'organisation syndicale UGTA (l'Union générale des travailleurs d'Algérie), comme organisation indépendante du secteur public et nationalisé, est vitale pour l'unité des travailleurs algériens et par conséquent l'unité de la nation.

Parce que la révolution algérienne a occupé une place centrale dans le processus qui a amené les peuples africains à se libérer du joug du colonialisme, nous pensons que, malgré la situation dramatique que vit notre pays, l'existence de partis et surtout l'existence d'une centrale syndicale, l'UGTA, dont l'origine remonte à la lutte de libération nationale, expression de l'unité de la classe ouvrière et donc le socle de l'unité de la nation, peut aider de façon décisive au succès de cette conférence.

C'est pour cela que, tout en respectant les prérogatives de l'UGTA, nous considérons que l'organisation de cette conférence devrait lui incomber, et pour cela, nous nous sommes adressés solennellement à sa direction.

La réponse de la direction de l'UGTA par la voix de son secrétaire national à l'Information a été totalement favorable à la tenue de cette conférence, que "*la centrale est partie prenante*", qu'elle "*y participera pleinement*", qu'elle "*ne ménagera aucun effort matériel pour que la conférence se réalise dans les meilleures conditions*" et qu'elle soutient le comité comme élément moteur dans cette tâche.

Encouragés par cette prise de position, le Comité national d'initiative en défense du secteur public et nationalisé, la délégation au Bureau de l'Entente en appellent aux dirigeants des organisations syndi-

cales, aux syndicalistes et aux militants ouvriers, aux organisations politiques, aux militants anti-impérialistes de tout le continent africain, du Maghreb et des pays arabes, pour, non seulement participer à cette conférence, mais également la préparer ensemble politiquement par l'envoi des contributions écrites au *Bulletin africain de l'Entente internationale des travailleurs* qui par là même deviendra l'organe de la préparation de cette conférence. »

Janvier 1995 : une conférence internationale organisée en Asie contre le travail des enfants et le travail forcé (extraits de l'appel).

« Des pays où, comme au Bangladesh, 60 % de la population active sont sans emploi... tandis que des centaines de milliers d'enfants travaillent. Qui ne comprend pas que si le pays n'était pas écrasé par la dette qui nourrit la spéculation internationale, si l'industrie n'était pas démantelée au nom des "lois du marché", si la population pouvait travailler et vivre de son travail, il n'y aurait pas de travail des enfants.

Mais ces pays sont précisément les terres d'élection des "délocalisations". Ce sont les grandes multinationales qui, à quelque 200, contrôlent la quasi-totalité de la production mondiale, qui profitent des conditions épouvantables existant dans ces pays et qui sont donc les principaux bénéficiaires des formes d'exploitation qui y sévissent.

La pauvreté n'est pas une fatalité, mais le produit du pillage impérialiste, du fardeau de la dette externe qui n'est pas celle des peuples, des plans d'ajustement structurel, des plans de déréglementation et de remise en cause des acquis, de liquidation des services publics (...).

La politique du FMI et de la Banque mondiale, les projets de déréglementation, de remise en cause des droits et acquis des travailleurs suffisent à démontrer que ceux qui les mettent en œuvre n'ont aucun droit à parler d'une "dimension sociale de leur politique" et que ce qu'ils cherchent à

mettre en place avec ce qu'ils appellent le "socle minimal", c'est en fait une réduction généralisée des conditions de vie dans tous les pays du monde, la remise en cause de tous les acquis arrachés par la lutte de la classe ouvrière et des peuples dans chaque pays et dans tous les pays. C'est pourquoi nous proposons à toutes les organisations qui se réclament de la défense des intérêts des travailleurs des villes et des campagnes de préparer ensemble une conférence internationale qui se tiendra en Asie au début de l'année 1995.

En Asie, là où, comme résultat de la politique mondiale de ceux pour qui le profit prime sur tous les droits, le fléau qu'est le travail des enfants est le plus cruellement ressenti. C'est là qu'ensemble, délégués de nos organisations de tous les continents, nous dresserons l'acte d'accusation des véritables responsables, nous nous unirons pour lutter contre les causes du travail des enfants, contre la pauvreté engendrée et aggravée par les plans du FMI et de la Banque mondiale, contre la remise en cause des droits et des acquis des travailleurs dans le monde entier, pour la défense de l'indépendance de nos organisations face à la tentative de l'ONU et du FMI d'impliquer les organisations ouvrières dans la mise en œuvre de leurs plans par le moyen du "sommet social" de Copenhague. »

Mars 1995 : une conférence ouvrière internationale indépendante (extraits de l'appel signé par des syndicalistes et des militants de 25 pays).

« Nous sommes conscients que l'unité et l'indépendance des travailleurs avec leurs organisations indépendantes sont indispensables, car de l'expérience des uns et des autres se dégage une conclusion commune : les travailleurs peuvent porter un coup d'arrêt à cette spirale dévastatrice pourvu que se réalise l'unité des travailleurs et des organisations dans chaque pays et à l'échelle continentale.

Nous avons discuté dans les quatre conférences continentales et dans la réunion du Bureau de l'Entente. Et nous nous adressons aux militants, aux responsables du mouvement ouvrier pour leur proposer de tenir une **Conférence ouvrière internationale indépendante d'unité en mars 1995**, à l'occasion du "sommet social" de l'ONU.

Nous avons estimé devoir vous proposer de constituer un comité de liaison des quatre conférences continentales pour organiser en commun, sur tous les continents et à l'échelle internationale, le combat pour la défense de l'indépendance des organisations des travailleurs, pour la défense des droits et garanties de la classe ouvrière. Pour ce faire, pour organiser la plus large discussion démocratique de militants, responsables du mouvement ouvrier, nous avons décidé d'éditer un bulletin de discussion préparant cette conférence ouvrière internationale indépendante pour que chacun puisse librement exprimer, sur la base des faits, ce que signifie la "clause sociale".

En conclusion, nous voudrions encore une fois définir la signification de notre initiative. Il ne s'agit aucunement de porter une quelconque atteinte aux prérogatives des organisations que vous représentez. Ce que nous cherchons, c'est la réalisation de l'unité pour aider les travailleurs, à partir du principe fondamental : *L'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes*, à résister aux plans de destruction et de liquidation sociale.

C'est ce combat pour préserver l'indépendance des organisations du mouvement ouvrier qui a fondé les organisations syndicales pour aider les travailleurs pour la défense des revendications de la classe ouvrière, la défense du droit à la protection sociale et à la Sécurité sociale, le droit au travail, à l'enseignement, le droit à la santé, le droit à la retraite, la défense des services et des entreprises publics, la défense des conventions collectives et des Codes du travail. »

Provocations contre la IV^e Internationale

Par Jean-Marc SCHIAPPA

La publication, en "sortie mondiale" nous dit-on, des Mémoires du chef guépéoutiste Soudoplatov, "*responsable de toutes les opérations antitrotskyistes de NKVD*" (1), a un intérêt pour les militants ouvriers. A dire vrai, pour les militants ouvriers, il n'y a guère que celui-là, et si les amateurs de sensationnel en trouvent d'autres, nous les laisserons à leurs délices. Soudoplatov narre avec cynisme ses "*exploits glorieux*" (p. 519) de provocateur de haut vol contre le mouvement ouvrier, et non, d'ailleurs, contre les seuls trotskystes (nous reviendrons sur cet aspect). Et ce qui intéresse les militants ouvriers doit intéresser les partisans de l'impérialisme pour des raisons diamétralement opposées, il est vrai.

Une des raisons de la reproclamation de la IV^e Internationale en août 1993 fut l'effondrement des bureaucraties qui se "*convertissent avec aisance et célérité à la défense du nouvel ordre mondial*" (2). Ne faut-il pas voir lucidement que la publication des Mémoires de Soudoplatov n'est pas un coïncidence ? Ou alors, tout acte public, donc politique (et la publication des Mémoires de l'organisateur de l'assassinat de Trotsky est bien un acte politique !), se déroulerait loin de tout, hors du temps, loin de Moscou, loin de l'effondrement du stalinisme. Il n'y aurait alors qu'une longue liste de coïncidences. La vie politique, et notamment la lutte du mouvement ouvrier pour sa survie,

enseigne l'exact contraire. Un tel livre est publié avec un objectif et un contenu : la provocation contre le mouvement ouvrier. Cela méritait bien "la sortie mondiale" !

AUTO PORTRAIT D'UN AGENT STALINIEN

Laissons d'abord la parole à Soudoplatov :

"Nous ne nous posions pas de problèmes moraux quand il s'agissait de tuer Trotsky ou tout autre de nos anciens camarades qui s'étaient retournés contre nous" (p. 30).

Peut-on être plus clair ?

"La révolution espagnole a échoué, mais les hommes et les femmes engagés par Staline dans la bataille ont gagné. Quand la guerre civile espagnole a pris fin, il n'y avait plus aucune place pour Trotsky dans le monde" (p. 59).

Comme souvent dans l'ouvrage, on approche de la vérité historique sans l'atteindre : il faut corriger ce qu'écrit Soudoplatov : "*La Révolution espagnole a*

(1) P. Soudoplatov : *Missions spéciales*, Paris 1994.

(2) *La Vérité*, n° 7 nouvelle série, août 1993.

échoué parce que Staline a gagné” avec la politique de Front populaire subordonnant le mouvement ouvrier à la bourgeoisie tant en Espagne qu'internationalement et exterminant les opposants à cette ligne, opposants de toutes tendances et pas seulement trotskystes.

Soudoplatov, en 1994, qualifie le trotskyste Rudolf Klement en 1938 de *“chef de l'organisation trotskyste en Europe et secrétaire de la prétendue IV^e Internationale”* (p. 79). Qu'en 1994, un demi-siècle après les faits, Soudoplatov parle de *“chef”* trotskyste peut, à la rigueur, passer pour un tic de langage de bureaucrate. Mais que, 46 ans après les faits, Soudoplatov écrive la *“prétendue”* IV^e Internationale a une signification politique précise : il faut continuer en 1994 à laisser la IV^e Internationale dans le domaine des *“prétentions”* et essayer de l'empêcher de devenir une force vivante. Soudoplatov parle en 1994 le même langage qu'en 1938, mais pourquoi celui qui s'est tu si longtemps parle-t-il ainsi aujourd'hui ? Concessions d'un vieil homme ? Peut-être. Besoins financiers ? Assurément. Souci historique ? Discutable. Mais le mot *“prétendue”* accolé à *“IV^e Internationale”* révèle comment Soudoplatov continue la même sale besogne ; la différence est minime : hier, ses rapports ultra-secrets n'étaient lus que de Staline et son lieutenant Beria ; aujourd'hui, il transmet son héritage anti-trotskyste à qui le veut, par le biais d'une *“sortie mondiale”*.

Autres exemples : Soudoplatov met dans la bouche de Staline en 1939 la recommandation de *“ne pas se laisser traîtreusement infiltrer par les trotskystes”* (p. 99). Cette accusation (*“les trotskystes s'infiltrant traîtreusement”*) a été portée des milliers et des milliers de fois depuis 1939, et les calomnies portées contre la IV^e Internationale prenant cette forme viennent en ligne droite du vocabulaire de Staline même. Notons-le.

Soudoplatov affirme mensongèrement que *“Trotsky prône une révolution simultanée (sic !) de toutes (re-sic !) les classes laborieuses dans tous (re-re-sic !) les pays”* (p. 99). En 1994, Soudoplatov falsifie la pensée politique de Trotsky.

Mémoires historiques ou combat politique ?

Relevons enfin cette confession de Mercader (l'assassin de Trotsky) en 1969 :

“Je n'ai jamais dévié de la ligne que nous avons adoptée selon laquelle mon acte était une affaire purement intérieure au mouvement” (p. 112). D'ailleurs, *“il ne se repentait pas de l'avoir assassiné”* (p. 115).

Soudoplatov, destitué et emprisonné après la chute de Beria, a été réhabilité en décembre 1991, quatre mois donc après le coup d'Etat manqué, réhabilité par les purs héros antistaliniens que sont Gorbatchev et Eltsine...

LIMITES

Mais cette autojustification ne dépasse par certaines limites. Les mémoires sont truffées d'informations inexactes ou incomplètes, dans un objectif politique précis. Ainsi, il est affirmé que *“le frère aîné (de Ramon Mercader) avait perdu la vie en allant se jeter, après s'être attaché des grenades autour du corps, sous un tank allemand qui fonçait vers les républicains”* (p. 59). De même, on peut lire qu'il *“fut tué au combat”* (p. 102) pendant la guerre d'Espagne. Or, non seulement Georges Mercader, frère aîné de Ramon, n'est pas mort avant 1939, mais il figure dans un registre de personnes recherchées pendant la guerre comme activiste du PCF et, de surcroît, I. D. Lévine indique qu'il était vivant à Paris pendant la Libération (3). Alors, pourquoi ce mensonge de Soudoplatov ? Pour faire passer la famille de l'assassin de Trotsky pour de purs et vaillants républicains ?

Sur l'assassinat de Klement (pp. 79-80), il est non seulement faussement affirmé que la police française a identifié le corps du dirigeant, découpé et jeté à la Seine, mais en outre aucune raison de l'assassinat de Klement n'est donnée ; sa liquidation reste toujours mystérieuse, et

(3) I. D. Lévine : *L'homme qui a tué Trotsky*, Paris, 1960, p. 240.

Soudoplatov, qui doit connaître les raisons de cette exécution, les cache. Pourquoi ?

L'agent secret soviétique, le révolutionnaire Reiss, écrit le 7 juillet 1937 au comité central du Parti communiste de l'Union soviétique pour annoncer son ralliement à la IV^e Internationale. Il est assassiné par un commando de Soudoplatov début septembre. Soudoplatov écrit :

"Cette lettre — on ne sait trop comment — parut dans une publication trotskyste. C'était là une erreur fatale" (p. 78).

Soudoplatov ment, et pas n'importe comment ; il n'y eut pas de publication de la lettre de Reiss, et Trotsky s'en est plaint amèrement en affirmant que la publicité la plus large autour de la rupture de Reiss aurait pu le sauver. Soudoplatov ment ainsi pour rejeter la responsabilité de la mort de Reiss sur les trotskystes qui avaient de "curieuses méthodes" : une lettre à Staline est publiée "*on ne sait trop comment*" par les trotskystes. Tous suspects, dit le provocateur. A noter également.

Au passage, Soudoplatov essaie de salir la figure de Reiss en le calomniant (on verra qu'il n'est pas le seul), en insinuant quelque prévarication. C'est le même, d'ailleurs, qui justifie l'exécution du maréchal Toukhatchevski, principale figure de l'Armée rouge, fusillé en 1937, en affirmant que lui et ses amis, d'autres généraux fusillés, "*s'étaient servis de l'orchestre militaire pour organiser des concerts privés*" (p. 123). Crime entre les crimes dans un régime aussi peu corrompu, aussi pur que l'URSS de Staline !

Encore un exemple de mensonge :

"Staline avait régulièrement connaissance de rapports qui lui parvenaient d'un de nos agent infiltré dans un journal trotskyste de New York" (p. 109).

Soudoplatov, qui est présenté comme "*la mémoire institutionnelle encore vivante*" (p. 21), est, en l'occurrence, très discret : cet agent décrit vaguement et anonymement était la secrétaire de J. P.

Cannon, alors principal dirigeant trotskyste américain, Mme Sylvia Franklin, depuis démasquée. Pourquoi cette pudeur de Soudoplatov ? Soudoplatov écrit qu'en Espagne,

"Orlov (un de ses agents, NDLR) y faisait du bon travail en éliminant les trotskystes. Orlov réussit à publier un pamphlet antitrotskyste sous la signature Andreu Nin, un homme qu'il avait fait abattre par son équipe de tueurs sur ordres de Staline. Orlov écrivit un pamphlet dans le but de discréditer Trotsky pour donner à croire que Nin, qui avait été le secrétaire de celui-ci dans le passé (invention pure et simple, NDLR), avait changé de camp en raison des échecs et des trahisons des trotskystes en Espagne. C'était un morceau de désinformation très réussi" (p. 76).

Le militant révolutionnaire A. Nin, ancien trotskyste, avait été exécuté en raison de son opposition à Staline. Il fut, après son assassinat, victime des falsifications de l'équipe Soudoplatov. Les méthodes de désinformation décrites complaisamment par Soudoplatov ont-elles disparu de la panoplie des antitrotskystes ? Qui peut le croire ? L'ancien secrétaire de Trotsky, Salus, est empoisonné à Munich en 1953 par les services de Soudoplatov. Celui-ci ne dit absolument rien de cette affaire. Curieuse "mémoire institutionnelle"...

Quant à Sédov, le fils de Trotsky, Soudoplatov nie qu'il ait été assassiné (p. 116), mais son argumentation n'emporte pas la conviction : d'autres agents du GPU ont affirmé l'inverse récemment, et on ne voit pas pourquoi il faudrait croire un tel plutôt qu'un tel. Soudoplatov affirme ensuite n'avoir rien découvert dans les archives allant dans le sens d'un assassinat. Argument réel qu'il démolit (involontairement ?) plus loin en notant que dans certaines affaires "*les archives ont été pillées*" (p. 344) et que des documents importants ont été détruits. Valable ici mais invraisemblable pour l'assassinat de Sédov ? Soyons sérieux...

Soudoplatov salit également la mémoire de Sédov :

"Nous étions informés de toutes les tentatives du mouvement visant à intro-

duire des agents et du matériel de propagande en Union soviétique" (p. 116),

ce qui est une contre-vérité visant à faire passer Sédov pour un piètre conspirateur et, surtout, pour un homme dangereux.

Trotsky et Staline ? *"Tous deux avaient recours à des méthodes criminelles pour aboutir à leurs fins"* (p. 115). Trotsky égale Staline, et puisque c'est un homme de Staline qui le dit...

QU'EST-CE QU'UN PROVOCATEUR ?

Traiter des provocations, un des problèmes les plus délicats du mouvement ouvrier, nécessite de savoir ce qu'est une provocation et ce qu'est un agent provocateur, le policier infiltré, camouflé. Le poète Baudelaire disait du policier qu'il était *"l'ennemi absolu"*, définition forte mais peu utile. La définition du dictionnaire est ici d'une clarté totale : est un agent provocateur *"l'individu dont l'activité a pour but de provoquer des troubles pour justifier l'intervention de la police et les mesures répressives"* (dictionnaire Quillet), et il faut noter que le terme *"agent provocateur"* comme le terme *"mouchard"* sont passés de la langue française dans les autres langues. La bourgeoisie au pouvoir en France depuis la Révolution française a perfectionné à l'extrême l'Etat et ses moyens répressifs, ses méthodes policières, de Fouché jusqu'à Pasqua (4), et cette prééminence terminologique n'est que le reflet de la lutte des classes.

La France est le pays où la lutte des classes est la plus vive, soulignait Engels. Car, au point de départ, ici comme ailleurs, il y a la lutte des classes, et la bourgeoisie se bat avec les armes qui sont les siennes pour maintenir l'ordre de l'exploitation et de l'oppression. Le II^e Congrès de l'Internationale communiste, sous la plume de Lénine, précisait que

Résumons : Sédov était un irresponsable, Trotsky un criminel, Klement un chef *"d'une prétendue"* Internationale, Toukhatchevski un corrompu, Reiss un escroc. Soudoplatov salit ceux qu'il a fait assassiner. Salir et assassiner, tels sont les objectifs du provocateur, en 1994 comment en 1938...

Il est donc nécessaire de reprendre fort provisoirement (et peut-être même plus provisoirement que nous ne le croyons) la question des provocations.

II

"l'introduction de provocateurs" est un moyen auquel *"les gouvernements ont systématiquement recours"* (5).

Mais ce qui sied à la bourgeoisie au pouvoir ne sied pas au prolétariat révolutionnaire : les moyens de combat d'une classe dominante et ceux d'une classe dominée ne sont pas, ne peuvent pas être les mêmes. Il ne s'agit pas de morale abstraite mais d'efficacité révolutionnaire : celui qui est dominé, divisé par la concurrence, ne peut combattre comme celui qui domine par le biais d'un appareil d'Etat.

Dans *Leur morale et la nôtre*, Trotsky notait : *"La lutte à mort ne se conçoit pas sans ruse de guerre, en d'autres termes sans mensonge et tromperie"* (6) ; la réciproque est vraie : mensonge et tromperie sont les indices d'une lutte à mort. Trotsky poursuivait : *"Ne sont admissibles et obligatoires que les moyens qui accroissent la cohésion du prolétariat... Il découle de là précisément que tous les moyens ne sont pas permis"* (7).

(4) Il faut souligner que dans les rangs de la petite bourgeoisie libérale, plus l'agressivité verbale à l'égard de Pasqua est grande, plus le doute est systématique sur les provocations.

(5) Lénine : *Œuvres*, tome 31, p. 197.

(6) Trotsky : *Leur Morale et la nôtre*, Paris, 1977, p. 85.

(7) *Ibidem*, p. 96.

Là également, le principe réciproque est valable : celui qui pense que tous les moyens sont permis n'appartient pas au camp du prolétariat. Le cynique, le snob, le prétentieux, l'aventurier, n'est pas obligatoirement un provocateur, mais il ignore les méthodes de lutte du prolétariat et sa morale que Trotsky qualifiait ainsi : "*La morale émancipatrice du prolétariat a nécessairement un caractère révolutionnaire*" (8).

Il se croit impuni parce qu'il se croit au-dessus des classes et, se croyant au-dessus des classes, il tombe du côté de la bourgeoisie. La provocation n'est pas très loin, si tant est qu'elle ait été éloignée. Trotskyistes, nous nous situons du point de vue de la révolution prolétarienne et non du point de vue d'une morale éternelle.

LE STALINISME BÂTARD DU COMMUNISME ?

Dans son ouvrage *Agents de Moscou*, l'universitaire pabliste A. Brossat commet à ce sujet les plus grandes confusions (9). Ainsi, il consacre un chapitre de son étude à l'agent stalinien qui organisa l'assassinat du révolutionnaire I. Reiss, ce haut fonctionnaire des services secrets soviétiques qui rompit avec Staline en 1937 pour rejoindre la IV^e Internationale et fut assassiné par le GPU. Brossat écrit :

« Nous pourrions en rester là et l'abandonner (cet agent stalinien) ainsi, pour l'éternité, dans la posture du salaud. C'est d'ailleurs ce que font, peu ou prou, tous ceux qui écrivent sur l'affaire Reiss du point de vue de "l'accusation", de la "partie civile" et de la "famille" : Elisabeth Poretski, Victor Serge, Gérard Rosenthal, les historiens trotskystes » (10).

Cette phrase concentre ce que Trotsky appelait "*des échantillons de perfection gratuite éthique distribués gratuitement dans toutes les rédaction intéressées*" (11). Citons ce que Brossat lui-même écrit sur Efron (puisqu'il est le nom de l'agent) : "*Il combat jusqu'à la déroute finale, sous le drapeau de la monarchie*" (12), pendant la guerre civile, dans les

rangs des armées blanches, comme officier. Exilé, il devient agent du GPU, agent de haut vol puisqu'il "*savait nécessairement qui étaient Sedov et Reiss*" (13). Un des responsables du GPU, organisateur des assassinats des révolutionnaires après avoir combattu le bolchevisme pendant la guerre civile, voilà celui sur lequel Brossat s'interroge pour la morale éternelle (il le dit lui-même : "*pour l'éternité*").

Personne, dans les militants cités par Brossat, n'écrit "*du point de vue de la famille*" ! La compagne de Reiss, Elisabeth Poretski, militante révolutionnaire, écrit en défense de la révolution d'Octobre, contre le stalinisme. Elle a collaboré au bulletin de l'opposition trotskyste. Son témoignage s'intitule significativement *Les Nôtres* (14). Quant à affirmer que quelqu'un écrit sur l'affaire Reiss "*du point de vue de l'accusation*" (avec ou sans guillemets), cela prend une tournure particulière quand Reiss a rompu avec le stalinisme au moment des procès de Moscou, dans lesquels "l'accusation" joua un grand rôle pour exterminer la vieille garde bolchevique. Brossat oublie (?) ce qui devrait être déterminant pour un militant ouvrier : E. Poretski, G. Rosenthal, V. Serge, les trotskystes, au-delà de leurs divergences, ont lutté contre le stalinisme, pour la révolution socialiste. Il n'y a pas de "salaud" ou de "non-salaud", mais des combattants de l'ordre bourgeois et, contre eux, des militants ouvriers, ceux que E. Poretski appelait "*les nôtres*". Notons, enfin, un oubli de taille : Trotsky a écrit en défense de la mémoire de Reiss (15), et demande même que "*Elsa ne soit*

(8) *Ibidem*, p. 64.

(9) A. Brossat : *Agents de Moscou*, Paris, 1988.

(10) *Ibidem*, p. 196.

(11) Trotsky : *Leur morale et la nôtre*, p. 18.

(12) A. Brossat, *op. cit.*, p. 201.

(13) A. Brossat, *op. cit.*, p. 211.

(14) E. Poretski : *Les Nôtres*, Paris 1969.

(15) L. Trotsky : "*Une leçon tragique*", 21 septembre 1937, in *Les Nôtres* (pp. 9 à 13).

pas seule à parler” de Reiss (16). Mentionner Trotsky aurait condamné toute la démonstration de Brossat : Trotsky, c’est la IV^e Internationale, il faut les oublier.

Pour les trotskystes, la recherche historique est une chose importante, elle l’est encore plus quand il s’agit de la recherche sur (et contre) la provocation. Nous ne pensons pas, comme Brossat, que “le stalinisme... est bâtard du communisme et du despotisme oriental” (17), ce qui signifie, en bon français, que, quelque part, le communisme est père du stalinisme. Voilà la thèse de Brossat, et l’étude des provocations staliniennes n’est qu’un prétexte pour habiller une prétendue continuité entre communisme et stalinisme.

L'EXPÉRIENCE DE LA RÉVOLUTION DE 1917

Cette digression peut aider à comprendre que défendre les organisations ouvrières — et, au premier chef d’entre elles, la IV^e Internationale — contre les provocations, contre les calomnies, défendre la démocratie ouvrière — qui, pour les trotskystes, se concentre dans le centralisme démocratique — est une nécessité quotidienne. “La lutte contre les mouchards et les provocateurs” fait partie des “tâches d’organisation”, d’après Lénine (18). Tâche complexe, il est vrai, sur laquelle l’expérience de la lutte multi-séculaire du prolétariat peut nous aider grandement dans notre combat actuel contre les provocations.

V. Serge, militant anarchiste devenu bolchevik après 1917 et ensuite membre de l’Opposition de gauche, a résumé dans les années 1920 un certain nombre de données sur cette question (19), dont l’essentiel provient des archives de la police tsariste révélées par la révolution russe (on peut, sur de nombreux points, penser aux révélations des archives de la Stasi, la police stalinienne de l’ex-RDA, après la chute du Mur de Berlin).

Le provocateur doit être crédible : il doit se parer de l’habit du révolutionnaire

pour infiltrer l’organisation. Le tsarisme avait envoyé dans les rangs du Parti bolchevique un provocateur, le célèbre Malinovski. Lisons Lénine :

“Le pire fut, en 1912, l’entrée du provocateur Malinovski au comité central bolchevique. Il fit repérer des dizaines et des dizaines de camarades, parmi les meilleurs et les plus dévoués, il les fit envoyer au bagne et hâta la mort de beaucoup d’entre eux. S’il ne causa pas un mal encore plus grand, c’est parce que nous avions bien établi le rapport entre travail légal et illégal. Pour gagner notre confiance, Malinovski, en sa qualité de membre du comité central du parti et de député à la Douma, devait nous aider à lancer des journaux quotidiens légaux qui savaient, même sous le tsarisme, livrer combat à l’opportunisme des mencheviks, et répandre, sous une forme utilement voilée, les principes fondamentaux du bolchevisme. D’une main, Malinovski envoyait au bagne et à la mort des dizaines et des dizaines de meilleures militants du bolchevisme ; de l’autre, il devait aider, par la voie de la presse légale, à l’éducation de dizaines et de dizaines de milliers de nouveaux bolcheviks... Dans nombre de pays, y compris les plus avancés, la bourgeoisie envoie certainement et enverra des provocateurs dans les partis communistes” (20).

Le provocateur doit travailler en double comptabilité, car il n’est utile à ses maîtres qu’à un certain niveau de l’organisation. Il doit donc devenir un “responsable” mais, pour cela, il doit s’accommoder des méthodes prolétariennes du parti qu’il est censé désagréger, ce qui est à terme insupportable. D’autre part, le but du provocateur est d’appeler à la répression. A un moment ou à un autre, aux

(16) L. Trotsky : *Œuvres*, tome 18, p. 152.

(17) A. Brossat, *op. cit.*, p. 212.

(18) Lénine : *Œuvres*, tome 6, p. 241.

(19) V. Serge : “Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression” (la postface de l’ex-Ligue communiste — 1969 — est des plus inintéressantes).

(20) Lénine : *La Maladie infantile du communisme (le “gauchisme”)*, éditions du Progrès, Moscou, 1970 pp. 43-44.

ordres de ses commanditaires, il doit se dévoiler, il doit commettre un faux pas (et pas toujours au moment qu'il souhaite, lui, personnellement). Ajoutons que le combat politique l'oblige parfois à commettre ce faux pas.

Cette contradiction est ainsi définie par V. Serge :

"Plus le mouvement révolutionnaire sera prolétarien, c'est-à-dire nettement, énergiquement communiste, moins les agents provocateurs lui seront dangereux. Il y en aura vraisemblablement tant que durera le corps à corps des classes. Mais ce sont des individualités auxquelles l'habitude du travail et de la pensée collective, de la stricte discipline, de l'action calculée pour les masses et inspirée par une théorie scientifique de la situation sociale, offre le moins de possibilités d'exploit. Rien n'est plus contraire, en effet, à l'aventurisme, petit ou grand, que l'action ample, sérieuse, profonde, méthodique d'un grand parti marxiste-révolutionnaire, même illégal... Un parti communiste, même numériquement faible, représente toujours, de par son idéologie, la classe prolétarienne... De sorte que les desseins individuels, quand ils ne s'ajustent pas aux besoins du prolétariat — c'est-à-dire du parti —, y perdent beaucoup de leur importance. En ce sens, le parti communiste est, parmi toutes les organisations révolutionnaires que l'histoire a jusqu'à présent suscitées, la moins vulnérable aux coups de la provocation" (21).

Est-ce à dire que toute provocation soit automatiquement vouée à l'échec ? Non. Outre les dommages immédiats et parfois irréparables qu'elle peut commettre,

"la provocation est plus dangereuse par la défiance qu'elle sème entre les militants. Aussitôt que quelques traîtres ont été démasqués, la confiance disparaît au sein des organisations. Chose terrible, car la confiance en le parti est le ciment de toute force révolutionnaire" (22).

C'est pour cela, soit dit en passant, que c'est la confiance dans le parti qui est toujours visée.

En effet, introduire des provocateurs a pour objectif de chercher à désagréger, à décomposer les organisations ouvrières, à introduire dans leurs rangs des éléments et

les méthodes de la bourgeoisie. Et, pour cela, on ne peut accuser sans preuves quelqu'un d'être un provocateur policier ou stalinien même si de fortes présomptions existent ; cela pourrait la vie démocratique interne à l'organisation et la démocratie ouvrière en général. C'est, d'ailleurs, la seule victoire possible du provocateur : victoire posthume, puisque c'est sa découverte qui entraîne la méfiance au sein de l'organisation. L'égalité entre militants n'est plus de mise, ce ne sont plus les discussions politiques qui priment mais des "impressions".

"Le bolchevisme ne se conçoit pas, cela va sans dire, sans méthode matérialiste, en morale comme ailleurs" (23). De ce point de vue comme sur beaucoup d'autres, sur tous les points en fait, c'est la plus large publicité des textes et la bataille pour que ces textes soient écrits le cas échéant, la plus grande démocratie interne possible, l'éducation permanente et renouvelée du parti, la fermeté théorique, politique et organisationnelle de la direction qui empêche la suspicion désagrégatrice. La tâche est difficile, comme le reconnaissait Lénine en 1917 : *"Tous les partis sans exception ont à se reprocher de n'avoir pas su identifier les provocateurs"* infiltrés par la police tsariste (24), et le stalinisme a perfectionné ce travail à un point jamais égalé.

LE STALINISME

Car les divergences politiques (même les plus graves) sont une chose, les provocations visant à la destruction des organisations en sont une tout autre. C'est la bureaucratie stalinienne qui a assimilé divergences et provocations et organisé la liquidation physique des opposants, de tous les opposants. Cette logique a été ainsi codifiée par P. Togliatti (sous le nom

(21) V. Serge, *op. cit.*, pp. 27-28.

(22) V. Serge, *op. cit.*, p. 51.

(23) L. Trotsky, *op. cit.*, p. 64.

(24) Lénine : *Œuvres*, tome 24, p. 556.

d'Ercoli), dirigeant du PC italien, qui passa, à la fin de sa vie, pour un partisan de la "déstalinisation" :

"Il faut en finir avec la tendance à considérer la secte contre-révolutionnaire trotskiste et ses adhérents comme une fraction du mouvement ouvrier. Il faut mettre fin à la tolérance envers ces ignobles agents de l'ennemi. Il faut en terminer avec l'opinion suivant laquelle la lutte contre le trotskisme est une tâche qui concerne exclusivement les communistes. La tâche de la lutte contre le trotskisme doit être posée d'une manière nouvelle. Tout le mouvement ouvrier, toutes les organisations de la classe ouvrière doivent être nettoyées, radicalement et pour toujours" (25).

Aujourd'hui, la bureaucratie stalinienne s'est effondrée. Errant de par le monde, des agents utilisés auparavant à défendre les privilèges de la bureaucratie et désormais inemployés sont à la recherche de nouveaux commanditaires. De la même manière que de nombreux gardes-blancs ont été utilisés par la bureaucratie stalinienne contre le bolchevisme, les méthodes et les hommes du stalinisme vont être — et sont déjà — utilisés directement par la bourgeoisie et ses agences.

La décomposition de l'impérialisme va donner obligatoirement des formes nouvelles et perfectionnées à des pratiques anciennes. On se souvient de "témoignage" d'une "infirmière" en larmes racontant comment la soldatesque irakienne avait débranché les couveuses des nouveau-nés lors de la conquête du Koweït. Pure invention : il s'agissait de la fille de l'ambassadeur du Koweït, qui jouait la comédie. Il y a quelques années, cette comédie aurait mis des jours à être répandue. Les progrès techniques ont diffusé cette image, ce mensonge, dans le monde entier, en quelques heures. Par sa décomposition, utilisant les perfectionnements techniques les plus raffinés au service d'une politique de destruction, l'impérialisme sénile est encore plus dangereux.

C'est un principe de base des trotskystes que l'unité inconditionnelle contre les provocations bourgeoises ou staliniennes. Unité de classe contre la bourgeoisie, unité contre la répression, unité pour défendre les organisations ouvrières,

quelles que soient les divergences et les appréciations que l'on puisse porter sur ces organisations et leurs directions. Nous l'avons toujours fait, et c'est, en fait, nous le verrons plus loin, une tradition du mouvement ouvrier.

Quand Joseph Hansen, secrétaire de Trotsky, fondateur de la IV^e Internationale et du SWP, par la suite dirigeant du Secrétariat unifié pabliste, a été calomnié et traité d'agent du GPU par des adversaires politiques, malgré les divergences que les trotskystes avaient avec Hansen et son organisation, ils n'ont pas balancé une seconde pour le défendre contre les calomnies : ainsi le camarade Lambert participant au meeting de Londres organisé en janvier 1977 en défense de l'honneur militant de J. Hansen (26). Nous pourrions multiplier les exemples...

PROVOCATIONS CONTRE LE MOUVEMENT OUVRIER

L'histoire du mouvement ouvrier est inséparable des tentatives des partisans de la propriété privée pour y introduire ou y gagner des agents. Au point de départ, un agent "infiltré" ou un agent "retourné", ce n'est pas la même chose. Mais n'ayant par toujours à disposition les éléments de fait pour trancher cette question, et la psychologie étant souvent d'un faible recours en l'espèce, cette question devient secondaire. Jean Van Heijenoort, ancien secrétaire de Trotsky, sur cette question, note avec raison :

"Il faut donc être prudent quand on allègue des traits personnels pour faire la lumière en ces matières" (27).

Un grand dirigeant révolutionnaire, Blanqui, fut aussi victime de calomnies provocatrices. En 1848, après la révolu-

(25) Cité par Jean-Jacques Marie in *Trotsky*, textes et débats.

(26) *Informations ouvrières*, janvier 1977.

(27) Jean Van Heijenoort : *Sept ans auprès de Léon Trotsky*, Paris, 1978 (p. 151).

tion de Février, il importait de déconsidérer les militants communistes pour qui la révolution ne pouvait se réduire à remplacer un roi par une république bourgeoise.

"D'innombrables histoires circulaient : on prétendait que (Blanqui) était un nouvel apôtre de la Terreur."

Le 31 mars 1848, fut publié un document diffamatoire ; le directeur de la revue en question, un nommé Taschereau, qui donna son nom au document, *"était capable de se conformer aux régimes successifs et de recevoir sa nourriture de chacun d'eux"*. Le document "irréfutable" était anonyme, et

"bien que le document anonyme fut présenté comme authentique, il n'était que la copie d'une copie" (28). "Une question se pose : si le but du document était d'éliminer Blanqui de la scène politique, pourquoi n'avoir pas fait appel aux services d'un assassin ? C'était certainement la solution la plus expéditive. Mais une marque d'infamie atteindrait un double but : Blanqui serait isolé et le coup jetterait le trouble et la confusion dans le camp de la gauche" (29).

C'est ce qui arriva : par haine fractionnelle, le militant Barbès se fit l'écho de ces calomnies. Cependant, les dirigeants du mouvement démocratique Raspail, Cabet, Proudhon, par-delà leurs divergences, prirent le parti de Blanqui (30).

A l'occasion du procès de Cologne, en 1849, contre la Ligue des communistes, Marx résume ainsi les méthodes des

agents : un nommé Schmidt *"n'apprend par seulement leurs adresses, il leur rend visite, il espionne leur correspondance, il observe leurs mouvements, il pénètre dans leurs réunions, il les pousse en avant comme agent provocateur"* et des faux documents sont divulgués par la police (31). Rien de nouveau sous le soleil ! La loi antisocialiste de Bismarck (1878) visait à empêcher les progrès du mouvement ouvrier allemand (et d'ailleurs, n'y arriva pas parce que les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils, et plus particulièrement que les appareils policiers). Cette loi fut préparée par une méticuleuse campagne de calomnies, la plus sensationnelle étant une déclaration de Bismarck à la presse annonçant un pacte entre Marx et les jésuites (32). Peu de temps après, des attentats furent commis contre l'empereur Guillaume, les 1^{er} et 19 octobre, une loi antisocialiste votée. Le cycle "calomnies-provocations-répressions" pouvait continuer. Comme l'a écrit Marx en 1878 sur cette affaire, *"tout ça est de l'histoire ancienne mais reste éternellement neuf"*.

On a vu plus haut l'exemple de Malinovski, découvert en 1917, après la révolution : là également, la haine fractionnelle aveugla certains ennemis des bolcheviks qui savaient que Malinovski était un provocateur mais n'en ont pas parlé. Lénine appelle cette attitude un "crime" (33). Malinovski, découvert, a été fusillé. Lénine a été traité d'agent de l'Allemagne, mais ces provocations ont connu un plus grand développement contre Trotsky et la IV^e Internationale.



Les provocations contre la IV^e Internationale n'ont de viabilité que si elles se présentent de l'intérieur de celle-ci, comme issues de divergences politiques internes à celle-ci.

Ainsi, l'agent du GPU Ramon Mercader, l'assassin de Trotsky, se présentait comme un partisan déçu de la IV^e Internationale (c'est le cas de l'ensemble du mouvement ouvrier, mais c'est encore plus vrai en ce qui concerne les organisa-

(28) S. Bernstein : *Blanqui*, Paris, 1970, p. 155.

(29) *Ibidem*, p. 153.

(30) *Ibidem*, p. 157.

(31) *Karl Marx devant les jurés de Cologne*, Paris, 1939, p. 123.

(32) Marx-Engels : *La Social-démocratie allemande*, 10/18, Paris, p. 101.

(33) Lénine : *Œuvres*, tome 25, p. 103.

tions trotskystes) (34). A travers quelques exemples précis, nous allons pouvoir discerner le "modus operandi" de l'agent provocateur, son "écriture".

LES FRÈRES SOBOLEVECIUS

Cette affaire est connue, et les documents accessibles : fin 1929, deux frères, les frères Sobolevecius, Rubin l'aîné des deux et Abraham son cadet, originaires de Lituanie, adhèrent à l'Opposition de gauche à leur retour d'un séjour en URSS. Ils deviennent assez vite, sous le pseudonyme de Roman Well et de Sénine, des animateurs de l'Opposition internationale et rendent même visite à Trotsky à l'été 1931.

Ils sont chargés du bulletin de l'Opposition et, à la fin de 1932, "modifient certains articles dans un sens provocateur exploitable par les stalinien" (35) ; ils sont "attentifs à aggraver les conflits, à envenimer les relations personnelles, poussant à la scission, calomniant volontiers leurs adversaires du moment" (36). En janvier 1933, à quelques jours de la prise du pouvoir par Hitler, ils usurpent le journal de l'Opposition allemande *Die Permanente Revolution*, "en imitant le titre et toute la disposition typographique" (37), et se rallient au PC allemand.

Le 5 janvier 1933, Trotsky écrit :

"C'est Well qui a freiné les progrès de l'Opposition allemande, en introduisant de la confusion dans chaque mot d'ordre, dans chaque article, dans chaque action. Il était bien difficile de lutter contre lui puisqu'il ne mettait jamais les points sur les i."

Van Heijenoort, qui donne cette citation, la commente en ces termes :

"Description remarquable (qui) correspond exactement à la façon d'agir qu'un agent professionnel eut adoptée en de pareilles circonstances" (38).

Plus tard, au moment du premier procès de Moscou, en août 1936, Trotsky écrit à leur propos qu'il s'agit

"soit déjà d'agents directs du GPU, soit de jeunes arrivistes qui espéraient faire carrière dans l'Opposition de gauche et qui ensuite se sont servis de leur trahison envers cette Opposition pour faire carrière" (39).

Dans le cas des frères Sobolevecius, il s'agissait d'agents infiltrés qui continuèrent leur besogne au long des années 1930 et seront arrêtés après la Deuxième Guerre mondiale aux Etats-Unis en tant qu'espions.

ÉTIENNE

Le second exemple est également fort connu. Il s'agit du plus important agent jamais infiltré à l'intérieur de la IV^e Internationale. Son nom ? Mordka Zborowski, alias "Mark" ou "Etienne" dans les rangs des trotskystes. Réfugié polonais en France, stalinien convaincu, recruté par la GPU en 1933 pour renseigner sur des organisations d'exilés, il aura pour tâche de s'infiltrer dans le mouvement trotskyste et d'en gravir les échelons. Il devient le bras droit de Sédov, son confident, représentera la section russe au

(34) Lettre publiée in P. Broué : *L'assassinat de Trotsky*, Bruxelles, 1980. Cet ouvrage écrit à l'époque où Broué était trotskyste est des plus instructifs sur les questions de la provocation stalinienne.

(35) *Ibidem*, p. 39. Quel dommage que Broué, commençant sa trajectoire qui allait l'emmener hors de la IV^e Internationale, ait, par la suite, modifié certaines données de ses recherches. Ainsi, en 1980, il écrivait avec raison : "Nous possédons plusieurs procès-verbaux de cet organisme (le Secrétariat international de l'Opposition, NDLR) où il arrivait que les agents du GPU soient en majorité" (p. 39). Mais, en 1988, sur le même sujet, il écrivait : "On peut, bien entendu, dramatiser à l'extrême et relever qu'à certaines occasions (...) les agents du GPU et ceux qui allaient à brève échéance s'y rallier détenaient la majorité. Mais ce serait commettre un véritable anachronisme" (P. Broué, *Trotsky*, 1988, p. 624). Vérité en 1980, anachronisme en 1988 !

(36) P. Broué : *Trotsky*, p. 623.

(37) J. Van Heijenoort, *op. cit.*, p. 145.

(38) J. Van Heijenoort, *op. cit.*, p. 146.

(39) L. Trotsky : *Œuvres*, tome 11, p. 97.

Secrétariat international. Informé de choses essentielles, il préparera l'assassinat d'Ignace Reiss et celui de Léon Sédov et ne sera découvert qu'après guerre (40).

Mais la politique a toujours deux bouts : des responsables des services secrets soviétiques, épouvantés devant les purges, essaient d'avertir Trotsky, par lettre anonyme. "Etienne" est ainsi décrit comme "littéralement l'ombre de Sédov", ayant sa "confiance totale". Il ne faisait absolument rien pour se distinguer du reste de l'organisation, votant toujours avec la majorité, discret, voir insignifiant.

Contrairement à ce qui a pu être dit, Trotsky prend cette dénonciation très au sérieux, avec autant de sérieux qu'il rejetait les accusations basées sur des impressions. Il propose, outre des mesures organisationnelles simples pour vérifier s'il ne s'agit pas d'une manœuvre du GPU "qui veut semer la démoralisation dans nos rangs" (41), de constituer une commission de trois membres, avec son propre avocat, le militant trotskyste Gérard Rosenthal, l'ancien dirigeant du PCF A. Rosmer, qui jouissait d'une haute estime morale (et qui n'était pas membre de la IV^e Internationale), et, enfin, l'historien menchevique Nikolaievski. Notons que Trotsky se tourne vers des militants qui ne sont pas tous ses partisans : la lutte contre la provocation concerne tout le mouvement ouvrier (42) ! Comme les frères Sobolevecius, "Etienne" poursuivra sa carrière au Etats-Unis après guerre où il sera arrêté, jugé et très peu inquiété pour son activité de provocateur stalinien.

DES LETTRES, DES COURRIERS...

La provocation contre la IV^e Internationale doit s'accompagner d'une "rupture" publique. En juillet 1938, R. K. Klement, secrétaire de la IV^e Internationale, disparaît de son domicile parisien ; il ne réapparaîtra jamais, assassiné par le GPU à quelques semaines de la proclamation de la IV^e Internationale. Un corps dépecé, identifié par ses camarades comme le sien, sera repêché dans la Seine (43). Trotsky et quelques dirigeants trots-

kystes reçoivent par la poste une lettre signée de Frédéric (un ancien pseudonyme de Klement), un faux magistral dans lequel la "rupture" de "Frédéric" avec la IV^e Internationale est annoncée. Que dit cette lettre ?

"Collaboration directe avec la Gestapo", "méthodes bonapartistes" de Trotsky, "vous avez livré le POUM aux staliniens qui l'ont mis en pièces", "l'absence d'unité intérieure qui existe dans nos sections dégènera à la conférence en une scission" et, enfin, "le chemin que j'ai pendant longtemps suivi loyalement est celui de la trahison" (44).

En août 1940, on trouve sur l'assassin de Trotsky, Ramon Mercader, une lettre manuscrite dans laquelle il se présente comme un trotskyste déçu. Que dit cette autre lettre ?

"Je me trouvais devant un homme (Trotsky) qui ne désirait que satisfaire ses désirs de vengeance et de haine, et qui ne se servait de la lutte ouvrière que comme d'un moyen de cacher ses propres mesquineries et ses bas calculs... Ce fut alors que j'éprouvai la plus profonde désillusion et le plus grand mépris pour cet homme en qui j'avais cru jusqu'alors. On me propose d'aller en Russie pour y organiser une série d'attentats... D'où vient cet argent ? (...) Le consul d'une grande nation étrangère" (45).

AFFAIRES ANCIENNES ?

On s'arrêtera là sur les provocations anciennes. Qui peut croire que les mêmes

(40) Voir sur Etienne le témoignage de G. Rosenthal dans *Avocat de Trotsky*.

(41) P. Broué : *L'assassinat de Trotsky*, p. 45.

(42) L. Trotsky : *Œuvres*, tome 20, pp. 29-30.

(43) Sur l'assassinat de Klement, voir aussi M. Rosenthal, *op. cit.*

(44) Sur ce sujet, voir L. Trotsky : *"La prétendue lettre de Klement"*, *Œuvres*, tome 18, pp. 215-230.

(45) In Broué : *L'assassinat de Trotsky*, pp. 152-155.

mécanismes, poursuivant les mêmes objectifs, empruntant les mêmes stratégies, n'aient plus cours aujourd'hui ? Nous aurons l'occasion d'y revenir. Il reste que la seule lutte efficace contre la provocation est dans la construction du parti, de l'Internationale, et dans le combat pour des méthodes communistes de travail. Tautologie ? Non : le révolutionnaire qui ne recrute pas par peur d'être infiltré tombera victime de sa propre méfiance — non envers les autres, mais de sa méfiance envers ses propres idées qu'il ne propage

ni n'organise. La lutte de classes est plus forte que n'importe quel provocateur : le provocateur Etienne n'a pu empêcher la proclamation de la IV^e Internationale, malgré les assassinats de Sédov, Reiss, Klement, Wolf, Trotsky et bien d'autres. Le provocateur Malinovski n'a pu empêcher la révolution d'Octobre.

Leurs successeurs n'empêcheront rien non plus.

Jean-Marc Schiappa

APFARRES AMLIENNES ?

On s'attend à voir les provocations anciennes. On peut croire que les hommes (40) voir le thème le langage de la mondialisation dans l'œuvre de Trotsky.

(41) P. Sédov, L'assassinat de Trotsky, p. 27.

(42) J. Trotsky, Œuvres, tome 10, pp. 29-30.

(43) Sur l'assassinat de Klement, voir aussi M. Klement, Œuvres, tome 10, pp. 111-112.

(44) Sur le rôle de Trotsky, voir M. Klement, Œuvres, tome 10, pp. 111-112.

(45) Le rôle de Trotsky, voir M. Klement, Œuvres, tome 10, pp. 111-112.

DES AFFAIRES DES COURRIERS

L'Internationale doit accompagner une campagne d'adhésion. Le 10 juillet 1938, R. Klement, secrétaire de la IV^e Internationale, disparaît de son domicile parisien ; il ne réapparaît jamais, mais seulement par 10 ou 12 quelques semaines de la proclamation de la IV^e Internationale. Un corps dépecé, identifié par ses caractéristiques, sera repêché dans la Seine (47). Trotsky, quelques dirigeants not-

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Raul Gomez, Philippe Larsimont, Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde, Jorge Villaran.

Imprimerie INFOTEC 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X